

Alors que des centaines de blessés sont évacués de Vukovar

L'armée fédérale poursuit son offensive

Indifférences

VUKOVAR est tombée après trois mois de siège. Dubrovnik et les ports de l'Adriatique sont toujours encerclés, les combats font rage en Slavonie. Et que fait la communauté internationale ? Elle regarde, dans l'indifférence ou l'impuissance, l'armée fédérale et les milices serbes poursuivre leur inexorable progression en Croatie.

Certes, l'indignation grandit, mais il est bien tard ! On s'est ému bruyamment du sort des monuments de Dubrovnik - heureusement à peine endommagés - et l'on oublie toutes les tragédies qui se déroulent quotidiennement « à moins de deux heures de vol de Paris ». Le sort du patrimoine doit-il passer avant celui des vies humaines ? Des corridors humanitaires sont sur le point d'être mis en place par les Italiens et les Français, mais ils n'empêcheront pas les belligérants de continuer à s'entre-tuer, et beaucoup d'enfants qui sont évacués par bateau sont sans doute, hélas, de futurs orphelins.

La bataille de Vukovar, qui était le symbole de la résistance croate, a fait plusieurs centaines de morts. Durant des semaines, des milliers de familles ont vécu terrées dans des caves, dans les conditions que l'on peut imaginer. L'exode de la population, le transport des blessés se font hors du contrôle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui dénonce les violations des conventions de Genève par l'armée et les redoutables milices serbes. En revanche, les observateurs européens se sont pliés aux conditions des fédéraux...

Un photographe a fait état du massacre de quarante et un enfants, trouvés éparpillés dans une école de village. Pour l'armée fédérale, les auteurs de cette tuerie sont des gardes nationaux croates, mais le gouvernement de Zagreb a demandé l'ouverture d'une enquête internationale. Dans les Balkans comme ailleurs, les guerres civiles engendrent d'horribles massacres. Celle-ci ne fait - hélas ! - pas exception à la règle, et des pogroms anti-Croates ont été perpétrés au mois d'octobre.

Et pendant ce temps-là, lord Carrington, qui doutait déjà au départ des chances de réussite de la mission qui lui était confiée, annonce des progrès significatifs de la négociation après avoir rencontré le président serbe, M. Slobodan Milosevic, qui ne cesse de jouer au chat et à la souris avec les médiateurs européens. Incapable d'imposer un cessez-le-feu - tâche à vrai dire qui relève de l'exploit puisque ni les Serbes, ni les Croates, ni l'armée ne contrôlent toutes leurs troupes - la CEE a décrété des sanctions économiques et commerciales contre la Yougoslavie.

Elle demande maintenant au Conseil de sécurité d'appliquer un embargo pétrolier, mais les Nations unies ne paraissent pas pressées. Quant aux Etats-Unis, ils n'ont pour le moment aucune envie de se mêler d'un conflit qui ne présente pour eux aucun enjeu majeur, et ils préfèrent laisser les Européens agir, ou plutôt tenter d'agir...

Ce ne sont pas les sanctions qui arrêteront les tueries en Yougoslavie. Il est constamment de voir la communauté internationale baisser les bras, comme si elle se contentait d'espérer que cette guerre ne fera pas tache d'huile dans les autres pays de la région.

M0147 - 1122 0 - 6,00 F



contre les villes croates de Slavonie

Tandis que se poursuivait l'évacuation de plusieurs centaines de blessés croates de l'hôpital de Vukovar, hors du contrôle du Comité international de la Croix-Rouge, l'armée fédérale lançait, jeudi 21 novembre, une nouvelle offensive contre plusieurs villes croates de Slavonie, notamment Osijek. M. Cyrus Vance, l'ambassadeur de l'ONU, a déclaré à Zagreb qu'un débat sur l'envoi éventuel de casques bleus pourrait avoir lieu, fin novembre, aux Nations unies.

Le courage des pacifistes

BELGRADE

de notre correspondante

Mir, un mot magique qui surgit timidement dans cette folie guerrière qui a envahi une bonne partie de la Yougoslavie. Trois lettres que l'on n'ose à peine porter sur le revers de sa veste de peur d'être insulté ou même malmené. Mir - la paix - est un terme encore anachronique dans une Serbie qui prétend toujours ne pas être en guerre. Mir est un symbole de courage dans cette République où les médias mènent une campagne de plus

en plus acharnée pour exacerber les sentiments belliqueux de la population. Mir est un luxe que l'on ne peut se permettre « alors que le peuple serbe est à nouveau menacé de génocide, alors que la Serbie est la proie d'un complot croato-italiano-germanique ». Le mot est en dissonance avec toutes les cassettes de chants guerriers que l'on vend dans la grande rue piétonne de Belgrade.

FLORENCE HARTMANN
Lire la suite et les articles d'YVES HELLER et JOSÉ-ALAIN FRALON page 4

M. Delors et l'union politique européenne

Un projet de traité « inapplicable et paralysant » page 3

La campagne électorale en Belgique

L'immigration en arrière-plan. page 6

Transfusion sanguine

L'indemnisation des personnes contaminées s'élèverait à douze milliards de francs. page 14

Le nouveau film d'André Téchiné

« J'embrasse pas », une œuvre d'amour et de solitude. page 17

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46

Selon le rapport de la commission d'enquête

Les financements « occultes » des partis n'ont pas cessé

Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, présenté jeudi 21 novembre par MM. Pierre Mazeaud, député (RPR) de la Haute-Savoie, et Jean Le Garrec, député (PS) du Nord, constate qu'en dépit des lois de 1988 et 1990 instaurant un financement public des partis, « les pratiques occultes n'ont pas disparu ». Pour remédier à cette situation, les députés proposent de compléter ces lois.

Les nouvelles techniques de communication et la décentralisation ont considérablement accru, ces dix dernières années, les dépenses liées à l'activité politique. Au cours de leurs auditions, d'abord organisées à huis clos, puis de façon publique, les membres de la commission d'enquête sur le financement des partis ont, ainsi, pu établir que le budget du Parti socialiste ou celui du RPR avaient pratiquement doublé depuis 1987.

Dans le même temps, la baisse du militantisme n'a pas été compensée, sur le plan financier, par l'aide de l'Etat, apportée jusqu'à présent aux seules formations représentées au Parlement. Les partis ont donc recouru à des

« pratiques occultes », que les lois de 1988 et de 1990 sur le financement des partis et des campagnes électorales n'ont pas fait disparaître. Aussi, le rapport de la commission propose-t-il de rouvrir ce chantier. Le rapport d'enquête souligne, aussi, les difficultés rencontrées par les commissaires pour obtenir des informations précises de la part des responsables économiques et, à un moindre degré, politiques. Ils se sont heurtés, en outre, à l'impossibilité de « se faire une idée, même sommaire », des modes de financement des instances locales des différents partis.

Lire page 10, dans notre dossier « Point », les principales conclusions de la commission d'enquête et l'article de PASCAL ROBERT-DIARD

L'Afrique et son économie mystère

Le continent accumule les retards. Sa culture s'accommode mal des règles capitalistes

par Eric Fottorino

A lire les rapports qui, d'année en année, évaluent le niveau de vie en Afrique, on est pris d'un certain malaise. Il est partout question de baisse du revenu par habitant, de recul de la production, de compression de l'épargne, de fuite des capitaux, de délabrement des infrastructures. Sans oublier les facteurs exogènes à l'économie, comme l'avancée des épidémies, le feu roulant des guerilles et la famine trop souvent confondue avec la malnutrition. Autant de calamités qui devraient faire de l'Afrique un espace mort au monde, sans âme qui vive. Or il suffit de s'aventurer entre Capricorne et Cameroun pour recevoir au visage cette réalité d'une autre Afrique, vivante celle-là, gaie, entrepre-

nante, où l'on dit avec humour que si la situation est toujours désespérée, elle n'est jamais grave... De ce continent-cassier surgissent des pépites humaines, cinéastes, musiciens, sportifs, mais aussi, surtout, ces hommes et femmes « sans feu ni lieu » qui inventent leur survie au jour le jour, échappant aux critères carcénaux du développement édictés par l'homme blanc. « Quelle certitude avons-nous que nos instruments à mesurer l'esprit donnent encore, dépayés, des résultats satisfaisants ? », interrogeait naguère Georges Balandier dans *L'Afrique ambiguë* (1). Ce doute vaut pour l'approche économique de ce continent, où la statistique est une forme déguisée du mensonge.

Lire la suite page 37

(1) Terre humaine, Plon.

Francophonie



Le sommet francophone de Paris

Les Etats de langue française ont réclamé le rétablissement du Père Aristide dans ses fonctions de président d'Haïti. Lire page 3 l'article de JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Un entretien avec M. Marchand

« Il faut repousser la tentation sécuritaire » nous déclare le ministre de l'intérieur

Le conseil des ministres du 20 novembre a donné le coup d'envoi d'une politique gouvernementale de « sécurité intérieure ». Le ministre de l'intérieur est le maître d'œuvre de cette démarche interministérielle qui vise à développer l'effort de l'Etat et à coordonner l'action des différents acteurs - police, gendarmerie, douanes, polices municipales, sociétés de vigiles. Il répond ici à nos questions.

« Que recouvre la notion de sécurité intérieure ? »

« Les Français expriment un « besoin de sécurité » qui traduit une attente forte chez ceux qui

se trouvent confrontés à la petite délinquance au quotidien. Or, la sécurité est davantage qu'un besoin : c'est un droit fondamental que l'Etat doit garantir à chacun, notamment aux plus défavorisés qui sont souvent les premières victimes de l'insécurité.

« La demande de sécurité se forme aujourd'hui dans une société qui a été modelée par des mutations de grande ampleur, dont la croissance urbaine et ses phénomènes de « relégation » dans des banlieues constituent l'expression la plus sensible.

Propos recueillis par ERICH INCIVIAN Lire la suite page 15

Prix Goncourt

PIERRE COMBESCOT

Les Filles du Calvaire

roman

Grasset



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 9 F ; Côte d'Ivoire, 405 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 E ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; République, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هنا من ليد

DÉBATS

Le Front national et l'immigration

Face à l'extrême

Le moment est venu. Apparu au grand jour en 1984, lors des municipales de Dreux, le Front national séduit aujourd'hui plus d'un Français sur trois. La pérennité et l'accroissement de son influence ont fini par perturber les autres forces politiques : un ancien président de la République en appelle au droit du sang pour résoudre les maux prétendument causés par l'immigration ; les écarts de langage se multiplient. Les repères s'effondrent, le débat démocratique tend à se transformer en spectacle de variétés et les effets d'annonce l'emportent sur la réflexion. Partout on parle de la nation, en oubliant la mondialisation de l'économie, la formation progressive d'un ensemble européen, le développement des moyens de transport qui facilite les déplacements et les migrations ; en oubliant surtout que la nation française s'est constituée, depuis 1789, sur l'adhésion à des principes et non sur une filiation biologique ; en oubliant donc que ceux qui se targuent d'être d'ardents patriotes ne sont bien souvent que des ennemis de la République.

Le cri des loups

Ceux qui résistent à cette dérive, de droite comme de gauche, ne parviennent plus à se faire entendre : lorsque la confusion se généralise, le cri des loups domine la voix de la raison. Et la meute grossit : le discours raciste et antisémite, bien que théoriquement condamné par la loi, se banalise.

Le voilà qui s'affiche impunément derrière les vitrines d'une librairie négationniste installée au cœur du Quartier latin. On y vend des ouvrages affirmant que, dans les camps nazis, seuls des poux ont été gazés.

Voilà encore ce discours entendu ici ou là : voyageur d'un train qui vous explique poliment son amour pour la nature, les verts pâturages... et se moque des Arabes ; employés d'une adminis-

tration qui préconisent en toute bonne conscience l'expulsion de tous les étrangers ; propriétaires d'appartement qui sélectionnent leurs locataires au faciès.

Et puis tous ces personnages respectables qui animent le débat intellectuel et manient le verbe avec élégance et éloquence : tel écrivain, « libéral non conformiste », déclare goûter dans les pamphlets antisémites de Céline la « mélodie de l'insulte » ; tel sociologue à la mode jette un « nouveau regard » sur la société en brandissant les origines religieuses ou ethniques des individus comme chef des comportements - c'est parce qu'ils sont protestants que Lionel Jospin et Michel Rocard tolèrent le port du voile à l'école, appliquant ainsi « le séculaire programme jamais abandonné de la revanche protestante : noyer le catholicisme gallican dans la multiconfessionnalité » ! Simples bout-foneries ou inquiétante dérive ?

Le moment est venu. Le parti qui se situe à l'extrême droite de l'échiquier politique est désormais en ordre de bataille. Son venin distillé depuis plusieurs années dans l'opinion publique, le terrain lui paraît prêt. Il s'appuie sur un chef dont le culte rappelle - pour prendre un exemple français - celui qui entourait Doriot au PPF : il forme idéologiquement des militants qui doivent savoir que « les mots sont des armes » ; il a constitué une nébuleuse d'associations fondées sur une vision corporatiste de la société fidèle à l'esprit de Vichy : des structures se mettent ainsi en place dans le monde paysan, au sein des universités, ou parmi les défenseurs de l'environnement.

Il vient de formuler cinquante mesures concernant l'immigration dont la violence serait dérisoire si l'audience de ce parti n'était pas ce qu'elle est. Y sont dénoncés des principes contraires aux principes républicains les plus élémentaires - limitation du droit de déplacement des personnes, ségrégation généralisée entre Français et immigrés, application rétroactive d'un nouveau code de la nationalité

fondé sur le jus sanguinis intégral.

Tout un système de pensée élaboré depuis vingt ans dans les cercles de la « nouvelle droite » arrive à présent à maturité, et prétend, récupérant au passage l'écologie, « défendre les espèces menacées, au premier rang desquelles se trouve le Français ». Ces discours s'inscrivent aussi dans une tradition plus lointaine issue de Charles Maurras, de la « France seule », des spécialistes du fichage et des statuts spéciaux. Ces mesures, si elles entraient en application, placeraient la France au ban des nations, transformeraient une république à vocation universelle en régime autoritaire et isolé, cloisonneraient le pays derrière des murailles qui rappellent des murs ailleurs effondrés et les barbelés délimitant hier les champs clos de l'horreur.

Inquisition et exclusion

Une certaine respectabilité, gagnée dans les urnes, acquise lors d'émissions grand public, conquise grâce à la banalisation de certaines attitudes, permet d'énoncer aujourd'hui tranquillement des propositions qui auraient fait frémir il y a dix ans. Nous alarmons-nous à tort ? S'agit-il seulement d'une récurrence passagère d'un pouja-

disme chronique ? Une seule chose est certaine, si le Front national était associé au pouvoir, nul n'aurait le droit de dire : « Je ne savais pas ».

Le moment est venu. Que chacun prenne ses responsabilités et s'engage dans les structures qui font vivre la démocratie, ou qui devraient la faire vivre. La démocratie est précieuse et la cité dégoûtée quand on l'abandonne. Faisons mentir ceux qui disent que les jeunes se désintéressent de la politique. L'enjeu est aujourd'hui de taille. Les élections régionales à venir ne sauraient se réduire à un affrontement entre des démagogues néo-fascistes et des hommes d'affaires prétendument de gauche, comme cela s'est récemment produit en Louisiane. Qui ne comprendrait alors l'abstention massive.

Les signataires de ce texte, fonctionnaires ou élèves-fonctionnaires, ne collaboreront pas à un Etat qui pratiquerait l'inquisition et l'exclusion. Ils appellent tous les étudiants à s'engager dès aujourd'hui pour la défense des principes démocratiques et le respect d'autrui.

Emmanuel Breen, Jérôme Giudicelli, Stéphane Israël, élèves de l'ENS-Ulm, Cyrille Roux, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Cosmopolitisme

par Guy Konopnicki

La pensée française vient de connaître un enrichissement considérable dont il nous faut, de toute urgence, saluer l'auteur, en la personne de M. Bruno Mégret. M. Mégret qui, enfin, nous libère en bannissant le cosmopolitisme de nos écoles !

Il était temps, plus que temps ! Pouvaient-ils continuer à enseigner à nos enfants les lois de la prétendue gravitation universelle, lois éphémères, à partir des extrapolations d'un anglais qui regardait

tomber les pommes ? Nos pommes françaises donnent du bon diable, c'est tout, on ne saurait les confondre avec les anglaïques attirées par le magnétisme de leur sol. De la même manière, il faudra cesser de prétendre que la Terre tourne. Ce constat, dû à un Italien d'ailleurs condamné en son temps, ne vaut guère pour la Gaule transalpine : la Terre peut bien tourner à l'envers, ce n'est guère surprenant, mais notre terre française ne tourne pas plus qu'elle ne ment. On n'en finirait pas d'énumérer les méfaits du cosmopolitisme, cette pensée maléfique qui laisserait à croire qu'il existe, hors de France, des gens fréquents.

Ce n'est pas parce qu'un juif vocifère du haut d'une montagne qu'il faut permettre à nos esclaves de se reposer le septième jour. Si l'on n'y prenait garde, ces gens finiraient par réclamer une protection sociale.

On comprend qu'au pays de Mégret et Le Pen, l'entrée soit payante, désormais : pour contempler semblerait-il, on ne saurait regarder à la dépense. On peut d'ailleurs suggérer à nos grands penseurs une légère modification pragmatique. Les cinquante points du Front national invitent en effet à construire des camps d'hébergement surveillés près des aéroports et non plus près des voies de chemin de fer. Tant qu'à bannir le cosmopolitisme, autant transformer la totalité des aéroports en centres d'expulsion des étrangers. Les aéroports ont ceci de maléfique qu'ils établissent des liaisons entre la France et l'étranger. On ne saurait donc les conserver plus longtemps.

► Guy Konopnicki est journaliste et écrivain

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Du social pour l'Europe

Comment donner à la Communauté européenne l'élan interne qui lui manque, pour répondre aux espoirs qu'elle fait naître chez les autres ? En lui donnant un véritable contenu social et démocratique, répondent les Européens les plus fervents.

ELARGISSEMENT ou approfondissement ? Faut-il donner la priorité à l'accueil des pays de l'Est ou au renforcement des structures actuelles, grâce à l'union économique et politique ? Ce débat auquel est confrontée la Communauté européenne depuis la chute du rideau de fer est au cœur de la discussion organisée par la revue *Esprit* entre le politologue Jacques Delors, le sociologue Alain Touraine, l'historien Jacques Le Goff et le spécialiste des relations internationales Pierre Hassner. La position de Jacques Delors sur ce sujet est claire : l'élargissement est inévitable, mais il faut commencer par doter la CEE d'une personnalité politique - ce qui sera la tâche du sommet de Maastricht.

Cette priorité politique n'évite pas, toutefois, la question de savoir quelle peut être la configuration idéale de l'Europe et surtout sur quelles valeurs ou quelles traditions celle-ci peut fonder son unité. Quelles sont, en quelque sorte, ses frontières « naturelles » ? Pour Alain Touraine, il ne fait pas de doute que la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne font partie de l'espace européen et que ces pays doivent rallier au plus vite la Communauté. Jacques Le Goff, en revanche, a plus de mal à lire dans l'histoire les limites culturelles de l'Europe. Il se méfie en particulier de l'idée de l'Europe, qu'il voit resurgir chez certains intellectuels hongrois ou chez Milan Kundera et qu'il trouve « relativement dangereuse ». Il est plus frappé par la diversité du Vieux Continent - en particulier entre le Nord et le Sud - que par son unité. Et à ses yeux, l'Europe qui est à faire doit rester, sous ses institutions communes, une Europe de la diversité.

Mais, par-delà ces différences, sur quelles valeurs l'Europe peut-elle se constituer ? Quel message peut-elle adresser à ceux qui veulent la rejoindre - et plus largement au reste du monde. De ce point de vue, on ne peut qu'être frappé par la distance entre la fascination qu'exerce la CEE sur ses voisins... et le peu d'enthousiasme qu'elle suscite auprès des Européens eux-mêmes. Il manque manifestement à la Communauté l'élan interne, la conviction qui lui permettrait de dépasser ses contradictions et de s'imposer comme partenaire autonome sur la scène internationale.

Le désarroi des Polonais

Pour Alain Touraine ce « déficit politique » est lié à la crise de la social-démocratie, qui pendant longtemps a pu apparaître comme ce qui différencie les vieilles nations occidentales, entre le communisme et le capitalisme ultralibéral américain. A ses yeux, l'avenir de l'Europe est en partie lié à sa capacité à imaginer un nouveau modèle de société, à la fois politique, social et culturel. « L'Europe, demande-t-il, n'est-elle pas aujourd'hui dans l'absence de nécessité de définir un nouvel équilibre entre l'économie de marché et l'intervention d'Etats ou de forces sociales ? Il faut imaginer un modèle qui succède à la social-démocratie classique, en reculant partout ».

Cette préoccupation paraît particulièrement pertinente, lorsqu'on lit le dossier que l'excellente revue spécialisée sur les pays de l'Est, la *Nouvelle Alternative*, consacre à « La question sociale dans l'Europe post-communiste » et en particulier l'interview de l'ancien ministre polonais du travail, M. Jacek Kuron. Celui-ci analyse avec beaucoup de lucidité le désarroi d'une société où la chute du communisme a entraîné, dans les esprits, celle du socialisme et de la gauche en général, mais pour laquelle

la privatisation de l'économie se traduit par une explosion du chômage, de la misère et des inégalités sociales. Le système communiste, explique-t-il, était absurde et contre-productif, mais il garantissait à tous la sécurité matérielle. Comment expliquer à ceux qui l'ont abattu que la situation ne peut être que pire ? Et comment mettre en place une économie libérale, en garantissant à ceux qui en seront les victimes (chômeurs, personnes âgées, femmes seules, jeunes sans qualification...) l'assistance leur évitant de sombrer dans le désespoir ?

Qu'attendent les Polonais de la Communauté européenne ? Quelle leçon peuvent-ils tirer de l'expérience des démocraties occidentales ? M. Jacek Kuron répond très directement à la question : « Il faudrait apprendre à faire un programme fondé sur la productivité tout en créant parallèlement, le plus vite possible, un système de couverture sociale tel que les gens puissent revenir au niveau de vie qu'ils avaient sous le communisme, puis le dépasser. Mais il faudrait surtout y parvenir par d'autres moyens : par la participation active au marché économique, par la solidarité sociale et par l'intermédiaire de toutes sortes d'institutions indépendantes du pouvoir ».

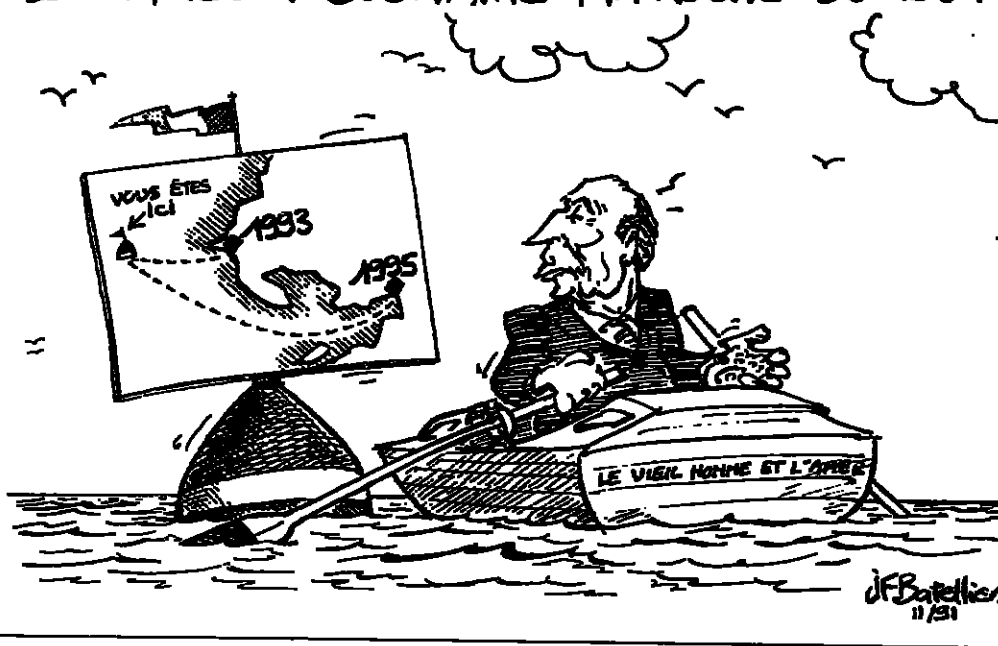
Espaces gignés

Développement de social et une plus grande participation des citoyens au débat démocratique : telles sont les priorités que devrait se donner la Communauté, une fois entérinées les décisions sur l'union économique et monétaire. C'est en tout cas ce que souhaite M. Emile Noël, président de l'université européenne de Florence, dans un numéro de l'*« Evénement européen »* intitulé : « Minorités. Quelles chances pour l'Europe ? » On retrouve, dans cette livraison, sous la plume de M. Edgard Pisani, le débat programme européen sur les institutions et la meilleure façon de concilier l'efficacité managériale et la participation démocratique du plus grand nombre. Si pour M. Paul Thibaud - qui défend cette idée à la fois dans *Esprit* et dans la revue *Pouvoirs locaux* - l'extension doit rester le lieu de la politique, le cadre où s'exprime l'identité et la solidarité, M. Edgard Pisani avance, lui, l'idée « d'espaces gignés », qui, de la région à la Communauté, permettraient aux individus de connaître plusieurs types d'appartenance et plusieurs modes de participation. « L'Europe de demain devra assumer en quelque sorte une citoyenneté à géométrie variable », écrit, de son côté, M. Jacques Delors. Et M. Edgard Pisani imagine deux modes démocratiques de délégations de pouvoir, l'un privilégiant l'efficacité, l'autre la participation.

Toutes ces réflexions partent du même constat : l'économie a marqué la réussite et la limite de la construction européenne. Elle lui assure sa crédibilité, mais elle ne suffit pas à la faire exister. Cette existence ne peut être qu'un acte de foi - c'est-à-dire répondre à un besoin politique et culturel. Ce besoin existe sans doute. Il reste à le révéler et à en faire prendre conscience aux Européens eux-mêmes. C'est le travail des politiques et des intellectuels. Donc des revues :

- *Esprit*. Novembre 1991, 70 F.
- *La Nouvelle Alternative*. N. 23, Octobre 1991, 60 F.
- *Pouvoirs locaux*, n° 10, III 1991, 2, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne-Billancourt.

LE RAMEUR SOLITAIRE APPROCHE DU BUT



Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gustave 94852 Ivry Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGOUT 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Tél. : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlin 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Tél. : MONDIPUB 634 129 F Tél. : 46-62-95-75. Société filiale de la SARL Le Monde et de Matern et Régis Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Il faut avoir l'habileté d'écrire tout les noms propres en capitales d'imprimerie.
111 MON 03 PP-Paris RP

REVUES
Du social pour l'Europe

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 22 novembre 1991 3

Le sommet de Chaillot

Les Etats francophones exigent « la restauration du président légitime » d'Haïti

Si des « querelles subalternes » selon l'expression du premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, persistent entre Ottawa et Paris à propos de la gestion de la francophonie, les deux capitales se sont en revanche mises facilement d'accord pour obtenir de leurs pairs francophones l'adoption, mercredi 20 novembre, d'une motion exigeant « le rétablissement en Haïti de l'ordre constitutionnel, ainsi que la restauration du président légitime, le Père Aristide ». En outre jusqu'à

est accomplissement, « est suspendue la mise en œuvre des accords de coopération entre l'Agence de coopération culturelle et technique et Haïti ».

Certains petits pays ayant subi les pressions canado-françaises n'ont pu que regretter dans les coulisses du sommet « l'abandon par la France de sa doctrine diplomatique reconnaissant les Etats et non les régimes » et « la pénalisation culturelle des Haïtiens qui ne sont pas responsables du renversement du Père Aristide ». Les Français, qui

ont fait savoir qu'ils comptaient augmenter d'une centaine de millions de francs par an leur contribution à la francophonie, la portant ainsi à près de 400 millions de francs, ont appuyé un appel de la conférence en faveur des vingt participants d'Afrique noire, visant à obtenir pour eux de la part des nations industrialisées « une aide publique au développement représentant 0,7 % de leur produit intérieur brut ». Le Front islamique arabe pour la libération de l'Azaouad qui militait en faveur des

Arabes et des Touaregs du Mali a adressé un appel au sommet pour qu'il fasse cesser « l'exclusion et le génocide froidement orchestrés contre notre peuple » par le régime de Bamako.

Dans les discours ou les discussions, depuis le début de la conférence, mardi 19 novembre, trois sigles sont constamment revenus : ACCT, TV5 et UREF. Ce sont ceux d'institutions devenues, ces dernières années, les trois principaux opérateurs de la francophonie.

Trois outils pour une seule langue

L'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique), fondée en 1970, et actuellement dirigée par l'ancien journaliste et diplomate québécois, Jean-Louis Roy, aurait bien voulu devenir le « secrétariat de la francophonie » ; ce sera finalement le rôle d'un « conseil permanent » à créer, auquel l'Agence fournira toutefois, selon M. Mitterrand, « logistique et expertise ».

Néanmoins, l'ACCT, nous rappelle M. Roy, s'est vu confier depuis les assises de Dakar, en 1989, « 80 % des programmes pour la francophonie évalués par les sommets », soit en 1991, 326 millions de francs pour le fonctionnement de l'Agence.

Le reste a été utilisé en faveur d'une unité de formation à distance pour vingt pays, de l'aide juridique et judiciaire à l'Afrique, de centres agronomiques (Kabon, Bamako, etc.), de l'Institut de formation aux métiers du livre de Tunis, d'un réseau de recherche en biotechnologie au Maghreb (l'Algérie y participe), d'un programme

d'économies d'énergie pour les entreprises, etc.

Une activité de plus en plus appréciée de l'ACCT est sa branche livres : en dix-huit mois, 600 000 ouvrages offerts aux bibliothèques, cabinets de lecture, cours de justice, etc. M. Roy est fier de montrer le manuel de français distribué à 75 000 petits Camerounais au moment où le prince Sihanouk rentre à Phnom-Penh. Le Cambodge va adhérer à l'Agence, ainsi que la Bulgarie, tandis que le Laos et le Cameroun ont demandé de plus en plus de membres associés, mais à part entière.

Un reproche est encore fait à un organisme qui revient de loin et où M. Roy a dû renouveler 40 % du personnel chargé des programmes : un certain manque de discernement dans le choix des bénéficiaires de l'aide à la création audiovisuelle du Sud.

TV5, la chaîne internationale francophone éditée, financée par les Français, Canado-Québécois, Wallon-Bruxellois et Suisses, est née en 1984 ; elle est déjà captable

sinon effectivement captée, selon le responsable de sa section européenne, M. Patrick Imbais, par 35 millions de foyers sur la planète (Europe, Méditerranée, Amérique du Nord, Caraïbes). Des antennes paraboliques individuelles ou communales par exemple au Maroc permettent aussi de recevoir la chaîne.

Le budget 1991 de TV5-Europe est de 120 millions de francs (dont 35 millions pour la location du satellite). La couverture de l'Afrique noire à partir de 1992, entrée en vigueur le 20 novembre par le sommet, coûtera environ 15 millions de francs par an. Une somme relativement faible en regard de son intérêt pour la francophonie en Afrique, où, parmi la vingtaine de télévisions internationales actuellement recevables, aucune n'est en français (Canal France international n'est qu'une « banque d'images » à la discrétion des Etats). Aussi, M. Imbais a-t-il déjà dans sa manche TV5-Amérique du Sud (20 millions de francs par an) afin « qu'on ne laisse plus

en friche les millions de parlant-français existant sur ce continent ». La chaîne mondiale en français, souhaitée par M. Alain Decaux, quand il était ministre de la francophonie, est peut-être en train de se réaliser.

De Beyrouth à Port-au-Prince

L'UREF (Université des réseaux d'expression française), le dernier-né de ces trois opérateurs (1987) est sans doute celui qui a connu le succès le plus rapide : 3 000 enseignants ou chercheurs et des milliers d'étudiants bénéficiaires – à travers les 250 universités membres de l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, fondée en 1961) – de bourses, missions et distributions ou ventes d'ouvrages à un tiers de leur prix : 130 000 volumes universitaires édités, si on y ajoute ceux émis sous le label AUPELF : cours par vidéodisques (médecine) ; banques de données

sur disques optiques compacts (agronomie) ou banques de données en lignes (sciences et techniques).

Aussi, le professeur français Michel Guillo, recteur de l'UREF, et directeur général de l'AUPELF, a-t-il demandé, au sommet de Chaillot, que son budget annuel soit porté à 110 millions de francs, « soit celui d'une université francophone du Nord moyenne, c'est-à-dire ce qu'il nous faut pour être véritablement sérieux et répondre à l'immense attente, manifestée de partout de Beyrouth à Port-au-Prince ». Cette année, la dotation totale de l'UREF-AUPELF-FICU (Fonds international de coopération universitaire) a été de 55 millions de francs, à la charge de la France (59 %), du Canada-Québec (37 %) de la Wallonie-Bruxelles, de la Suisse, d'Haïti, etc.

Le Canada a paru trouver « vraiment exagérée » la proposition du recteur Guillo. Peut-être quelques conflits de compétence entre l'ACCT et l'UREF ont-ils

influencé Ottawa ? En revanche, c'est la lune de miel entre TV5-Europe et les services de M. Guillo : ils produiront, à partir de mars 1992, une grande émission hebdomadaire, « Connaissance de la science ». Ce sera le premier pas, arguent certains, vers cette « université audiovisuelle francophone » dont M. Mitterrand a parlé lors de l'ouverture de la conférence de Chaillot.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

► ACCT, 13, Quai André-Citroën 75015 Paris. L'Agence diffuse gratuitement la lettre de la francophonie, publiée deux fois par mois.

TV5, 174, rue de l'Université 75007 Paris.

AUPELF-UREF, 192, bd St-Germain 75007 Paris (siège à Montréal, autres délégations à Dakar, Port-au-Prince, Tananarive, et bientôt Beyrouth).

Le débat sur la construction européenne avant le sommet de Maastricht

M^{me} Thatcher est favorable à un référendum en Grande-Bretagne sur la monnaie unique

M^{me} Margaret Thatcher soutiendra la motion parlementaire sur l'Europe présentée par le gouvernement mais, contrairement au premier ministre, elle se prononce en faveur d'un référendum sur la monnaie unique. Lors de la première journée du débat qui s'est déroulé aux Communes, l'ancien premier ministre a mis en garde M. John Major contre les dangers que présenterait pour la Grande-Bretagne une position trop conciliante lors du sommet européen.

LONDRES

de notre correspondant

L'essentiel, s'agissant du court terme, est assuré : jeudi 21 novembre, à l'issue du débat sur l'Europe qui s'est ouvert mercredi à la Chambre des communes, le premier ministre, M. John Major, devait obtenir un large soutien de la part du Parti conservateur. M^{me} Thatcher ayant annoncé son intention de voter en faveur de la motion sur l'Europe, les « euro-sceptiques » ont de facto accepté de ne pas entrer en rébellion ouverte contre le gouvernement.

L'ancien premier ministre a expliqué que son appui était dicté par la nécessité de renforcer la position des représentants britanniques en prévision des « difficiles négociations » qui les attendent à Maastricht. Cela ne signifie pas, au contraire, qu'elle offre un quelconque blanc-seing à son successeur, ni qu'elle soit d'accord avec lui sur ce qui représenterait pour elle le danger majeur des négociations européennes : un accord sur la monnaie unique.

Tout à l'heure enjôlée et mordante, distribuant les conseils et se posant en Cassandre, M^{me} Thatcher, dont la prestation a montré qu'elle n'avait rien perdu de sa combativité depuis son départ du pouvoir, il y a un an, a voulu prendre date : il ne s'agit pas seulement d'obtenir la disparition du mot « fédéral » dans le texte du traité, a-t-elle prévenu, mais d'affirmer qu'il y a certains points – dont elle a dressé la liste – sur lesquels « nous ne sommes pas prêts à céder », et que le gouvernement doit défendre « vigoureusement et avec obstination » à Maastricht, « refusant de se laisser intimider par des ultimatum ». « Ce dont il est question, a-t-elle souligné, ce sont les droits du peuple britannique à se gouverner lui-même selon ses propres lois, élaborées par son propre Parlement. » Affirmant la nécessité de porter un

coup d'arrêt à la « politique de transition du fédéralisme », elle s'est déclarée favorable à l'organisation d'un référendum en Grande-Bretagne sur la question de la monnaie unique, dès lors que les trois principaux partis du Parlement (les Partis conservateur et travailliste, ainsi que les démocrates-libéraux), auront approuvé le principe de l'union économique et monétaire.

« Nous devons laisser le peuple s'exprimer, sinon nous le priverions de donner son avis à propos de droits qui lui sont retirés, ainsi qu'aux générations futures », a-t-elle dit. Cette position est soutenue à la fois par l'aile droite du Parti conservateur, les parlementaires les plus à gauche du Parti travailliste, ainsi que par M. Paddy Ashdown, le chef de file des démocrates libéraux.

Pas de signature les yeux fermés

Le premier ministre, M. Major, comme il l'avait fait la veille, s'est déclaré « personnellement » hostile au principe du référendum, qu'il estime contraire à la tradition parlementaire. Mais le spectacle de la popularité toujours forte de M^{me} Thatcher et de certaines de ses idées (son hostilité aux institutions européennes), au sein de plusieurs partis comme dans l'opinion publique, pourrait amener M. Major à atténuer son opposition.

Le 10 Downing Street laisse entendre que le futur Parlement (après les élections générales prévues au printemps) serait souverain pour trancher cette question, une consultation populaire pouvant intervenir en 1994, avant l'ultime étape de l'intégration économique et monétaire.

M. Major s'est livré pour sa part à un exercice délicat, destiné à concilier un triple auditoire : les partisans de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté tout d'abord, à qui il demande implicitement de ne pas le contraindre à des concessions qui seraient jugées inacceptables par l'opinion britannique comme par les ultras de son propre parti ; les « euro-sceptiques » ensuite, envers qui il s'est montré à la fois conciliant tout en ne reniant rien de ses convictions (« ils ont tort ») ; les europhiles enfin, parce qu'il était important de montrer que le Parti travailliste n'a pas le monopole de l'engagement européen.

M. Major s'est plié à cette gestion des contradictions sur un registre dialectique plutôt terne, les arguments destinés aux uns et aux autres étant, il est vrai, largement rebattus.

S'adressant aux premiers, il a lancé cet avertissement : « Il est évident que la Grande-Bretagne va discuter

directement contre beaucoup des propositions (à Maastricht), mais qu'en outre nous signerons tout ce qui se présentera, à la cinquante-neuvième minute de la onzième heure. Je les conjure de ne pas faire cette analyse. Ce serait désastreux ».

Les propos du premier ministre ont cependant confirmé que le gouvernement britannique ira aussi loin qu'il le peut pour qu'un accord soit signé, ce qui signifie que Londres est prêt à des compromis. C'est cette approche parfois ambiguë que le chef de file de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, a dénoncée, accusant le premier ministre de ne pas s'engager franchement en faveur de l'intégration européenne, de prendre le risque de maintenir la Grande-Bretagne « en seconde division de l'Europe » pour éviter de provoquer une cassure au sein du parti conservateur.

LAURENT ZECCHINI

M. Delors juge « inapplicable et paralysant » l'actuel projet d'union politique

Dans une résolution qu'elle devait voter, jeudi 21 novembre, l'Assemblée de la CEE menace les gouvernements membres de rejeter le projet d'union politique s'il devait être approuvé dans sa forme actuelle par le conseil européen des 9 et 10 décembre à Maastricht. La veille, au cours du débat parlementaire, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, n'a pas été moins sévère.

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Pour la grande majorité des députés européens, les avancées réalisées la semaine dernière à Noorwijk, où s'étaient rassemblés les ministres des affaires étrangères

des Douze, sont « une réponse tout à fait inadéquate (...) notamment en matière de structure fédérale et de renforcement de la légitimité démocratique ».

En d'autres termes, l'hémicycle européen est loin d'être satisfait des maigres pouvoirs supplémentaires (« codécision » législative) que les Douze lui réservent, et comme le dit M. Egon Klepsch (CDU), président des chrétiens-démocrates européens, « le Parlement n'accepte pas d'être une quantité négligeable, juste utile au décor ».

Si les choses devaient en rester là, le texte parlementaire affirme que l'Assemblée utilisera « tous les moyens légaux » pour s'opposer au nouveau traité, y compris à la création d'une « conférence des Parlements » (composée à égalité de députés européens et d'élus nationaux ou régionaux), idée proposée par la France et retenue par les ministres des affaires étrangères

de la Communauté. A vrai dire, Strasbourg n'a pas les moyens juridiques d'empêcher la ratification de l'union politique par les Chambres nationales. Toutefois, les Parlements d'Italie et de Belgique ont promis de ne pas donner leur feu vert si l'hémicycle communautaire manifestait son désaccord.

En termes très durs

M. Delors a également porté une série d'appréciations négatives, parfois en termes très durs. Selon lui, le projet n'est pas assez « dynamique » pour accueillir les futurs Etats membres dont le total pourrait atteindre dans les prochaines années « vingt, voire vingt-cinq pays ». « A quel bon faire figurer, a-t-il demandé, la vocation fédérale comme une sorte d'alibi pour pecher repentant dans le préambule du traité ? »

Dénouant la procédure envisagée (décider à l'unanimité s'il faut, ou non, prendre les décisions à la majorité qualifiée) pour engager des « actions communes » sur la scène internationale, le président de l'exécutif communautaire a qualifié le texte actuellement sur la table des Douze d'« inapplicable » et de « paralysant ». Pour M. Delors, « on ne maintient pas le cap vers une Communauté telle que l'ont voulu ses fondateurs » puisque « l'Union n'a pas de personnalité juridique et il n'y a pas de passerelle prévue avec la CEE existante, d'où une schizophrénie organisée en matière de relations extérieures ».

M. Giscard d'Estaing s'est voulu plus modéré en estimant que la procédure envisagée pour associer plus étroitement l'Assemblée au travail législatif était « un vrai progrès institutionnel ». Le président du groupe libéral a néanmoins dit que la réussite pouvait être au bout du chemin à deux conditions : « que le champ d'application de la codécision soit étendu progressivement et qu'elle devienne demain la procédure normale ». Quant à la politique étrangère et à la défense, l'ancien chef de l'Etat a estimé que le futur traité devait dire clairement qu'elles feront partie à terme de l'action de la Communauté. « Maastricht ne doit pas se contenter de formuler des incantations », a-t-il conclu.

MARCEL SCOTTO

JULIEN GREEN



JULIEN GREEN
Ralph
et la quatrième
dimension

Flammarion

هنا من اجل

هنا في الحظ

EUROPE

YUGOSLAVIE : réclamant l'aide de l'ONU et des Etats-Unis

La Croatie critique l'impuissance des observateurs européens et de la CEE

Après la chute de Vukovar, les dirigeants croates dénoncent l'impuissance des observateurs européens, et d'une manière générale l'incapacité de la CEE de mettre fin à la guerre.

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Le sang des victimes de Vukovar rejaillit-il sur le gouvernement croate ? » : Steve, un habitant de cette ville qui fut le symbole de la résistance croate face à l'offensive des Serbes en Slavonie avant qu'elle ne tombe, mardi, aux mains de l'armée de Belgrade, a interpellé, mercredi 20 novembre, deux ministres croates, dont un vice-premier ministre, « Vukovar est loin du cœur de Zagreb » : devant ministres et journalistes réunis pour une conférence de presse, Steve a raconté le drame d'enfants morts de faim et du manque de soins, a évoqué le cas d'enfants de dix ou onze ans ayant pris les armes contre l'armée et les irréguliers serbes, a dit le « désespoir » des défenseurs de Vukovar et leur rancœur contre le gouvernement ainsi que contre l'Europe indifférente.

Sanctions injustes

Soumis aux critiques de ceux qui leur reprochent de n'avoir pas fait tout le nécessaire pour sauver Vukovar, les ministres du président Tudjman répondent en expliquant tout le soin qu'ils ont pris à assurer le maximum de ce qu'ils pouvaient faire, allant jusqu'à envoyer des petits avions civils, de nuit, sur Vukovar pour y larguer de l'aide. Mais, surtout, M. Mato Granic, vice-premier ministre, a directement mis en cause, mercredi 20 novembre, l'action de la mission des observateurs de la CEE en Croatie pour son impuissance et son manque total d'autorité face aux « manipulations » auxquelles se livre l'armée de Belgrade, notamment à Vukovar ; une mission qu'il verrait bien reprise par l'ONU.

« Tout ce qui se produit avec la mission des observateurs européens, c'est une vaste manipulation de l'armée (à propos de l'évacuation de Vukovar), et il est évident que cette mission et la CEE n'ont pas la force de s'y opposer », a déclaré M. Granic. « Pour des négociations sérieuses sur l'aide à Vukovar et un cessez-le-feu général, nous avons besoin de nouveaux négociateurs et de nouvelles garanties », ajoutant : « C'est pour cela que M. Cyrus Vance (l'envoyé spécial de l'ONU) est à Zagreb aujourd'hui. » Et, pour que le désaveu soit complet :

Nouveau ministre soviétique des relations extérieures

M. Chevardnadze est hostile à des sanctions économiques

Dans une première interview télévisée en tant que nouveau ministre soviétique des relations extérieures, M. Edouard Chevardnadze s'est prononcé, mercredi 20 novembre, contre l'application de sanctions économiques pour résoudre le conflit yougoslave : « Je ne crois pas aux sanctions, je pense que toutes les possibilités de négociations ne sont pas épuisées. (...) Ces sanctions utilisées contre l'Afrique du Sud n'ont mené à rien : ils ont décidé seuls de supprimer l'apartheid », a-t-il affirmé.

M. Chevardnadze a par ailleurs annoncé qu'il entendait toujours créer un centre d'étude qui s'occuperait de « conflits » avec des « hommes politiques, des savants de différentes nationalités ».

Interrogé sur sa candidature qui avait été citée au poste de secrétaire général de l'ONU, M. Chevardnadze a affirmé que « le problème central pour le monde est la stabilité de notre pays. » « Si on peut faire quelque chose d'utile aujourd'hui, il faut le faire ici, à Moscou et dans les Républiques », a-t-il ajouté, en précisant que sa priorité est de visiter ces Républiques.

De son côté, M. Boris Eltsine a déclaré - dans une interview à la chaîne de télévision allemande ZDF à la veille de son arrivée à Bonn - qu'il avait personnellement conseillé à M. Gorbatchev de renommer M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie soviétique. (AFP)

« L'Europe n'a pas été à la hauteur de la situation (...) elle a été incapable de mettre fin à la guerre. Une aide efficace devrait être apportée par l'ONU, le Conseil de sécurité ou les Etats-Unis. »

Toutefois, interrogé un peu plus tard, M. Granic a quelque peu atténué ses propos et fait une distinction entre la mission d'observation du cessez-le-feu - « des cessez-le-feu, devrait-on plutôt dire, puisqu'il y en a eu treize signés sans qu'aucun soit respecté - impartie à la CEE et les efforts de l'Europe pour tenter de trouver une solution à la crise. « Les entretiens de La Haye, a-t-il en effet dit, vont se poursuivre pour rechercher une solution politique à la crise yougoslave. » Il est cependant clair que le gouvernement croate regarde avec de plus en plus d'inquiétude du côté de l'ONU, et surtout des Etats-Unis. Lorsqu'on lui pose la question de savoir ce qu'il faudrait faire pour qu'une trêve soit enfin respectée, le vice-premier ministre répond sans hésitation : « des pressions efficaces de la part des Etats-Unis et du Conseil de sécurité sur la Serbie et l'armée ». Et M. Granic de conclure par ces quelques mots : « M. Vance est venu (à Zagreb) au nom des Nations unies, mais il n'est pas seulement cela... »

Depuis longtemps déjà, on ne ménage pas l'Europe, ici, pour son « impuissance » et le caractère « injuste » des sanctions qu'elle a décidées de façon globale contre la Yougoslavie, sans chercher à discerner l'agresseur de l'agressé. Mais ce qui motive la colère d'aujourd'hui à Zagreb, c'est la façon dont l'armée de Belgrade, dominée par les Serbes, a pu violer impunément tous les accords qu'elle a signés sur l'évacuation des blessés de l'hôpital de Vukovar après qu'elle eut pris la ville - à l'issue d'un siège de trois mois. Et ce en présence d'observateurs européens qui ont laissé faire et n'ont apparemment pas protesté.

Violation des Conventions de Genève

Une colère que partage, d'ailleurs, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dont le représentant sur place, à Vukovar, s'est fait l'écho en soulignant que le CICR était « dans l'impossibilité totale de mener à bien la mission dont il avait été chargé par les parties ». Mardi, le CICR avait déjà protesté et signé que l'évacuation des blessés de Vukovar par l'armée de Belgrade se déroulait dans des « conditions inacceptables ». Il est vrai que les accords conclus lundi et mardi à Zagreb entre Croates et militaires, sous l'égide de la CEE et de la Croix-Rouge internationale,

ont été allègrement bafoués par ces derniers.

Ces accords prévoyaient d'une part que l'hôpital de Vukovar - où se trouvaient plus de 400 blessés ainsi que plus de 300 enfants, femmes et personnes âgées - était déclaré zone neutre, avec interdiction d'y pénétrer pour tout militaire, en application des Conventions de Genève, et, d'autre part, que le CICR devait superviser toutes les opérations d'évacuation vers des zones tenues par les Croates - depuis l'établissement des listes de blessés jusqu'au contrôle du transport par des véhicules de l'armée. Mardi à 17 heures, un représentant du CICR a pu entrer dans l'hôpital. Mais, dans la soirée, des militaires ont fait irruption dans l'établissement, dont l'armée a pris le contrôle de tous les accès, et en ont expulsé le délégué de la Croix-Rouge, qui a été empêché d'y rentrer pendant toute la matinée de mercredi. Entre-temps, a assuré le ministre croate de la santé, le docteur Andrija Hebrang, les soldats ont enlevé plusieurs blessés qu'ils ont conduits vers une destination inconnue.

Avant joint au téléphone, mercredi, l'hôpital de Vukovar, le docteur Hebrang s'est entendu répondre, par une voix d'homme : « Ici l'armée de libération. » Son interlocuteur anonyme, a-t-il raconté, a précisé que ladite « armée de libération ne reconnaissait pas le CICR ».

A la mi-journée, le représentant de la Croix-Rouge a finalement été autorisé à rentrer dans l'hôpital, mais pour s'apercevoir qu'il ne pouvait exercer sa mission. Il ne lui a, ainsi, pas été possible d'établir la liste des blessés et civils blessés dans l'établissement. Puis, l'armée a pris en charge l'évacuation de l'hôpital, modifiant à la dernière minute l'itinéraire prévu, sous prétexte d'insécurité, pour prendre le chemin... de la Serbie, où les blessés devaient passer la nuit à l'hôpital de Sremska-Mitrovica, à 60 kilomètres de Belgrade, avant, en principe, de reprendre la route de la Croatie. Une soixantaine de blessés, intransportables, sont restés à Vukovar.

Par ailleurs, le docteur Hebrang a signalé le cas d'un convoi de véhicules vides attendant - côté croate - les réfugiés de Vukovar et bombardé par les irréguliers serbes, tandis qu'une colonne de mille Croates en provenance de Vukovar était détournée à plusieurs reprises par l'armée vers des zones de combat, rendant impossible son passage de l'autre côté du front.

YVES HELLER

Le courage des pacifistes

Suite de la première page

Il détone avec toutes les médailles et les symboles des temps passés qui circulent depuis des mois à travers toute la Serbie. M. Mir est un affront à la haine inculquée. Mais M. Mir est peut-être un sentiment grandissant que l'on n'ose pas encore avouer, une réponse aux avis de décès de plus en plus nombreux dans les journaux de Serbie. M. Mir est un espoir réprimé.

En dépit de la propagande, de l'endoctrinement et du détre nationaliste, plusieurs mouvements de paix ont vu le jour en Serbie. Lorsque le Centre d'action anti-guerre est créé en juillet à Belgrade, l'événement est passé sous silence par les médias. Quelques tracts et quelques appels en faveur de la paix sont les seuls moyens d'action dont il dispose. Puis, grâce au nombre croissant de personnes qui refusent de répondre aux ordres de mobilisation, « l'humour anti-guerre » devient une réalité qui, dès le mois de septembre, ne peut plus être étouffée par le blocus médiatique imposé par les autorités serbes.

D'autres mouvements de paix apparaissent alors dans les régions les plus touchées par la mobilisation, notamment en Voïvodine. A Belgrade, le 5 octobre dernier, le Centre d'action anti-guerre organise la première manifestation pacifiste. Plus de 3 000 personnes, dont un grand nombre d'intellectuels, se rassemblent dans le parc situé entre le Parlement fédéral et la présidence de Serbie pour réclamer « la paix immédiate ». Pour les initiateurs du mouvement, c'est une victoire, alors que l'heure et le lieu de la manifesta-

tion ont été tus par les médias serbes, que la situation venait de se dégrader après la proclamation du « danger de guerre imminent » par le bloc serbe de la présidence yougoslave et l'annonce de l'aggravation des peines de prison en cas de désertion. De plus, à cette date, les principaux partis d'opposition de Serbie refusaient de se prononcer contre la guerre.

« Décourager la guerre »

Plusieurs appels sont alors lancés, condamnant notamment la nouvelle offensive de l'armée fédérale contre les villes et la population civile de Croatie. Une pétition pour la sauvegarde de Dubrovnik est signée et plusieurs intellectuels appellent à la désobéissance civile, qualifiant la mobilisation en Serbie d'« illégale ». Quelques jours plus tard les pacifistes se retrouvent dans le même parc. Cette fois-ci pour alimenter des réserves de Serbie qui a préféré se suicider en Slavonie plutôt que de choisir entre la guerre et la « désertion ». Depuis, chaque soir entre 21 heures et 21 h 30, des dizaines de personnes viennent allumer des cierges à la mémoire de toutes les victimes de la guerre et en signe de solidarité avec tous ceux qui refusent de se battre.

Loi d'être massif, le mouvement de paix en Serbie a quand même montré qu'il existait. Il se manifeste désormais de plusieurs façons. Par des pétitions ou des mouvements de protestation contre la mobilisation, qui naissent spontanément dans les villes les plus touchées, comme à



Quarante-trois prix Nobel dénoncent « l'indifférence au sort du peuple croate »

Quarante-trois Prix Nobel ont lancé un appel pour la paix en Croatie. Cet appel, lancé à l'initiative des professeurs américains Linus Pauling, double Prix Nobel, et allemands Robert Hubert et Manfred Eigen, déclare :

« Au cours des dernières semaines, l'armée yougoslave a franchi un nouveau pas dans sa guerre contre la Croatie. Des dizaines de villages ont été rasés, de nombreux bâtiments historiques détruits. Plusieurs villes, dont la capitale, Zagreb, ont été bombardées, plus de

deux mille personnes tuées. Cette guerre non déclarée a fait plus de cent mille réfugiés. La violence déclenchée contre la Croatie est à une échelle inconnue en Europe depuis la dernière guerre (...).

« Nous lançons un appel aux gouvernements de l'Ouest comme de l'Est pour qu'ils arrêtent les destructions perpétrées par l'armée yougoslave. Nous appelons les organisations humanitaires à venir au secours des victimes de la brutalité des militaires yougoslaves. Nous lan-

çons un appel à tous pour qu'ils dénoncent l'indifférence au sort du peuple croate, qui fait face non seulement à la destruction de son pays, mais aussi à la menace de sa propre extermination. »

Parmi les principaux signataires figurent les Français Jean-Marie Lehn, Pierre-Gilles de Gennes et Jean Dausset. On relève aussi les noms de MM. Milton Friedman, Czeslaw Milosz, Camilo José Cela et de Mgr Desmond Tutu.

Après l'arrivée d'un navire-hôpital français à Dubrovnik

M. Kouchner tente de mettre en place un couloir maritime permanent

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

« Mais pourquoi donc ne prennent-ils pas définitivement la ville ? » Voilà la question que l'on peut se poser à Dubrovnik alors que plusieurs milliers de soldats de

l'armée serbo-fédérale, groupés sur toutes les collines entourant la ville, ont littéralement pris la cité en otage. Impossible d'y rentrer, sauf autorisation spéciale, et impossible d'en sortir.

« Près de 75 % du district de Dubrovnik sont maintenant dans les mains des Serbes », reconnaît

Zeljko Sikić, le président du comité exécutif de la ville. L'armée fédérale investit la plupart des villages avoisinants. Mercredi 20 novembre, elle s'est emparée de Makarska, à quelque dix kilomètres de Dubrovnik. Parfois, les « fédéraux » se trouvent à 11 kilomètres maximum de la ville.

Malgré le cessez-le-feu, les tirs continuent épisodiquement, d'ailleurs, semble-t-il, pour accentuer la pression psychologique sur les habitants qui pour attendre des objectifs bien précis. Ceux-ci, d'ailleurs, ont été détruits depuis longtemps. Ce qui frappe, en effet, en arrivant à Dubrovnik, c'est la précision avec laquelle l'armée fédérale a atteint les centres essentiels de la ville : de la caserne des pompiers aux entrepôts portuaires en passant par l'usine de farine ou la fabrique de sel.

Quant à la ville historique, elle est pratiquement intacte, sauf quelques murs qui ont été touchés par des éclats. Des planches de bois ont été placées devant les frontispices des églises pour les protéger. Selon le représentant de l'UNICEF à Dubrovnik, le Suédois Stefan de Mistura, le bilan s'élève à cent vingt-deux morts et cinq cent trente blessés.

C'est dans ces conditions que le navire-hôpital français, la *Rance*, a mouillé mercredi 20 novembre dans le port de Dubrovnik après avoir attendu plusieurs heures l'autorisation d'accoster par les autorités fédérales, avec à son bord soixante deux tonnes d'aide alimentaire. La *Rance* est donc le troisième bateau à pouvoir atteindre Dubrovnik. Une fois son aide déchargée, il pourra transporter dans des zones plus tranquilles quelques centaines de réfugiés. Ceux-ci sont en général des femmes et des enfants originaires des villages avoisinants.

Cette arrivée du bateau français marque en fait la mise en place de la partie maritime du couloir humanitaire que veut instituer M. Bernard Kouchner. Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères chargé de l'action humanitaire, qui est sur place depuis le jeudi 14 novembre, tente maintenant de négocier pour que les bateaux humanitaires puissent accoster de manière permanente dans la ville, sans attendre les autorisations données au coup par coup par les responsables fédéraux.

FLORENCE HARTMANN

1981-1991

Dix ans
ça
suffit...

ملكا من الاصل

EUROPE

BELGIQUE : avant les législatives du 24 novembre

Le problème de l'immigration est à l'arrière-plan de la campagne électorale

BRUXELLES

de notre correspondant

« Un habitant de Bruxelles sur trois est aujourd'hui étranger. Parmi eux, la moitié (150 000) sont maghrébins ou turcs. De plus, les clandestins, estimés à au moins 100 000, ne sont pas compris dans ces chiffres. Chaque jour, il en arrive davantage. La présence massive de ces immigrés dans des quartiers entiers ou dans le métro inquiète notre population, tous âges confondus. »

Ce commentaire, fondé sur des réalités statistiques que personne ne conteste, est extrait d'une brochure déposée dans les boîtes aux lettres par les deux respectables candidats libéraux francophones (le député Willem Draps et le sénateur Jacques Vandenhaute) aux élections du 24 novembre.

Un des enseignements attendus du scrutin est le score que feront, en grande partie sur ce thème de l'immigration, les libéraux, troisième force politique du royaume (dans l'opposition au gouvernement de coalition social-démocrate à composante flamande et francophone) et le Vlaams Blok, parti ultra-nationaliste flamand.

L'émotion provoquée par les émeutes de jeunes Marocains en mai dernier à Bruxelles est retombée. Mais, à l'évidence, les partis les plus combattifs estiment qu'ils peuvent tirer profit d'un malaise diffus, chacun à sa manière : sur un ton de constataction navrée chez les libéraux ; à coups de slogans simplistes chez les Flamands d'Anvers qui ont pris pour emblème une paire de gants de boxe.

L'abandon de l'angélisme

Sur une population de quelque 10 millions d'habitants, il y a officiellement 900 000 étrangers en Belgique. Les 600 000 Européens, dont une majorité d'Italiens, ne sont pas directement visés par ces campagnes, encore que, dans tous les partis, on se préoccupe d'accueillir de l'immigration en provenance de l'Est. Les 300 000 Maghrébins (essentiellement des Marocains) et Africains noirs (en majorité des Zaïrois ou des Ghanéens) sont devenus l'enjeu de certaines surenchères en raison de deux faits nouveaux dans un pays jusqu'à présent épargné par ces problèmes.

Le 13 juin, une loi a conféré automatiquement la nationalité belge, à

compter du 1^{er} janvier prochain, aux enfants de la troisième génération âgés de moins de dix-huit ans. S'ils ont passé cet âge, il leur suffit de faire une déclaration à l'état-civil pour obtenir le même statut que leurs cadets. En outre, les enfants de la deuxième génération, nés en Belgique et âgés de moins de douze ans, peuvent obtenir la nationalité de leur pays d'accueil sur simple déclaration des parents. Selon les calculs des libéraux, cela fera l'an prochain 130 000 nouveaux Belges.

Un autre sujet d'inquiétude est né de l'arrivée massive des demandeurs d'asile, en Belgique comme ailleurs. Après des pointes aux alentours de 1 700 personnes par mois, un mouvement de réaction s'est accéléré avec l'entrée en vigueur d'une loi en vertu de laquelle deux mois suffisent pour déterminer si la demande du candidat réfugié est recevable. Si oui, l'intéressé est autorisé à s'installer provisoirement en attendant une réponse définitive.

Sinon, il est renvoyé dans son pays d'origine, ce qui est arrivé à un millier de personnes, sur 1 400, le mois dernier. Mais ces clandestins qui s'installaient, paraît-il, au rythme de 10 000 par an, passent toujours dans le débat sur l'immigration.

Par mimétisme, il existe à Bruxelles un Front national, mais sans commune mesure avec celui de M. Le Pen. A l'opposé, une association « Belgique plus » réunit des Belges d'origine maghrébine militant pour l'intégration, mais la position de ces candidats sur les listes électorales (pour le scrutin à la proportionnelle) leur donne peu de chances d'être élus. Les socialistes et les sociaux-chrétiens évitent de se laisser entraîner sur le terrain de l'immigration, servis par la polarisation soudaine sur les problèmes communautaires entre Flamands et Wallons.

Toutefois, de lentes évolutions, marquées par l'abandon d'un certain angélisme, sont perceptibles dans leurs rangs. M. Guy Spitaels, président du PS, nous a dit que son parti voulait associer « la générosité » envers les immigrés déjà installés « la fermeté » à l'égard des clandestins. Le même discours de M. Wilfried Martens, premier ministre social-chrétien flamand, on « préfère » le mot « insertion » à celui d'intégration.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

TURQUIE : issu de négociations entre M. Demirel et M. Inonu

Le gouvernement de coalition s'engage à mieux faire respecter les droits de l'homme

Après un mois d'incertitude et d'intenses négociations, M. Suleiman Demirel, dirigeant du Parti de la juste voie et vainqueur des élections législatives du 20 octobre, a soumis, mercredi 20 novembre, à l'approbation du président Turgut Ozal la composition du gouvernement de coalition qu'il a formé avec le Parti populiste social-démocrate de M. Erdal Inonu.

ISTANBUL

de notre correspondante

« C'est accepté », a déclaré M. Demirel, décontracté, à l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat. Le gouvernement devra encore passer le test — symbolique de l'Assemblée nationale, lors d'un vote de confiance le 30 novembre.

Mais M. Demirel, âgé de soixante-sept ans, de retour au poste de premier ministre onze ans après son éviction par les militaires en septembre 1980, a immédiatement pris ses fonctions et dirigé dans la soirée la première réunion de la coalition. Douze des trente-deux ministres du cabinet — dont M. Hikmet Cetin, un économiste d'origine kurde qui obtient le poste clé des affaires étrangères — sont membres du Parti social-démocrate, et M. Inonu a été nommé vice-premier ministre.

Plus important encore que l'attribution des responsabilités est le protocole signé par les deux partis, exposant en détail leur programme pour améliorer la réputation de la Turquie en matière de droits de l'homme : liberté de la presse, réduction de la période de garde à vue et présence d'un avocat lors

des interrogatoires pour écarter la présomption de torture. Les deux partis souhaitent aussi lever les restrictions culturelles et linguistiques imposées aux douze millions de Kurdes, tout en poursuivant la lutte contre les indépendantistes armés du PKK ; et introduire la sécurité sociale pour les vingt millions de Turcs, près d'un tiers de la population, qui ne disposent d'aucune assurance.

La politique étrangère de la Turquie restera presque inchangée. Elle cherchera toujours à être acceptée au sein de la Communauté européenne tout en accordant une « importance spéciale à l'amitié avec les Etats-Unis ». Le protocole fait aussi mention des relations avec les pays musulmans et l'Union soviétique.

Il est peu probable que le gouvernement, encore instable, impose des mesures d'austérité impopulaires pour contrôler l'inflation, actuellement proche de 70 %, tant que la menace de nouvelles élections législatives anticipées n'est pas écartée. En revanche une réforme fiscale, taxant les couches plus aisées de la population, a été promise. La jeune et jolie M^{me} Tansu Ciller, du Parti de la juste voie, a été nommée ministre d'Etat et assurera vraisemblablement la responsabilité de l'économie. Mais le soulagement indiscutable ressenti par la population et les milieux d'affaires à l'annonce de la formation du gouvernement demeure teinté de méfiance, et M. Demirel, dont l'image reste liée à l'anarchie des années 70, devra encore prouver qu'il est capable de tenir ses promesses.

NICOLE POPE

ASIE

Cambodge : la restauration du prince

Norodom Sihanouk joue le régime de Phnom-Penh contre les Khmers rouges

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le Parti du peuple cambodgien et le gouvernement de M. Hun Sen « m'ont rendu justice ». « Je suis chef de l'Etat jusqu'en 1993 et je serai, à cette date, candidat à la présidence. » En s'exprimant ainsi, mercredi 20 novembre, devant des dizaines de milliers de gens venus assister à la Fête des eaux, le prince Sihanouk a clairement indiqué que la boucle était bouclée. A sa demande, les autorités de Phnom-Penh avaient reconnu, le matin même, son titre de chef de l'Etat, jouant légal sa destination, en mars 1970, par une Assemblée nationale manipulée par ses adversaires de l'époque, Lon Nol et Sirik Matak (le Monde du 21 novembre). Les Khmers rouges, a ajouté le prince, jeudi, au cours d'une conférence de presse, en ont fait autant. Sa réhabilitation, à laquelle il tient beaucoup plus qu'un titre de chef de l'Etat, est donc acquise. Le geste exprime clairement que le Cambodge est le théâtre, depuis le 14 novembre, d'une véritable restauration.

Rien n'aurait mieux pu le signifier que la magnifique fête présidée par l'ancien monarque à l'occasion de la célébration traditionnelle de la fin des pluies. Dans cette ville que les Khmers rouges avaient vidée de sa population, deux cent mille à trois cent mille personnes sont venues sur le fleuve assister à un spectacle qu'une nouvelle génération de Cambodgiens ne pouvait imaginer, même si l'on avait déjà renoué avec la tradition de cette fête l'an dernier : cent quatre-vingt longues pirogues, poussées par des dizaines de rameurs, ont participé, pendant plusieurs heures, à des courses sur le Tonlé-Sap, face à la loge royale. Sur 3 kilomètres, la berge était noire de monde. Dans la soirée, Phnom-Penh s'est offert un feu d'artifice royal devant une foule encore plus dense, tandis que des spectacles et des concours, notamment de buveurs de bière, avaient lieu près du port et que des barges multicolores et illuminées offraient un beau ballet sur le fleuve.

Le gouvernement de M. Hun Sen n'avait pas hésité sur les dépenses, et le prince, à juste titre, s'estimait comblé par l'accueil qui lui est réservé depuis son retour. Cela veut dire aussi que, sur le plan politique, Norodom Sihanouk a fait son choix. Le prince a pris son parti « de cette réalité », dit-il — en décidant de s'appuyer sur l'administration de Phnom-Penh et en rejetant dans l'opposition — une nouveauté dans le vocabulaire de M. Hun Sen (le Monde du 20 novembre) — les deux factions qui ne participent pas à la fête, le FNLPK et, bien entendu, les Khmers rouges.

La première formation, le FNLPK de M. Son Sant, est enfin arrivée jeudi à Phnom-Penh — est l'héritier du régime républicain qui avait destitué le prince Sihanouk en 1970 et plongé le Cambodge dans la guerre. Son influence est limitée et son avenir encore plus incertain. L'alliance de l'administration de Phnom-Penh et des sihanoukistes, formalisée mercredi entre les partis de M. Hun Sen et du prince Sihanouk, isole donc surtout les Khmers rouges, placés de ce fait en quarantaine, même si les ponts ne sont pas entièrement coupés avec leurs quinze représentants déjà arrivés dans la capitale. Norodom Sihanouk exerce également les premières pressions publiques sur les Thailandais, dont il a reçu le ministre des affaires étrangères, mercredi, pour qu'ils prennent, eux aussi, leurs distances à l'égard des Khmers rouges, auxquels Bangkok offre une hospitalité discrète mais vitale depuis plus de douze ans.

Il a été chassé de Phnom-Penh en 1979 par les Vietnamiens, à jouer à visage découvert. Le prince Sihanouk, il l'a répété jeudi, ne veut pas du pouvoir et affirme demeurer impartial à la tête du Conseil national suprême (CNS) d'un Cambodge « neutre, indépendant, non communiste et même capitaliste ». Se présentant comme « Norodom Sihanouk du Cambodge », titre décerné par son père, il a rappelé que la Constitution de l'ancien Cambodge désignait « la personne du chef de l'Etat sacré et inviolable ». Voilà donc pour le statut, une semaine après son retour, de celui qui a pris acte de l'existence de l'administration de Phnom-Penh, qui « contrôle plus de 80 % du Cambodge » et dont le gouvernement est « le moins mauvais » possible. « Je dois avouer que je ne m'attendais pas à trouver les choses en si bon état », a-t-il ajouté en invitant les autres, « même l'ONU », à coopérer avec M. Hun Sen.

On voit mal, dans ces conditions, pourquoi le FNLPK semble marginalisé, comment l'ONU pourrait avoir une mission autre que celle de tenter de neutraliser les Khmers rouges, les seuls à poser un véritable problème. Cette question sera sûrement au cœur de la visite, à compter de vendredi, de M. Roland Dumas, premier ministre des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, à visiter un pays qui fête, sans réserve apparente, la restauration de son prince, mais où les hommes de M. Pol Pot comptent leur travail de sape.

Faire sortir Pol Pot du bois

M. Hun Sen, de son côté, a encore plus nettement indiqué sa tactique pour affaiblir les Khmers rouges. La direction du mouvement est la cible prioritaire. En substance, il réclame qu'elle se montre ouvertement au Cambodge ou s'exile, qu'elle se présente devant les Nations unies dans le cadre de la future démolition ou abandonne la partie. Avec l'appui, apparemment, du prince, il va tenter de forcer M. Pol Pot, qui se tenn depuis

qu'il a été chassé de Phnom-Penh en 1979 par les Vietnamiens, à jouer à visage découvert. Le prince Sihanouk, il l'a répété jeudi, ne veut pas du pouvoir et affirme demeurer impartial à la tête du Conseil national suprême (CNS) d'un Cambodge « neutre, indépendant, non communiste et même capitaliste ». Se présentant comme « Norodom Sihanouk du Cambodge », titre décerné par son père, il a rappelé que la Constitution de l'ancien Cambodge désignait « la personne du chef de l'Etat sacré et inviolable ». Voilà donc pour le statut, une semaine après son retour, de celui qui a pris acte de l'existence de l'administration de Phnom-Penh, qui « contrôle plus de 80 % du Cambodge » et dont le gouvernement est « le moins mauvais » possible. « Je dois avouer que je ne m'attendais pas à trouver les choses en si bon état », a-t-il ajouté en invitant les autres, « même l'ONU », à coopérer avec M. Hun Sen.

On voit mal, dans ces conditions, pourquoi le FNLPK semble marginalisé, comment l'ONU pourrait avoir une mission autre que celle de tenter de neutraliser les Khmers rouges, les seuls à poser un véritable problème. Cette question sera sûrement au cœur de la visite, à compter de vendredi, de M. Roland Dumas, premier ministre des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, à visiter un pays qui fête, sans réserve apparente, la restauration de son prince, mais où les hommes de M. Pol Pot comptent leur travail de sape.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les Etats-Unis ajournent le retrait de leurs troupes de Corée du Sud

Les Etats-Unis ont décidé d'ajourner sine die leur projet de retrait de troupes de Corée du Sud à cause de la menace que constitue la mise au point d'armes nucléaires par la Corée du Nord, a annoncé, jeudi 21 novembre à Séoul, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré que ce retrait ne serait pas envisagé tant que Pyongyang n'aurait pas soumis son programme nucléaire à une inspection internationale. Pyongyang retarde la signature d'un accord avec l'AIEA permettant cette inspection.

Des responsables sud-coréens et américains estiment que les efforts menés par la Corée du Nord pour se doter d'une bombe nucléaire constituent la menace la plus grave pour la sécurité régionale. Pyongyang affirme que ses centrales nucléaires n'ont qu'une destination pacifique.

M. Cheney a tenu ses propos après deux jours d'entretiens avec

son homologue sud-coréen, M. Lee Jong-ko. Ce dernier a déclaré que les deux pays exerceraient des pressions diplomatiques sur la Corée du Nord avant d'envisager des mesures plus vigoureuses pour la contraindre à arrêter son programme nucléaire.

L'ajournement concerne la deuxième phase d'un projet de réduction qui prévoyait le retrait d'environ 6 000 soldats américains pour ramener leur total à 30 000 en 1994. La première phase devait baisser les effectifs actuels à 36 000 hommes d'ici la fin de 1992.

En septembre, le président Bush avait annoncé que les Etats-Unis retireraient les armes nucléaires tactiques qu'ils ont déployées dans le monde. Selon la presse américaine, cela comprendrait une centaine d'armes de ce type déployées en Corée du Sud. Washington se refuse à confirmer ou démentir la présence d'armes nucléaires dans ce pays. (Reuters, AFP)

Pour sa gestion de l'aide humanitaire à l'Afghanistan

Le prince Sadruddin Agha Khan est mis en cause dans un rapport confidentiel

Un rapport confidentiel, mettant en cause la gestion par le prince Sadruddin Agha Khan de l'opération Salam d'aide humanitaire à l'Afghanistan, vient d'être publié par The Independent de Londres et le Washington Post.

Ce document compromet les chances de l'actuel coordonnateur de l'aide humanitaire des Nations unies dans le Golfe de succéder à M. Perez de Cuellar comme secrétaire général de l'ONU.

Le prince, (qui a les nationalités iranienne, pakistanaise, suisse et britannique) a été, de 1988 à 1990, responsable des programmes d'assistance économique et humanitaire de l'ONU liés à l'Afghanistan (UNOCA).

L'audit, daté du 29 mai, dénonce diverses irrégularités portant sur plusieurs millions de dollars, dont seraient responsables tant les principaux dirigeants (dont le prince, M. Zia Rizi, alors son adjoint, actuellement responsable en second de l'opération de l'ONU au Sahara occidental) que des fonctionnaires internationaux à Kaboul et à Islamabad. — (AFP)

Le voyage du président Bush en Asie repoussé au début de 1992. — Le président américain George Bush se rendra au Japon, ainsi qu'en Corée du Sud, à Singapour et en Australie du 1^{er} au 10 janvier prochain, a annoncé, mercredi 20 novembre, le porte-parole de la Maison Blanche. M. Bush, critiqué pour ses nombreux déplacements à l'étranger, avait annoncé au début du mois le report de sa tournée dans le Pacifique. (le Monde du 7 novembre) — (AFP, UPI)

CHINE : libération de la journaliste Dai Qing. — La journaliste dissidente Dai Qing a été libérée le mercredi 20 novembre. Elle s'était été éloignée pendant cinq jours par la police à Qianjiang, une ville côtière à l'est de Pékin, pour l'empêcher de rencontrer le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. M^{me} Dai Qing, qui avait été emprisonnée dix mois pour sa participation au « printemps de Pékin » en 1989, avait été contactée par des diplomates américains en vue d'une rencontre avec M. Baker lors de sa visite en Chine le week-end dernier. — (AFP)

INDE : l'armée déployée au Pendjab. — Une puissante opération militaire a commencé dans la nuit du 19 au 20 novembre au Pendjab en vue de contrer l'activisme croissant, et sanglant, de mouvements séparatistes sikhs. L'opération « Rakshak » (Sauveur), prévue pour durer dix jours, a pour objectif de rassurer la population, alors que des élections sont prévues le 15 février dans cet Etat. Le Pendjab se trouve désormais placé en régime « de crise ». C'est-à-dire en état de siège. L'activisme des militants d'un Khalistan indépendant a provoqué la mort de près de 4 500 personnes depuis le début de l'année. — (AFP)

SRI-LANKA : trente soldats tués par des Tigres tamouls. — Deux embuscades tendues, mercredi 20 novembre, dans le nord de l'île de Ceylan par des Tigres du mouvement séparatiste LTTE ont provoqué la mort de trente soldats sri-lankais, ont reconnu des sources militaires de Colombo. Les rebelles ont perdu au moins cinq hommes. Ces opérations constituent la première réplique du LTTE à l'opération qui, en octobre dernier, avait permis au gouvernement de reprendre pied dans la péninsule de Jaffna, à l'extrême nord du pays. Depuis juin 1990, les combats ont fait près de 11 000 morts. — (AFP, Reuters, UPI)

TIMOR-ORIENTAL : le premier ministre portugais dénonce « l'hypocrisie » de la politique internationale. — Le premier ministre portugais, M. Aníbal Cavaco Silva, a déclaré, mardi 19 novembre, ne pas comprendre la position des Etats-Unis, qui « n'ont pas accompagné » le Portugal dans sa condamnation du massacre de Dili. Par ailleurs, il a ajouté qu'il s'attendait « à une condamnation plus énergique » de la part de l'Eglise catholique, « la dictature indonésienne ne respectant ni les églises, ni les cimetières ». — (AFP)

EXPO-RENCONTRE

N° Vert 05 30 75 65

ORIENTATIONS POUR LE GRAND AXE A NANTERRE

16 au 24 novembre : Paris du Caillou sur l'esplanade Charles de Gaulle
25 novembre au 1^{er} décembre : Paris du Caillou sur l'axe de la rue Anatole France
2 au 8 décembre : Conférence de la Seine devant le collège André Doucet

INFO

REGION DE LA DEFENSE

EPAD

ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA REGION DE LA DEFENSE

ASIE

tion du prince

• Le Monde • Vendredi 22 novembre 1991 7

Dix ans ça suffit
pour imposer
de nouvelles règles
économiques dans
la société française.



IKEA. Dix ans déjà.

إيكا عا عشرة

AFRIQUE

DJIBOUTI : alors que les maquisards continuent leur offensive

Le président Gouled a demandé l'intervention de l'armée française

Après la prise de contrôle du nord du pays par les maquisards sars, le président Hassan Gouled Aptidon a demandé à la France d'appliquer les accords de défense qui la lie à Djibouti, et qui prévoient l'intervention de l'armée française en cas d'agression extérieure, a indiqué mercredi 20 novembre une source bien informée à Djibouti.

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Les maquisards du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) se sont lancés, jeudi 21 novembre, à l'assaut de la caserne d'Obock, une ville de 10 000 habitants qu'ils encerclent depuis près d'une semaine. Aux coups de feu se mêlent des tirs à l'arme lourde, selon ce qu'on peut entendre, par téléphone, depuis la capitale djiboutienne.

La veille, les habitants signalaient que les soldats, renforcés par une cinquantaine de jeunes recrues, creusaient des tranchées autour de la caserne tandis qu'à Tadjourah l'armée édifiait des murs de sacs de sable. Dans cette localité encore épargnée jeudi par les combats, la situation alimentaire devient préoccupante : l'approvisionnement est coupé depuis plus d'une semaine, la ville étant encerclée par les maquisards.

Les autorités ont interdit tout trafic maritime dans le golfe de Tadjourah et les brouettes qui font traditionnellement la navette entre la capitale et la côte nord sont bloquées à quai. Le bac, seule liaison encore en service, est réquisitionné par l'armée pour son propre ravitaillement. La route de l'Unité, qui longe le golfe, est apparemment aux mains des maquisards ; l'armée nationale en interdit l'accès à quelques kilomètres de la capitale djiboutienne.

Risque de bavures

« Nous sommes pris en otages », affirme l'opposant Ahmed Dini, ancien premier ministre, bloqué à Obock. « Le pouvoir, dit-il, veut affirmer la gérance en empêchant l'approvisionnement du nord du pays. » L'opposition ajoute qu'il ne peut plus y avoir d'évacuation sanitaire et que les soins médicaux ne sont plus assurés puisque les coopérateurs ont été rapatriés dans la capitale. L'attaque du FRUD est peut-être une réponse à la mobilisation générale décrétée par le gouvernement le 13 novembre. Une mesure interprétée ici comme un durcissement des autorités face à la menace rebelle. Celles-ci ont demandé à la France l'application des accords de défense, signés en 1977 entre Paris et Djibouti, prévoyant l'armée française d'intervenir

SOMALIE

Les combats font rage à Mogadiscio

Opposant des clans rivaux du Congrès de la Somalie unifiée (USC), les combats font rage, mercredi 20 novembre, dans les quartiers est de la capitale somalienne, pilonnée par l'artillerie. Selon un responsable de Médecins sans frontières, près de quatre cents blessés ont été hospitalisés depuis le début des combats, dimanche.

Les partisans du général Aidid, qui semblent mieux équipés et plus nombreux que ceux du président Ali Mahdi Mohamed (le Monde du 20 novembre), tenaient mercredi la villa Somalia, siège de la présidence, ainsi que la radio nationale. On ignore où se trouvait le président Ali Mahdi qui avait pris le pouvoir en janvier dernier et qui vient de s'enfuir.

L'Italie a évacué ses derniers diplomates encore à Mogadiscio. Selon l'un d'entre eux, l'ambassade « a été complètement pillée », bien que le personnel eût formé une chaîne humaine pour empêcher l'accès au bâtiment. « Nous avons dû renoncer après qu'ils eurent tiré entre nos jambes et juste au-dessus de nos têtes », a-t-il dit. (AFP.)

puisqu'il y a « agression extérieure ». La question a sans doute été au centre des discussions du 19 novembre entre l'ambassadeur français, M. Paul Dijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, et le président Gouled.

L'appel à la mobilisation, qui concerne les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans et tous les militaires retraités depuis moins de cinq ans, fait craindre des débordements. « Les jeunes recrues - pour la plupart des chômeurs en quête d'un petit salaire - sont mal entraînées, explique un observateur, une bavure n'est pas à exclure. » Etant donnée la tension qui règne dans les quartiers d'afars de la capitale, un incident pourrait dégénérer en affrontement ethnique. L'opposition, elle, craint que tout cela ne soit qu'une « couverture » pour camoufler l'arrivée de combattants aguerris des mouvements armés issus de Somalie (le Front de la Somalie unifiée) et d'Éthiopie (le Front de libération issas et gurura), appelés à la rescousse des 2 700 soldats djiboutiens, face à quelque 3 000 maquisards.

« Le rêve de la grande Afarie »

Dans une récente déclaration à Radio France internationale, le ministre des affaires étrangères, M. Moumin Bahdon Farah, a accusé les rebelles d'appartenir aux anciennes milices afars d'Éthiopie, créées par l'ancien régime du colonel Mengistu... et de vouloir « réaliser leur rêve de grande Afarie », réunissant en un État les Afars d'Éthiopie, d'Érythrée et de Djibouti. L'opposition afare s'élève contre ces allégations, en précisant que les autorités djiboutiennes tentent de créer un climat de méfiance dans la région à l'encontre de leur communauté. « Les Afars de Djibouti », affirme-t-elle, « s'ils comprennent le désir d'autodétermination de leurs frères éthiopiens, tiennent à vivre en République de Djibouti. »

Pour sa part, le FRUD veut le départ du président Gouled, responsable, selon lui, de la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul clan. Dans les tracts qu'il distribue à Djibouti, il se réclame de la réunion de trois fronts armés (deux d'origine afare et un d'origine issa) et affirme que le problème est d'ordre politique et non pas ethnique.

JEAN HÉLÈNE

競争に破れ、経営が破たん

La presse japonaise vous prédit

ce que vous mangerez quand

する金融機関

vous vous promènerez dans l'espace.

が出てくる。

Cette semaine, en français, dans

Courrier International.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

PROCHE-ORIENT

Le sud du Liban ou la peur de l'oubli

Pris entre les bombardements israéliens et la pression armée du Hezbollah, les habitants ont le sentiment d'être abandonnés du gouvernement de Beyrouth

ARAB-SALIM (Liban sud)

de notre envoyé spécial

De quelque côté que l'on se tourne, à l'est ou au sud, la montagne est là, barant l'horizon. Sur chaque pion plus ou moins visible, pointent les postes d'observation de l'armée israélienne ou de sa milice affiliée, l'Armée du Liban sud (ALS) du général Antoine Lahad.

C'est de là que vient le danger, inattendu, plus ou moins violent, mais qui tient les dix mille habitants d'Arab-Salim dans une peur permanente. Contrairement à certains villages frontaliers de la zone occupée par Israël au Liban sud, désertés par les deux tiers de leur population, ici, la plupart des habitants sont restés. « Où aller ? se lamentent d'ailleurs Samira, qui tient dans ses bras son dernier fils de sept mois. Nous ne pouvons quand même pas abandonner nos maisons, nos biens, et pour quoi ? » La crise économique a réduit les possibilités d'accueil dans les familles, et, à Beyrouth, il n'y a pas de travail et plus d'appartenance à squatter.

On survit donc ici au rythme des bombardements israéliens, quotidiens, la nuit le plus souvent, mais quelques fois en plein jour, et sans une raison apparente qui donnerait aux habitants le temps de se terrer. Sur sa terrasse où le ciment encore frais bouchait les trous des éclats d'obus, Ahmad raconte : « Mes deux filles (dix et onze ans) venaient juste de rentrer de l'école à midi quand l'obus est tombé. Il n'y en a eu que deux dans la journée, mais les éclats du premier les ont atteintes toutes les deux. » Sérieusement blessées - l'une a dû être amputée - Yasmine et Nadia sont toujours à l'hôpital de Saïda. Un « incident mineur » à peine à porter au bilan mensuel des bombardements du Liban sud abandonné tout le monde semble s'être habitué comme une fatalité qui dure depuis quinze ans.

Le retour des intégristes chiites

La paix, encore fragile au Liban, s'est arrêtée aux « frontières » du Sud qui, plus que jamais, se sent oublié. « Nous sommes convaincus que l'État libanais ne nous considère pas comme une partie intégrante du pays », affirme ainsi M. Abdellatif Zein, député de Nabatieh. « On pourrait faire sécession, il ne nous en coûte rien », réchérchit un de ses proches.

Certes, l'armée libanaise s'est déployée dans le Sud, à l'exception de la zone encore libre contrôlée par les forces des Nations unies, mais elle se contente d'être présente. « Nous aimerions bien qu'elle fasse quelque chose, qu'elle nous défende au moins, mais elle ne fait rien », regrette Samira. « Nous avions cru que l'État était sérieux en envoyant l'armée », déclare M. Zein. Mais il y a bientôt un an qu'elle est là et les soldats sont dépourvus de toute arme ou équipe-

ment pour affronter Israël. Plus grave pour les habitants, avec l'armée sont revenus les miliciens et miliciens du Hezbollah chassés par la milice chiite Amal en 1988. Les intégristes chiites pro-iraniens sont les seuls qui possèdent encore officiellement tout leur armement, y compris lourd. Or, avec quelques formations palestini-

nous valent des représailles disproportionnées », affirme Hussein, qui s'occupe à son atelier, atteint déjà deux fois. Coincée entre Israël, qui maintient une pression accrue sur elle, et les miliciens intégristes contre lesquels elle ne peut rien, la population pratique la seule résistance à sa portée et de plus en plus risquée, qui consiste

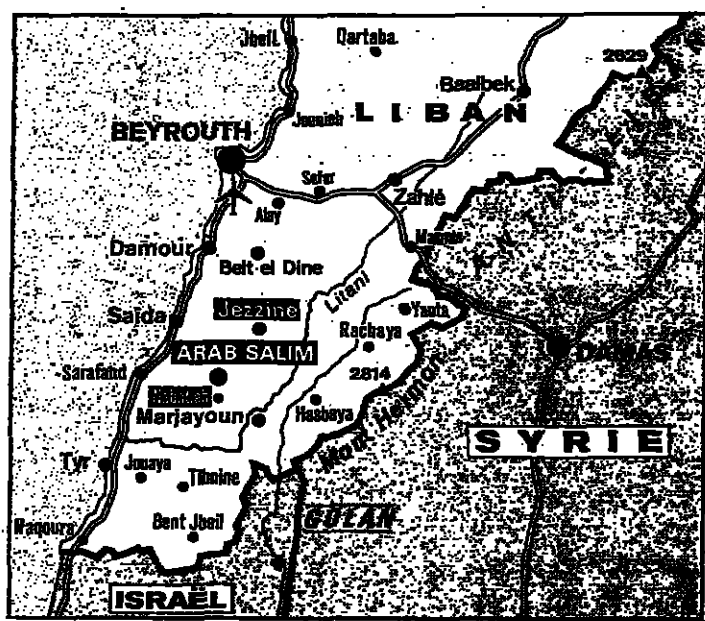
Cheikh Abbas Moussaoui, l'affirme d'ailleurs : « Nous sommes la meilleure carte des Syriens. »

Dans ces conditions, la situation risque d'évoluer au gré de négociations, où le Sud n'est qu'un enjeu entre Israël et la Syrie qui, une fois de plus, s'affrontent par Libanais interposés. Le gouvernement de Beyrouth, qui espérait bien récupérer la ville chrétienne de Jezzine, aux mains de l'ALS, en échange du désarmement des Palestiniens du Sud, n'a rien obtenu et se retrouve maintenant devant un choix impossible : désarmer - ou non - le Hezbollah contre la promesse d'étendre son autorité à Jezzine.

Outre que rien ne lui est garanti, il n'a pas les moyens politiques d'affronter les intégristes ni d'offrir à Israël les arrangements de sécurité que l'État hébreu exige toujours depuis le traité non signé de 1983 pour envisager l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU - laquelle ordonne le retrait inconditionnel du Liban sud - et qui date de 1978. « C'est aux Nations unies de dialoguer avec Israël pour faire appliquer leurs résolutions », affirme, à cet égard, M. Zein, qui cite en exemple les résolutions prises et appliquées lors de l'invasion irakienne du Koweït.

En attendant, à quelques kilomètres d'Arab-Salim, devant le pont d'Habbouch, détruit une nouvelle fois jeudi 14 novembre en plein milieu d'après-midi par l'aviation israélienne, les enfants du village doivent traverser à pied le lit du cours d'eau, aujourd'hui heureusement à sec, pour se rendre à l'école voisine de Nabatieh. « Si plus, c'est fini, nos enfants seront privés d'école », constate Samira, qui attend ses fils de trois ans et demi et cinq ans. Ce n'est pas une vie. Nous ne voulons que la paix et que chacun reste chez soi. Mais sans doute, est-ce un rêve !

FRANÇOISE CHIPHAUX



niennes, ils ont quasiment aujourd'hui le monopole d'une résistance à laquelle la population ne se sent pas associée.

Revenu en force et avec des moyens financiers aptes à séduire, le Hezbollah ne fait toutefois pas recette et, dans la conscience d'une population impuissante et abandonnée à son sort, son rejet est aussi fort que celui d'Israël. « Nous ne voulons pas des Israéliens mais pas non plus de ces opérations sans lendemain qui

simplement à rester. Conscients par les accords de Taëf, le droit à la résistance contre l'occupant israélien ne saurait être remis en cause dans son principe, sous peine d'explosion interne, par le gouvernement libanais.

Mais, aujourd'hui, la résistance apparaît d'abord comme une carte politique utilisée par Damas dans le cadre des négociations de paix pour un règlement du conflit arabo-israélien et aussi dans ses rapports avec l'Iran. Le secrétaire général du Hezbollah,

Les Israéliens reconnaissent l'« intensité » de leurs activités militaires dans la région

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Une fillette libanaise de dix ans est morte avant l'aube, mercredi 20 novembre, à Majdal, Selim, un village du sud du Liban, situé non loin de la « zone de sécurité » contrôlée par Israël. Son corps a été retrouvé par les « escouades bleues » des Nations unies au milieu des débris de la demeure familiale, que des miliciens de l'Armée du Liban sud (ALS), équipée et financée par l'État hébreu, avaient dynamité peu auparavant, après avoir fait prisonniers les quatre hommes de la maison.

La mère de l'enfant, sa sœur et une autre femme ont aussi été retrouvées grièvement blessées parmi les ruines. Selon des sources proches des soldats de l'ONU, les miliciens de l'ALS, qui nient cette version des faits, auraient dynamité la demeure avec ses habitants à l'intérieur. Le gouvernement libanais a exigé l'ouverture d'une enquête internationale pour établir les circonstances de ce « massacre » dont l'ALS a rejeté la responsabilité sur de mystérieux « terroristes » qui seraient passés sur les lieux après elle.

Nul ne sait vraiment si ce drame est directement lié à la partie de la zone de sécurité, entre l'État hébreu et le mouvement chiite libanais du Hezbollah, à propos du sort des otages et des prisonniers de la région. Réaffirmée, mercredi, à Beyrouth, par Cheikh Abbas Moussaoui, secrétaire général de ce mouvement pro-iranien, la volonté du Hezbollah de traiter désormais séparément la question de la libération des otages occidentaux, d'une part, et celle des disparus israéliens et des prisonniers libanais, d'autre part, suscite une certaine nervosité à Jérusalem. « Nous faisons », a déclaré, mercredi, M. Moïché Arens, le ministre israélien de la défense, tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir notre participation au processus de libéra-

tion en cours. Pour autant, il est exclu que l'État juif élargisse certains des trois cents prisonniers chiites libanais que l'ALS retient en son nom.

« Nous avons fait assez de gestes comme cela », a ajouté le ministre, nous attendons maintenant des nouvelles de Ron Arad, seul des quatre derniers soldats israéliens disparus au Liban et dont Jérusalem est sûr qu'il est encore en vie. Le redoublement des actions militaires, ces dernières semaines, dans le sud du Liban indique, cependant, un durcissement des positions dont on discerne mal encore l'objectif final. Une chose est sûre : depuis la mort, dans des embuscades revendiquées par les hommes du Hezbollah, de six soldats israéliens au cours des quatre dernières semaines, le climat, qui n'a jamais cessé d'être explosif, s'est sérieusement détérioré dans cette région. « Notre activité militaire y est intense », a reconnu, mercredi, le ministre de la défense israélien, et elle continuera d'être telle que les terroristes du Hezbollah seront sur le terrain. »

En tournée d'inspection dans la « zone de sécurité », une bande de terre libanaise qu'Israël et l'ALS occupent sur toute la longueur de la frontière pour maintenir l'ennemi à bonne distance, - le ministre a jugé « très graves » les propos tenus, la veille, par le président libanais selon lesquels, d'après la version israélienne, les maquisards du Hezbollah resteraient libres d'attaquer l'État juif tant que celui-ci n'évacuerait pas la « zone de sécurité ». « Israël s'est pour l'instant contenté d'utiliser son artillerie et son aviation. Or, beaucoup d'autres options nous sont offertes », a menacé le général Itzhak Mordechai, commandant des opérations militaires de la zone. Il a exprimé l'espoir que les autorités libanaises « comprendraient bien » son message et ajouté que, dans le cas contraire, « elles porteraient l'entière responsabilité » de ce qui peut se produire.

PATRICE CLAUDE

LUSTIGER
L'EUROPE

NOUS AVONS RENDEZ-VOUS AVEC L'EUROPE !

Jean-Marie LUSTIGER

Le propos du cardinal Jean-Marie Lustiger fait ressortir avec force les enjeux et l'ossature spirituelle de la question européenne : le rôle de l'Europe dans le monde, la genèse de son unité, les relations Est-Ouest...

Un ouvrage indispensable pour comprendre l'Europe dans sa nécessaire pluralité.

Un livre d'actualité qui veut communiquer une vision d'espoir face à un avenir incertain.

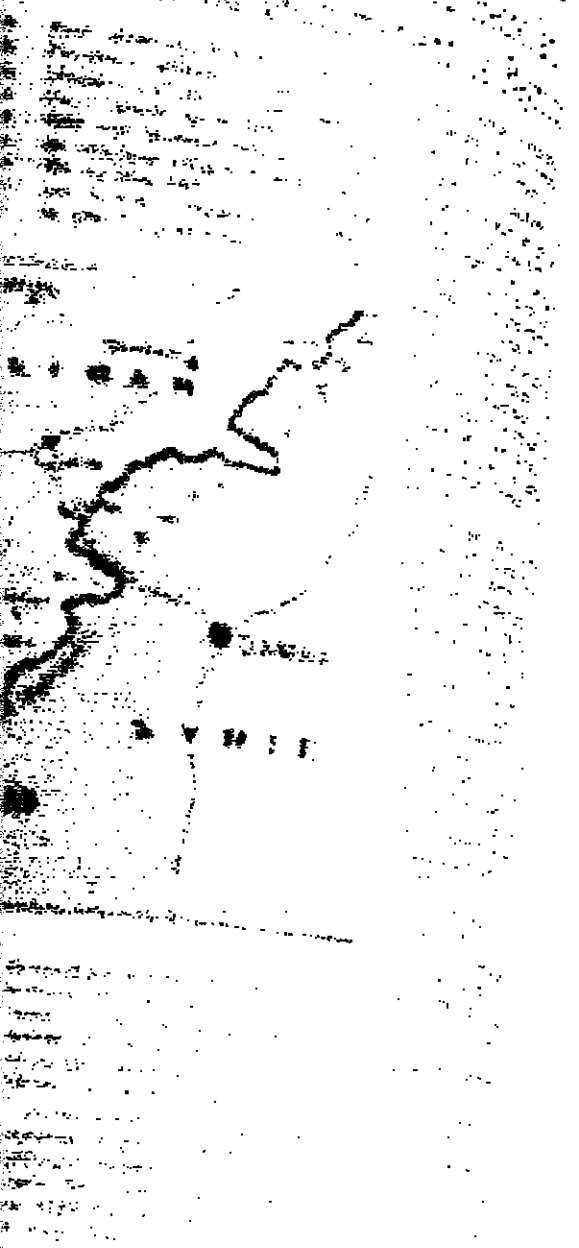
13 x 20,5 - 412 p. - 95 F.

MAME

SYRIE : nouveau septennat pour le président Assad. - Le président Hafez el-Assad, à la tête du pays depuis 1970, a accepté, mercredi 20 novembre, sa réélection pour un quatrième mandat présidentiel. Les 250 membres du Parlement, qui ont voté cette proposition à l'unanimité, ont fixé au 2 décembre la date du plébiscite au cours duquel les électeurs se prononceraient pour son nouveau septennat, qui débutera en mars prochain. (Reuters.)

E-ORIENT

ou la peur de l'oubli

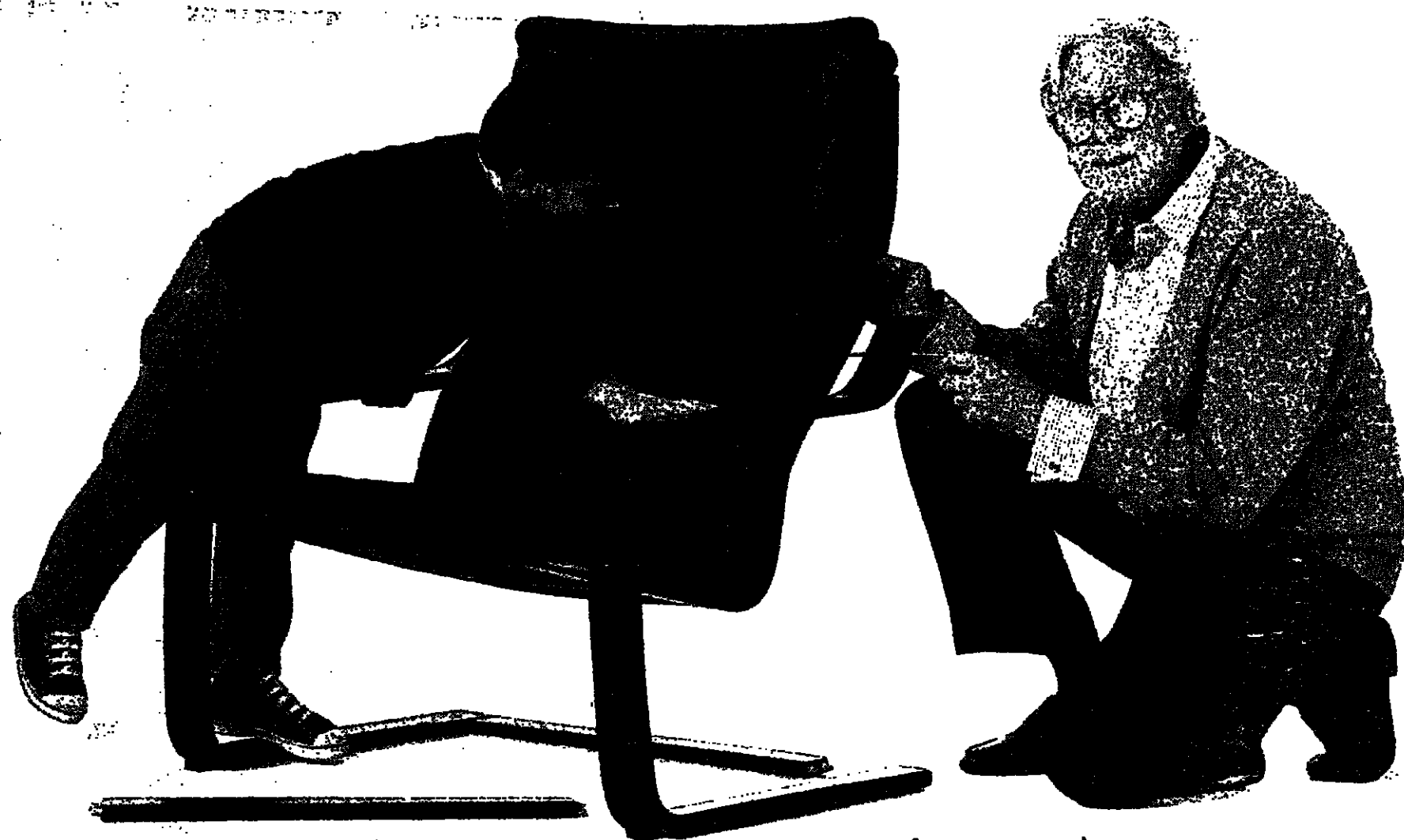


reconnaissent l'im-
militaires dans le

LES ANONS
NEZ VOUS
AVEC
EUROPE!

• Le Monde • Vendredi 22 novembre 1991 9

Dix ans ça suffit pour revaloriser le pouvoir d'achat du travailleur manuel.



IKEA. Dix ans déjà.

هكذا مع الأصل

POINT/LE FINANCEMENT DES PARTIS

La fin d'un tabou

Le rapport de M. Le Garrec

Les lois de 1988 et 1990 n'ont pas fait disparaître les « pratiques occultes »

Le constat est sobre. « Les témoignages recueillis par la commission amènent à constater que le développement de nouvelles formes coûteuses d'activités politiques a engendré un important besoin de financement, que, faute de pouvoir satisfaire ce besoin par des méthodes classiques et publiques, le système politique - partis et élus - a eu recours à des solutions qui vont de la simple commodité à la compromission, parfois subtile ».

On ne saurait, certes, décerner un brevet d'héroïsme à des députés qui se sont résignés, du bout des lèvres et sous la pression d'une opinion publique que la multiplication des « affaires » a rendue hostile aux parlementaires et à la classe politique en général, à reconnaître officiellement, aujourd'hui, ce que plus personne n'ignore depuis très longtemps. Au moins doit-on saluer le souci réel, dont témoigne le texte du rapporteur, M. Jean Le Garrec (PS, Nord), de mieux cerner les relations difficiles et ambiguës entre la politique et l'argent, de décrire sans complaisance les défaillances d'un système et de tenter d'y porter remède. En cela, ce rapport est une première.

La chronique parlementaire ne mentionne qu'un seul autre exemple. Le 5 décembre 1924, la Chambre des députés avait voté la création d'une commission d'enquête sur « les conditions dans lesquelles le comité de l'Union des intérêts économiques était intervenu dans la dernière campagne électorale, ainsi que sur l'origine des fonds ayant servi à tous les partis en 1924 ». Mais le rapport de cette commission n'a jamais été publié. Il a donc fallu soixante-sept ans à la représentation nationale pour qu'elle franchisse ce pas supplémentaire. Si les griefs à l'encontre de la classe politique n'ont pas changé, le contexte est tout autre. Les nouvelles techniques de communication, l'irruption du marketing politique, la décentralisation, ont considérablement accru, ces dix dernières années, les dépenses liées aux activités politiques et aux campagnes électorales, alors que leur financement public restait dérisoire.

Le rapport donne, à cet égard, quelques indications éclairantes : de 1987 à 1991, le budget du PS est passé de 90 millions à 173,3 millions de francs, soit presque un doublement en cinq ans. Il en va de même pour le RPR, dont le budget était de 67 millions de francs en 1987 et de 129,6 millions en 1990. Selon le trésorier du CDS, M. Albert Kalaydjian, les recettes de cette formation s'élevaient, en 1989, à « 14 millions ou 15 millions de francs » et les dépenses à « 11 ou 12 millions de francs ». Elles représentaient, respectivement, en 1990, 20,7 millions et 21,5 millions de francs. Le Parti communiste présente des chiffres beaucoup plus réguliers : 102,3 millions de francs en 1987, 103,4 millions en 1990, avec une pointe en 1988, liée aux élections présidentielles et législatives, à 143,5 millions de francs.

L'aide de l'Etat a plus que doublé

Quant au trésorier du Front national, M. Christian Baecroet, il ne donne pas de chiffres précis, expliquant cette approximation par le fait que le budget de son parti a fortement varié, entre 1984 et 1988, en fonction du nombre des parlementaires nationaux ou européens élus sous cette étiquette. Dans les années 1985-1986, il l'évalue, hors campagnes électorales, à « 7 millions à 8 millions », en indiquant qu'à « certaines périodes, nous l'avons doublé ou quadruplé », grâce, entre autres, aux contributions des parlementaires. Le budget de 1989, déclare-t-il, « avoisinait 10 millions de francs ».

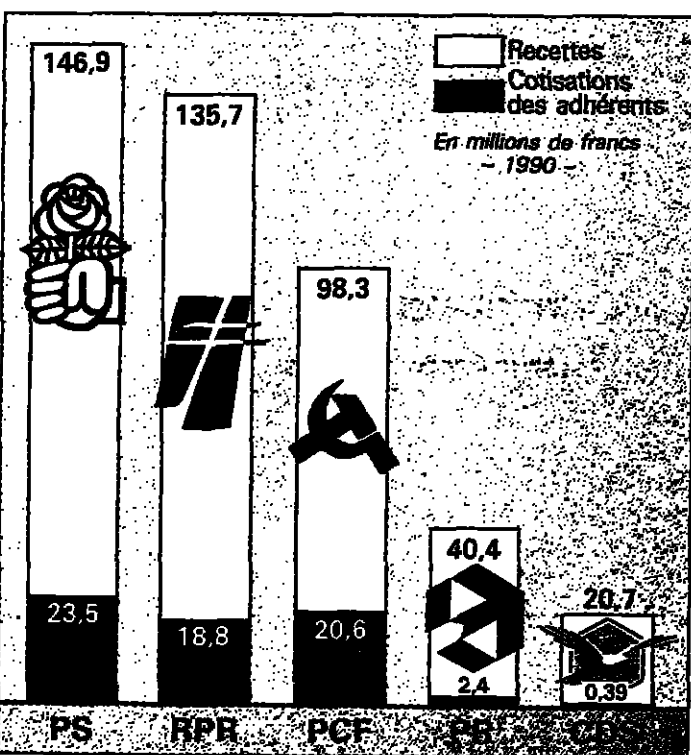
L'aide de l'Etat, dont le montant global est passé de 114 millions de francs en 1989 à 265 millions de francs en 1990 et en 1991, a certes apporté, comme le souligne le rap-

port, une « grande bouffée d'oxygène aux partis politiques », mais ni cette aide ni les contributions des militants - lesquelles, à l'exception du PCF, ne dépassent pas un cinquième de l'ensemble des recettes des partis politiques (voir le graphique ci-dessous) - ne suffisent à répondre aux besoins de financement. A ces recettes, il faut encore ajouter, pour les partis représentés au Parlement, les contributions des élus, très variables selon les formations politiques (de 1 % à 40 %). Celles des parlementaires communistes représentent 40,44 % du budget national, contre 16 % au PS.

entreprises privées ou par les fédérations professionnelles, qui vont du « don de Macintosh par une société amie » qu'a reconnu M. Etienne Tête, trésorier des Verts, aux locaux prêtés gratuitement ou aux « restaurateurs décidés à faire un geste » du trésorier du CDS, en passant par les « prêts d'avion pour déplacer nos dirigeants, dans un espace, prêts de chapiteaux » dédiés par M. Jean-Pierre Thomas, trésorier du Parti républicain.

Autre « commodité », le Parlement européen qui est, selon le rapport, un généreux pourvoyeur de fonds, notamment pour les Verts et

La contribution des adhérents



Au RPR, l'ensemble des cotisations s'élevaient, en 1990, à 1,6 million de francs sur un budget de 130 millions de francs. Au CDS, « les élus sont traditionnellement réticents à verser des cotisations au parti », a indiqué, sans autre précision, M. Kalaydjian.

« Commodités » et illégalité

Accroissement considérable des dépenses d'une part, désertion militante, aide de l'Etat et cotisations parlementaires insuffisantes d'autre part : les partis ne peuvent répondre légalement à leurs besoins de financement. Cette constatation mathématique étant faite, il restait à en tirer les conséquences. Le rapport les énonce sans détour dans un deuxième chapitre, intitulé : « Pratiques occultes et financement des partis ».

Il distingue deux types de pratiques : celles chèrement dénoncées « commodités et pratiques marginales » et celles reconnues comme des « procédés en marge de la légalité ». Dans les premières, figurent « la mise à disposition de moyens en personnel et en matériel » par des

pour le Front national, habiles à tirer profit du caractère difficilement contrôlable de cette source de financement par une autorité nationale. Moins classiques, plus mythiques aussi, est l'utilisation des fameux « fonds secrets » du premier ministre. Le trésorier du PR a, là encore, fait preuve de davantage de franchise que ses homologues, en déclarant que « quand un parti est au pouvoir, il est tout à fait possible de dégager, sur les fonds secrets, de l'argent pour l'action politique ».

Les procédés « en marge de la légalité » sont longuement évoqués dans le rapport, qui énumère les « moyens de la tentation » - bureaux d'études, fausses factures, facturation par substitution, facturations de prestations inutiles ou exagérées - et les « champs de la tentation » - la passation des marchés publics et les autorisations d'ouverture de grandes surfaces. Ces techniques de financement occulte avaient amené les membres de la commission à entendre publiquement les présidents des fédérations du bâtiment, des promoteurs-constructeurs ou des travaux publics et les dirigeants de chaînes d'hypermarchés (Carrefour, Promodis, Centres Leclerc).

L'élection présidentielle de 1988 (Dépenses en francs)

Deux tours	François Mitterrand	99 842 170
	Jacques Chirac	95 984 005
1 ^{er} tour	Raymond Barre	64 145 185
	Jean-Marie Le Pen	36 506 312
	André Lajoinie	33 345 146
	Antoine Waechter	6 898 709
	Arlette Laguiller	6 869 690
	Pierre Juquin	6 844 952
	Pierre Boussel	3 996 295

consentaient un effort de transparence méritoire, d'autant qu'ils avaient adopté, parallèlement, une réforme du règlement de l'Assemblée nationale autorisant la publicité des auditions. Leurs pouvoirs d'investigation souffraient toutefois d'une vraie limite juridique, liée au statut même de ces commissions parlementaires, qui exclut de leur champ d'action tous les faits donnant lieu à des poursuites judiciaires. Un autre accueil attendait les membres de la commission : le caractère public des auditions a sans doute atténué, sinon la sincérité de déclarations

prononcées sous serment, du moins la richesse de leur contenu.

S'il ne fallait donc guère attendre de révélations de ce rapport, il n'en reste pas moins que ses quatre cents pages offrent un bilan sérieux et argumenté de l'une des questions majeures que doit se poser toute démocratie : quel est son coût ? En acceptant, pour la première fois, de se la poser clairement, et de reconnaître par là même que les réponses qui lui ont été apportées étaient bien souvent insuffisantes, voire malhonnêtes, la commission d'enquête a brisé un tabou.

Les propositions de réformes

Le rapport de la commission d'enquête présente un certain nombre de propositions de réformes législatives, destinées à pallier les insuffisances des lois de 1988 et de 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Il suggère également d'apporter des modifications à la législation concernant le contrôle des marchés publics et l'implantation des grandes surfaces. Nous en publions ci-dessous les principaux extraits.

Modifications de la loi du 11 mars 1988 et de la loi du 15 janvier 1990

Accès des partis politiques à l'aide publique directe (répartition de la dotation budgétaire) : - Législation actuelle : la dotation budgétaire est divisée en deux parts égales : l'une répartie entre les formations représentées au Parlement, en fonction du nombre de députés et de sénateurs qui déclarent chaque année s'y rattacher ; l'autre répartie en fonction du nombre de suffrages obtenus au premier tour des élections législatives, entre les formations qui ont présenté des candidats dans au moins quinze circonscriptions. Mais jusqu'au prochain renouvellement de l'Assemblée nationale, l'ensemble de la dotation est réparti selon le mécanisme prévu pour la première part ;

constat : le régime actuel favorise la création de partis politiques fictifs et exclut, en même temps, de véritables formations non représentées au Parlement. Le rapport souligne ainsi qu'en 1990 et en 1991, 29 puis 34 « partis » se sont partagé l'aide de l'Etat, et que 14 puis 16 d'entre eux ne comptaient qu'un seul parlementaire. Il y a donc une véritable « déviation » de la loi ;

proposition : dès le prochain renouvellement de l'Assemblée, répartir l'ensemble de la dotation budgétaire entre les formations qui ont présenté des candidats aux élections législatives dans un nombre minimal de circonscriptions (peut-être inférieur à 75), en fonction du nombre de voix obtenues au premier tour.

Accès des partis politiques à l'aide publique indirecte (bénéfice de la déductibilité fiscale des dons privés)

Législation actuelle : la déductibilité fiscale concerne tous les dons privés versés, dans la limite d'un plafond annuel, aux associations de financement agréées et aux mandataires financiers des partis politiques, bénéficiaires ou non de l'aide publique directe. La délivrance de l'agrément par la Commission nationale des comptes de campagne (CNCC) n'est l'occasion d'aucun contrôle ;

constat : la multiplication des associations de financement (environ 300 actuellement), dont beaucoup peuvent n'être créées que pour des raisons fiscales, constitue un véritable détournement du droit à déduction ;

proposition : limiter le bénéfice de la déduction fiscale aux dons versés aux associations de financement liées aux partis qui reçoivent l'aide publique directe, ou à leurs organisations locales.

Présentation et publication des comptes des partis politiques et de campagne

Législation actuelle : aucune disposition ne précise la manière dont les comptes doivent être présentés. La CNCC assure leur publication « sommaire » au Journal officiel ;

constat : l'absence d'homogénéité dans la présentation des comptes (« de dix pages à deux lignes », selon le président de la CNCC, M. René Vacquien) est un obstacle à la transparence et rend malaisée toute comparaison rigoureuse ;

proposition : prévoir que les comptes devront être établis, et publiés, selon un modèle-type arrêté après avis de la commission nationale.

Déclarations de patrimoine

Législation actuelle : sont soumis à l'obligation de déclarer leur patrimoine les candidats à la présidence de la République, les membres du gouvernement et du Parlement, les présidents des assemblées des collectivités territoriales, les maires des communes de plus de 30 000 habitants. Seule la déclaration du président de la République est rendue publique en début et en fin de mandat ;

constat : le régime actuel n'assure pas une réelle transparence ;

proposition : étendre cette obligation aux agents publics qui assument les plus grandes responsabilités dans les procédures d'achats publics et, dans le cas où ils seraient maintenus (voir ci-après) aux membres de la commission nationale et des commissions départementales d'urbanisme commercial ; transmettre les déclarations des parlementaires à la Commission nationale pour la transparence financière de la vie politique et non plus au bureau de l'Assemblée et du Sénat ; instituer un mécanisme de contrôle de la sincérité des déclarations de patrimoine et de leur évolution entre deux déclarations, en autorisant leur communication, le cas échéant, non seulement aux autorités judiciaires, mais à un organisme indépendant qui pourrait être la Cour des comptes.

Autres modifications législatives

Régime fiscal des cotisations versées aux partis politiques :

Législation actuelle : ces cotisations ne donnent pas lieu à réduction d'impôt, contrairement à celles versées aux organisations syndicales ;

constat : une discrimination injustifiée ;

proposition : étendre le régime de déductibilité fiscale aux cotisations versées aux partis politiques, bénéficiaires ou non de l'aide publique directe ou indirecte.

Contrôle des marchés publics

Législation actuelle : la loi du 3 janvier 1991 dispose que la mission interministérielle d'enquête est compétente pour les marchés publics ;

Vingt-six auditions

La commission a entendu les trésoriers des partis politiques et ceux des candidats à l'élection présidentielle de 1988. Elle a également entendu deux conseillers en communication, MM. Sébastien et Séguin, M. Wallat, garde des sceaux, les présidents des fédérations nationales du bâtiment, des promoteurs-constructeurs et des travaux publics, ainsi que les dirigeants de Carrefour, Promodis et Leclerc. Enfin, la commission a procédé à l'audition du président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, du chef de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et du directeur Europe au ministère des affaires étrangères. Cette commission d'enquête, composée de trente membres (quinze socialistes, sept RPR, cinq UDF, deux LDC et un communiste) a été présidée par M. Deniau (UDF) qui a donné sa démission de cette fonction le 24 septembre, puis par M. Massad (RPR), le rapporteur de la commission était M. Le Garrec (PS).

de l'Etat, des établissements publics autres que ceux qui ont un caractère industriel et commercial, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et des sociétés d'économie mixte locales ;

proposition : étendre la compétence de cette mission aux marchés des établissements publics industriels et commerciaux ; augmenter significativement ses moyens d'intervention ;

L'implantation des grandes surfaces

Législation actuelle : la loi Royer soumet l'implantation et l'extension des grandes surfaces à des commissions départementales d'urbanisme commercial. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours auprès du ministre du commerce et de l'artisanat, qui se prononce après avis de la Commission nationale d'urbanisme commercial ;

constat : ces procédures ont perdu une grande partie de leur justification économique et sociale et donnent lieu à des pratiques douteuses ;

proposition : réviser, voire abroger l'ensemble de ces dispositions de la loi Royer et faire entrer les grandes surfaces dans le droit commun de l'urbanisme.

PASCAL ROBERT-DIARD

Dix ans ça suffit pour améliorer le cadre de vie des générations IKEA.



10 ans c'est largement suffisant pour bouleverser l'ordre établi... avec quelques idées simples.

Qui, il y a 10 ans, aurait osé proposer aux Français de monter eux-mêmes des meubles achetés dans des paquets transportés par leurs

soins (sous prétexte que c'est moins cher)?

Qui, au risque d'être taxé de démagogie, pouvait attirer des générations entières, en proposant une amélioration de leur cadre de vie ? IKEA l'a fait... Et nous sommes toujours là, prêts à en reprendre pour

10 ans... minimum bien sûr. Ce ne serait donc pas si utopiste que de vouloir le bien de tous ? La question est posée.

IKEA. Dix ans déjà.



IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE A1
ZI PARIS NORD II.

IKEA PARIS EVRY
AUTOROUTE A6
EVRY LISSES.

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP
DU PONT. ST-PIEST.

IKEA MARSEILLE
RN 113. C. CIAL
VITROLLES ESPACE

IKEA LILLE
C. CIAL DE LOMME
BUS. METRO. ST-PHILIBERT.

IKEA BORDEAUX
C. CIAL
BORDEAUX-LAC.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3614 IKEA.

سكننا من الأصل

La préparation des élections régionales

Le débat sur la réforme des institutions

Engagé dans la bataille des élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme chef de file de la majorité présidentielle, M. Bernard Tapie se heurte à des difficultés aussi bien dans les Bouches-du-Rhône, où M. Robert Vigoroux, sénateur (app. PS) et maire de Marseille n'a toujours pas fait connaître ses intentions, que dans le Var et le Vaucluse, où les socialistes maintiennent leurs propres têtes de listes. S'il espère un accord avec M. Vigoroux, le député (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône se dit prêt, en revanche, à constituer, dans le Var et le Vaucluse, ses propres listes.

de notre correspondant régional

Fidèle à son personnage, M. Vigoroux se fait. Son seul message déguisé est sa volonté de ne pas se laisser « presser » aux élections régionales cantonales. De quelle manière ? Il s'est refusé, jusqu'à présent, à dire plus et, dans son entourage, on dirait que, simplement, « aucune hypothèse n'est à écarter ». Seul postulat connu : il se considérerait comme le chef de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône et s'estime donc « incontournable ».

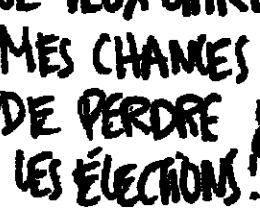
Mais il veut donner « du temps au temps » et fait savoir qu'il ne s'exprimera pas avant la fin de l'année ou, même, le début de l'an prochain. De fait, il n'a eu, pour le moment, aucun contact, ni entamé aucune négociation, pas plus avec le

Peu avant la convention nationale du PS, en octobre, le maire de Marseille a pourtant exprimé à M. Pierre Mauroy son désir de conduire en personne la liste de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône en lieu et place de M. Tapie. Comme il est difficile de percer ses véritables mobiles, son attitude suscite toutes les spéculations. L'une des plus souvent retenues est qu'il ferait monter les enchères sur les régionales pour obtenir des concessions aux élections cantonales.

Il juge, en effet, que le conseil général, présidé par le socialiste Lucien Weygand, n'aide pas suffisamment la ville de Marseille. D'où son objectif de faire élire un certain nombre de ses amis à l'assemblée départementale. A Marseille, il pourrait notamment revendiquer deux des trois sièges renouvelables que détient le PS - ceux de MM. Decamps et Coullomb dans les 9^e et 10^e cantons.

« Au cas où ses prétentions ne seraient pas satisfaites, M. Vigoroux pourrait, dit-on, opposer ses propres candidats à ceux de la gauche dont les chances de réélection seraient alors des plus réduites. Ce scénario s'était déjà produit lors de l'élection cantonale partielle de l'arrondissement de Genève en 1969, au front «profin», et en 1983, au front national. On n'exclut pas davantage que le maire de Marseille présente ou ténégue sa propre liste aux régionales comme il l'a laissé entendre dans une interview récente accordée au *Provençal* en se demandant si deux listes de la majorité pro-catalane ne «russifient» pas le débat. Mais, à défaut d'utilité laisse sceptique M. Tupin qui se demande si elle ne traduit pas plutôt une volonté de lui nuire.

JE VEUX GARDER TOUTES
MES CHANCES
DE PERDRE
LES ÉLECTIONS.



PESIN

les *diviser*. Si est accord se réalisait, M. Vigouroux pourrait se contenter de soutenir la liste de M. Tapie, ou y participer à titre symbolique en obtenant un certain nombre de places en position éligible pour ses amis. M. François Bernardini, premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhône, ne cache pas, au demeurant, que « Robert Vigouroux est la pièce du puzzle difficile à gérer. Pour l'heure, les négociations se poursuivent entre le président de l'OM et la fédération socialiste sur la base d'un tiers des candidats éligibles pour M. Tapie et deux tiers pour le PS.

M. Tapie a, par ailleurs, d'autres soucis avec ses partenaires. Dans le Vaucluse, où la fédération socialiste a refusé la candidature, comme tête de liste, de M^{me} Elisabeth Guigou,

Neuf mois après les émeutes sanglantes de février

M. Louis Le Penec ministre

M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, effectuera, du 21 au 23 novembre, une visite à la Réunion. Il se propose de vérifier la mise en œuvre du « pacte de solidarité » et des soixante mesures arrêtées en avril pour tenter de remédier aux causes économiques, sociales et culturelles qui avaient abouti aux émeutes meurtrières de la fin février.

M. Ivona accorde peu de crédit à cette rumeur. Ses préoccupations immédiates vont aux difficultés du secteur : manque de logements, chômage galopant, formation inadéquate. Au Chaudron, où huit cents demandes de logement sont en souffrance, explique-t-il, jusqu'à quatre couples s'entassent parfois dans un quatre pièces. Dans d'autres logements, plusieurs générations cohabitent : les grands-parents, leurs enfants et les petits-enfants.

Les mesures annoncées en avril à

Les mesures annoncées en avril à Paris, au terme des « rencontres de travail » organisées par le gouvernement avec les élus locaux, doivent permettre la construction au Chaudron d'une centaine de logements pour favoriser la déconcentration des services, mais les dispositions prises par le préfet de la Haute-Savoie pour résoudre les problèmes auxquels l'île est confrontée et qui s'accroissent avec une nette reprise de la démographie (quatorze mille naissances en 1990).

Sur le terrain, la population rend la tâche responsable de toutes ses difficultés. « Ici, souligne M. Ivola, il y a deux tons dans le tempo : l'un est celui de la dépression, l'autre celui de l'explosion. De plus en plus, aussi, les jeunes préfèrent attendre le RMI plutôt que d'aller travailler, alors que des emplois leur sont proposés à l'extérieur du chef-lieu. » Comment expliquer ce phénomène ? « C'est le Chaudron, à ces jeunes, ils ont vu jusqu'à quel point des valeurs les rendraient », dit-il.

ALIX DJOUX

SANTO-DENIS
da nostra corrispondente

Les concessionnaires de voitures, à la Réunion, ne sont pas rancuniers. Neuf mois après le pillage des locaux du représentant de Mercedes sur l'île, c'est à quelques pas de ce temple de l'automobile que vient de s'achever le dernier Salon de l'automoto 91, en plein cœur du quartier du Chandon où avaient éclaté les émeutes de février. Les concessionnaires se frottent les mains : c'est une semaine, près de six cents visiteurs, plus de 100 exposants, sans compter les deux-roues. Le bilan des transactions financières approche les 30 millions de francs pour un marché annuel de l'ordre de 2 milliards de francs.

Cette débâche de chronos laisse songeur M. Jean Ivoula, le jeune adjoint dans le quartier, du maître socialiste de la ville : « Il arrive, confie-t-il, que des mères de famille me pressent pour que la mairie paie leur mois de loyer, parce qu'elles n'ont plus d'argent. Quand je demande la fiche du salaire, il n'est pas rare d'y voir inscrites des retenues pour des prêts de l'ordre de 2 000 à 2 300 francs. Il faut bien payer la voiture neuve que l'on vient d'acheter... » Paradoxe d'une ville où le paradis triomphe de l'ère...

Dans bien des foyers du Chaudron, les décadeurs de Canal Plus ont avantagieusement campé les images de 1963-FreD-DOM, dont la siasse des émeutiers avait provoqué les émeutes, entraînant la mort de huit personnes. Mais dans cette banlieue de Saint-Denis, on parle encore des « événements ». Des commémorations, et même des participations, se sont tenues pour le cas où les troubles élargissent de nouveau. Le rumeur veut en effet qu'une grande manifestation soit « programmée » pour le 20 décembre prochain, jour anniversaire de l'abolition de l'esclavage sur l'île, en 1848.

L'issue du scrutin des régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur se jouera, pour l'essentiel, dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, qui représentent près des deux tiers des sièges, soit soixante-dix-sept sur cent vingt-trois. D'où les enjeux d'opinion répétés que ont connus ces deux départements. Le plus récent, commandé par le PS, a été effacé, le 5 au 8 novembre, par le SFRES auprès d'un échantillon de six cents personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

Dans les Bouches-du-Rhône, une liste Vigouroux recueillerait 8 % des intentions de vote contre 27 % à la liste Tapie, 24 % à la liste Gaudin, 23 % à la liste du FN conduite par M. Bruno Megret et 7 % à la liste du PC dirigée par M. Guy Hermier. Les deux listes des écologistes obtiendraient 11 %. Sans la liste Vigouroux, la liste Tapie est créditée de 31 %, suivie par la liste Gaudin (27 %) et la liste Megret

(22 %). Par ailleurs, 50 % des sympathisants UDF-RPR estiment que le climat devrait pas-
ser à un accord avec le Front
national, « si c'est nécessaire
pour garder la présidence de la
région », contre 43 % qui sont
d'un avis contraire. A une écar-
tante majorité (84 %), les sym-
patisants du mouvement écolo-
giste se prononcent, de leur
côté, pour une majorité gauche-
écologistes.

Dans les Alpes-Maritimes, la
liste de la majorité présidentielle
conduite par M. Léon Schwart-
zenberg fera l'égale (28 %)
des voix qui auront le droit de
suffrage, par M. Jean-Marie Le Pen.
La liste d'Union de l'opposition
RPR-UDF de M. Maurice Sau-
zou est arrivée à la 3^e place, avec
un interrogatif recueille 23 % des in-
tentions de vote, et une liste
d'Union pour les Alpes-Maritimes
conduite par le sénateur
UDF-RD Pierre Laffitte obtient
16 %, tandis que les deux listes
écologistes atteignent, au total,
11,5 %.

G. P.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
METHODES DES SCIENCES SOCIALES
par Paul DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

ID
DROUOT
RICHELIEU

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17

Compagnie des commissaires priseurs de Paris

*Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des heures, de 11 h à 19 h. * Exposition le matin de la vente.*
Parisœur C.S.P., 64, rue La Fayette, 75009 PARIS, 45 63 12 66.

SAMEDI 23 NOVEMBRE

- *S. 12 - 15 h. Collection de 60 sulfures. Bijoux. - M^e ROGEON. (Expo de 11 h à 14 h).

LUNDI 25 NOVEMBRE

- S 1 - 17 - LE XIX^e SIÈCLE. Meubles et objets d'art. - M^e LOUDMER.
- S 2 - Bon mobilier. - M^e LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S 3 - BIBLIOTHÈQUE D'UN AMATEUR. TRÈS BEAUX LIVRES ANCIENS. Manuscrits et incunables. Armoriaux - Éditions originales - Livres illustrés modernes. - M^e ADER, TAJAN.
- S 4 - C. Guérin, G. Courvoisier, experts. Exposition chez les experts : Librairie GRAUD-BADIN, 22, rue Gaymezz, 75006 Paris. Tél. (1) 45-48-30-58 - Fax (1) 42-84-05-73. Jusqu'au 22 novembre, 9 h-13 h et 14 h-18 h. (Catálogo à l'étude, poste 469).
- S 5 - Aviation et Aéronautique. - M^e MILLON, ROBERT.
- S 6 - Peintures russes de l'école de l'Oural. - M^e MILLON, ROBERT.
- S 10 - Neuvième vente de l'école de Leningrad. ARCOLE (M^e RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).

MERCREDI 27 NOVEMBRE

- S. 4 - Atelier GLATZER et atelier Albert SMITH. -
M^e LENORMAND, DAYEN.
S. 5 - Art déco. - M^e BOISGRAND.
S. 6 - 14 h 30. ARTS PRIMITIFS de la collection Roger BUDIN
- M^e GAVREL, M^e GUY MONTARON, et exposant à divers amateurs. -
M^e PICARD, M. Guy Montaron, expert.
S. 7 - Importants bijoux. Tableaux modernes. Art précolombien. Arts
primitifs. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD,
TAILLEUR.
S. 14 - 14 h 15. TABLEAUX MODERNES. Dessins, Picasso Album
« Toros ». Bronzes. - M^e ADER, TAJAN, MM. A. Pacitti et
A. de Louvençon, experts. (Catalogue à l'étude, poste 469).
S. 15 - Tableaux, bibelots, mobiliers. ARCOLE (M^e OGER, DUMONT).
S. 16 - Meubles. - M^e PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

JEUDI 28 NOVEMBRE

- S. 9 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} ADER, TAJAN. M. J.-P. Dillès, expert. (Catalogue à l'étude, poste 469)

VENDREDI 29 NOVEMBRE

- S. 1 - Collection J. L. Très importants autographes historiques. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{rs} Thierry Badin, expert.
- S. 2 - Dessins et tableaux. Céramiques. ARCOLE (M^{rs} OGER, DUMONT).
- S. 5 et 6 - 14 h 30 : Tableaux modernes. Art nouveau. Art déco. 20 h 30 : Dessins. Tableaux anciens. Objets d'art et mobilier du XVIII^e siècle. - M^{rs} LLOY, ROBERT.
- S. 7 - Faïences et porcelaines anciennes. - M^{rs} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
- S. 10 - Armes. - M^{rs} BISGIRARD.
- S. 13 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.
- S. 15 - 14 h 15. CADRES DES XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles de style en bois doré. - M^{rs} ADER, TAJAN. M. J.-P. Dillée, expert (Catalogue à l'étude, page 69).

LUNDI 2 DÉCEMBRE

- S. 5 - Objets d'art, mobilier XVIII^e siècle et Empire. Tapis d'Aubusson XVIII^e siècle. - M^e RIBEYRE, BARON,

BRED, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 47-81-80-07.
 BINCHER, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
 BOISGRAND, 2, rue de Provence (75009), 47-80-81-36.
 LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
 RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
 LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
 LEBLANC, 12, rue Drouot (75009), 47-80-81-36.
 MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
 GORE, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
 PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière
 (75009), 47-80-88-38.
 EPICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-71-22.
 LABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009),
 47-70-34-91.
 KIREVY, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
 REGOEN, 16, rue Milton (75008), 48-78-81-06.

HIPPODROME DE PARIS-VINCENNES

LUNDI 25 NOVEMBRE à 20 heures
VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
 PAR RÉALISATION DE GAGES ET LEASING
 MERCEDES 560 SEC, 500 SEC, 300 SEL, 300 D,
 280 SE, 260 SE, 190 D, 190 E (de 1986 à 1991),
 VW 335 I, 330 I (1989), RENAULT, AUDI, etc.
 M. Claude BOISGIRARD, commissaire-priseur.
 (Expo le 25 novembre, de 16 h à 19 h 30.)

[illegible]

POLITIQUE

La réforme électorale

M. Mauroy engage sa responsabilité sur l'adoption par le PS d'une proposition de scrutin mixte

M. Pierre Mauroy a réaffirmé, mercredi 20 novembre, son engagement en faveur d'un mode de scrutin mixte, à dominante majoritaire, pour les élections législatives. Le premier secrétaire a précisé que s'il était « désavoué » sur cette option par le PS, il en tirerait « les conséquences », ce qui laisse entendre que, dans cette hypothèse, il quitterait son poste.

M. Jean-Pierre Chevènement avait qualifié la réforme du mode de scrutin, il y a quelques jours, d'« OPA ». Le propre des « objets volants non identifiés » est que personne ne les voit, mais que certains affirment connaître quelqu'un qui en a vu un. Leur seconde caractéristique est qu'on ignore d'où ils viennent, où ils vont, qui est dedans, comment ils fonctionnent et... quel est exactement le but visé par ceux qui en parlent. Tous ces traits correspondent parfaitement au projet de changement de la loi électorale appliquée pour l'élection des députés, qui occupe l'esprit des socialistes depuis bientôt deux mois : personne ne l'a vu, on en a entendu parler, il n'est pas sûr qu'il existe, on se demande qui est derrière.

M. Mauroy en avait parlé le premier. Dès le 2 octobre, au bureau exécutif du PS, il s'était heurté à la méfiance des responsables des courants, qui le soupçonnaient d'avoir en tête autre chose que ce qu'il leur annonçait : au lieu d'une « innovation » de représentation proportionnelle dans le système majoritaire, il aurait préparé le terrain au rétablissement pur et simple de la proportionnelle départementale. Certains croyaient pouvoir deviner, dans la proposition du premier secrétaire, l'effet d'une machiavélique manœuvre de M. François Mitterrand, dont M. Mauroy aurait été complice sciemment ou, pis, à son insu. Cependant, le 10 novembre, lors de son entretien télévisé sur la Cinq, le président de la République attribuait au seul maire de Lille la paternité du projet de réforme, tout en assurant de son soutien.

Quant aux modalités éventuelles du possible nouveau système, les formules les plus diverses étaient évoquées par le premier secrétaire lui-même, par son entourage, par l'« Unité Matignon », par le ministère de l'Intérieur, par tel ou tel élu ou responsable de courant, sans que jamais, nulle part, un projet ne voie le jour ni ne soit formellement discuté.

« En majorité majoritaire »

Les députés socialistes, qui font profession de rationalisme, surtout lorsqu'il s'agit de leur réélection, ont fini par s'émouvoir devant ce ballet d'opéramas. Mercredi 20 novembre, M. Mauroy est venu devant le groupe, et il a bien fallu qu'il donne un minimum de consistance à ces idées en forme de courants d'air. « Nous ne pouvons pas aller aux législatives avec le système que nous avons », a affirmé, d'abord, le premier secrétaire. Il en a donné deux raisons. La première est l'accumulation des « déficits » démocratiques : « déficit d'inscrip-

tion sur les listes électorales, déficit de participation aux élections, déficit de représentation lorsque 30 % des votes ne sont pas représentés » ; la seconde est la nécessité, pour les socialistes, de tenir compte de la croissance du courant écologiste et de chercher à s'entendre avec lui.

M. Mauroy a précisé, ensuite, que deux « variantes » de scrutin mixte sont possibles, étant entendu que ce scrutin — cela, il le dira le soir au bureau exécutif — doit être « en majorité majoritaire ». Première option, l'adjonction aux cinq cent soixante-dix députés élus au scrutin majoritaire, d'un nombre à déterminer (cent ? soixante ?) de députés qui seraient élus au scrutin proportionnel sur une liste nationale ; seconde option, maintien du scrutin majoritaire dans les « petits départements », institution d'un scrutin proportionnel à deux tours dans les « plus grands ». Le premier secrétaire refusait, mercredi, tant devant le groupe que devant le bureau exécutif et devant la presse, de prendre parti pour l'une ou l'autre formule. « Il n'y a pas un scrutin de Pierre Mauroy », répétait-il, ajoutant : « Il n'y a pas un scrutin du président de la République ». En revanche, il y a un principe, celui du scrutin mixte, sur lequel M. Mauroy a mis sa démission en balance. « Si je suis désavoué, s'il est dit, j'en tirerai les conséquences ».

Le groupe de travail associant la direction du PS et les représentants du groupe parlementaire, dont la réunion a été plusieurs fois reportée, devait avoir une première séance de discussion, finalement, jeudi après-midi, sous la présidence de M. Mauroy. Les socialistes vont, enfin, pouvoir examiner l'« OPA » et vérifier s'il s'agit bien, comme d'habitude, d'un ballon-sonde.

PATRICK JARREAU

Au conseil des ministres

M. Mitterrand juge « excellent » le projet de réforme de la procédure pénale

M. François Mitterrand a jugé « excellent » le projet de réforme du code de procédure pénale (le Monde du 21 novembre) présenté, mercredi 20 novembre, au conseil des ministres, par le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, qu'il a félicités pour avoir « fait preuve d'imagination et d'originalité d'esprit ».

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, qui rapportait ces propos, le président de la République a « félicité les divers ministres qui ont apporté leur pierre à l'élaboration de cette réforme fondamentale » et, en particulier, M. Sapin, dont il vante « chaleureusement l'engagement et le travail personnels ».

Aux yeux de M. Mitterrand, « lorsque le projet sera adopté, le gouvernement et le Parlement accompliront une œuvre législative importante touchant aux libertés

publiques, à la vie et à l'honneur ». M. Lang a souligné que cette réforme du code de procédure pénale serait « la plus importante jamais engagée depuis le Premier Empire » et qu'elle revêtait une importance analogue à la décentralisation mise en œuvre il y a une dizaine d'années sous l'autorité de Gaston Deffere.

Rendant compte des délibérations du conseil, M. Lang a aussi noté, à propos de l'aggravation du déficit budgétaire, que la France demeure « le pays dans lequel le déficit budgétaire est le plus faible » et il a souligné que la politique « rigoureuse » et « vertueuse » du gouvernement en la matière était reconnue, en France même, par certains des représentants de l'opposition. A l'appui de cette affirmation, le porte-parole du gouvernement a cité plusieurs des récentes déclarations de M. Raymond Barre.

M^{me} Cresson décorée

A l'issue du conseil des ministres, mercredi 20 novembre, M. François Mitterrand a remis à M^{me} Edith Cresson les insignes de grand-croix de l'Ordre national du Mérite. Les ministres d'Etat, le président de l'Assemblée nationale, les présidents des groupes socialistes à l'Assemblée nationale et au Sénat, M. Pierre Mauroy et des collaborateurs du premier ministre assistaient à cette cérémonie devenue traditionnelle depuis, qu'en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, avait estimé que les chefs de gouvernement, restés six mois en fonction, méritaient une telle distinction.

M. Mitterrand a souligné « l'importance et la qualité du travail accompli » depuis la nomination de M^{me} Cresson à Matignon. Il a expliqué que le premier ministre avait « dû affronter une situation comme peu nombreux de ses prédécesseurs ont dû supporter en répondant à des problèmes nouveaux avec calme et détermination ». « Je pense que ce gouvernement travaille bien, a-t-il dit, et il ne travaillera pas bien s'il n'était pas conduit comme il le faut par Edith Cresson ».

A l'Assemblée nationale

L'opposition conteste l'opportunité de détacher certains fonctionnaires dans la magistrature

Les députés ont commencé, mercredi 20 novembre, l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature, présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Le texte du gouvernement s'efforce à la fois de démocratiser le déroulement des carrières des magistrats et d'ouvrir « dans l'intérêt du justiciable » la magistrature sur l'extérieur. Selon le gouvernement et les socialistes, des non-magistrats pourraient ainsi exercer temporairement des fonctions judiciaires, ce que conteste vivement l'opposition.

« La problématique des rapports avec l'Etat »

M. Nallet en est convaincu, qui pense qu'un non-magistrat peut exercer des fonctions de magistrat. Il propose ainsi aux députés, selon le mot du rapporteur de la commission des lois, M. Alain Fort (PS, Drôme), une « innovation contestée » : le « détachement judiciaire » qui permettrait à certains fonctionnaires, les membres des corps recrutés par la voie de l'ENA, les administrateurs des postes et télécommunications, les administrateurs de l'institut national de la statistique et des études démographiques et les professeurs et maîtres de conférences des universités, d'exercer dans des emplois du parquet, pour quatre ans, ou dans les emplois du siège, pour une durée indéterminée. M. Nallet dispose dans son jeu de l'atout que constitue l'avis favorable du Conseil d'Etat à son système de « passerelles ».

M. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie), et avec lui l'ensemble de l'opposition, est résolument hostile à ce dispositif. Il s'en est

expliqué longuement, en vain, en défendant l'exception d'irrecevabilité (qui stipule que le projet de loi examiné contient des dispositions contraires à la Constitution) à propos de l'article qui organise le détachement judiciaire. « Le magistrat, ce n'est pas un fonctionnaire, c'est autre chose, a-t-il martelé, le juge ne procède que de lui-même, il rend ses décisions au nom du peuple français. Le fonctionnaire rend ses décisions en fonction de sa hiérarchie ».

M. Mazaud a insisté sur la spécificité du statut de magistrat et sur deux principes qui se confortent l'un l'autre : l'indépendance et l'immovabilité. « On comprend que la perspective du retour dans le corps d'origine refroidisse les velléités d'indépendance, c'est humain, a-t-il indiqué. Politiquement cette possibilité risque de faire entrer dans la magistrature des personnes dévouées au pouvoir ».

Le projet prévoit également d'accroître la transparence du fonctionnement des différentes instances concourant à l'avancement, à la nomination et à l'indépendance du corps judiciaire, comme la commission d'avancement. Une évaluation du magistrat remplacera l'actuelle notation. M. Nallet a indiqué que le projet de loi représentait souvent « une consécration législative » pour des dispositions déjà en pratique.

Le projet de loi, qui aborde également la question des garanties disciplinaires, comporte un second volet consacré à l'ouverture de la magistrature dans lequel s'insère précisément le détachement judiciaire. Ce volet met l'accent sur la qualification et sur la formation ; continue, sur le détachement des magistrats, sur le recrutement ; « latéral » (pour les personnes

ayant exercé une activité administrative, juridique ou universitaire). Il envisage enfin la mise en place d'un troisième concours de recrutement (le premier s'adresse aux étudiants, le deuxième aux fonctionnaires) du type de celui de l'ENA.

Ces dispositions, souvent modestes, ne suscitent pas de critiques virulentes, le débat s'est focalisé, pour l'instant, sur le détachement judiciaire mais le gouvernement et l'opposition ne semblent pas prêts, pour autant, à en découdre. Le garde des sceaux a assuré qu'il était tout à fait disposé à examiner « les améliorations » qui pourraient lui être apportées. M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) a d'ailleurs en réserve une solution de compromis. Le député conteste propose, en effet, de réduire le détachement aux seuls fonctionnaires disposant d'un statut voisin de celui des magistrats en ce qui concerne l'indépendance et l'immovabilité.

Quoi qu'il advienne, les uns et les autres en sont convenus, le dernier mot reviendra de toute façon aux membres du Conseil constitutionnel, qui se saisissent automatiquement des projets de loi organique.

GILLES PARIS

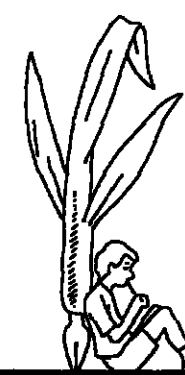
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde



3 377390 004107

- Enfin un prix abordable pour les enfants.



"Plume en herbe"

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992 AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2 décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1993.



NATHAN Le Monde



1991-1992 5^{ème} anniversaire. LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86 MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur table immobilière au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 16 DÉCEMBRE 1991, à 14 h, EN 1 LOT : **BATEAU** automoteur de navig. intérieure dénommé CATHERINE, immatriculé sous le numéro P 12 356, amarré à PARIS-15^e, au quai du Port-de-Javel. Tonnage : 406 tonnes 185. - Longueur : 38,08 mètres. Mise à prix : 125 000 F. S'adr. pour renseignements : SCP HENRY-ALBOUY-PONCIN, avocat à PARIS-9, 31, r. Claude-Bernard, tél. : 45-35-23-71 ; M^{re} J.F. SOULIER, avocat aux ULIS (91940), Les Millegardins, tél. 1, tél. : 69-07-38-60. Sur les lieux pour visiter le bateau.

Vente sur table immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991, à 9 h 30, EN 1 LOT : **APPARTEMENT à SUCY-EN-BRIE (94) 5-7, allée des Berges**. Dans le bâtiment B, au 2^e étage, de 4 pièces principales : entrée, séjour, 3 chambres, cuisine, bains, w.c., rangement, balcon, cave et parking. Mise à prix : 100 000 F. S'adr. à M^{re} GUILBERT, avocat à la cour, 117, av. Paul-Vaillant-Couturier, (94) VITRY-SUR-SEINE, tél. : 46-80-66-00 ; M^{re} DEVOS-CAMPEL, avocat à la cour, 97, av. de Suffren à PARIS-7, tél. : 45-47-98-94, et la avocat près le T.G.J. de CRÉTEIL ; s. p. pr. vis. en s'adressant à l'avocat poursuivant.

هكذا من ليل

هذا من اجل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Sida et transfusions sanguines

L'indemnisation des personnes contaminées pourrait s'élever à 12 milliards de francs

Les grandes lignes de l'avant-projet d'indemnisation des victimes contaminées par le virus du sida à partir de transfusions sanguines sont aujourd'hui connues (*le Monde* 20 novembre). Rien en revanche n'est acquis sur l'origine des sommes nécessaires à cette indemnisation, que les spécialistes chiffrent aujourd'hui à près de 12 milliards de francs.

L'avant-projet, actuellement devant le Conseil d'Etat et qui devrait être examiné lors du prochain conseil des ministres, prévoit la création d'un fonds d'indemnisation doté de la personnalité civile. Il reprend en cela l'une des principales dispositions de la loi du 9 septembre 1986 - promulguée à l'époque de la cohabitation - et relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat. Cette loi instituait en effet un « fonds de garantie » visant « la réparation intégrale des dommages corporels » résultant des actes de

terrorisme commis sur le territoire national. Ce fonds, lui aussi doté de la personnalité civile, devait être alimenté par un prélèvement sur les contrats d'assurance de biens dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Ces mêmes dispositions techniques d'alimentation du Fonds pourraient-elles être retenues pour l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida? Compte tenu des sommes en jeu, la situation provoque une vive controverse.

L'aléa thérapeutique

A la fin du mois d'octobre, un accord avait été signé entre le gouvernement et les compagnies d'assurances, prévoyant notamment une augmentation des taxes sur les contrats d'assurance des biens, la Fédération française des sociétés d'assurance acceptant pour sa part l'indemnisation et la gestion des dossiers. Aux termes des dispositions qui avaient alors été retenues, une somme de 1,2 milliard de francs aurait pu, pour la première année,

être déagée. Deux des trois associations de défense des personnes contaminées (l'Association française des hémophiles et l'Association de défense des transfusés) s'étant opposées à cet accord et ayant obtenu la reconnaissance par la loi du Fonds d'indemnisation, cet accord doit-il être revu? D'autant plus que les nouvelles estimations établies par les spécialistes quant au nombre des dossiers à traiter, et le principe de l'indemnisation sur les bases du droit commun (les tribunaux ont en la matière fixé des dommages et intérêts pouvant dépasser les 2 millions de francs) font que les sommes nécessaires sont aujourd'hui beaucoup plus élevées.

Deux conceptions s'opposent. L'une, défendue, dit-on, par le premier ministre, prévoit de n'alimenter le fonds que par le biais d'une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance de biens. L'autre, soutenue par plusieurs ministères et par les assureurs, prévoit de compléter l'accord signé fin octobre par d'autres ressources. Il pourrait s'agir en premier lieu d'un apport fourni par la Contribution sociale généralisée (CSG), ou encore par l'impôt sur le revenu, voire par la vente d'actifs de l'Etat.

Ces questions sont d'autant plus importantes qu'elles posent de manière intenable le problème de l'indemnisation de l'aléa thérapeutique (risque sans faute médicale), pour laquelle un texte de loi est en préparation aux ministères de la justice et de la santé. Si, comme on l'indique, ce texte sera sans effet rétroactif, il reste à comprendre pourquoi on n'a pas inclus dans l'avant-projet de loi d'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida l'ensemble de la pathologie infectieuse post-transfusionnelle.

JEAN-YVES NAU
et FRANK NOUCHI

A l'occasion du vingtième anniversaire du centre Marmottan

Le docteur Olivenstein s'inquiète de la réduction des moyens de lutte contre la toxicomanie

Pour son vingtième anniversaire, le centre médical Marmottan, fondé par le professeur Claude Olivenstein, organise un colloque scientifique international, « Toxicomanie et condition humaine », les 22 et 23 novembre, à la Sorbonne. Installée dans le 17^e arrondissement à Paris, cette institution a reçu, depuis ses débuts, environ 35 000 consommateurs de drogues, essentiellement des héroïnomanes, et effectué 240 000 consultations. En France et à l'étranger, plusieurs centres pour toxicomanes se sont inspirés de ses principes.

« Marmottan n'est pas une communauté thérapeutique à l'américaine où l'on veut forcer les gens à sortir de la toxicomanie, explique le professeur Olivenstein. Le but est avant tout de venir en aide à des toxicomanes et de leur donner le désir de s'en sortir. » Pas de « coercition » donc, mais la recherche d'un dialogue libre qui peut déboucher sur un sevrage avec ou sans hospitalisation, une prise en charge psychologique, ou une orientation vers d'autres structures. Pas question « de remplacer une dépendance par une autre dépendance à une institution ou à une personne charismatique », explique son directeur. La méthode, semble-t-il, porte ses fruits puisque le centre annonce un taux de réussite de 40 %.

Reste que, après une stabilisation et même une chute du nombre des toxicomanes, on assiste depuis 1990, selon le spécialiste, à une augmentation de la consommation de drogue dure en région parisienne, avec des cas de plus en plus lourds, à cause du sida et de la pauvreté. Dans le même temps, le système de lutte contre la toxicomanie est menacé, estime-t-il.

« Le gouvernement réduit le budget sanitaire, a signalé le professeur Olivenstein, à l'occasion de la présentation du vingtième anniversaire du centre, mercredi 20 novembre. Contrairement à l'engagement pris de doubler la capacité d'accueil des établissements spécialisés, un plan de restrictions budgétaires visant à réaliser une économie de 30 millions de francs frappe le dispositif de soins français (*le Monde* du 18 octobre).

La Cour des comptes va enquêter sur la transfusion sanguine. On précise auprès de la Cour des comptes que M. Pierre Arpaillange, premier président, souhaite que la Cour enquête prochainement sur les différents problèmes inhérents à la transfusion sanguine ainsi que sur le financement, via différentes associations, de la lutte préventive contre le sida. Ces missions correspondent, indique-t-on, à la volonté du premier président de voir la Cour traiter des grands sujets d'actualité.

Des services d'aide et de prévention sont abandonnés, des structures de soins doivent licencier du personnel qualifié. Des services téléphoniques destinés à l'écoute et à l'orientation du public sont supprimés. Selon les estimations, on compte entre 80 000 et 120 000 toxicomanes dépendants en France.

M. LA.

JUSTICE

La cour d'appel de Paris se prononcera le 15 janvier sur l'affaire des Irlandais de Vincennes

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris se prononcera le 15 janvier 1992 sur l'appel formé par M. Jean-Michel Beau et le pré-fet Christian Prouteau, contre le jugement du 24 septembre qui les déclarait respectivement coupables de subornation de témoins et de complicité commise lors de la procédure qui a suivi l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes, le 28 août 1982.

Moins de deux mois après le jugement de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, le parquet général est parvenu à faire comparaître devant la cour d'appel le pré-fet Prouteau, condamné en première instance à quinze mois de prison avec sursis, une peine incompatible avec l'appartenance au corps préfectoral. Il s'agit là d'un délai particulièrement court, surtout si on le compare à celui qui a précédé un jugement prononcé... neuf ans après les faits.

L'audience s'est déroulée sans aucune déposition de témoins malgré les demandes des avocats, la cour ayant estimé que leur audition n'était « ni utile ni nécessaire ». Le substitut général Antoine Bartoli a fait part de ses « doutes » et de ses « incertitudes » sur la culpabilité de M. Prouteau, tout en constatant que l'affaire comportait encore certaines « zones d'ombre » qui n'étaient « pas encore éclaircies ».

M. P.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SANS VISA

HISTOIRE

Depuis 1945

Les Soviétiques détenaient des archives secrètes de la France

De nombreux documents français de la police et du contre-espionnage se trouvent à Moscou depuis la fin de la dernière guerre mondiale, a révélé à l'Express M. Anatoli Prokopenko, vice-président du comité des archives de la Russie, qui se déclare prêt à les restituer après que la France aura accepté d'aider à leur microfilmage pour tout ce qui pourrait encore y concerner les intérêts soviétiques.

Ces documents - il s'agit de quelque 300 000 dossiers de la Sûreté générale (police et contre-espionnage) et de quelque 20 000 dossiers de deuxième bureau (renseignement) - vont du début du dix-neuvième siècle à 1940. Prises par les Allemands et transférées par eux en Tchécoslovaquie, ces archives ont été saisies par l'armée rouge à la fin de la guerre, emportées à Moscou et elles étaient détenues, depuis, par le comité d'Etat des archives de l'Union soviétique. Outre ces documents, il existe des dossiers privés ayant appartenu à Léon Blum et à Jules Moch, deux responsables socialistes de l'époque.

L'Express s'interroge sur l'importance réelle de ces fonds secrets des lors que les autorités soviétiques, après la guerre, se sont souvent servies des archives que l'armée rouge a pu ramener des pays occidentaux pour recruter et faire, le cas échéant, « chanter » des correspondants étrangers travaillant pour les services secrets (KGB, GRU ou autres) de Moscou.

Une affaire de surfacturation à Nice

Le gérant de la société COM'06 inculpé d'abus de biens sociaux

Maurice Domenge, gérant de la SARL COM'06 et ancien président du Racing rugby club de Nice, a été inculpé, mercredi 20 novembre, de faux, usage de faux, recel, d'abus de confiance et d'abus de biens sociaux par le doyen des juges d'instruction de Nice, M. François Boissieu, qui lui a fait placer sous mandat de dépôt.

M. Domenge, qui avait été placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête, est soupçonné d'avoir facturé pour 18 millions de francs au conseil général des Alpes-Maritimes, en 1988-89, de l'édification de vingt-cinq salles multi-médias dans des communes de l'arrière-pays, qui n'auraient dû coûter que 9,725 millions de

francs selon une estimation du Trésor public qui a saisi le parquet de Nice le 17 juillet 1991.

La SARL COM'06 avait obtenu, le marché alors qu'elle n'avait pas encore d'existence légale. Elle se prévalait toutefois de l'existence d'un procédé de télévision câblée mis en œuvre par une filiale de Canal Plus. Elle avait ensuite sous-traité le marché du conseil général à la société Monaco sponsoring, qui s'occupait de l'achat du matériel et sous-traitait elle-même avec la SARL I.G.-Communication de Nice la pose des installations. Le surcoût estimé de l'opération aurait été partagé à raison d'un quart pour COM'06 et du reste pour Monaco Sponsoring.

Les acquittés d'Oupeye

ALBI

de notre correspondant

Pierre est employé dans une société de volée, Christine dans une superette. Ils ont deux enfants, Damien et Lucie. Français, ils se sont installés à Oupeye, un village belge, où ils habitent un pavillon acheté à crédit. Un couple apparemment sans histoire. Pourtant il en a une. Elle remonte au début des années 80. Pierre et Christine vivaient alors à Albi. On les y classait parmi les marginaux. En tout cas, la police les avait fichés comme membres d'une bande de perceurs de coffres-forts couvrant le Tarn. Les meneurs ont été arrêtés et condamnés. Pierre et Christine ont échappé à la prison en quittant précipitamment la France mais ils y étaient restés fichés comme complices.

Douze ans s'écoulèrent. Un passé qu'ils croyaient peut-être oublié les a rattrapés l'été der-

nier. En se rendant en vacances en Italie, ils furent soumis à un contrôle de routine. On les arrêta sur le champ. Après deux mois de détention provisoire, Pierre et Christine se sont retrouvés le 19 novembre, sur le banc des assises, à Albi. Et Jean-Marie Troquet a fait 1 200 kilomètres pour venir à la barre. Patron de bar outre-Quadrin, il a témoigné : « A Oupeye, Pierre travaillait parfois dix-huit heures par jour. Il acceptait les travaux les plus durs. Comme pour exploiter sa fureur et payer sa dette à la société... » Et tout le village semblait du même avis : une pétition en faveur du jeune couple a été présentée au tribunal.

Bref, l'avocat général André Ribes n'a requis qu'une peine de principe, couvrant la période de détention provisoire. Et les jurés ont décidé de libérer Pierre et Christine repartir libres.

JEAN-PIERRE BARJOU

SPORTS

FOOTBALL : huitième victoire de l'équipe de France en éliminatoire de l'Euro 92

Une oasis bleue dans le désert français

L'équipe de France de football, déjà qualifiée pour la phase finale de l'Euro 92, a réalisé le premier grand chelem de l'histoire des éliminatoires du championnat d'Europe des Nations en battant l'Islande 3-1, mercredi 20 novembre, au Parc des Princes.

Michel Platini s'excuse pour sa tenue. Le sélectionneur, d'habitude tiré à quatre épingles, se présente à la presse accort d'un survêtement trop large, mal caché par un pardessus. Ses joueurs viennent de le jeter dans la piscine des vestiaires, pour fêter dignement ce dix-neuvième match sans défaite, cette huitième victoire en huit rencontres des éliminatoires du championnat d'Europe. Ces deux chiffres suffisent pour qu'il ne leur en tienne pas rigueur. A son équipe, Platini a seulement dit « bravo et merci ».

« Un niveau exceptionnel »

Bravo pour le record. Merci pour la manière. Car, mercredi soir, dans un match pourtant sans enjeu, le sélectionneur avait eu « pris son pied ». L'équipe a atteint un niveau exceptionnel, que je n'avais jamais vu depuis que je suis à sa tête. Je veux parler de l'aisance, du sens de l'improvisation et même des gestes de génie.

L'équipe tricolore ressemble de plus en plus à une oasis de sérénité au milieu du désert des clubs français. Elle aligne les victoires en Europe, là où ils viennent de

s'effondrer dans un bel ensemble. Elle redonne espoir aux supporters, et surtout aux joueurs. Symboliquement, mercredi soir, ce sont en effet trois « maudits » qui ont brillé. Amara Simba, auteur d'un premier but superbe, s'est longtemps plaint du rôle dans lequel le confinait le PSG : celui d'un joker que l'on sort de temps en temps, pour qu'il réalise sa « bicyclette ». Son coéquipier Christian Pérez, condamné au banc de touche depuis trois semaines et néanmoins excellent au Parc, avoue voir l'équipe de France comme une « bouée » à laquelle il s'accroche en attendant la fin de la « galère ».

Cantona droit comme un i

Eric Cantona, lui, a dépassé le stade du psychodrame avec le public alsacien. Bras d'honneur contre sifflets : le joueur déchaîné à nouveau la haine. Contre l'Islande, Cantona, blessé pendant neuf mois, a pourtant déclenché les acclamations des spectateurs. Droit comme un i, comme à ses plus beaux jours, il a transpercé la défense, s'étendant à merveille avec Simba et insouciant dans tous les sens.

Grâce à ces trois joueurs, et à quelques autres, l'équipe de France semble être sortie du « tout OM » qui la caractérisait il y a quelques mois. Et évite du même coup les phénomènes d'usure. Car si l'Euro 92 est encore éloigné de sept mois, la saison internationale des bleus reprendra dès février, avec une rencontre amicale contre l'Angleterre à Wembley. Record en jeu.

JÉRÔME FENOGLIO

La revue « la Règle du jeu » condamnée pour publication d'un cours de Roland Barthes

L'écriture « contrefaçon » de la parole

Héritier de Roland Barthes, M. Michel Salzedo a obtenu mercredi 20 novembre devant la première chambre civile du tribunal de Paris la condamnation de M. Bernard-Henri Lévy, directeur de la Règle du jeu, et de la société editrice de cette revue (Grasset), qui devront lui verser conjointement 50 000 F de dommages et intérêts en réparation du préjudice causé par la publication sans autorisation, en août 1991, d'un extrait du cours sur « Le désir de neutre », prononcé en 1978 au Collège de France (*le Monde* des 23 septembre et 18 octobre).

Ce n'était ni une méprise, ni une maladresse. En présentant la transcription des propos tenus par Roland Barthes, alors titulaire de la chaire de sémiologie littéraire, Laurent Diégot condamnait « l'interdit absurde qui frappe la publication des cours de Barthes » et s'insurgeait contre « la rétention jalouse des propriétaires des préférences cassettes de magnétophone, Harpagon de la pensée ».

C'était donc une question que la revue n'entendait pas poser aux seuls héritiers de l'écrivain. Les juges y ont répondu en déclarant d'emblée : « Le cours professionnel destiné à un auditoire présent et déterminé ne peut être publié sans l'autorisation de son auteur qui possède sur cette œuvre un droit de propriété exclusif. » Et les magistrats précisent : « Le professeur ne communiquant qu'une relation orale de sa pensée et de ses recherches personnelles ne saurait se voir imposer contre son gré la reproduction de ses paroles ».

Tout semblait dit, mais Roland Barthes ayant, en 1968, pris une position catégorique en faveur de la publication de la correspondance de Roger Gilbert-Lecomte malgré l'opposition des héritiers, le tribunal, présidé par M. Jean-Marie Coulon, note que la loi lui impose une mission de contrôle ayant pour but « d'éviter les déviations qui auraient pour effet de

substituer à la volonté de l'auteur défunt (...) les préférences de l'ayant droit ».

Les juges mentionnent que Roland Barthes s'opposait à la notion même de transcription de la parole : « L'écriture est destruction de toute voix, de toute origine », pour en déduire : « Sans qu'il soit besoin de se pencher sur les arguments d'une sémiologie tendant à la défense du patrimoine culturel national face aux « familles », laquelle ne saurait trouver place en l'état actuel des textes en vigueur, le refus opposé par Michel Salzedo à la divulgation du cours lit-gieux sous forme même d'une simple transcription n'encourt aucune critique ».

Aussi, le tribunal constate : « La divulgation illicite d'un extrait de cours oral inédit de Roland Barthes sous une forme différente de celle de sa conception porte atteinte au respect de cette œuvre et constitue également une contrefaçon à l'origine du préjudice subi par le demandeur ».

Outre les dommages et intérêts, la revue la Règle du jeu devra publier un communiqué faisant état de cette condamnation et le tribunal lui interdit toute nouvelle publication de l'exemplaire litigieux.

MAURICE PEYROT

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde
RADIO
TELEVISION

Chaque samedi
numéro offert à l'abonné

SOCIÉTÉ

POLICE

Un entretien avec M. Marchand

Suite de la première page

D'autres changements, comme l'accentuation des échanges internationaux ou la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, engendrent de nouvelles vulnérabilités. La complexité de ces questions nécessite la notion traditionnelle d'ordre public soit élargie à celle de sécurité intérieure. Pour cela, l'Etat doit renouveler son rôle : il faut répondre à la demande de sécurité des Français en repoussant la tentation sécuritaire.

Engagé par votre prédécesseur, M. Pierre Joxe, la démarche de sécurité intérieure a longtemps échoué sur les inévitables de ministères redoutant une mainmise de la Place Beauvau. Aujourd'hui, le gouvernement vous charge de coordonner l'ensemble du dossier. Quels objectifs prioritaires assignez-vous aux diverses forces de sécurité ?

Il est logique que le ministre chargé de la sécurité publique soit le maître d'ouvrage du chantier de la sécurité intérieure. En liaison avec mes collègues, l'analyse des risques et des menaces les plus lourdes me conduit à dégager quatre priorités d'action pour le gouvernement. La première est assurément la police de proximité, qui permet de lutter contre la petite et moyenne délinquance, représentant 98 % des faits constatés. Il n'y a pas de réponse unique dans la lutte contre ce type de délinquance, qu'il faut d'abord penser en termes de prévention, dans le cadre de la politique de la ville.

Autre priorité fondamentale : la lutte contre la drogue doit s'intensifier par un développement des moyens et une coopération internationale accrue. Le contrôle des flux migratoires forme le troisième objectif. Enfin, notre dernière priorité concerne la défense des intérêts fondamentaux de l'Etat pour faire face, notamment, aux menaces terroristes, ainsi qu'à des criminalités « modernes » comme le pillage du patrimoine technique et scientifique.

Penser la sécurité, c'est aussi en connaître et en maîtriser les coûts. Aussi, la démarche de sécurité intérieure implique-t-elle que, chaque année, le ministre de l'Intérieur présente, devant le Parlement, au nom du gouvernement, l'ensemble des moyens budgétaires nécessaires aux

actions prioritaires accomplies par la gendarmerie, les douanes ou la police. Cette présentation fera l'objet d'un document de synthèse interministériel - une enveloppe globale - qui sera joint au projet de loi de finances, à l'instar de ce qui se fait pour la défense ou la recherche. Les priorités retenues seront associées à des perspectives sur cinq ans, ce qui marquera l'engagement de la nation à accroître l'effort consacré à la sécurité intérieure et garantira que les objectifs fixés seront atteints.

Je mettrai tout mon poids dans la balance pour que le débat parlementaire débouche sur une perspective pluriannuelle comparable à celle obtenue, entre 1986 et 1990, pour le plan de modernisation de la police. Je souhaite qu'un grand débat public sur la sécurité intérieure intervienne à la session de printemps. Une série de textes réglementaires et législatifs traduiront le choix gouvernemental.

La gendarmerie, la police nationale et, parfois, les douanes participent à la sécurité intérieure. Que proposez-vous pour coordonner leurs actions ?

Il est nécessaire d'améliorer l'emploi de ces forces étatiques, qu'il s'agisse de leurs missions, de leur coordination, de leurs implantations ou de leurs moyens. Depuis 1941, la gendarmerie exerce ses compétences sur le territoire des communes de moins de dix mille habitants, et la police d'Etat dans les autres. En cinquante ans d'exode rural, certaines des communes sont passées en dessous du seuil, mais disposent toujours d'un commissariat. Pour tenir compte de l'évolution démographique et des nouveaux besoins de sécurité, le seuil de dix mille habitants doit être relevé ; le recensement se fera sur la base du dernier recensement et devra être modulé en fonction des situations locales. Ici ou là, des brigades de gendarmerie remplaceront les commissariats. Mais il s'agit d'un processus complexe qui s'écoulera forcément dans la durée (1).

Ce mouvement s'accompagnera de la réaffirmation de l'autorité du préfet sur la police, la gendarmerie et la douane dans son département. La départementalisation de la police nationale, permet de placer les services des polices urbaines, des renseignements généraux et de la police

de l'air et des frontières, sous le commandement unique d'un directeur départemental de la police nationale agissant sous les ordres du préfet. Vingt-trois départements sont déjà concernés, et l'ensemble du territoire le sera d'ici à la fin de 1992.

Cette réforme, la plus importante pour la police territoriale depuis cinquante ans, permettra d'améliorer la lutte contre la petite et moyenne délinquance.

Il va de soi que cette réorganisation est sans influence sur les missions de police judiciaire qui demeurent sous la direction et le contrôle des magistrats. Et que la départementalisation est couru à la chancellerie permettra au procureur de la République de diriger plus efficacement l'action des forces de police et de gendarmerie en matière de police judiciaire.



Polices municipales et sociétés de vigilance se sont développées d'une façon aussi rapide que désordonnée. Comment mettez-vous l'ordre dans ces sociétés ?

Jamais l'Etat n'a pu assurer la sécurité de tous et à tout moment. Le citoyen doit en prendre sa part dans sa vie personnelle, parentale, professionnelle ou associative ; faut-il rappeler que la délinquance routière demeure une des premières atteintes à l'intégrité des personnes ? La sécurité est aussi l'affaire de tous : les maires, en particulier, ont obligation légale de l'assurer sur leur commune, et certains s'en acquittent en mettant en place des polices municipales.

Désarmer les polices municipales

Celles-ci sont aujourd'hui une réalité : leur utilité de police de proximité est reconnue puisqu'elles existent dans 2 663 communes et emploient près de 9 500 agents. Mais il est urgent de clarifier leur situation, en se fondant sur le rapport remis par le préfet Clauzel. Les polices municipales ne sauraient constituer une troisième police à vocation générale, en concurrence avec la police nationale et la gendarmerie. Une loi s'abaisse donc avec précision leurs champs de compétence et leurs missions qui, c'est ma conviction, doivent exclure le port d'armes (2). Les uniformes et les véhicules des policiers municipaux devront se distinguer clairement des forces d'Etat. Strictement limitée au territoire de la commune, la compétence de ces agents territoriaux concernera désormais, outre la constatation par PV des contraventions aux arrêtés de police municipale, celle des infractions les plus courantes au code de la route. Ils seront dotés d'un statut qui précisera leurs conditions de recrutement, d'engagement, d'emploi, de rémunération et de formation. Un code de déontologie sera édicté à leur intention.

De leur côté, les chefs d'entreprise ont de plus en plus fréquemment recours aux sociétés privées de surveillance et de gardiennage dont le champ d'activités sera également mieux encadré. Une modification de la loi du 12 juillet 1983 permettra de mieux contrôler l'exercice de cette profession en soumettant les entreprises, leurs dirigeants et salariés à un agrément préfectoral, en soumettant la formation des personnels. En dehors des missions propres au transport de fonds, tout port d'arme et toute opération sur la voie publique seront interdits aux agents de ces entreprises.

Depuis le début de l'année, vous avez sur votre bureau un rapport sur la transparence des pratiques policières qui précède la création d'un Conseil supérieur de la fonction de police. Avez-vous pris une décision ?

On ne saurait assurer la sécurité des citoyens en créant une insécurité pour leurs libertés. Notre police est républicaine, et parce qu'elle est au service des citoyens, elle doit bénéficier de leur soutien. Périodiquement, des polémiques entourent pourtant l'activité policière. Il arrive que, comme d'autres, des policiers commettent des erreurs et parfois des fautes que je ne manque pas de sanctionner. Mais cela ne saurait justifier les accusations globales contre tout un service, voire contre la police tout entière. Pour mettre fin à ces polémiques, il faut parvenir à la

plus grande transparence possible dans les relations entre les citoyens et les services qui concourent à la sécurité publique. C'est à cet objectif que répondra la création d'un Conseil supérieur de la fonction de police.

Cette autorité devra, comme la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), être indépendante par sa composition et ses méthodes. Tout citoyen pourra la saisir, directement ou indirectement, des conditions d'intervention des forces de sécurité - sans préjudice des contrôles administratifs et judiciaires qui gardent toute leur place - si les actes des forces de sécurité ne sont pas conformes à ce que le citoyen est en droit d'attendre et si on a eu recours à des moyens illégitimes. Composée de magistrats, de policiers, d'élus et de personnalités qualifiées, elle s'attachera aussi bien au cas d'un citoyen estimant avoir été placé en garde-à-vue dans des conditions anormales qu'à un automobiliste contestant avoir commis une infraction au code de la route. Ou, encore, à un policier ou à un service de police qui considérerait avoir été critiqué à tort. Il s'agit d'une autorité indépendante donnant une information objective dans l'intérêt de la police républicaine et de l'Etat de droit.

Quand il était premier ministre, M. Michel Rocard s'était engagé à faire de la police nationale « le laboratoire de la modernisation du service public ». Cette déclaration d'intention est-elle encore à l'ordre du jour ?

J'ai fait mienne cette formule mais nous sommes loin d'en être là sur tous les dossiers. En ce qui concerne la départementalisation et la déconcentration budgétaire, nous sommes maintenant passés à la phase d'application généralisée. Il en ira de même pour la transparence des pratiques de police, avec la création du CSFP. Mais, s'agissant de la réforme des corps carrières dans la police nationale, nous sommes encore dans la phase de recherches et de concertation.

Propos recueillis par ERICH INCIVAN

(1) Seront tout au plus concernées une centaine de circonscriptions de police qui comptent entre dix mille et vingt mille habitants.

(2) D'après le rapport Clauzel, 37 % des policiers municipaux sont dotés d'une arme à feu.

Selon un sondage réalisé pour la SNCF

Un voyageur sur cinq ne se sent pas en sécurité dans les trains de la banlieue parisienne

Selon un récent sondage, 19 % des usagers sont inquiets dans les trains de la banlieue parisienne. Selon M. Jacques Berducou, directeur régional Ile-de-France de la SNCF, qui a lancé un cri d'alarme, mercredi 20 novembre, « nous sommes à un point où tout peut basculer ». Selon lui, les efforts entrepris il y a deux ans - et qui commencent à porter des fruits - peuvent être anéantis, faute de moyens.

Faisant état d'un sondage Louis Harris réalisé fin octobre-début novembre auprès de 1 005 usagers des lignes SNCF d'Ile-de-France, selon lequel 78 % se déclarent très ou plutôt rassurés, et 19 % très ou plutôt inquiets, M. Berducou a estimé que « 10 % de voyageurs inquiets, c'est énorme et inacceptable ». D'autant plus que cette proportion atteint jusqu'à 40 % sur certaines lignes, des banlieues nord en particulier. Les motifs d'inquiétude sont la présence de bandes (61 %), la dégradation des gares et des trains, à égalité avec l'indifférence des voyageurs aux actes de délinquance (45 %), ce dernier motif jouant même pour 53 % des personnes voyageant entre 19 heures et 21 heures, le non-respect des règlements (39 %), la foule et la fraude.

Pourtant, souligne M. Berducou, une amélioration s'amorce. Si les actes de petite délinquance tels que jets de pierres sur les trains ou alarmes tirées abusivement ont été de 25 % plus nombreux cette année, le nombre d'agressions, lui, a moins augmenté - de 5 % - que l'an dernier. Concernant la propreté des voitures (effacement des graffitis et nettoyage), le directeur régional craint de ne pouvoir trouver les 150 millions de francs qu'il lui faudra consacrer, en 1992, comme il l'a fait cette année, à cet effort. « Il ne peut être question de rogner sur la maintenance du matériel »,

constate-t-il. C'est donc là-dessus que je serai obligé de serrer les cordons de la bourse. J'en appelle à MM. Bérégovoy et Chasse pour qu'ils ne nous laissent pas tomber.

La SNCF, qui transporte en région parisienne 2,2 millions de voyageurs par jour et dont le trafic connaît un accroissement de 2 % par an, a lancé en 1989 un plan de renforcement de la sécurité sur le réseau banlieue dont le coût est estimé à 230 millions de francs sur trois ans. Cinq cents agents supplémentaires ont rejoint les équipes de contrôle et de surveillance (les pouvoirs publics s'engageant à créer dans les gares cinq cents postes appartenant à la police de l'air et des frontières), trente-huit stations ont été classées « gares d'appui » avec personnel spécifique, assistance, ouverture des locaux jusqu'au passage du dernier train.

Des bornes d'appel, des systèmes de télésurveillance sont mis en place ; la radio équipe désormais la quasi-totalité des trains. Mais la SNCF considère qu'elle ne peut lutter seule et cherche à développer la coopération, sous forme de partenariat, avec les collectivités locales et la police.

CHARLES VIAL

Le Syndicat de la magistrature, les douaniers et la drogue. - Le Syndicat de la magistrature (SM) a réagi à l'adoption par l'Assemblée nationale d'un projet de loi autorisant douaniers et policiers à détecter et livrer de la drogue et à créer des sociétés fictives de blanchiment (le Monde du 21 novembre). Soulignant l'inefficacité de cette pratique qui ne permet pas d'interpellier les commanditaires, le syndicat craint que le texte adopté ne conduise « les agents des douanes à recourir à la vente et à la provocation à l'achat quand bien même celles-ci demeurent interdites ». « On voit mal comment l'autorité judiciaire parviendra à exercer un véritable contrôle sur des agents intervenant dans un cadre juridique aussi flou », ajoute le syndicat.

SUR LE PLATEAU DE
"CARACTERES"
le vendredi 22 novembre
BENJAMIN
STORA
LA GANGRÈNE
ET L'OUBLI
La mémoire de la guerre d'Algérie

Cet essai historique constitue l'indispensable complément de la série télévisée Les années algériennes dont Benjamin Stora est également l'auteur. Un ouvrage essentiel pour comprendre, comment en France et en Algérie, la mémoire de la guerre d'Algérie a été occultée ou manipulée. Et comment ce révolvement exerce aujourd'hui des effets dévastateurs dans les deux sociétés.

LA DÉCOUVERTE

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS
Novembre 1991
L'ÉTAT DE L'EUROPE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

- 5 ans déjà, ce prix commence à prendre de la bouteille.

Plume en herbe

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2 décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minutiel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1992.

NATHAN Le Monde

1991-1992. 50^{ème} anniversaire.
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

مكتبة من الكتب

هنا من لاص

SPECTACLES

JEUDI 21 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

FRANÇOIS-MARIE BANNIER. Photographies. Galerie du forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 janvier 1992.

L'ECRIT, LE SIGNE, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ECRIVAINS. Galerie du 3^e fl. Jusqu'au 20 janvier 1992.

LE GESTE ET LE REGARD, MOI AUSSI JE SIGNE. Atelier des enfants. Jusqu'au 8 janvier 1992.

MARCEL LOOS. Photographies d'architecture. Galerie du 3^e fl. Jusqu'au 6 janvier 1992.

POUR GILBERT LELY. Petit foyer. Jusqu'au 25 novembre.

PRÉSENCES D'ISSEN (1826-1906). Jusqu'au 6 janvier 1992.

RÉCENTES ACQUISITIONS DU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE. Fonds de dessins et autographes. Salle d'art graphique. Jusqu'au 1^{er} décembre.

NIELE TORONI, JEAN-LUC VILMOUTH. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

ROBERT WILSON. Mr. Bojangles' memory op son fire. Galerie du 3^e fl. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPEAU : DESSINS DES COLLECTIONS DU MUSÉE DE VALENCIENNES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 18 février 1992.

CRAYON, ENCRE OU TERRE CUITE, ESQUISSES D'HENRI CHAPU (1833-1891). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} janvier 1992.

EDWARD MUNCH PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.

LA PAYSANNE MOISSONNEUSE, DE LÉON LHERMITTE. PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Portraits, dessins, manuscrits - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

Palais du Louvre

Porte Jussieu - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). Jeu. ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, lun. mar. de 9 h à 21 h 45.

DESSINS DE DURER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

GRAVURES ALLEMANDES DU XVI^e SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge). Jusqu'au 20 janvier 1992.

SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE. Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Gravures allemandes du XVI^e siècle). Jusqu'au 20 janvier 1992.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LIÈUX COMMUNS, FIGURES SINGULIÈRES. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 12 janvier 1992.

AGNÈS MARTIN. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

LES AMOURS DES DIEUX. La peinture mythologique de Watteau à David. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h, Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

GERICAULT. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h, Entrée : 37 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU. 1902-1913. Rivegès. (42-99-54-10). T.J. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre 1992.

SALON DES INDÉPENDANTS. RETROSPECTIVE PAUL DELVAUX.

(42-56-45-12). T.J. sf mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 45 F. T.R. : 30 F. Jusqu'au 24 novembre au 5 janvier 1992.

UN AGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848).

Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 30 décembre.

MUSÉES

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER

Musée de la vie romantique - maison Renan-Scheffer. 16, rue Chapuis (48-74-95-38). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

GIOVANNI BOLDINI

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BRONZES BOUDOIRIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUÉ CÉYLAÏSE

CHIEFS D'ŒUVRE DES MUSÉES DU SRI LANKA. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 14 février 1992.

LES CAPTIVÉS DE TOULOUSE

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40-27-62-18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

CENT ANS D'OLYMPIQUE

Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 22 février 1992.

LA CITÉ ET LES NAÏFS

Musée d'Art naïf Max Fourny - halle Saint-Pierre, 2, rue Ronard (42-58-74-12). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Du 20 novembre au 23 janvier 1992.

LES COULEURS DE L'ARGENT

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-16-30). T.J. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 février 1992.

D'UNE MAIN FORTE

Manuscrits hébreux des collections françaises. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET

Donation de l'artiste au Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-50-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mars 1992.

PIERRE DUNOYER, ROBERT GOBER, RAOUL RUIZ, L'EXPULSION DES NAÏFS

Galeries nationales d'Art Moderne, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mars 1992.

ÉLÉGANCES ET MODES EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE

Musée des arts de la mode, galerie de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

ÉLÉGANCES ET MODES EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE

Musée des arts de la mode, galerie de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

PIERRE DUNOYER, ROBERT GOBER, RAOUL RUIZ, L'EXPULSION DES NAÏFS

Galeries nationales d'Art Moderne, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mars 1992.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET

Donation de l'artiste au Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-50-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mars 1992.

PIERRE DUNOYER, ROBERT GOBER, RAOUL RUIZ, L'EXPULSION DES NAÏFS

Galeries nationales d'Art Moderne, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mars 1992.

OPÉRA BULLES. Exposition-spectacle sur la bande dessinée.

Grandes Halles de la Ville, 211, av. Jean-Jaurès (40-03-39-03). T.J. sf lun. de 13 h à 21 h. Entrée : 60 F. Du 28 novembre au 5 janvier 1992.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Haussmann.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand (42-78-38-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 janvier 1992.

PHOTOGRAPHIE ET SCULPTURE

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson (47-23-36-63). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 21 novembre au 6 avril 1992.

PICASSO, JEUNESSE ET GENÈSE

Dessins 1893-1906. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-26-21). T.J. sf mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 novembre.

QUAND L'AFFICHE FAISAIT LA RÉCLAME

L'affiche française de 1920 à 1940. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Maréchal-Gandhi (40-67-90-00). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (prix d'entrée du musée), 11 F le dim. Jusqu'au 3 février 1992.

RITES FUNÉRAIRES PRÉHISTORIQUES

Musée de l'Histoire, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. sf mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 28 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 27 janvier 1992.

RUSSE 1914-1991

Changements de regards. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Fermé le 25 décembre. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 décembre.

MARTIN SCHÖNGAUER

Maître de la gravure rhénane vers 1450-1491. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-55-12-73). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

SEMPÉ

Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-33-82-50). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 26 janvier 1992.

UN CERTAIN DERRAIN

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-18). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 13 F. Jusqu'au 20 janvier 1992.

CENTRES CULTURELS

8.000 ANS D'ART RUPESTRE SAHARIEN

Photographies d'Alain Sébe. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (42-51-38-38). T.J. sf lun. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 19 janvier 1992.

L'ART POUR L'ART. HOMMAGE À MOZART

Salle Gaveau, 45, rue de la Boétie (42-74-18-13). T.J. sf lun. de 9 h 30 à 19 h. Du 26 novembre au 14 décembre.

THOMAS BANG, FINN MICKELT

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.J. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

CHEN CHIN-CHENG, CHEN TAI-LUNG, AU PO-CHUN, HUANG WEN-CHING

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.J. sf lun. de 8 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 24 décembre.

BLANCS DOMINANTS

Blancs dominants. Galerie Charles Sabon, 21, av. de la Maine (45-48-10-48). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 décembre.

BERLIN, PARIS BAR

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 20 décembre.

ALAIN BIZEAU

Galerie Apollinaire, 19, rue Guénégaud (48-33-03-02). Jusqu'au 7 décembre.

JEAN COLLETT

Galerie de l'Ecluse, 11, rue de l'Ecluse (43-22-00-21). Du 28 novembre au 6 janvier 1992.

CHRISTIAN NICHOL

Galerie Nidho, 61, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-68-82-86). Jusqu'au 19 décembre.

CLAUDE CLUZEL

Galerie Les Vins, 47, rue de Seine (43-25-72-51). Jusqu'au 7 décembre.

JUSQU'À 21 H. Du 22 novembre au 24 novembre.

LES PARIS-PAIS, FRANÇOIS SCHEFFER

Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J. sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

REGARDS SUR MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Convient des cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine (43-28-45-73). T.J. sf lun. de 11 h à 19 h. Du 22 novembre au 22 décembre.

ROPS ET LA MODERNITÉ

Centre Waldo-Brutelles à Paris, Beaumont, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 22 novembre au 25 février 1992.

SEPT ANS D'ACQUISITIONS

Maison de Victor Hugo, 6, place des Vosges (42-72-10-16). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Du 26 novembre au 1 mars 1992.

SI-MI DONG WON ET LEE YEON-SUNG

Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna (47-20-83-88). T.J. sf dim. et lun. de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS

DAISY AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS, 21, rue Saint-Paul (42-77-56-28). T.J. sf lun. de 14 h à 19 h. Du 22 novembre au 22 décembre.

VENEZUELA, ARCHITECTURE ET TROPIQUE

Maison de l'Architecture, 17, rue Chailot, 420, rue du Bac (45-46-45-16). Jusqu'au 15 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI, ARCHITECTE

Archives de Paris, 18, bd Sévigné. T.J. sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan. de 9 h 30 à 14 h. Du 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

GALERIES

MARINA ABRAMOVIC

Galerie Enrico Navarra, 76, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-66). Jusqu'au 21 décembre.

EVA AEPPLI ET JEAN TINGUELY

Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 novembre.

ANTOINETTE BALLEZ

Galerie des Archives (42-78-32-24). Jusqu'au 21 décembre.

BARBE

Galerie Beaubourg, 5, rue de Charonne (47-00-74-40). Jusqu'au 12 décembre.

MICHELLE BATTUT, P. BOCCA

ROSSA, MICHELLE SALMON. Galerie 19, rue de la Harpe (42-60-13-44). Jusqu'au 11 janvier 1992.

CONCHA BENEDITO, A.A. GONZALEZ

38, av. J.-M. - entrée 2, rue Juste-Médard (46-08-82-95). Jusqu'au 21 décembre.

JEANOS BER

Galerie Cirogès, 5, rue Sainte-Anne (42-72-40-02). Jusqu'au 21 décembre.

BERLIN, PARIS BAR

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 20 décembre.

ALAIN BIZEAU

Galerie Apollinaire, 19, rue Guénégaud (48-33-03-02). Jusqu'au 7 décembre.

JEAN COLLETT

Galerie de l'Ecluse, 11, rue de l'Ecluse (43-22-00-21). Du 28 novembre au 6 janvier 1992.

CHRISTIAN NICHOL

Galerie Nidho, 61, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-68-82-86). Jusqu'au 19 décembre.

CLAUDE CLUZEL

Galerie Les Vins, 47, rue de Seine (43-25-72-51). Jusqu'au 7 décembre.

YANN DUGAIN

Galerie Bercovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-79). Jusqu'au 23 novembre.

VIRGINIA DWAN

New York, les années 60 et 70. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 14 décembre.

AVI EISENSTEIN

Galerie Tendance, 105, rue Quincampoix (42-78-51-79). Jusqu'au 23 décembre.

FRANÇOIS FAURE

Galerie Lemaître Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-55-44). Jusqu'au 21 décembre.

ANNE FERRE

Galerie Langier Faïe, 14, rue Debelleyne (42-72-09-17). Du 25 novembre au 4 janvier 1992.

FIGURATION 1980

Blanchard, Bole, Combas, Di Rosa, Janssens. Galerie Janssens-Guyon, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Du 26 novembre au 4 janvier 1992.

FOUGERON

Rugby. Galerie Arlette Gmery, 12, rue Mazurine (48-34-71-50). Jusqu'au 15 décembre.

JEAN-PAUL PHELPE

Bader, 33, rue de Seine (42-28-22-32). Jusqu'au 14 décembre.

CLAUDIA HART

Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyne (42-72-99-00). Jusqu'au 28 décembre.

BARRIE HASTINGS

Galerie Philippe Gend, 8, rue Saint-Martin (48-04-30-71). Jusqu'au 7 décembre.

KATSUNO HIBINO

Galerie du Jour Agnès B, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 30 novembre.

EVA HO

Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon (45-46-24-19). Jusqu'au 23 novembre.

LAURENT HOURS

Galerie Jacqueline Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 7 décembre.

CARSTEN HOLLER

Galerie Michel Vidot, 55, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 11 janvier 1992.

VERONIQUE JOURMARD

Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 4 janvier 1992.

RACHID K. GAL

CULTURE

MUSIQUES

Africa Fête, des foyers aux balcons

Résistance aux mauvais airs du temps, via trois concerts de choix pour la douzième édition du festival africain de Paris

AFRICA FÊTE A la Cigale

Africa Fête est né, en 1978, des suites d'un grand coup de colère face à la mise en place de la politique d'aide au retour par Lionel Stoléru (les 10 000 francs offerts en prime de départ). L'initiateur, le Malien naturalisé Sénégalais Mamadou Konté, avait connu le circuit obligé du travailleur immigré : soute de paquets, expulsion sans ménagement, retour par les filières clandestines, foyers dégradés, travail à l'usine. En réponse aux discours des dirigeants politiques de l'époque sur l'arrêt impératif de l'immigration sauvage il créa l'Association d'aide au retour « créateurs » des travailleurs africains, dont la première initiative sera d'imposer la culture musicale noire.

La manifestation, destinée à permettre la construction d'une bibliothèque à Thies, est soutenue d'emblée par des artistes français, tels Claude Nougaro, Mouloudji, Bernard Lavilliers et François Béranger, qui dédié une chanson, *Mamadou m'a dit*, à l'ancien ouvrier devenu producteur par idéologie. En tête d'affiche du premier Africa Fête : Pierre Akendengué, Toto Bissainthe. Depuis, ce festival pionnier, et toujours très politique, mais pas pour être élu, pour être reconnu, précise l'organisateur, n'a cessé de mettre au jour des talents aujourd'hui confirmés : Salif Keita, Youssou N'Dour, qui y fit une de ses toutes premières apparitions européennes en 1984, Manu Dibango, Xalam, Francis Bebey, Touré Kunda, Dollar Brand, les Malapoets... Fixé depuis deux ans à la Cigale, il a beaucoup fait pour le développement des musiques noires en France, et suggère l'idée, plus utopique, d'un circuit musical géré par des Africains, susceptible de donner l'envie d'écouter ce qui venait du continent noir.

En 1988, Africa Fête avait souf-

flé ses dix bougies en grande pompe à la Grande Halle de La Villette. Mais ni les Mahlaibini d'Afrique du Sud, ni les Touré Kunda de Casamance, ni le Guadeloupéen Dédé Saint Prix, ni l'Algérien Cheb Kader n'avaient suffi à éviter un gouffre financier. (« *Mory Kanté, qui était alors au sommet du Top 50, se produisait juste à côté* », explique Mamadou Konté). La manifestation semble aujourd'hui avoir trouvé sa juste mesure à la Cigale, douze cents places. La douzième édition a donc fait preuve de sagesse, y compris dans la programmation : les habituelles têtes d'affiche de l'Afrique à Paris, Salif Keita (le 21) et Manu Dibango (le 22), et les musiciens traditionnels gambiens Seckou et Ramata (le 22), l'humoriste-chanteur congolais Zao, les groupes cosmopolites Donke et Human Spirit (le 23).

« Pas la mémoire courte »

Dans la deuxième partie des années 70, alors que Valéry Giscard d'Estaing était président de la République, Mamadou Konté menait les grèves de loyers des foyers parisiens. Dix ans plus tard, ce personnage turbulent tentait de transformer l'aide au retour créatif en incitation à rester au pays, à l'image des associations africaines qui financent depuis la métropole les programmes de développement pour leur village. « Et aujourd'hui, on nous parle d'odeurs ! Les Français sont restés chez nous pendant des siècles, ils l'ont presque oublié. Mais nous, nous n'avons pas la mémoire courte ! » Démonstration : un diaporama en préface au concert de Salif Keita, avec images d'archives des années de guerre dans Brazzaville, capitale de la France libre.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Les 21, 22 et 23 novembre, à 20 heures.

Les musiques de l'espace francophone à l'honneur

A l'initiative de l'association Zone franche, créée fin 1990 pour soutenir les musiques de l'espace francophone, et du Centre d'information du rock et des variétés (CIR), un guide vient de paraître qui recense les professionnels du spectacle, les artistes et les médias d'une cinquantaine de pays à vocation francophone. Sans visa, reprend la présentation et la formule de l'Officiel du rock publié par le CIR, avec un carnet d'adresses très complet entrecoupé d'articles de présentation pays par pays, et de courtes analyses de la situation du marché local. Parallèlement, l'événement du

jeudi, en partenariat avec Europe 2, vient de lancer un magazine bimestriel d'une centaine de pages, l'événement de la musique. On y retrouve, à côté des producteurs de spectacles ou de disques, des journalistes et des représentants des ministères de la coopération et de la francophonie.

V. MO.

► Sans Visa, 300 p., 100 F. En vente dans les FNAC, Virgin Megastore ou au CIR, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

► L'événement de la musique, en kiosque et en librairie, 35 F.

Trio pour Jules Verne

Le noir se fait sur un ciel étoilé. Puis c'est la symphonie des cailloux et des graviers sur fond d'onomatopées, avec grognements, toux, étirements, avec parodies légères au piano, avec tambours martiaux ou tristement mugissants, avec pestes emphatiques, battements d'ailes de moulin à vent. C'est parti. Nous voici embarqués par Giorgio Battistelli et son drôle de théâtre minimal et concret à la poursuite de Jules Verne, pour des histoires extraordinaires sur terre, sur mer et dans le ciel, avec franchise doublée garantie pour l'imagination.

Le metteur en scène Michaël Lonsdale, frappant au cœur avec des riens, une montgolfière en papier, des oiseaux de chiffon, un revolver à bouchons, a dû dédier aux enfants cette production légère - euphorisante, vraiment - commandée du Festival strasbourgeois « Musica » reprise à Paris jusqu'à la fin du mois.

Willy Coquillat, Jean-Pierre Drouot et Gaston Sylvestre, alias Trio Le Cercle, sacrée équipe d'acteurs percussionnistes, s'amuse comme des fous à nous emmener en bateau. Le dernier surtout, Capitaine Nemo marchant sur les

eaux, fixés barbu en maillot (de bain). Jules Verne est là, on ne sait trop comment, dans les images de sons et les collisions de situations : voyage à livre ouvert dans le non-sens. Rigolo et sans prétention.

A. R.

► Jusqu'au 24 novembre, Théâtre du Lièvre, soirées à 20 h 30 du mercredi au samedi, matinée à 16 heures le dimanche. Places : 100 F. Tél. : 46-86-56-53.

► Les Rolling Stones chez Virgin. - Virgin Records, la multinationale britannique du disque, a annoncé, mercredi 20 novembre, qu'elle avait signé un contrat avec les Rolling Stones. L'accord prendra effet en mars 1993 : les Rolling Stones enregistreront trois nouveaux albums pour Virgin, et la maison de disques exploitera le catalogue du groupe à partir de *Slicky Fingers* (1971), soit douze albums. Le montant du contrat n'a pas été révélé. Lorsque les Rolling Stones avaient signé avec CBS - aujourd'hui Sony Music - en 1983, le chiffre de 24 millions de dollars avait été avancé.

CINÉMA

A hauteur d'homme

Au rythme de l'émotion, André Téchiné peint la beauté et la douleur des « premières fois »

J'EMBRASSE PAS d'André Téchiné

Pierrot regarde. Il regarde de tous ses yeux. Echappé de la froidure de son village des Pyrénées, de la polaire boutique familiale, de son avenir encastré comme la petite valise noyée de brume, il vient de débarquer à Paris. Il se réveille, il s'amuse, il a peur aussi, même s'il dira le contraire, il découvre. Cette découverte, cette ouverture du regard, de l'esprit, du cœur et du corps, ces expériences cruelles ou tendres, ces « premières fois » de la vie sont tout le sujet du dixième film d'André Téchiné.

On croit trouver en Pierrot un proche cousin de Nina, l'héroïne de *Rendez-vous*. Comme elle, il est « monté » à Paris. Et comme elle, il veut faire du théâtre. Mais le personnage de Juliette Binoche avait une vocation, Pierrot n'a qu'un rêve brouillon, dont il vérifie vite qu'il n'est qu'illusion. Et à la fantasmagorie de *Rendez-vous*, avec Lambert Wilson en tendre succube, succède un fantastique beaucoup plus réel, plus sordide aussi : les fantômes qui viennent à la rencontre du jeune homme sortent de l'infra-monde de la prostitution, des faux-jours de l'homosexualité entre mondain et racolage. Ces incarnations sont parfaites, ces incursions sont parfaites, ces incursions sont parfaites.

J'embrasse pas n'est pas un film sur la prostitution masculine. Si Téchiné affirme avoir enquêté pour être aussi véridique que possible, le côté « Dossier de l'écran » se dégage des premières images dans la singularité des personnages et l'authenticité des sentiments. Et le parfum de scandale (il censure émaner du sujet est aussitôt recouvert par de plus spectaculaires effluves, ceux de la peur, de l'orgueil, du désir, de la pitié, de la honte, de la souffrance. *J'embrasse pas* est un film sensuel, et extraordinairement pudique.

C'est la marque d'un grand cinéaste de savoir trouver la juste distance. Ainsi les situations les plus scabreuses, jusqu'au viol subi par le garçon pour avoir aimé une trop jeune prostituée, se sent-elles justes, maladroites : le film est à hauteur de gens, pas d'une « morale » qui légitimerait l'interdit et du permis. Et c'est la morale qui est déguisée, dira, au détour d'un plan, un personnage du film.

Un vélocité funambule

Cette maîtrise de la caméra impressionne jusqu'à dans les scènes les moins dramatiques : depuis quand avait-on vu aussi bien filmée une image aussi banale qu'une rue de Paris ? En mouvements légers et précis, l'écran caresse le bitume nocturne comme écrit un calligraphe. Et perfectionne au passage un procédé dont il est devenu spécialiste, l'utilisation du cinémascope pour un cinéma intimiste. Le format large, conçu pour les paysages, lui sert à dessiner une géographie des sentiments. En inscrivant dans



Manuel Blanc
et Emmanuelle Béart

le même cadre deux protagonistes, il évitait ainsi le pont-aux-ânes du champ-contrechamp. Ici, le scope devient espace ouvert, déséquilibré, où la place d'un partenaire reste longtemps vacante, tant que Pierrot n'aura pas trouvé avec qui s'accorder.

La mer seule occupera vraiment cet espace, au dernier plan, qui est un hommage à la fin des *400 Coups* - Truffaut, dont l'ombre plane souvent dans le film, était fasciné par les « premières fois ». Auparavant, la dame vieillissante (étonnante Hélène Vincent) qui accueille le jeune homme à Paris dans l'enfermement d'une passion abrutie, ou Sali le copain blasé du premier boulot minable, auront échoué à partager l'image avec Pierrot. Et aussi Romatin (Philippe Noiret), l'intellectuel trop lucide, qui sait trop bien sourire de sa propre souffrance. Seule Ingrid (Emmanuelle Béart), la pute, la petite fille d'une pauvre et violente ritournelle, aurait pu, aurait dû. Mais l'ordre, celui des macs et du fric, y mettra

bon ordre. Il faudra l'expérience d'un ordre encore plus net, de la violence régulière, carrée, d'un passage chez les paras, pour émerger sur l'autre rive, et repartir.

On dira cette trajectoire trop remplie, la somme des expériences vécues par Pierrot excessive : c'est que le film fonce à toute vitesse, porté par l'énergie même, la bouillie de son héros, sans un temps mort et pourtant toujours fluide, toujours ensimée des effets vibrants. Après deux films plus crébraux, plus fabriqués (*Le Lieu du crime* et surtout *les Innocents*), André Téchiné retrouve le seul registre de l'émotion pour faire de son histoire un vélocité funambule sur le fil, tendu à se rompre, des plus radicales initiations.

Au service de cet exercice de haut vol, le réalisateur a su mettre des comédiens tous parfaits, tous inattendus. En gaminie fermée, blessée, Emmanuelle Béart, sous sa perrière à la Louise Brooks, confirme sa performance de la *Belle Noiseuse*, dans un registre tout différent. Et

Philippe Noiret n'est pas seulement impressionnant, comme il l'est souvent, il est humble et formidable, occupant exactement l'espace du film qui lui revient.

Depuis les débuts de *Paulina* s'en va et *Souvenirs d'en France*, celui qui offrit quelques-uns de leurs plus beaux rôles à Jeanne Moreau, Catherine Deneuve, Patrick Dewaere, Isabelle Adjani, Marie-France Pisier ou Sandrine Bonnaire est un directeur d'acteurs incontesté. Mais ce qu'il obtient de l'inconnu Manuel Blanc est proprement sidérant. A l'écran pratiquement de la première à la dernière seconde, changeant au fil des situations sans rien perdre d'une vérité chaque fois plus précise, plus profonde, le jeune acteur fait des débuts au cinéma qui promettent énormément. Toute la beauté d'une « première fois ».

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Ce « scandale » qui effarouche la Cica, coproductrice du film, au point d'avoir obtenu par contrat le droit de le mutiler pour sa diffusion sur la chaîne (le Monde daté 9-10 juin).

Preuve de vérité

Un aveugle cherche dans la photographie les marques de la réalité

PROOF de Jocelyn Moorehouse

Ce premier long métrage de l'Australienne Jocelyn Moorehouse a ouvert, au dernier Festival de Cannes, la Quinzaine des réalisateurs. On l'y a beaucoup remarqué. Pour l'originalité du scénario, l'acuité et la sensibilité de la mise en scène. *Proof*, film intimiste à trois personnages, film de rapports humains et de sentiments, est l'un des meilleurs de cette saison où il semble bien que le cinéma d'auteur ait repris de la vigueur.

Proof - preuve. Aveugle de naissance, Martin a réussi à apprendre la photographie. Il a connu du monde que ce qu'en disent les voyants. Ces images qu'il recueille avec un flair étonnant, et qu'on lui décrit, sont des preuves de la réalité, lui procurant un sentiment de sécurité. Par hasard, dans des circonstances qui, dès le début du film, en indiquent le ton et le style, Martin (Hugo Weaving) rencontre Andy (Russell Crowe), un garçon de restaurant qui prend en amitié, auquel il accorde une confiance absolue, lui demandant de lui décrire les photos qu'il prend. Martin vit à l'écart des autres handicapés. Il est secret, farouche, autoritaire souvent, donne sa confiance comme on donne de l'amour, parce qu'il a accumulé depuis la mort de sa mère - de temps en temps évoquée par flashback - un trop-plein de sentiments.

Martin est séduisant. Andy est un être fruste, physiquement costaud, pas très doué intellectuellement. Entre les deux s'établit un rapport de fascination, une amitié pas exactement ambiguë, fortement amoureuse. Jocelyn Moorehouse décrit cette relation avec pudeur, avec finesse, sans tomber dans l'explication homosexuelle, ni dans ce qui pourrait tourner au mélodrame : le voyant devient les yeux de l'aveugle. Lorsqu'elle fait intervenir un troisième personnage, a priori anti-

pathique, c'est encore par les sentiments qu'elle le définit. Ce personnage est une femme, Celia (Genevieve Picot), la gouvernante de Martin. Elle n'est plus très jeune, pas très belle, pas vraiment laide non plus. Mais elle aime Martin, veut être la seule personne à compter pour lui, la seule dont il ait besoin. Elle veut le posséder.

Rédemption de la mère

L'arrivée d'Andy dérange ses plans. Alors froidement, cruellement, Celia s'emploie à détruire le couple d'amis, à triquer les preuves photographiques, à miner la confiance de Martin à l'égard d'Andy. Ce pourrait être odieux si Jocelyn Moorehouse ne désamorçait ce qui, chez un

cinéaste masculin, paraîtrait comme de la misogynie, en montrant constamment ce qu'il y a de pudique que dans le comportement de Celia. Genevieve Picot est aussi remarquable dans l'obsession, la violence des sentiments, la jalousie que ses deux partenaires dans les demi-teintes et le non-dit.

Ce conflit passionnant est nécessaire pour clarifier le blocage de Martin. Au cœur de l'histoire, il y a la douleur d'un rapport brisé avec la mère. Au bout du chemin, dont Andy aura été le guide involontaire et Celia l'adversaire forcé, il y a la rédemption de la mère disparue, image mentale dont le sens a changé. C'est très beau, très émouvant, comme la nouvelle relation qui s'annonce.

JACQUES SICLIER

N.C.9.3
BUBIGNY

L'événement de la saison lyrique :
quand deux grands noms
de l'opéra contemporain
s'emparent de l'histoire immédiate

Peter SELLARS / John ADAMS
Mise en scène / Musique

LONDON SINFONIETTA

NIXON IN CHINA

14 - 16 - 19 - 21 - 23 - 26 - 28
DECEMBRE 91

Alpha Fnac

Opera de
Francfort

Seine Saint-Denis
Conseil Général

LOCATION OUVERTE

48 31 11 45

THEATRE OUVERT
JARDIN D'HIVER 42625949
LES GUERRIERS
MINYANA - CANTARELLA
AVEC JANY GASTALDI, CHRISTOPHE HUYSMAN,
MAXIMILIEN REGIANI, ALADIN REBEL.
Un lyrisme viscéral qui fait vibrer les acteurs
Jany Gastaldi est là, et avec elle, le théâtre
LE MONDE
LIBERATION

كلمة من الطاهر

CULTURE

EXPOSITIONS

Un satiriste intemporel L'univers de Sempé au pavillon des Halles

Inquiet, passionné de musique et de football, Jean-Jacques Sempé refuse l'étiquette de moraliste dont on l'affublerait volontiers. Ni caricaturiste, ni chansonnier, mais humoriste, il ne veut pas, dit-il, mettre le monde en question et ne vise qu'à distraire et amuser. Il se contente d'observer pour restituer, la vie de famille, les relations du couple, l'environnement professionnel et social, les vacances.

En dépeignant les mesquineries, les travers et les phobias de la vie quotidienne, il se moque (gentiment) des gens normaux, dénonce la complainte des minables et la soumission des arrière-pensées.

Au pavillon des Halles, trois cents croquis et dessins, découpés, collés, montés pour la publication, sont exposés. En admirant la souplesse onctueuse de son trait, on oublie qu'il arrive à recommencer cent fois une image. « J'ai toujours travaillé comme ça et cela s'aggrave avec les années », confie-t-il. Sa grande période se situe dans les années 70, quand s'installe la société de consommation. Sa double page de l'Express transforme l'aimable père du petit Nicolas, en fait un myologique acide. Il ne veut pourtant ni juger, ni commenter. « C'est ce qui est intemporel qui me passionne le plus. » A près de soixante ans, il est en France un des derniers représentants d'une tradition qui se perd. Celle qui consiste à savoir rire de soi-même.

Avec le temps, les gags, assés de son art, s'atténuent. Sempé cesse de fustiger le conformisme, la peur (panique) d'être dérangé, la difficulté d'être exceptionnel. Il conçoit de plus en plus des situations où rien ne se passe, comme ces fresques en couleur, créées pour la couverture du New Yorker. Le fourmillement de détails est à rapprocher de Gustave Doré. Mais ce sont Bosc et Chaval qui lui ont inspiré sa vocation. Contour d'épopées dérisoires, Jean-Jacques Sempé est devenu un classique.

PATRICK ROEGIER

► Sempé, pavillon des Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautramont. Jusqu'au 26 janvier. Catalogue édité par Paris-Musées. 140 F.

TROPHÉES DE CHASSE à la galerie des beaux-arts de Bordeaux

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Les chasseurs de la Gironde sont de singulières personnes : d'un œil, ils guettent les palombes pour les fusiller, de l'autre ils se délectent des voluptés de l'art. De l'art « exotisé », s'entend, des peintures où ils reconnaissent perdrix, lagopèdes, lièvres, daims et sangliers, gibier à plume et à poil, car pour le reste, pour la peinture qui ne traite pas de leur passion, on ne sait s'ils en raffolent autant. Ils ont donc accordé avec enthousiasme leur patronage à l'exposition des « Trophées de chasse », exposition fort sérieuse qui étudie cette catégorie de la nature morte qui fut à la mode dans la peinture au dix-septième et au dix-huitième siècle. Résultat étrange : chasseurs de petits oiseaux et conservateurs se sont partagé la Galerie des beaux-arts de Bordeaux.

Les premiers ont pris le sous-sol, les seconds le rez-de-chaussée et l'étage noble. Les uns ont disposé des volatiles empaillés dans un décor pseudo naturel, moquette verte, pomme, branchages et brindilles. Des panneaux didactiques et quelques écrans de télévision apprennent au visiteur qu'il n'y a pas plus attaché à l'écologie, pas plus attaché à la défense de la faune et de la flore, pas meilleur homme autrement dit qu'un chasseur girondin. Au-dessus, il y a les tableaux. Or ces tableaux - c'est là toute l'ironie de la situation - démentent violemment l'autoparodie des trappeurs médiocaux. De la chasse, ils exhibent la réalité, qu'aucune rhétorique ne saurait déguiser, réalité de mort, de membres brisés, de chairs livrées à la corruption, de pelages ensanglantés et d'oiseaux pendus par une patte, le bec ouvert, l'œil couvert d'une tache blanche.

C'est même le propos de l'exposition, très logiquement rassemblée et accrochée par ses commissaires, Olivier Le Bihan et Bernadette de Boysson. Ils ont accompli un travail

Cadavres de couleurs

Sur un sujet inattendu, une célébration de la nature morte

remarquable et novateur, remarquable parce que fondé sur une analyse attentive de l'icône graphique et de son évolution, novateur parce qu'aucune étude des trophées n'avait été tentée auparavant et qu'ils ont réuni des tableaux méconnus. A l'évidence, les chasseurs se sont mépris. Ils ont cru que les peintres hollandais, allemands et français célébraient leur passe-temps, quand les toiles se révèlent codées, allégoriques de la mort d'autant plus troublantes qu'elles précèdent allusivement.

Il n'est pas jusqu'à Monet, Bazille et Sisley, tardifs héritiers du genre, qui ne s'inscrivent dans cette tradition allégorique. Le héros mort des deux derniers cités s'affale sur le sol, allés en croix, navrant symbole. Quelques années plus tôt, Edouard Pils avait été plus explicite encore, composant sa nature morte sur le modèle d'une crucifixion, n'omettant ni croix de bois ni chardons.

Mise en scène funèbre

Cette tradition, les Hollandais du dix-septième siècle l'ont constituée en reprenant à un autre genre, la vanité traditionnelle, son langage codé et complexe. Melchior d'Hondecoeter, natif d'Utrecht en 1636, figure-t-il un lagopède des saules, un martin-pêcheur et un pinson jetés sur une table près du fusil et du filet qui servaient à les tuer ? Une mouche est posée sur le plumage blanc, symbole ordinaire de putréfaction. Ailleurs, un moustique ou une guêpe tiennent le même rôle. Ou c'est un fruit qui pourrit, un chat qui crève de sa griffe l'œil d'une perdrix, un chien qui arrache de ses dents le pelage d'un chevreuil.

Plus cruel, plus sévère encore, Gottfried Valentin, de Leipzig, et Dirk Valkenburg, d'Amsterdam, écorchent les animaux et détaillent les plaies. Valentin place ainsi au premier plan d'une toile une hure de sanglier décapité, spectacle pénible de muscles et tendons macrés tranchés au couteau. On pourrait - mais à quel bon ? - multiplier à l'infini les preuves, toutes pour vérifier que la trophée tourne nécessairement à la mise en scène funèbre. Il impose

l'idée de la mort. Il l'impose avec d'autant plus d'efficacité qu'elle affecte des oiseaux aux plumages chatoyants, des lièvres aux pelages veloutés, des chevreuils admirables d'élégance. Plus les victimes sont parées de couleurs précieuses, plus l'artiste s'applique à donner l'illusion de la fourrure et invite à la caresse, plus s'avive, par contraste, le sentiment d'une mort criminelle - d'un assassinat de la beauté. Or ces peintres se montrent tous virtuoses, experts dans le trompe-l'œil et l'ornement. Autour des cadavres, ils s'efforcent de disposer des fleurs, des fruits, des draperies de brocard et, parfois, un fragment de marbre antique et un vase ciselé. Ce surcroît d'éléments décoratifs ne sert qu'à rendre l'allégorie plus aiguë, selon une méthode que les peintres de vanités ont utilisée semblablement. Plus l'œuvre est séduisante et enrichie d'objets d'art, plus le sens qu'elle masque et suggère à la fois prend de vigueur. A cet exercice, le Delftois Van Aelst, dont l'exposition réunit trois tableaux rares et admirables, se révèle de première force.

A l'inverse, il y a le parti du dépouillement, celui de Van Cuyck, qui ne vécût que vingt-huit ans, entre Bruges et Gand, à la fin du dix-septième siècle et dont on aimerait connaître mieux le catalogue, celui d'Oudry et de Chardin surtout. L'un des chefs-d'œuvre de l'exposition a ce dernier pour auteur. C'est une toile petite et très simple, un lapin et deux grives sur une table, sur fond de pénombre. Brune et grise, l'image n'a d'autre accent coloré que quelques infimes taches de rouge sangin. C'est un Chardin sans doute, d'écriture rapide sensible, désinvolte et superbement adroits, virtuose comme un Manet. Mais un Chardin comme goyosque, marqué de tragique, sans pathos. On a peine à croire que, qui que ce soit, fût-ce le chasseur le plus maniaque, puisse se méprendre sur le sens de la toile, d'une accablante mélancolie.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie des beaux-arts, place Raynal, 33000 Bordeaux. Jusqu'au 21 janvier.

DANSE

La beauté est une arme

Deux créations de Jerome Robbins enthousiasment l'Opéra Garnier. L'une sur pointes, l'autre en chaussettes

L'anxiété douloureuse de Jerome Robbins affleure même dans ses ballets les plus légers. Cette dualité, qui enveloppe le spectateur dans un flux d'émotions contradictoires, émeut et bouleverse plus d'une fois au cours de la soirée que le chorégraphe présente à l'Opéra, et qui comprend En sol (musique de Maurice Ravel, créé en 1975), l'enthousiasmant Dances at a Gathering (musique de Chopin, créé en 1969, création à Paris) et Glass Pieces (musique de Philip Glass, chorégraphie de 1983, création à Paris). Trois ballets qui pourtant privilégient la danse pure, la jeunesse et l'insouciance.

Une recherche aussi éperdue de la beauté et de l'élégance des sentiments paraît presque démodée dans la violence des rapports humains actuels. La volonté d'oublier pour un moment seulement - mais quel moment ! - le toc et la trivialité, la barbarie et le racisme qui depuis longtemps font douter le chorégraphe de l'intelligence des hommes, lui qui est né dans une famille de juifs émigrés à New-York.

En sol, sur le Concerto pour piano de Maurice Ravel, joué par Alain Planès, est une chorégraphie rayonnante. Les costumes et les décors d'Erté, dans des tons pastel rose, vert et mauve, conjuguent le thème de la vague, du soleil et du bleu du ciel. Quant, sur le mouvement lent du concerto, débute un pas de deux d'une douceur et d'une qualité quasiment sans égales dans tout le répertoire classique : invention chorégraphique, toute en demi-teintes, exécution parfaite de Carole Arbo et Laurent Hilaire.

Dances at a Gathering est une légende. Jerome Robbins a signé cette chorégraphie au moment de son retour au sein du New-York City Ballet de Balanchine qu'il avait quitté pour Broadway au moment où il fonda sa propre compagnie. Succession d'œuvres de Chopin (valse, mazurka, nocturne, étude) sur lesquelles les danseurs marivaudent, s'insistent et se désolent,

avec humour, sans drame. Tout leur est bon pour enchaîner des pas et des figures d'une complexité modée, avec espièglerie et sentiment : Monique Loudières, Marie-Claude Pietragalla, Kader Belarbi et Manuel Legris, excellents. Au milieu de cette distribution uniquement composée d'étoiles et de premiers danseurs, on comprend pourquoi le chorégraphe a choisi Véronique Doisneau, qui n'est que « sujet » dans la hiérarchie de Garnier : parfaite, en effet, pour jouer dans la cour des grands.

Glass Pieces séduit par le motif en frise, chorégraphié au fond du plateau, sur lequel se détache le duo mené de main de maître par Belarbi et Pietragalla, décidément infatigables. Mais la conception de l'ensemble est inférieure au travail d'une Lucinda Childs sur les compositions de Philip Glass. Il faut plus de lyrisme musical à la sombre beauté de la danse de Robbins.

Autre ombre : les ponés. Souvent lourds chez un homme qui ne l'est jamais. La chorégraphie qu'il écrit pour les bras est, en revanche, si rapide et si subtile, qu'il est dédicat de l'exécuter avec précision. Isabelle Guérin a la jambe véloce mais les bras pas toujours bien lisibles, surtout au début de Dances at a Gathering. Elle n'est pas la seule. Jerome Robbins a raison de se battre pour avoir de longues répétitions, et Patrick Dupond d'agencer la programmation de manière à les lui accorder.

Au tomber de rideau, il fallut que Marie-Claude Pietragalla insistât beaucoup en coulisant pour que le vieil homme au collier de barbe grise vienne saluer. Jerome Robbins, simple et magnifique.

DOMINIQUE FRÉTARD

► En Sol, Dances at a Gathering et Glass Pieces, de Jerome Robbins, les 19, 20, 21, 22, 23, 28, 27, 28, 29, et 1^{er} décembre, à 19 h 30, le 24, à 14 h 30 et le 30, à 20 heures. Tél. : 47-42-53-71

ET MAINTENANT, SI ON ARRÊTAIT LA FATALITÉ !

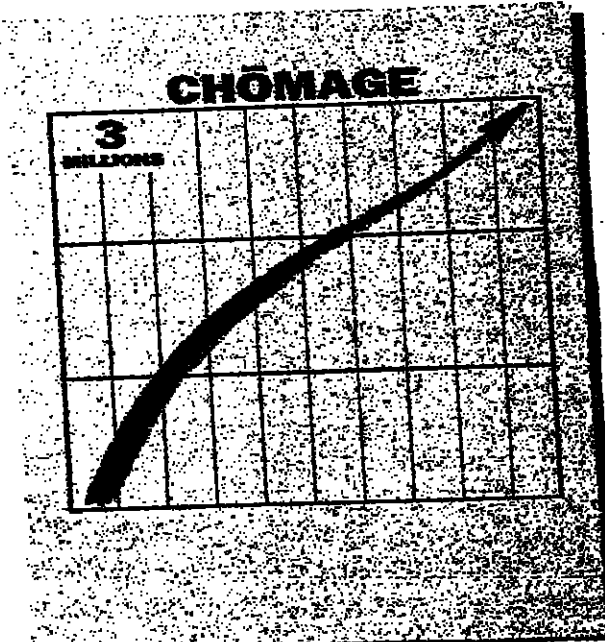
Certains n'ont cessé d'invoquer le destin pour nier leurs responsabilités. Le Rassemblement Pour la République ne croit pas à la fatalité. Face à la montée du chômage, à la baisse de la production industrielle, des investissements et du pouvoir d'achat, nous proposons trois idées fortes, trois idées neuves.

Se battre pour l'emploi. Baisser les impôts.

Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne, les charges qui pèsent sur les entreprises sont presque moitié moindres qu'en France. Résultat, des taux de chômage bien plus faibles que le nôtre. En baissant les impôts et les charges, en favorisant fiscalement l'investissement et l'épargne, nous aiderons les entreprises à créer des emplois, nous améliorerons le pouvoir d'achat des salariés.

Préserver la santé. Sauver les retraites.

Fondé par le Général de Gaulle, notre système de santé est aujourd'hui menacé. Pour garantir à tous les français des soins de qualité, nous nous engageons à préserver le libre choix du praticien. Nous donnerons aux professions de santé les moyens matériels et financiers d'assurer leurs responsabilités. Le danger plane aussi sur notre système de retraite.



Pour que celle-ci reste un moment privilégié de la vie, nous maintiendrons la retraite par répartition et nous ferons en sorte que chacun puisse, s'il le veut, compléter sa retraite par l'épargne.

Créer l'école de l'égalité des chances.

Pour des centaines de milliers de jeunes, l'école est un passeport pour le chômage. Il est urgent de

transformer en profondeur le système de l'éducation nationale, de redonner à tous une véritable égalité des chances. Pour cela, nous nous engageons à garantir aux parents le libre choix entre école publique et école libre, à revaloriser la fonction d'enseignant, à organiser le partenariat entre établissements, entreprises et collectivités locales et enfin, à donner à l'enseignement professionnel une réelle efficacité. Ce n'est pas en faisant semblant de gouverner que nous sortirons de la crise. C'est en refusant la fatalité.

La France est en mouvement. Avec le Rassemblement Pour la République, donnons-lui l'ambition qu'elle mérite.



LE RASSEMBLEMENT
POUR LA RÉPUBLIQUE

AVEC LE RASSEMBLEMENT, PLACE AU CHANGEMENT.

BILLET

L'opposition et la retraite

Pendant longtemps jusqu'à présent sur le dossier des retraites, l'opposition vient de reprendre l'initiative en avançant une proposition qui permet de faire d'une pierre deux coups : augmenter les salaires tout en introduisant en France de véritables mécanismes collectifs d'épargne-retraite.

Réuni autour de M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie, un groupe de députés RPR, UDF et UDC a déposé, mercredi 20 novembre, un projet qui consisterait à transférer progressivement, sur une durée de huit à dix ans, le financement de la politique familiale des entreprises vers l'Etat. Cet allègement de charges (les employeurs versent 165 milliards de francs de cotisations familiales par an) serait reversé aux salariés. Ceux-ci pourraient l'utiliser comme un supplément de salaire mais, également, l'affecter à un « plan d'épargne retraite-entreprise » débouchant sur une rente lors de leur cessation d'activité. Les sommes qui y seraient consacrées seraient exonérées de cotisations, d'impôt sur le revenu et de CSG.

Ces « plans d'épargne retraite-entreprise » seraient gérés soit par les sociétés d'assurances soit par les partenaires sociaux en créant des fonds de pension. L'Etat alimentant un mécanisme de garantie grâce aux recettes des privatisations. La prise en charge de la politique familiale par le gouvernement sera gérée par des économies budgétaires et, là encore, par une partie du produit des privatisations.

Ingénieuse, cette suggestion est assez séduisante. Elle allègerait le poids des difficultés qui vont peser dans les prochaines années sur la retraite par répartition (sécurité sociale et régimes complémentaires). De plus, elle réduirait des prélèvements qui pèsent proportionnellement plus sur les bas salaires (mais le coût salarial pour les entreprises ne sera pas allégé) en orientant les fonds ainsi libérés vers des placements à long terme.

La proposition de l'opposition comporte cependant un risque. L'incitation à l'épargne risque en effet de concurrencer pour l'essentiel les salaires dont les revenus sont les plus élevés, les autres préférant privilégier la consommation immédiate. Dans ces conditions, ces derniers resteront entièrement tributaires des régimes par répartition dont certains — à commencer par les assurés — proposent de plafonner le financement. La capitalisation serait alors une solution « complémentaire ». Mais pas pour tout le monde.

JEAN-MICHEL NORMAND

Discussions financières entre le G7 et les Républiques ex-soviétiques

Les pays industrialisés exigent des garanties sur le stock d'or de l'URSS

Les négociations entre les représentants des sept pays les plus industrialisés et ceux des Républiques ex-soviétiques devaient s'achever jeudi (21 novembre) à Moscou. Les sept ont proposé que le remboursement des intérêts de la dette extérieure de l'URSS (évaluée à 70 milliards de dollars, soit 400 milliards de francs) soit reporté d'un an et que le pays bénéficie d'un crédit-reais de 1 milliard de dollars environ pour faire face à ses obligations financières au cours des prochains mois (le Monde du 21 novembre).

Mais, selon les responsables de plusieurs Républiques, les pays industrialisés exigent que des réserves d'or soviétiques soient utilisées pour garantir ce soutien financier. Une telle méthode a déjà été employée à de nombreuses reprises entre l'URSS et les banquiers occidentaux au cours des dernières années, et même par les banques centrales de pays industrialisés lors du renouveau d'institutions financières soviétiques.

Plusieurs représentants de Républiques ex-soviétiques ont jugé excessives les demandes

occidentales de garanties. Mercredi 20 novembre, les représentants des Sept se sont entretenus avec le chef de l'Etat soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et ont exprimé une mise en garde contre les Républiques qui refusaient de signer l'accord financier.

Mise en garde

Pour l'instant, l'Ukraine, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas prendre part à cet accord, tandis que la Géorgie attend le feu vert de son Parlement.

Intervenant devant le Parlement de l'Union, M. Gorbatchev a une nouvelle fois dressé un tableau catastrophique de l'économie et annoncé l'adoption par le gouvernement d'un budget de crise pour le quatrième trimestre. Selon l'agence de presse non officielle Interfax, la Fédération de Russie, la plus puissante des Républiques, a voté contre ce budget exceptionnel, qui prévoit un déficit de 110 milliards de roubles. Le jour de la formation

du gouvernement russe, le nouveau vice-premier ministre en charge de l'économie, M. Egar Gaidar, a déclaré que la Fédération de Russie était prête à libérer très rapidement les prix et à procéder à des coupes importantes dans le budget de la défense.

Les Etats-Unis accordent de nouveaux crédits alimentaires à l'URSS. Les Etats-Unis ont annoncé, mercredi 20 novembre, une assistance à l'URSS de quelque 1,5 milliard de dollars (8,5 milliards de francs), essentiellement sous forme de garanties de crédits agricoles, afin d'aider ce pays à passer l'hiver et à réformer son système de distribution. Cette aide doit être fournie aux autorités centrales soviétiques et aux diverses Républiques, a indiqué à la presse le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Edward Madigan. La présidence américaine a souligné que cette aide avait été conclue après que l'Union et les Républiques eurent accepté par écrit de partager la responsabilité du remboursement de la dette, sur les nouveaux crédits et les précédents. (AFP)

Selon l'OCDE

L'excédent commercial du Japon pourrait continuer de s'accroître

« L'économie japonaise connaît de profondes évolutions structurelles, qui trouvent en partie leur origine dans les impératifs d'ajustement international. Le Japon étant conscient qu'il lui faut réduire l'excédent de ses comptes extérieurs », écrit l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) dans son analyse annuelle de la situation du pays, publiée le mercredi 20 novembre. « D'importants progrès ont été accomplis, poursuivent les experts du château de la Muette, mais les déséquilibres bilatéraux continuent d'engendrer certaines frictions politiques. »

Depuis 1986, l'expansion économique au Japon a été tirée par la croissance de la demande intérieure, ce qui peut surprendre de la part d'un pays dont on connaît surtout les performances à l'exportation. L'OCDE note que, depuis cette date, les ventes à l'étranger n'ont pas contribué à la croissance du PNB (produit national brut) et que la consommation des ménages est restée soutenue en 1990 grâce à l'augmentation de l'emploi et des revenus réels. « En dollars courants, l'excédent commercial est tombé de 77 milliards de dollars en 1989 à 64 milliards en 1990 et l'excédent de la balance des opérations courantes a été ramené de 57 milliards de dollars à 36 milliards de dollars, l'équivalent de 1,2 % du PNB, et à

un niveau inférieur de 3 points au niveau record de 1986. »

L'OCDE rappelle que ce dégonflement des excédents japonais a maintenant pris fin : « La baisse du solde commercial semble s'être stoppée au deuxième trimestre 1990, encore que l'excédent de la balance courante par rapport au PNB soit tombé au-dessous de 1 point durant cette période, pour la première fois depuis 1982. » La part des exportations japonaises de produits manufacturés dans les échanges mondiaux a commencé d'augmenter au deuxième semestre de 1990 après cinq années de baisse. Les exportations de la CEE, en particulier celles d'automobiles et d'appareils ménagers, ont progressé en raison de la forte demande de l'Allemagne.

Freinage

des investissements privés

Finalement, le volume des exportations de marchandises a augmenté de 5,5 % l'année dernière, soit le taux le plus fort depuis 1984. L'excédent de la balance commerciale et celui de la balance courante ont fait un bond en avant au premier trimestre 1991 (1), dans le dernier cas en raison d'une diminution des dépenses au titre du tourisme et d'un doublement du revenu des investissements. En revanche, la croissance du volume des importations de marchandises, qui avait atteint le taux record de 17 % en 1988, s'est considérablement ralentie en 1990. L'OCDE estime donc que l'excédent commercial du Japon pourrait continuer de s'accroître et atteindre 3 %

du PNB en 1992, l'excédent courant, en remontée lui aussi, pouvant atteindre plus de 2 % l'année prochaine.

Au total, la croissance économique, après avoir atteint 5,6 % en 1990, pourrait être de 4,6 % cette année, et tomber à 2,5 % en 1992, sous l'effet d'un freinage des investissements privés (+2,4 % après + 7 %) et d'une demande publique ralentie (+1,4 % après + 2,1 %). Quant à l'inflation, après des taux annuels un peu supérieurs à 3 % en 1990 et 1991, elle pourrait revenir, selon l'OCDE, à 1,9 % en 1992.

Au chapitre des structures, l'OCDE note que, malgré les progrès accomplis, « on a pu reprocher aux réformes en cours ou envisagées de ne pas aller assez loin », faisant allusion aux réglementations locales qui régissent les magasins de détail. « Malgré les mesures prises pour rendre plus onéreuse la spéculation foncière, les prix immobiliers risquent également d'entraîner, sur le plan structurel, une plus vive concurrence et une plus grande ouverture du marché. Il est largement admis que la fiscalité foncière et les pratiques réglementaires en la matière ont limité l'offre et l'utilisation des terrains, faisant ainsi monter les prix du foncier, ce qui fait obstacle à l'investissement des résidents et des non-résidents. » Tokyo considère qu'il s'agit là d'un des problèmes les plus sérieux qui se posent au Japon, conclut l'OCDE.

(1) Malgré les contributions à la force multinationale dans le Golfe qui ont été versées en trois fois : 1 milliard de dollars en septembre et en décembre 1990, et de 9 milliards de dollars en mars 1991.

Accord dans la productique

IBM délègue à Dassault ses activités de conception assistée par ordinateur

Dassault systèmes va pouvoir accentuer son emprise sur le marché de la CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur). Aux termes d'un accord dont les grandes lignes devaient être révélées à Paris jeudi 21 novembre, en fin de matinée, la filiale productique de l'avionneur français reprend les activités CAO d'IBM. En contrepartie, le géant américain devrait, via IBM France, entrer à hauteur de 10 % dans le capital de Dassault systèmes.

Cet accord présente un intérêt certain pour Dassault systèmes. Cette filiale, créée en 1981 pour exploiter le système CATIA, logiciel de conception assistée par ordinateur développé dans un premier temps à des fins internes, s'est hissée au premier rang mondial de la CFAO avec quelque 12 % du marché. Elle a récemment fourni à Boeing les logiciels nécessaires pour la fabrication de son futur 777. La reprise de CADAM Inc. une société californienne développant des logiciels concurrents, dont IBM avait pris le contrôle il y a deux ans à peine, renforce encore sa position.

Sur le papier, Dassault systèmes (620 millions de francs de chiffre d'affaires en 1990, 182 millions de résultat net pour

un effectif de 630 personnes) devrait maintenant réaliser 30 % des ventes de logiciels de CFAO dans le monde.

L'alliance ainsi conclue n'est en fait que le prolongement d'un vieux partenariat entre la société française et le constructeur informatique américain. Dassault systèmes s'appuyait sur le réseau de commercialisation du géant informatique américain pour diffuser ses logiciels.

Accord de soutien

IBM trouve aussi son compte dans cette opération. Avionneurs, constructeurs automobiles et autres gros clients utilisent souvent à la fois des systèmes CADIA et des systèmes CADAM. IBM pourra désormais leur présenter une offre cohérente.

Cette opération procède plus généralement de la logique d'accords de soutien qui s'impose à tous les acteurs de l'informatique, incapables désormais de définir les limites précises de leur métier et contraints de s'appuyer sur des spécialistes dans les activités dérivées. IBM, qui s'apprête à supprimer en 1992, pour la seconde année consécutive, 20 000 emplois de par le monde, s'impose ainsi à moindre coût dans le domaine de la productique.

CAROLINE MONNOT

Après un début d'année difficile

Renault annonce des bénéfices en forte progression au troisième trimestre

Les bons résultats se succèdent chez Renault. Après avoir été classé en tête des ventes européennes pour le mois d'octobre (le Monde du 15 novembre), le groupe français a confirmé son redressement financier en annonçant, mercredi 20 novembre, un bénéfice consolidé avant impôt de 2,9 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'année 1991.

Publiant depuis le début de l'année ses résultats trimestriels, la Régie a en outre annoncé un résultat avant impôt de 1,94 milliard de francs pour le seul troisième trimestre, soit des bénéfices supérieurs à ceux enregistrés pour l'ensemble de l'exercice de l'année 1990 (1,75 milliard de francs).

Avec un chiffre d'affaires de 122,22 milliards de francs pour les neuf premiers mois de cette année, dont 38,98 milliards de francs au cours du troisième trimestre, Renault a ainsi réalisé pendant les seuls mois de juillet, août et septembre, des bénéfices équivalant au double de ceux enregistrés pendant le premier semestre 1991 (962 millions de francs).

La firme a bénéficié ces derniers mois d'un élargissement de ses marges, conséquence « d'une politique de baisse des frais généraux et commerciaux, cumulée à

une amélioration de l'activité industrielle de la branche automobile », explique-t-on chez Renault.

Le groupe a en effet produit au troisième trimestre 381 000 véhicules particuliers et petits véhicules industriels, contre 339 000 pendant la même période de l'année 1990. Amélioration des coûts de production à laquelle il faut ajouter l'augmentation des tarifs effectuée au début du mois de juillet (2,27 % en moyenne), ainsi que les succès commerciaux de la Clio et de la R19, notamment sur le marché allemand.

Les conséquences de la grève

Autant de facteurs qui expliquent la part croissante de la branche automobile, évaluée à 31 % du chiffre d'affaires global du groupe, contre 29 % en 1990.

Reste que les récentes grèves des usines de Cléon et du Mans ne manqueront pas d'amputer largement les résultats du quatrième trimestre. Des conséquences financières estimées entre 1,5 et 2 milliards de francs par la Régie et auxquelles le groupe devra ajouter les charges exceptionnelles comptabilisées en fin d'année.

Volvo affiche un bénéfice qui ne doit rien à ses véhicules

STOCKHOLM

de notre correspondant

Avec un bénéfice de 1,276 milliard de couronnes (1,19 milliard de francs) pour les neuf premiers mois de cette année, contre une perte de 179 millions de francs pour la période correspondante de l'année dernière, le constructeur suédois est sorti du rouge dans lequel ses coûts de restructuration l'avaient fait plonger en 1990.

Mais ce redressement dans les chiffres ne traduit pas une amélioration de l'activité maîtresse du groupe, l'automobile, qui affiche une perte de 1,4 milliard de francs. Si le résultat est au bout du compte positif, c'est surtout grâce à l'importante participation que possède Volvo dans le groupe pharmaceutique Procordia et... aux bénéfices enregistrés par Renault, qui ont apporté 302 millions de couronnes à Volvo. Selon le groupe, les mesures de restructuration devraient commencer à montrer des effets positifs en 1992.

FRANÇOISE NIÉTO

FRANÇOISE VAYSSÉ

Un rapport parlementaire suggère la création d'un fichier de l'endettement des ménages

Dans un rapport présenté, mardi 19 novembre, à la presse, M. Roger Léron, député (PS) de la Drôme, dresse un bilan positif de dix-huit mois d'application de la loi Neiertz sur le surendettement des ménages. S'il écarte une nouvelle fois l'idée de « faillite civile », M. Léron préconise quelques améliorations dans le déroulement des procédures judiciaires et la création d'un fichier « positif » recensant l'endettement des particuliers.

En ces temps de ralentissement économique, il est courant de faire porter sur la loi Neiertz la responsabilité du renouveau du crédit constaté ces derniers mois. Un renouveau qui ne sert ni les affaires de la distribution ni celles de l'immobilier, en proie à des degrés

divers à la morosité. C'est « abusif », estime M. Roger Léron, chargé en mars d'une mission parlementaire d'évaluation sur l'application de la loi du 31 décembre 1989 sur le surendettement des ménages.

Certes, le nombre de dossiers déposés (150 000, dont 100 000 traités à ce jour) a permis de prendre conscience du phénomène de surendettement, initialement nié par les milieux financiers, induisant de leur part une « sélection plus rigoureuse des emprunteurs et une amélioration qualitative de la distribution de crédit », reconnaît le parlementaire. Mais, « rien ne permet d'affirmer que le retournement observé au cours de la dernière année a un caractère durable. En tout cas, il ne saurait être tiré argument pour justifier l'abrogation du volet curatif de la loi. » Il souligne aussi que le texte élaboré sous l'égide de M. Véronique Neiertz, alors secrétaire d'Etat à

la consommation, « a remédié à une insuffisance technique du droit antérieur, qui ne connaissait aucune procédure collective de règlement des difficultés financières des particuliers. Le maintien d'une telle procédure apparaît indispensable, quel que soit le contexte en matière de distribution du crédit. »

Pourtant, s'il ne trouve pas le dossier de la « faillite civile », largement débattu en 1989, qu'il écarte pour « les mêmes raisons » que celles qui avaient alors prévalu, M. Léron avance des propositions permettant un meilleur fonctionnement de la procédure de redressement judiciaire civil. « Tout en évitant la solution extrême et éminemment dangereuse de l'abandon de créances imposé par le juge », une des solutions qu'il évoque pour les plus démunis « peut être trouvée dans une certaine lecture de l'article 12 de la loi, qui permet aux juges de prononcer des reports de

dettes — ou des moratoires — d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans. Mais cet article devrait être complété par une disposition permettant, lorsque le juge accorde des délais de grâce, de s'assurer à l'expiration des poursuites. »

Une autre proposition marquante concerne, enfin, la création d'un fichier dit « positif » de l'endettement. Cette mesure avait, elle aussi, fait l'objet d'un débat lors de l'élaboration de la loi Neiertz, mais, devant les réticences de la CNIL (Commission nationale de l'information et des libertés), elle avait été écartée au profit d'un fichier « négatif » recensant seulement les incidents de paiement, sans dresser un tableau exhaustif de l'endettement des particuliers. « De ce fait, note M. Léron, il permet de rechercher si l'emprunteur a rencontré des difficultés de remboursement mais il ne permet ni de contrôler la véracité des

déclarations effectuées par les candidats à l'octroi d'un prêt sur leur situation d'endettement ni de connaître l'état réel de leur endettement. » Or, selon le député, seul ce type de fichier serait « véritablement efficace pour lutter contre l'apparition de phénomènes de surendettement provoqués par l'accumulation de dettes auprès de différents établissements de crédit. »

Reste à savoir quelle suite sera donnée à cette proposition : dans un communiqué, M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat et successeur de M. Neiertz, indique qu'il prend « acte de la proposition très réservée des deux collèges consommateurs et professionnels du Conseil national du commerce à l'égard du fichier positif des endettés », dont il note qu'il « pose de véritables problèmes au regard des libertés publiques. »

لبنات في الحليب

Découvrez au Crédit Agricole une SICAV différente

MOSAÏS

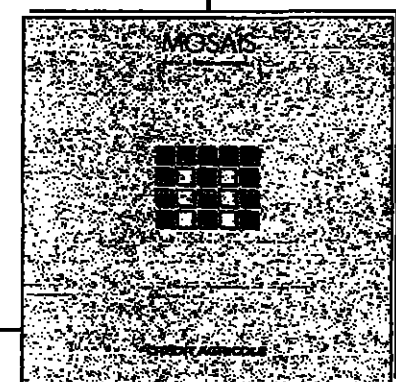
SICAV A COMPARTIMENTS DE DROIT LUXEMBOURGEOIS

Pourquoi le Crédit Agricole avait-il vocation à créer la plus internationale des SICAV à compartiments ?

1^{re} banque européenne, le Crédit Agricole a acquis une expertise de longue date sur les marchés financiers.

La gestion internationale de capitaux ne s'improvise pas et réclame des moyens sophistiqués. Implanté dans la plupart des capitales financières, le Crédit Agricole, 1^{re} banque européenne, gère plus de 350 milliards de francs d'actifs.

Ses équipes de professionnels ont acquis une expertise de longue date sur l'ensemble des marchés financiers. Avec Mosaïs, SICAV à 28 compartiments, de New York à Hong Kong, en passant par Tokyo ou les capitales européennes, vous bâtissez à votre convenance un portefeuille internationalement diversifié.



A votre disposition, la brochure Mosaïs

MOSAÏS

SICAV A COMPARTIMENTS DE DROIT LUXEMBOURGEOIS

Pourquoi cette SICAV intéresse-t-elle même ceux qui ne s'intéressent pas aux SICAV ?

Quatre pouvoirs d'optimisation à l'initiative de l'investisseur. Face aux mouvements de l'économie mondiale, vous souhaitez composer votre portefeuille et choisir vous-même ses grands équilibres. Avec les 28 compartiments de Mosaïs, vous pouvez diversifier vos instruments (actions, obligations, court terme), varier les zones géographiques (Europe, Japon, Etats-Unis...), différencier les secteurs d'activité (agro-

alimentaire, communication), moduler par le choix des devises (Franc, Dollar, Ecu, Yen...). Suivant votre stratégie, en fonction de la conjoncture et des opportunités de marchés, c'est un placement à votre initiative que vous construisez.

MOSAÏS

SICAV A COMPARTIMENTS DE DROIT LUXEMBOURGEOIS

Pourquoi cette SICAV vous donne-t-elle une véritable liberté de mouvements ?

Une totale liberté de circulation au travers de ses 28 compartiments. Vous voulez construire votre portefeuille en fonction des grands équilibres que vous avez définis. Avec Mosaïs, et grâce à ses 28 compartiments, vous êtes libre d'effectuer, à tout moment et sans frais, les mouvements que vous jugez nécessaires à la réussite de votre stratégie. Libre, par exemple, de choisir entre les actions japonaises et les obligations convertibles internationales, libre de préférer l'Ecu plutôt que le Yen, libre de vous replier sur le court terme en Dollar ou en Franc.

MOSAÏS

SICAV A COMPARTIMENTS DE DROIT LUXEMBOURGEOIS

Pourquoi cette SICAV est-elle si actuelle ?

Elle offre un arsenal de sécurités, d'esquives et d'attaques pour toutes les conjonctures. Les 28 compartiments de Mosaïs sont les instruments de vos stratégies dans toutes les conjonctures. Vous pouvez ajuster la répartition de vos actifs, arbitrer un marché, vous reporter sur d'autres instruments... ou tout simplement affiner vos positions. Offensif, vous investissez, par exemple, dans les actions du Bassin méditerranéen ou celles du secteur de la communication. Prudent, vous choisissez de convertir vos obligations à haut rendement en obligations internationales diversifiées à sensibilité réduite. Expectatif, vous vous repliez sur le court terme.

Le Crédit Agricole Luxembourg, promoteur et dépositaire de Mosaïs, vous fait bénéficier de l'expertise du Crédit Agricole sur les marchés financiers, et des conseils en investissements de ses filiales spécialisées, dont Segespar. Pour plus d'informations sur Mosaïs ou les SICAV luxembourgeoises du Crédit Agricole, prenez contact avec votre Caisse Régionale ou auprès du Crédit Agricole Luxembourg, 13, avenue de la Porte-Neuve - L.2227. Tél.: 19.352.46.80.81. - Fax: 19.352.46.43.80.

Les actionnaires fiscalement domiciliés en France ont l'obligation de déclarer les revenus résultant des cessions entre les compartiments de la SICAV, revenus soumis au régime des plus-values sur les valeurs mobilières. Autorisation de la COB du 03.04.1990



ÉCONOMIE

L'Afrique et son économie mystère

Suite de la première page

Vaine est la question de savoir si l'Afrique se développe, se sous-développe ou se trouve « en voie de développement ». Que veut dire un revenu par tête, sachant que les économies africaines sont dominées par les activités dites informelles, où s'enchevêtrent transactions non monétaires, solidarités familiales et parole donnée, sans trace écrite, sans droit de regard d'un Etat au reste mal acclimaté aux humeurs tropicales ?

Comment expliquer qu'au palmarès des villes les plus chères du monde, six cités africaines (Brazzaville, Libreville, Abidjan, Douala, Dakar, Lomé) figurent dans les dix premières (Paris arrive en seizième position), d'après le classement de la firme d'études américaine Business International ?

Comme un train dans la nuit

Juger l'Afrique en déclin sans savoir apprécier ses vraies richesses relève d'une ignorance ethnocentrique. L'Afrique avance comme un train dans la nuit. On l'attend sur le quai du développement, notion éminemment occidentale, en oubliant qu'elle n'a jamais suivi les rails du capitalisme tempéré. L'idée d'accumulation du capital demeure irréductiblement étrangère à un continent qui pratique depuis toujours le don et le contre-don, la dissipation confinant à l'ostentation. Un notable qui veut s'imposer par sa richesse à un autre notable lui lance un défi en l'invitant à des échanges festifs.

Chacun monte l'enchevêtrement des protagonistes s'affrontant dans une économie somptuaire qui a pour effet de remettre à zéro le capital accumulé. Le vainqueur acquiesce par sa propension à consommer une supériorité sur son adversaire, et nourrit un clientélisme vivace. Les anthropologues voient dans cette pratique ancienne un germe fatal à l'entreprise africaine, qui ne gagne pas de l'argent pour elle-même (l'investissement) mais pour satis-

faire des besoins immédiats de consommation.

La naissance du capitalisme en Europe a été favorisée par un certain nombre de facteurs absents du continent noir, à peu d'exceptions près : la présence dans le sous-sol de matières premières énergétiques (le charbon anglais ou allemand) ; l'existence d'une unité nationale ; l'impact religieux - observé par Max Weber - d'une « éthique protestante », la Réforme ayant été, selon lui, un élément décisif dans « l'avènement du mode de production capitaliste ». Autour du Prix de l'argent CFA (2), Olivier Vallée insiste sur cette absence en Afrique de « l'ascétisme puritain cher à Weber », soulignant au passage combien les Africains aient (sans qu'on puisse parler de véritable bourgeoisie) sont témoins de « monstrations de fétiches marchands ».

De ce point de vue, la zone franc - baptisée zone de fantasia par certains - vestige de l'époque coloniale, a sans doute accentué ce travers ostentatoire. La convertibilité du franc CFA en toute devise, d'une certaine manière, transformé en choses l'argent africain des pays francophones. « Les courumes italiens, les parfums français, les décorateurs anglais et les montres suisses sont la contrepartie directe d'une certaine quantité de CFA », explique Olivier Vallée, alors que l'Afrique anglophone ou hispanophone, faute de monnaie fongible, ne pouvait accéder en direct à ce « système des objets ».

L'importance de la parole et du geste

Un autre obstacle au développement capitaliste en Afrique vient du caractère inadéquat de la grande entreprise. Des études menées dans l'ouest du continent ont montré combien l'absentéisme s'aggrave à mesure que les unités de production gagnent en importance. D'aucuns diront que les Africains - à la différence des Japonais - ne travaillent pas et obéissent encore moins, croyant expliquer ainsi un manque d'assiduité à la tâche, défiant pour la

productivité. « Nous avons sous-estimé l'importance en Afrique de la parole et du geste, dans le caractère est socialement réponsif Georges Baladier dans l'Afrique ambiguë. Quand nous privons le Noir des moyens d'expression qui lui appartiennent en propre, nous lui faisons subir la plus lourde des contraintes. Il n'était pas préparé à un système d'économie comptable, ni à être projeté dans des entreprises où il devient une force de travail anonyme, quand la marque personnelle est un trait majeur de la civilisation noire ».

Hymne à la petite structure, au microprojet, recherche suggérée des moteurs culturels capables d'allumer l'étincelle du développement en Afrique. Certains auteurs ont encore révélé comment le dynamisme des tontines - ces sociétés d'épargne villageoise à l'africaine - voisine avec les défilantes des systèmes bancaires modernes (3). On se souvient de ce propos d'un responsable africain avouant que pour rien au monde un membre de la tontine agirait contre les intérêts du groupe local. Détourné l'argent du Blanc, venu d'une institution lointaine, est en revanche péché véniel, si ce n'est même un devoir...

Economie sans production

Souvent décriée, la corruption africaine, aussi nommée prédation ou kleptocratie, est un mode de fonctionnement atypique des économies qui, contrairement au on dit, n'est pas le seul apanage des puissants. C'est un apport essentiel du chercheur Jean-François Bayart dans son ouvrage *L'Etat en Afrique, la politique du ventre* (4). Il décrit comment les villageois ont dépecé les cornières de la plus grande ligne à haute tension du monde construite au Zaïre entre les barages d'Inga et la province minière du Shaba. « Cette cannibalisation, affirme-t-il, est le contrepoint modeste et populaire des profits formidables qu'a procurés aux opérateurs étrangers et aux décideurs zairois la réalisation de l'immense et grandiose projet ».

Car la « politique du ventre » n'est rien d'autre, à hauteur d'homme sans grade, qu'une stratégie quotidienne de subsistance, « une affaire de vie ou de mort », continue Jean-François Bayart. De

vie si l'on parvient à prélever sa part du « gâteau national » sans se faire prendre. De mort si l'on doit se contenter d'un hypothétique salaire qui nourrit la famille les trois premiers jours du mois ».

Retour à l'illécite, à l'informel, à l'invisible, à cette économie souterraine qui laisse froids les indicateurs classiques de développement. Jean-Christophe Rufin, auteur de *L'Empire et les nouveaux barbares* (5), précise avec clarté ce paradoxe des pays les moins avancés (PMA), dont 28 sur 41 sont en Afrique. « Ces pays en faillite survivent », constate-t-il. Ceux du continent noir « sont par tradition des sociétés où l'échange et la prise de contrôle des richesses dominent largement les activités de production. Nos critères économiques du développement seraient assez inadéquats à ces sociétés fondées sur la prédation et la circulation des biens. Ce que nous appelons corruption ne serait que l'un des aspects de cette économie sans production ».

Le développement ? Après tout, comme le soutient la Camerounaise Asselvi Kabou (6), l'Afrique n'en veut peut-être pas, du moins dans sa version occidentale. L'artiste zairois Bolya plaide pour un autre modèle, l'Afrique en kimono (7), donnant rendez-vous à Tokyo, « la Mecque du développement ». D'après lui, « il est temps de sortir de ce piège à deux touches, Noirs et Blancs », de suivre le filon économique et culturel nippon « qui ne pose pas en postulat pour entrer dans la modernité l'abandon de l'originalité de la civilisation africaine ». Goût de la provocation, bien sûr. Volonté aussi d'échapper à l'impératif de table rase contenu dans tous les projets de développement adressés par le Nord à l'Afrique. Ce continent, nul ne saurait le nier, connaît la misère et l'instabilité, accumule retards économiques et convulsions politiques. Mais il vit, et ce n'est pas là le moindre des mystères de l'Afrique.

ERIC FOTTORINO

- (1) Karthala.
(2) Tontines et banques au Cameroun, par Alain Henry, Guy-Honoré Tchente et Philippe Guillaume-Ducoudré, Karthala.
(3) Fayard. (4) J.-C. Laïté.
(5) Et si l'Afrique refusait le développement, L'Harmattan.
(6) Editions nouvelles du Sud.

ETRANGER

Avec un budget en hausse de 4 % pour 1992

L'amélioration de la situation au Mexique se confirme

Le gouvernement mexicain a présenté au Parlement un budget pour 1992 en hausse de 4 % sur 1991, avec un excédent de 0,8 % du produit intérieur brut (PIB) et une inflation estimée à moins de 10 %. Les dépenses prévues sont de 60 milliards de dollars (336 milliards de francs). Le PIB devrait enregistrer une hausse de 3,1 %, grâce aux revenus tirés des ventes d'entreprises publiques. Le déficit des paiements courants est évalué à 13 milliards de dollars. A l'occasion de cette présentation budgétaire, le ministre des finances, M. Pedro Aspe, a donné quelques indications sur l'état de santé - jugé satisfaisant - de l'économie mexicaine.

Pour l'année 1991 en cours, l'inflation devrait atteindre 17 % et le service de la dette extérieure représenter 5,7 % du PIB, contre

17 % en 1988. M. Aspe a annoncé pour cette année une baisse de la dette intérieure, qui passe de 27,7 % du PIB en 1988 à 17,9 % en 1991, une hausse des investissements privés qui croîtront de 14,4 % sur 1990.

Le ministre a enfin souligné que lors de la prise de fonction de l'actuel gouvernement, les entreprises publiques étaient au nombre de 412. Elles ne sont plus aujourd'hui que 252, dont 45 sont en cours de cession. Le Mexique poursuit ainsi son effort d'assainissement fondé sur la lutte contre l'inflation, la réduction du déficit budgétaire et les privatisations. Les premiers fruits de cette politique ont été cueillis en 1990 lorsque Mexico a enregistré une croissance de 3,9 %, le taux le plus élevé depuis le début de la décennie 80.

Les pays voisins de la mer Baltique envisagent la création d'une communauté économique - Les responsables politiques et économiques des pays voisins de la mer Baltique étaient réunis cette semaine à Tallin (capitale de l'Estonie), afin de discuter de l'approfondissement de leur coopération. La Suède, l'Allemagne, la Finlande et le Danemark ont noué depuis longtemps entre eux des liens commerciaux étroits et souhaitent développer leurs relations avec les anciennes Républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Dans son discours prononcé mercredi 20 novembre, le premier ministre estonien, M. Edgar Savisaar, a évoqué la possibilité de créer une « communauté économique propre semblable à celle de la Méditerranée ».

La confédération italienne CGIL adhère à la Cisl - La centrale syndicale italienne CGIL (cinq millions de membres, proche de l'ancienne Parti communiste) a adhéré à la Confédération internationale des syndicats libres (Cisl), qui, fondée sur une base anticommuniste,

regroupe dans le monde la plupart des syndicats réformistes. Cette affiliation a été approuvée à l'unanimité du comité exécutif, a indiqué mercredi 20 novembre la Cisl, dont le siège est à Bruxelles. Celle-ci regroupe 151 organisations syndicales (dont FO et la CFDT pour la France) de 108 pays, représentant près de 110 millions de membres.

La CEE autorise une augmentation du capital d'Air France - La Commission de Bruxelles a autorisé - comme prévu - le 20 novembre le gouvernement français à apporter deux milliards de francs supplémentaires au capital d'Air France (le Monde du 21 novembre). Cette augmentation de capital est destinée à apporter à la compagnie une partie des cinq milliards de francs dont elle a besoin pour faire face, notamment, à l'achat de 66 avions d'Ile à 1993. Les négociations se poursuivent avec la BNP, qui apporterait un milliard de francs de capital. Les deux milliards de francs manquants proviendraient de l'émission de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDF).

Le Monde des Carrières

CABINET D'INGÉNIEUR LINGUISTIQUE CONSEIL ET FORMATION recrute

UN CONSULTANT FINANCIER A VOCATION COMMERCIALE

Pour l'exploitation et le développement de son portefeuille d'affaires grand compte dans le domaine financier.

COMME NOUS VOUS ETES SÉRIEUX, SYMPATHIQUE

Votre formation : minimum bachelier, anglais, bac + 4 avec une expérience professionnelle de 5 ans, dont une année minimum à l'étranger.

RENCONTRE-NOUS 45-22-34-74

CABINET STARLANGUES

Pour notre Centre d'aide situé à Bry-sur-Marne (extérieur de 60 places pour visites individuelles mentales et physiques), nous recherchons un directeur

UN DIRECTEUR

Formation ENSP ou expérience dans fonctions similaires. Rémunération suivant Convention collective 1986.

Adressez votre candidature, CV, photo, à : M. le Directeur Association Léopold-Bellan 84, rue de Rocher 75008 PARIS

ORG. PUBLIC recherche

TRADUCTEUR ITALIEN

Tx. licence + allemand assuré. Tél. : 45-26-33-41 M. DUPUY.

DEMANDES D'EMPLOIS

CAP. LONG COURS GÉO. INF. ET ÉTRANGER Form. CIV. Dr. Control. BERGEN 31230 COULELLES

ARTS GRAPHIQUES

J.F. DILPOMÉ CAP Montage - incorporation Contraintes - Placage 1 an expérience. Étude propositions. Tél. 45-50-55-11

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

M² ST-SULPICE (grd) Pptaire vend (grd) 2 P. 71 ch. 45-45-37-50

R. ASSAS 3 p., 11 ch., 8 de bns, w.-c. indépendant, excellent emplacement, tapis, escal., clim. 1 500 000 F. 45-86-01-00.

7^e arrdt

SUR CHAMP-MARS Apt de récept. 206 m² incl. Carr. Park. Escaliers. STUDES SUPRÉS. 45-53-58-58

ASSEMBLÉE NATIONALE (grd) Pptaire vend (grd) 2 P. 71 ch. 45-45-37-50

11^e arrdt

Part. à part. Av. Parmentier P. de L. Superbe 2 P. 11 ch. Part. d'art. 45-45-37-50

13^e arrdt

Particulier vend dans imm. « ARTS DECO » VASTE DUPLEX 7 P. 11 ch. 500 000 F. 45-81-45-56

92

BOULOGNE Réalisation BREGUET Immeuble ancien de Proche M² M. Ségret Beau 4/5 P. Ségret 45 m² Livraison 1^{er} sem. 92 Prix de 2 370 000 F.

Tél. 47-58-07-17

ASNIÈRES

Part. vend apt. de 75 m² Tout confort. Immeuble 1974 Parking int. Tél. 40-85-08-69

95-Val-d'Oise

SANNOIS 95 PROX. Très conviviales. 8^e R^e APPT 4 P. DUPLEX 80 m² + 14 m² terrasse, 2 wc, s.d.b., nls aménagés. Frais notaires réduits (5 %).

900 000 F. Tél. 34-14-54-14 dom. Tél. 34-51-55-11 bar.

Province

DEAUVILLE Dans IMMEUBLE résident., parc, w.-c. indépendant, excellent emplacement, tapis, escal., clim. 1 500 000 F. 45-86-01-00.

SETE (34) - Plain Sud Face à la mer et aux plages. Pptaire vend (grd) 2 P. 71 ch. 45-45-37-50

ANNEXE A vendre, tout type P. 53 m² + terrasse + 10 m² de balcon, w.-c. indépendant, excellent emplacement, tapis, escal., clim. 1 500 000 F. 45-86-01-00.

locations meublées demandées

Paris

URGENT Particulier cherche à louer dans Paris CHAMBRE AVEC DOUCHE (meublée ou non) Lover : env. 1 500 F cc Tél. : 45-35-78-14 (rép.)

pavillons

PARTICULIER vend PAVILLON OZON-LA-FERRIÈRE (77) 4. Cuisine aménagée, séjour, salle à manger, 2 chbrs, w.-c., salle de bains. CHAUFFAGE, GARAGE, JARDIN. Prix : 720 000 F.

Tél. : 60-02-82-46.

Près Mairie

Part. vend pavillon 74 dans lotissement. 80 m², garage, jardin, terrasse. Prix : 520 000 F. Tél. : (91) 54-04-19 (bure.) (91) 51-87-68 (après 19 h.)

villas

MARNES-LA-COQUETTE Part. vend sur terrain 658 m² villa p.d.t. 180 m² hab. sur 2 chbrs. Ség. 45 m² avec cheminée + 3 chbrs, terrasse 30 m² plain sud. Gar. 50 m². Cave 12 m². Contrats à entretenir. Ség. vue Impressionn. Vendue. 2 900 000 F. 47-23-50-58 h.s. 47-41-51-72 art et w.-c.

appartements achats

Rech. URGENT 2 P. à 4 P. PARIS prêt. 50. 60. 70. 140. 150. 160. 4. 5. 12. av. ou en terrasse. FAIRÉ direct. 45 ou par SDCZ. 45-73-48-07 même soir.

propriétés

VO CAUSE SUCCESSION à MONTARGIS, 50 km de Paris, très belle. 45 ou par SDCZ.

ANCIEN PRESBYTÈRE

3 P. CACHET BAÏRE. Carré noble + grds dépendances av. belle vue sur le canal. 3000 m² BORDE PAR CANAL. SITE PRIVILÉGIÉ. Px int. : 1 200 000 F. Crédit 100 % poss. + 161. 24 h s/24

(16) 38-85-22-82

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL Bureaux modernes, services, Démarches R.C.-R.M. SOUS-LOCATIONS CHIFFRÉS 47-23-56-47 NATION 43-41-81-81

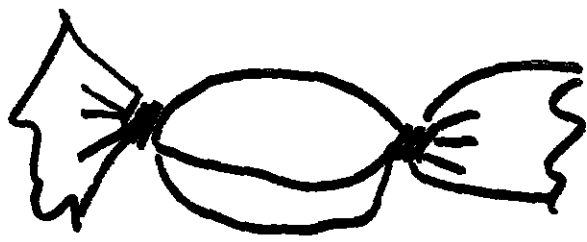
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS Constitution de sociétés et services. 43-55-17-50

CHAMPS-ÉLYSÉES (très près) triplex d'or 240 m² BUREAUX. Aménagements modernes. Archives 35 m², 4 parkings. Loyers très intéressants. Bail 3/6/9 null. Repaire justifié. Intermédiaires à abstenir. Tél. : 46-43-03-04.

fonds de commerce

Ventes

MÉGÈVE Vds MAGASIN TT COMMERCE Galerie comm. ol. centre ville. 10 m de vitres. 30 m² + 20 m² 1/2 st. Fond commerce 560 000 F. Loyers 5 000 F. Vds dire sur demande. T. 50-21-15-58



- Certaines récompenses font tomber les dents, Plume en herbe les fait pousser.



"Plume en herbe"

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992 AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2^d décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan. 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minut 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1992.



NATHAN Le Monde

1991-1992 : 50^{ème} anniversaire.

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

لغة من لسان

ÉCONOMIE

REPÈRES

CONJONCTURE

Forte reprise des mises en chantier de logements aux Etats-Unis

Les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont progressé de 7,3 % en octobre, enregistrant ainsi leur plus forte hausse depuis février dernier (+ 17,1 %). La forte reprise des mises en chantier le mois dernier a surpris les experts, qui tablaient généralement sur un léger recul. Elle constitue une bonne nouvelle pour l'économie américaine, victime actuellement d'une croissance anémique et menacée d'une rechute dans la récession. Autre élément positif pour la construction, les demandes de permis de construire, bon baromètre de l'évolution prochaine de l'activité, ont continué à progresser en octobre, avec une hausse de 5,4 % après une augmentation de 3 % en septembre. — (AFP)

MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse des prix en France

Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 5 % (en francs) entre octobre 1990 et octobre 1991. En un mois (de septembre à octobre 1991), les prix ont baissé de 1,2 %. Les prix des matières ali-

mentaires (denrées tropicales et oléagineux) ont baissé de 2,8 % en un mois mais augmenté de 7,2 % en un an. Les prix des matières industrielles (organiques et minérales) ont baissé de 1,2 % en un mois et de 5 % en un an. Si les prix des phosphates, des métaux précieux, du minerai de fer et du caoutchouc naturel sont en hausse par rapport à octobre 1990, les prix des métaux non ferreux, des pâtes à papier, des bois tropicaux, des fibres textiles naturelles sont en baisse.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Rattrapage français

L'indice mensuel de la production industrielle française (énergie et BTP non compris), calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985, s'est inscrit à 111,3 en septembre 1990, contre 112,7 en août, soit une baisse de 1,3 % en un mois. La production manufacturière se retrouve ainsi à peu près au niveau atteint en septembre 1990. La baisse de septembre est cependant trompeuse : elle dissimule un réel et fort mouvement de rattrapage du recul enregistré fin 1990 début 1991, rattrapage qui s'est produit à partir de mars. Ainsi, la production industrielle a progressé de 1 % au deuxième trimestre puis encore de 1 % au troisième trimestre, ce qui correspond à un rythme de 4 % l'an sur les six derniers mois. Cette forte reprise est cependant fragile car elle a été, pour l'essentiel, le fruit de l'automobile et des exportations.

INDUSTRIE

Résultats en diminution au premier semestre

La crise économique affecte les électroniciens japonais

L'industrie japonaise de l'électronique grand public traverse une passe difficile. Les uns après les autres, les grands fabricants publient des résultats en diminution sensible pour le premier semestre de l'exercice 1991-1992. Numéro un mondial de la spécialité, le géant Matsushita (marques Panasonic, Technics, National, Quasar) avait ouvert la marche, en annonçant une baisse de 40 % de son bénéfice net. Peu de temps après, ce fut au tour de sa filiale JVC de reconnaître que ses affaires n'étaient pas brillantes avec 30 % de profits en moins. Pioneer n'a pas été plus gâté (- 27 %), comme Hitachi (- 22 %) et Citizen (- 16 %). Sony s'est à peine mieux tiré d'affaires (- 13,3 %). Tous les fabricants reconnaissent que le deuxième trimestre a été particulièrement mauvais. Raison de ces revers : la récession aux Etats-Unis, plus sévère que prévu, le manque de dynamisme des marchés européens, la hausse du yen, le durcissement de la concurrence et, au Japon, le ralentissement de l'économie conjugué à la confusion régnant sur les marchés des capitaux. Une situation qui ne devrait pas s'arranger. Sony prévoit une baisse de 43 % du bénéfice de sa maison mère accompagnée d'une hausse de 6 % des ventes.

Après l'autorisation de Bruxelles

Courtaulds et SNIA regrouperont leurs activités « fibre d'acétate »

Le groupe chimique britannique Courtaulds et la société italienne SNIA Fibre, filiale de Fiat, fusionneront leurs activités « fibre d'acétate » — produits destinés à l'industrie textile — si la Commission européenne l'autorise. Une société commune, Novaceta Ltd, sera créée, regroupant le secteur fibre acétate de Courtaulds, la division Industrie Tessili Vercelli de SNIA Fibre et Novaceta SpA, un joint-venture déjà détenu par les deux groupes en Italie. Le chiffre d'affaires du nouvel

ensemble s'élèvera à 120 millions de livres (1,17 milliard de francs). Courtaulds, qui recevait 6,5 millions de livres (63 millions de francs) de SNIA, conservera la totalité de ses autres activités dans l'acétate (étoupe de filtres à cigarettes, films, flocons). Le groupe britannique a annoncé, mercredi 20 novembre, une hausse de son bénéfice semestriel impossible (96,4 millions de livres contre 87,1 un an plus tôt) ; il engage les premiers résultats de son plan de restructuration : sa marge d'exploitation atteint désormais 10,2 %.

Information SICAV - FCP

LE CREDIT AGRICOLE ALLEGE SA GAMME D'OPCVM

Les évolutions récentes de la réglementation et des marchés conduisent le Crédit Agricole à proposer à sa clientèle un aménagement de sa gamme de SICAV et de Fonds Communs de Placement (FCP). Dans ce cadre, 4 projets de fusions ont été décidés par les Conseils d'Administration des SICAV, et de SEGESPAR GESTION, société gestionnaire des FCP.

Ces opérations qui ont reçu l'agrément des autorités de tutelle, seront soumises à l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires des SICAV concernées.

ABSORPTION DU FCP AGRI-BOURSE PAR LA SICAV UNIVERS-ACTIONS

La fusion est prévue le 14/12/91 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire d'UNIVERS-ACTIONS du 4/12/91, ou du 12/12/91 si le quorum n'était pas atteint. A compter du 6/12/91, à 12 h, les opérations de souscription ou de rachat d'AGRI-BOURSE ne seront plus possibles.

ABSORPTION DU FCP AGRI-ASSOCIATIONS PAR LA SICAV UNI-ASSOCIATIONS

La fusion est prévue le 17/12/91 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire d'UNI-ASSOCIATIONS du 6/12/91, ou du 16/12/91 si le quorum n'était pas atteint. A compter du 6/12/91, à 12 h, les opérations de souscription ou de rachat d'AGRI-ASSOCIATIONS ne seront plus possibles.

ABSORPTION DU FCP AGRI-OR PAR LA SICAV ORACTION

La fusion est prévue le 14/12/91 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ORACTION du 4/12/91, ou du 12/12/91 si le quorum n'était pas atteint. A compter du 6/12/91, à 12 h, les opérations de souscription ou de rachat d'AGRI-OR ne seront plus possibles.

Une lettre sera adressée à chaque porteur de parts de FCP, précisant les modalités de ces fusions. Les porteurs qui ne souhaiteraient pas participer à l'opération pourront demander le rachat sans frais de leurs parts ou des actions obtenues dans les 3 mois suivant la date de publication des avis au BALO (4/11/91).

ABSORPTION DE LA SICAV FUTUROBLIG PAR LA SICAV UNIRENTE ET CHANGEMENT DE NOM D'UNIRENTE QUI DEVIENT « OBLIFUTUR »

La fusion et le changement de nom sont prévus le 14/12/91 sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires de FUTUROBLIG et d'UNIRENTE du 4/12/91, ou du 12/12/91 si le quorum n'était pas atteint. A compter du 11/12/91, à 12 h, les opérations de souscription ou de rachat de FUTUROBLIG ne seront plus possibles.

Les traités de fusion ont été déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Paris et peuvent être obtenus auprès de SEGESPAR, SEGESPAR-GESTION, et au siège des SICAV, 90 Boulevard Pasteur 75015 Paris.

SEGESPAR

COMMUNICATION

A l'instigation des conservateurs britanniques

Le Parlement européen amende le projet de directive sur les normes de télévision

Le Parlement européen a amendé, mercredi 20 novembre, le projet de la Commission de Bruxelles sur les normes de télévision par satellite dans un sens un peu plus favorable aux préoccupations de Philips et Thomson. M. Filippo Pandolfi, chargé du dossier au sein de l'exécutif communautaire, s'est engagé à soutenir l'essentiel des modifications souhaitées par l'assemblée, devant les ministres des télécommunications des Douze qui se réuniront le 5 décembre dans la capitale belge. La France et le Japon ont par ailleurs annoncé la création d'un groupe de travail commun sur les systèmes de conversion entre normes de télévision haute définition.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le vote du texte parlementaire sur les normes de télévision par satellite — adopté par 218 voix pour, 78 contre (essentiellement les représentants britanniques) et une partie des socialistes italiens et allemands) et 20 abstentions — a donné lieu à un incident grotesque. Les conservateurs anglais, toujours soucieux de combattre une législation communautaire aussi peu contraignante soit-elle, ont mis à profit leur habileté manœuvrière pour faire voter un amendement qui, pris à la lettre, signifie que la Communauté accepterait la concurrence sur son marché de plusieurs normes de télévision haute définition (TVHD).

La directive présentée par Bruxelles dit, et cette clause n'a jamais soulevé la moindre discussion : « Pour toute diffusion de service de TVHD non exclusivement digitale (numérique), seule la norme HD MAC peut être utilisée. » Prenant en défaut la vigilance de la majorité des députés, appelés comme la plupart du temps à se prononcer dans la précipitation, les élus britanniques ont réussi à faire supprimer l'adjectif « seule ». Or toute la bataille d'aujourd'hui vient de ce que les

Etats membres de la CEE ont décidé dès 1985, afin de ne pas être pris de vitesse par la norme japonaise MUSE, d'imposer sur leur territoire le HD MAC et la norme intermédiaire D2 MAC, développées par les industriels européens. L'oubli est de taille. Et jeudi 21 novembre, plusieurs députés européens sont venus devant l'hémicycle, affirmant avoir voté « par erreur » ce nouveau texte.

M. Gérard Caudron (PS), auteur du rapport présenté devant l'hémicycle européen, a sans doute raison de considérer que l'incident n'aura aucune conséquence pratique. Pour ce faire, il faudrait que la Commission — et que le conseil des ministres des Douze la suive — reprenne à son compte l'amendement britannique. Il n'empêche : les mentalités ont sérieusement évolué depuis l'adoption en 1985 de la première directive communautaire sur l'imposition du D2 MAC.

Maintenant, il ne s'agit plus que de sauver les meubles après les avatars qu'a connus la législation qui s'applique à la fin de cette année (le Monde du 13 novembre). La voie d'un texte contraignant étant fermée, tant les oppositions sont grandes parmi les pays membres, la majorité des parlementaires a songé à des incitations financières pour que les radiodiffuseurs utilisent la norme D2 MAC et favorisent l'achat du format 16/9, ce format d'écran rectangulaire qui doit remplacer progressivement celui des téléviseurs actuels. C'est ainsi qu'il est demandé au budget des Douze de consentir un « financement raisonnable » aux services existants qui accepteraient de développer les transmissions D2 MAC (il est attendu que les nouveaux services devront utiliser exclusivement la norme D2 MAC).

M. Filippo Pandolfi, en charge du dossier à la Commission, songe à une enveloppe quinquennale de 1 milliard d'euros (7 milliards de francs) afin de favoriser l'opération. La difficulté est que le commissaire n'a pas obtenu, à ce stade, le soutien de ses collègues de l'exécutif communautaire dont nombre d'entre eux, qui plus est, sont sceptiques sur la volonté des ministres du budget de la CEE d'ouvrir la ligne de crédit envisagée. MARCEL SCOTTO

Perte de lecteurs et divisions internes

Le quotidien alternatif allemand « Tageszeitung » en crise

BERLIN

de notre correspondant

La réunification allemande sonne-t-elle le glas de la Tageszeitung, quotidien d'une scène alternative ouest-allemande qui a décidéément bien du mal à remettre les pendules à l'heure de la nouvelle Allemagne ? Accablée par une perte de lecteurs et des problèmes financiers qui remettent en cause son existence, la dernière crise qui vient de secouer le journal s'achève sans apporter beaucoup d'espoir pour l'avenir. Le changement de structures de la société éditrice, adopté le week-end dernier à Berlin, où la « Taz » a son siège, est loin de correspondre aux attentes de cheval, idéologiques et financiers, qu'une majorité des journalistes du journal estimaient nécessaires pour sortir de l'ornière.

Un contre-modèle

La « Taz » était jusqu'à présent la propriété de l'Association des amis du quotidien alternatif Tageszeitung, regroupant les deux cents salariés du journal, employés et journalistes confondus. Le salaire unique était d'environ 5 000 francs. Désormais, il prend le statut d'une coopérative des salariés et des lecteurs. Cette coopérative proposera au public des parts d'une valeur de 1 000 deutschemarks — 3 400 francs — avec un maximum possible de cinquante parts. Les porteurs — suivant la règle coopérative « un homme, une voix » — auront qu'un droit de vote, quel que soit leur nombre de parts. La solution préconisée par la rédaction prévoyait la création d'une SARL, qui aurait cherché des partenaires dans le monde de l'édition pour procéder à une véritable relance. Elle s'est heurtée à un refus des autres collèges.

Créée vers la fin des années 70 par des militants d'extrême gauche, la « Taz » se proposait d'être un contre-modèle de presse à l'instar de son grand frère français, Libération.

Les tentatives d'adapter la formule, suivant l'exemple du quotidien parisien, se sont toujours heurtées à Berlin au dogmatisme des gardiens du temple, pour lesquels Libération n'est que le reflet de la « trahison » de la gauche française. Porté par la vague écologiste des années 80, qui avait besoin d'un support, le journal n'a jamais pu sortir d'un militantisme austère, qui satisfaisait peut-être son électoralat de base mais l'empêchait d'élargir son public. Comme l'ensemble de la gauche alternative, il a mal vécu la réunification. Il n'a réussi ni son implantation à l'Est, ni réussi à trouver de nouveaux thèmes porteurs à l'Ouest. Sa diffusion, qui n'avait jamais dépassé les 80 000 exemplaires, est retombée à 60 000.

Les espoirs de changement des rénovateurs se sont une nouvelle fois heurtés aux nostalgiques de la scène alternative berlinoise, qui ont bien du mal à sortir de l'ombre de leur ancien maître. Plusieurs journalistes, dont la rédactrice en chef, Georgia Tornow, ont claqué la porte. Inquiets de la perte que serait pour eux la disparition du seul support malgré tout un peu original de la presse quotidienne allemande, un groupe d'intellectuels de Francfort — parmi lesquels Daniel Cohn-Bendit, adjoint au maire — avaient appelé le 10 novembre dernier les salariés du journal à accepter le changement et à ne pas se laisser enfermer dans de mauvaises intrigues.

HENRI DE BRESSON

Précision. — Après la reprise de la Tribune de Genève, la Nouvelle Société, créée en Suisse par Edipresse (75 %) et la régie Publicitas (25 %), ne contrôlera pas directement le quotidien jurassien le Démocrate et le journal valaisan le Nouvelliste, mais y détiendra des participations minoritaires de respectivement 40 % et 37 % (le Monde du 20 novembre).

Le Monde AFFAIRES

La crise existentielle de la Bourse de Paris

Alors que le marché est dans une phase dépressive, que les turbulences de New-York ne font qu'aggraver, les investissements apparaissent comme « surdimensionnés » et la profession regrette l'absence de produits attractifs

LES sautes d'humeurs de Wall Street, depuis le vendredi 15 novembre, inquiètent l'ensemble des places internationales et fragilisent plus particulièrement celle de Paris qui depuis l'automne est en proie à une crise existentielle. « La Bourse est au plus mal », entend-on de toute part chez les intervenants petits ou grands, qui saluent dans le même temps les performances techniques du système informatique. La Bourse de Paris dispose d'un formidable outil mais n'a rien pour l'alimenter. Elle ressemble en quelque sorte à une raffinerie flambant neuf, mais sans pétrole pour la faire tourner. D'où la difficulté des intermédiaires dans un marché qui de plus traverse une crise grave.

D'un côté, les intermédiaires ont financé un équipement conçu aux heures fastes de la Bourse et jugé aujourd'hui « surdimensionné ». De l'autre, ils ont dû s'équiper tout en se livrant à une concurrence acharnée dans un marché en récession et qui, depuis juillet 1989, n'est plus protégé par des barrières fixes de courtages. Le montant des investissements est éloquent tout comme, à l'inverse, les résultats des sociétés et l'évolution des effectifs.

La soixantaine de charges d'agent de change, devenues sociétés de Bourse en 1988, ont apporté les 200 millions de francs nécessaires à l'élaboration du système informatique de cotation assistée en continu (CAC). Mieux, le Fonds de modernisation de la Bourse, créé en 1986 et dissous au mois de juin dernier, a collecté auprès des intermédiaires 868,254 millions de francs grâce à une taxe prélevée sur les courtages jusqu'en juillet 1989. La quasi-intégralité de ce fonds (688,752 millions) a été allouée à la conception et au développement du système de règlement-livraison de titres (RELIT). Après une montée en puissance progressive depuis plus d'un an, ce système informatique a



été étendu à l'ensemble des transactions depuis le 24 octobre. L'échéance du terme boursier de novembre est importante, puisqu'elle permettra de connaître la fiabilité de ce modèle unique de règlement-livraison.

De plus, cette modernisation « à marche forcée » s'effectue sur un marché où le volume des échanges quotidiens s'est contracté (entre 30

et 50 % selon les jours en comparaison des niveaux de 1988), les sociétés de Bourse ont été contraintes dans un premier temps d'entamer une cure d'amaigrissement. De source syndicale, depuis le début de l'année, 782 emplois ont été supprimés représentant près de 13 % des effectifs globaux. La concurrence acharnée que se livrent les sociétés de Bourse a aggravé la situation

financière de certaines et contribué à la fermeture ou plus pudiquement à la mise en sommeil d'une douzaine d'entre elles. Sur les six premiers mois de l'année, seule une petite dizaine d'intermédiaires gagneraient de l'argent, et plus d'une trentaine seraient dans le rouge. Les pertes cumulées, hors prise en compte de résultats exceptionnels - oscilleraient entre 200 et 400 millions de francs selon les rumeurs. L'Association française des sociétés de Bourse (AFSB), organisation patronale, soucieuse de calmer le jeu s'est contentée jusqu'à présent d'affirmer que le niveau se situe nettement en dessous des 150 millions de francs.

« Il faut marquer une pause »

« Il faut marquer une pause dans les investissements et diminuer les prélèvements nécessaires au fonctionnement du marché et de son exécutif », la Société des Bourses françaises (SBF), entend-on dans les restaurants autour de la Bourse... Des gestes ont déjà été accomplis en ce sens par la SBF, mais ils sont jugés encore trop timides.

Industrie cyclique par excellence, la Bourse est actuellement dans sa phase basse. Cette dépression est accentuée par l'absence totale de produits encourageant l'épargne longue, et ce ne sont pas les « fausses privatisations » d'Elf-Aquitaine et du Crédit local de France qui relanceront à elles seules la machine. Le court terme est roi avec son profit facile, grâce aux placements mandataires. En attendant, les intermédiaires boursiers s'interrogent sur la durée de la dépression et tentent de se protéger, en négociant d'hypothétiques trêves sur les marges des courtages, tout en sachant que seuls les plus vaillants arriveront à s'en sortir. Et ils seront d'autant moins nombreux que la crise sera longue.

DOMINIQUE GALLOIS

Apparente unanimité autour de RELIT

En août 1986, Edouard Bellet, président de la SICOM (Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières), l'organisme de dépôt des titres, le soin de réformer les procédures de règlement attachées aux négociations des valeurs mobilières. Cette procédure, appelée règlement-livraison, consistait à établir, dès qu'une transaction a été effectuée, la chaîne d'échanges des titres et des espèces entre les intervenants.

Un projet appelé RELIT (règlement livraison) est alors arrêté pour remplacer les vingt-trois filières existantes et surtout pour mettre un terme aux suspenses de ces transactions non dénouées qui ont brutalement augmenté après le krach d'octobre 1987. Il a aussi pour objectif de s'aligner sur les normes internationales, en ramenant la durée des transactions de treize à cinq jours, puis dans un futur proche à trois jours. L'investissement est alors pris en charge exclusivement par la profession grâce à la constitution d'un fonds de modernisation de la Bourse. Les prévisions tablées sur un coût de global 400 à 450 millions de francs, il atteindra en final 688,752 millions.

Comme le souligne Guy Suant, président du GIE RELIT : « Il faut replacer RELIT dans son contexte. » Celui de la modernisation de la place de Paris. Les réformes commencent à l'époque à trouver leurs limites, avec bien sûr le système CAC (cotation assistée en continu), les nouveaux produits financiers (Matif, Monop). Dans le même temps, un effort accru a dû être entrepris pour améliorer le back office (bureau du fond) où se traite la gestion des ordres.

Problème d'image

Après la dématérialisation des titres en 1984, restait à réformer le règlement-livraison, un projet difficile qui avait déjà fait l'objet de trois ou quatre études. Les pouvoirs publics souhaitaient que le projet aille vite. Un directoire fut alors nommé au sein duquel on retrouvait André Serre, président de la Sicovam, Régis Rousseau, au nom de la SBF, André Cukierman, représentant de l'AFEC (Association française des établissements de crédit) et de l'AFB (Association française des banques) et Guy Suant.

Dans un premier temps, pour recenser les moyens disponibles, le directoire choisit le cabinet de consultants Andersen Consulting. Andersen présentait deux avantages : son expérience des marchés financiers et une implantation mondiale qui lui permettait de recenser les systèmes existants.

La difficulté essentielle est alors liée au nombre et à la qualité des acteurs de la place parisienne, aux relations qu'entretenaient alors les sociétés de Bourse et les banques, à des structures de tailles variables, à l'avancement technologique disparate. Autant d'embûches pour mettre ces intervenants en dialogue... Le constat dressé par le consultant en 1986 mit en évidence un système « complexe, peu fiable, et coûteux » qui en outre pose « un problème de compétitivité par rapport aux autres places étrangères ainsi qu'un problème d'image ». D'octobre 1986 à juin 1987, Andersen réalise un schéma directeur. Entre juin 1987 et août 1988, le projet entre dans la phase de conception fonctionnelle.

Puis arrive la dernière ligne droite qui va de 1988 à 1990. Andersen Consulting devient le maître d'œuvre du projet. Charge à lui de mobiliser des équipes, qui comprendront jus-

qu'à 300 personnes. Restait le choix du réseau pour mettre en œuvre l'ambitieux projet. Plutôt que d'en créer un, les concepteurs convinrent de se raccorder à l'un d'entre eux déjà existant : SIT (Système interbancaire de télécompensation) mis au point par la firme de service informatique Cap-Ses au milieu des années 80. Ce réseau permet l'acheminement de l'ordre de Bourse en quelques secondes, et ce en toute sécurité et confidentialité. Pour Jacques Richer (Cap-Ses), « ce système est complètement novateur. Hétragone, employant du matériel Bull et Digital, il est réparti, offrant ainsi une bonne résistance aux pannes. Il est complètement sûr et confidentiel. De plus, il apporte la notification des échanges avec la preuve et la garantie du transport de l'information ».

La projet enfin achevé, le système a commencé à fonctionner au mois d'octobre 1989, sur le marché de gré à gré. Au mois de novembre, la montée en charge de RELIT se poursuivait sur le comptant pour finalement s'achever en octobre 1991 avec l'intégration de la totalité des valeurs du compartiment à règlement mensuel (RM). Et malgré quelques difficultés techniques, RELIT fonctionne bien puisque 90 % des avis d'opérations émis sur le RM sont délivrés le jour même ou au plus tard le lendemain avant l'ouverture de la Bourse.

Ce bilan plutôt positif est partagé par Philippe Andrieu, directeur de la compensation et de la garantie à la SBF : « Nous avons maintenant un outil fiable qui n'est plus remis en cause. Nous sommes entrés dans une phase de production où la chambre de compensation est l'organe principal du système. Celle-ci se substituera à chaque fois qu'il sera nécessaire à l'intervenant défaillant pour qu'il n'y ait pas de rupture au niveau de la chaîne de transactions ».

Globalement, les utilisateurs sont satisfaits. Les problèmes qui subsistent ne sont pas directement liés au système mais plutôt à son environnement. Chez De Compigne, comme dans les autres sociétés de Bourse, on attend le dénouement de ce mois boursier avec impatience. Mais comme le souligne son directeur général, Jacques Barabé : « Il ne faut pas se contenter d'écouter le ronronnement du moteur, maintenant que la machine est lancée. Il faut se tourner vers l'avenir, et pour cela deux choses me semblent primordiales. Dans un premier temps, faire que les émetteurs substitués le titre nominatif au TPI, qui permet d'identifier l'actionnaire. Il faut ensuite faire en sorte que les banques adhèrent, elles aussi, à la chambre de compensation et que celle-ci, à l'avenir, ne regroupe plus que les seules sociétés de Bourse ».

Dernier point souvent évoqué, le surdimensionnement de l'outil. Tout le monde convient que le choix s'est fait à une période où les marchés boursiers étaient florissants : en 1986-1987, environ 75 000 avis d'opérations par jour étaient dénombrés, aujourd'hui il faut compter sur 25 000 à 30 000 avis quotidiens en moyenne. A contrario, est-il objecté, que serait-il advenu du système s'il avait été calculé d'une façon trop modeste ne résistant pas à des flux d'échanges importants ? Comme le note Philippe Andrieu, reste à savoir si la crise de la place parisienne est structurelle ou conjoncturelle...

D'une certaine manière, la faiblesse des flux d'échanges est une aubaine. Il est plus facile de gérer le nouvel outil dans le calme que de commencer à pleine puissance dès les premiers jours de roue.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Moderniser, pour qui et pour quoi ?

Le marasme de la place parisienne traduit une désaffection du public pour les valeurs mobilières à risque

La Bourse de Paris s'est modernisée : fort bien. Le système RELIT est très efficace : encore mieux. La transparence du marché est presque parfaite : tant mieux. Mais comment tous ces atouts sont-ils utilisés à l'heure actuelle ? Très mal. Les échanges sont souvent squelettiques, en tout cas bien inférieurs aux capacités de traitement, et les professionnels se plaignent à longueur de journée, qu'il ne se passe plus rien sur le marché. Bien plus grave, la Bourse ne remplit plus son rôle de pourvoyeur de fonds propres pour les entreprises : au 30 septembre 1991, les augmentations de capital par appel public à l'épargne ne s'élevaient qu'à 15,9 milliards de francs, contre une soixantaine de milliards de francs en 1990.

Le rapport « Equinoxe » rédigé, au premier semestre 1991, par douze personnalités du marché de la Bourse, de la banque, de l'assurance, de l'industrie et de la communication, et publié au début de l'été (le Monde du 12 juillet) tire la sonnette d'alarme et se montre, même, très sévère : « L'ensemble des mécanismes qui se sont mis en place au cours des années 80 a fonctionné comme un destructeur et jamais comme un apporteur de fonds propres. » Parmi ces méca-

nismes, citons, au premier rang, les OPCVM, essentiellement les Sicav de trésorerie qui drainent, actuellement, plus de 1 100 milliards, dont, selon le rapport, la majeure partie s'est trouvée détournée des fonds propres des entreprises au profit des produits à court terme, au bénéfice quasi exclusif du Trésor et des banques. Seules, affirment les rédacteurs d'« Equinoxe », les compagnies d'assurances demeurent des apporteurs ou des conservateurs de fonds propres, se montrant des partenaires stables et fidèles, tout au moins jusqu'à ces derniers temps : le désir de décaler des plus-values gagne, à leur tour, leurs gestionnaires. A qui se fier, désormais, si ces investisseurs à long, et même à très long terme, que sont les assureurs ne résistent pas à une forte hausse des cours et se mettent à prendre leurs bénéfices ?

Quant au public, il boude les actions et tend même à s'en dégoûter, en faveur, précisément, de ces Sicav court terme qui rapportent bien davantage, sans encourir le risque des marchés. Au 31 octobre dernier, sur trois ans, selon les indices Euro-Performance, les fameuses Sicav monétaires, c'est-à-dire investies en produits financiers à courte durée, sans le danger d'une baisse de cours, ont offert à leurs

détenteurs une valorisation de plus de 30 %, contre 18,5 % seulement pour les Sicav d'actions. Paradoxalement, elles ont mieux fait que les Sicav d'obligations (+ 24 %), dont le rendement est théoriquement plus élevé, mais qui peuvent être affectées par des baisses en capital, lorsque les taux d'intérêt à long terme augmentent. En ce cas, on le sait, les cours de l'ensemble des obligations déjà émises fléchissent, afin d'aligner leurs rendements instantanés sur ceux du marché.

Conclusion d'« Equinoxe » : tous ces nouveaux produits d'épargne, surtout et y compris ceux fiscalement aidés, comme les Sicav de capitalisation, contribuent à « liquéfier » l'épargne longue : « Le détournement des flux est visible, organisé et réussi ». Les entreprises, pour se procurer des capitaux, préfèrent recourir directement aux banques, qui, par leurs réseaux, leur assurent la possibilité d'acquiescer des quasi-fonds propres, comme les TSDI, TSR, etc. C'est souvent moins cher, avec des formalités très réduites et des frais d'émission moindres importants. Ce phénomène de détournement au profit des banques, qui dans les années de grande prospérité et d'activité boursière (de 1984 à 1989) se virent délaissées par les entreprises pour les augmentations

de capital dans le public, est tout à fait significatif et révélateur de l'état du marché.

Dans ces conditions, quoi d'étonnant à constater, actuellement, des retraits réguliers (1,4 milliard de francs par mois) sur les Sicav d'actions, dont l'encours n'atteint même pas le quart de celui des Sicav de trésorerie ?

« Il ne se passe strictement rien »

En fait de constat, celui qui vient de dresser Bruno de Maulde, président du Conseil des Bourses de valeurs, devant les élèves de l'ESSEC, est plutôt inquiétant. « Le marché financier de Paris est au plus mal, les intermédiaires sont presque tous au bord de l'asphyxie, les volumes de transactions sont actuellement ridicules, et il ne se passe strictement rien en Bourse. » Pour lui, on assiste à une désaffection des investisseurs français et étrangers pour l'ensemble des produits de placement long, notamment pour les actions, dont le marché est « anémique ».

Sans doute, Bruno de Maulde ne détecte pas distiller des propos corrosifs, mais il s'empresse de tempérer son pessimisme par des pronostics plus rassurants. « Nous sommes en bas du cycle, car il est anormal que la France, dont l'économie se porte plutôt bien, ait une Bourse aussi désincarnée. » La place de Paris a entrepris un travail patient et coûteux, dont elle devrait récolter les fruits à terme. Il recommande l'amélioration de la capacité bénéficiaire des entreprises (elles voudraient bien !), la révision de la fiscalité des produits de placement (Bercy ne veut pas !), la baisse des taux d'intérêt (Pierre Bérégovoy serait si content !), la création d'importants fonds d'investissement, et une offre de titres suffisante grâce aux augmentations de capital et aux privatisations. Le dieu des boursiers l'entende !

FRANÇOIS RENARD

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

F. dim. Part.

هنا من الاصل

هكذا في السوق

AFFAIRES

L'espoir déçu des sociétés de Bourse

A un mois et demi de la suppression du monopole de négociation, décidée lors de la réforme de 1987, l'inquiétude domine sur la santé financière des ex-charges

A chaque époque son langage. Si celui des années 80 fut à l'image de l'opulence boursière, riche («golden boy»), agressif («raider, spiegle»), anglo-saxon et incompréhensible pour le non-initié, celui de la nouvelle décennie est austère. En un mot : triste, comme le marché. Les termes à la mode sont «mise en sommeil», pour parler des sociétés de Bourse «ayant interrompu leur activité de négociation», ou encore «négociateur», «compensateur» pour évoquer les futurs métiers des ex-charges.

A l'extinction des professions boursières due aux possibilités fabuleuses de gains a succédé l'inquiétude sur la situation des sociétés de Bourse avec des rumeurs alarmistes sur la santé financière de certaines. De l'individu, l'attention s'est portée vers la structure, avec peut-être la même tendance à l'exagération. De fait, à un mois et demi de la suppression du monopole de négociation des sociétés de Bourse, la situation est à l'opposé de celle prévue voilà quatre ans. Les augures avaient prédit une ruée sur les sociétés de Bourse. Elle s'est amorcée mais n'a pas eu de suite.

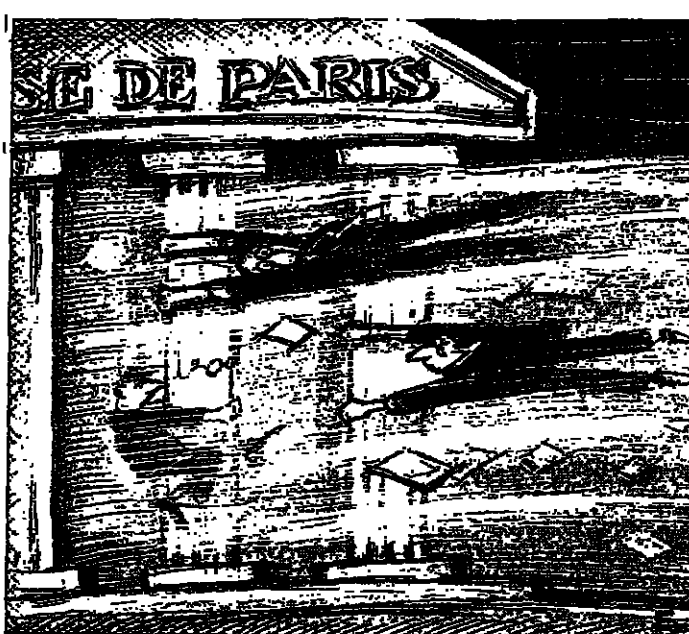
Le 10 mars 1987, Edouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances, annonçait à la stupéfaction générale une «réforme institutionnelle de la Bourse» prévoyant la transformation des charges d'agent de change en sociétés de Bourse. L'ouverture de leur capital aux établissements financiers et la suppression

du monopole de négociation des quarante-cinq charges parisiennes d'alors et des quinze implantées en province au 1^{er} janvier 1992. Immédiatement, les banques françaises et étrangères firent la tournée des agents de change qui n'en revenaient pas d'être subitement si courtisés. «J'ai dû en mettre à la porte», se souvient l'un d'entre eux.

Le temps de la désillusion

Le raisonnement des acquéreurs potentiels était simple : être immédiatement sur le marché boursier, car le nombre de sociétés à vendre était limité face à la demande. De plus, une fois le monopole disparu, toute firme intéressée devra obtenir un agrément des autorités boursières pour s'installer. Autant, donc, profiter de la brèche pour s'engouffrer dans les charges avant que le marché ne soit saturé et que les autorisations soient plus difficilement accordées. Les banquiers français le firent avec un tel empressement que certains les soupçonnèrent d'être mus par un esprit de revanche. Celui de pouvoir enfin mettre la main sur une profession point de passage obligé pour leurs transactions boursières et qui de ce fait gagnait beaucoup d'argent.

Pas une semaine ne se passa sans l'annonce d'une prise de participation dans une société de Bourse. Le krach d'octobre 1987 stoppa un moment les acquisitions, qui repré-



rent ensuite à des prix plus modérés. Vint ensuite le temps de la désillusion pour les repreneurs avec les premiers «accidents» de parcours, les difficultés financières et les scandales.

Le malaise culmina, en 1990, avec la faillite de Tuffier où, pour la pre-

mière fois de l'histoire, des clients particuliers virent leurs comptes bloqués. Ces crises multiples, sur fond de contraction du marché boursier, entraînent des regroupements et des fusions. Ainsi, depuis le début de l'année, treize sociétés ont interrompu leur activité de négociation,

deux sous-traitent auprès d'autres groupes, et une a été radiée.

Depuis onze mois, près d'une société de Bourse sur quatre a donc été mise en «sommeil». Les pessimistes y voient le signe d'un marasme boursier profond et redoutent que toute l'activité se concentre rapidement autour d'une demi-douzaine d'intervenants. Pour les opportunistes, au contraire, ces mises en sommeil multiples offrent la possibilité à des établissements français ou étrangers d'acquiescer à très bas prix un droit d'entrée en Bourse.

Une douzaine de belles demeures

La pénurie de sièges à l'approche de 1992 s'est finalement transformée en abondance de l'offre, face à une demande quasi inexistante, malgré les multiples rumeurs de groupes étrangers, et surtout japonais, intéressés par cette manne.

En marge de cette douzaine de belles endormies, vingt-huit sociétés de Bourse, sur les cinquante-huit recensées aujourd'hui, soit quasiment la moitié, sont détenues par des établissements français. Une douzaine de firmes sont possédées par des étrangers (britanniques, suisses, néerlandais, américains, allemands) tandis que trois ont choisi résolument de ne pas s'adosser à un établissement financier. Si la plupart traversent des situations difficiles, dues au ralentissement des affaires, elles ne

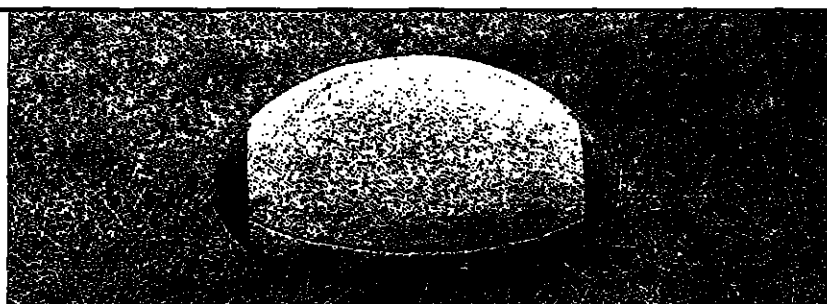
baissent pas pour autant les bras et s'interrogent sur la prochaine réforme concoctée par les autorités boursières.

Normalement, dès le mois de janvier 1992, les sociétés de Bourse auront à choisir précisément le métier qu'elles entendent exercer. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation, a décidé, au mois de septembre, de «segmenter» la profession selon deux critères : la négociation (achat et vente de titres), la compensation (responsabilité technique et financière du déroulement des transactions). A chacun de définir son activité, en pouvant opter pour plusieurs combinaisons - l'idée étant de permettre à plus d'intervenants d'intervenir directement sur le marché - afin de relancer le système en ayant sa tâche allégée s'il choisit d'être simple négociateur.

Les réactions à ce projet, dont le principe n'est a priori pas contesté, vont de la perplexité à la fureur. Perplexité pour beaucoup, car les règles n'ont toujours pas été publiées, et colère notamment chez les étrangers, car cet excès de réglementation n'existe nulle part ailleurs. Cependant, au fil de toutes ces réformes, un sentiment de malaise diffus transparait dans les salles de marchés, où les intervenants ont l'impression de ne pas être entendus ou associés aux décisions. Et d'y voir un signe supplémentaire de la prise en main de la Bourse par les banques.

D. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SPORTIFS, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRES DU BANQUIER DE VOTRE VILLE. 210F PAR ACTION.

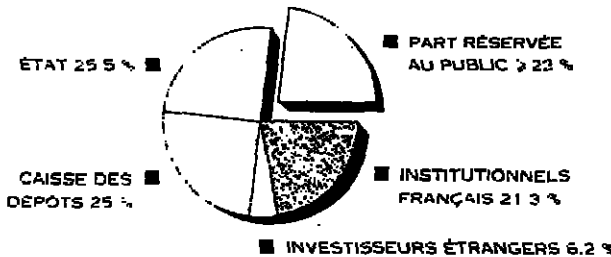
C'EST UN PLACEMENT SÛR

Quatre points forts démontrent la solidité et la puissance du Crédit local : la qualité de ses principaux actionnaires, l'Etat et la Caisse des dépôts ; la stabilité de sa clientèle, les collectivités locales ; la progression de ses résultats avec un bénéfice net consolidé 1990 de 948 MF en augmentation de 26,5% depuis 1988 ; le niveau de son bilan consolidé : 243 MdF fin 1990.

C'EST UNE VALEUR D'AVENIR

Leader du financement du développement local avec plus de 40% des prêts à l'équipement collectif, le Crédit local intervient sur un marché porteur. Banquier spécialisé, il accompagne de son expertise les innovations des décideurs locaux. Présent en Europe et aux Etats-Unis, son objectif est de réaliser 15% de son chiffre d'affaires à l'international en 1993.

STRUCTURE DU CAPITAL



Vous pouvez participer à l'opération en vous adressant aux banques, aux sociétés de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Epargne et au Trésor public.



Une note d'opération
visée le 18/11/1991 par la COB
est disponible sur simple demande
auprès des établissements
chargés de recevoir les ordres d'achat.
BALO du 7 octobre 1991

Pour plus d'informations,
téléphonez au
16 (1) 40 87 14 00
ou composez sur Minitel 36 16 CLF.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
ACHETEZ VOS ACTIONS JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 1991

Le brouillard du Stock Exchange ne manque pas de charmes

Ici l'ombre, là la transparence... Ainsi se résument, de manière un peu caricaturale, les différences qui poussent des investisseurs à acheter des actions françaises d'un côté ou de l'autre de la Manche selon leur stratégie. En optant pour le système français de cotation assistée en continu (CAC), ils bénéficient, sur un marché centralisé, d'un modèle informatique conçu pour garantir «l'équité, la liquidité, la transparence et aussi la sécurité des transactions». Le système enregistre en permanence les ordres d'achat et de vente, le nom de la société de Bourse qui les transmet. Il confronte et établit, à un moment donné, un prix unique d'échange pour chaque valeur.

Seul inconvénient du CAC, il ne permet pas toujours d'effectuer des transactions importantes en une seule fois, n'étant pas sûr de trouver en face, soit à la vente soit à l'achat, le même nombre de titres. L'ordre doit donc être fractionné pour être réalisé. Le risque est alors de ne pas pouvoir le réaliser rapidement et totalement. Pour plus de sûreté, le client opte donc pour Londres.

De même, si un industriel ou un financier souhaite acheter, voire vendre, rapidement et discrètement, une part importante du capital d'une société, il préférera passer par le marché britannique. Enfin, soucieux d'échapper à l'impôt de Bourse, de nombreux investisseurs font depuis longtemps leur marché à la City.

Une certaine opacité

Ainsi, ces différentes motivations détournent quotidiennement de l'autre côté de la Manche entre 20% et 40% des échanges. Ces flux concernent les quarante et une valeurs françaises négociées en Grande-Bretagne sur le système SEAQ International (Stock Exchange Automated Quotation System). La philosophie du modèle est à l'opposé de celle du CAC. Au lieu de reposer sur les ordres, le système dépend des prix. Des teneurs de marchés (market makers) affichent en permanence des fourchettes de prix à l'achat ou à la vente auxquels ils sont prêts à fournir des quantités de titres.

Si un investisseur veut tout de

suite un paquet important d'actions, à un cours donné, il s'adresse à un teneur de marché dont l'offre répond à sa demande. L'affaire est conclue. Au teneur de marché ensuite de trouver les actions promises - s'il ne les a pas déjà - sur la place d'origine, donc à Paris, à un prix de préférence moins élevé pour pouvoir gagner de l'argent. Pour pratiquer rentablement ce métier à risque de négociation de bloc, la condition essentielle est une certaine opacité. Or le SEAQ International offre cette condition puisque les transactions effectuées ne sont pas déclarées instantanément. Elles peuvent l'être dans la journée, voire le lendemain, si elles sont réalisées en fin d'après-midi. De plus, seuls sont publiés les montants des volumes échangés.

Même si les autorités boursières françaises ne cessent de répéter que le système britannique n'est pas un concurrent car il apporte de fait des affaires au marché national (les teneurs de marchés devant finalement chercher les titres dont ils ont besoin pour leurs transactions), cette situation les préoccupe. Et pour deux raisons. La première est d'ordre national, la seconde européenne. Ce flux pourrait alimenter directement la place française et regaillarder un marché morose. De plus, si un marché de bloc existait en France, il pourrait empêcher qu'à terme, dans la perspective européenne, le SEAQ International devienne l'un des systèmes de transactions indispensables de la Communauté.

Autant d'enjeux qui ont conduit les responsables français à créer une commission chargée de réfléchir sur la possibilité d'un marché des gros ordres en France, sans pour cela remettre en question le dogme de la transparence du CAC. L'étude devrait être rendue publique vers la fin de l'année, mais ne devrait pas comporter de solution révolutionnaire. François Bécot, responsable de cette mission, symbolise à lui seul toute l'ambiguïté du défi. La charge Bécot-Aillan qu'il dirige a été reprise par le britannique Warburg. A la City, il apparaît comme le pourfendeur du SEAQ, et au palais Brongniart comme le cheval de Troie de la perfide Albion.

D. G.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

AFFAIRES

La pollution coûte cher à l'industrie américaine

Les Etats-Unis ont dépensé l'an dernier 115 milliards de dollars pour protéger l'environnement. Le nouveau Clean Air Act va accroître le coût pour l'industrie. Les payeurs ne sont pas seulement les pollueurs

NEW-YORK
(correspondance)

A l'heure où l'Europe s'engage dans un programme accéléré de lutte contre la pollution, l'exemple américain donne matière à réflexion. Selon une étude récente de l'EPA (Environmental Protection Agency, Agence pour la protection de l'environnement), les Etats-Unis ont

dépensé l'an dernier 115 milliards de dollars (soit 2,1 % du PNB) pour réduire ou contrôler la pollution, et ils dépenseront vraisemblablement 185 milliards en l'an 2000 (en dollars constants), à condition que de nouvelles réglementations ne viennent pas alourdir la facture. Celle-ci représentera alors, toujours selon l'EPA, 2,8 % du PNB.

Les entreprises américaines acquiescent, grosso modo, 60 % de l'admission. Et elles la voient augmenter bien plus vite que ne l'aannoncé l'Agence fédérale. « Nous estimons qu'à elle seule la nouvelle loi pour l'élimination de la pollution atmosphérique (Clean Air Act) entraînera pour l'industrie des dépenses supplémentaires de 45 à 55 milliards de dollars, soit au moins deux fois plus que les estimations antérieures par l'EPA », déclare-t-on à la National Association of Manufacturers, qui rassemble les industriels.

La plus réglementée en matière de pollution, souligne Jon Holtzman, vice-président de l'Association des industries chimiques. Nous dépensons déjà 5 milliards de dollars par an pour lutter contre la pollution, et cette somme doublera dans les cinq ou six ans qui viennent. Il n'empêche, selon une étude effectuée en 1989 à la demande de l'association, le public américain considérerait l'industrie chimique comme étant moins « bonne élève » que les industries pétrolière ou nucléaire, écologiquement parlant. Seule l'industrie du tabac était encore plus mal vue ! Pis : une étude menée l'an dernier par Roper Organization pour un industriel de la chimie indiquait que 72 % des personnes interviewées étaient favorables à une réglementation renforcée.

« Nous avons fini par comprendre où était notre intérêt », reconnaît Jon Holtzman. Trop longtemps nous n'avons pas tenu compte de l'opinion publique. Maintenant, on nous a à l'œil. Or, dans un pays où 85 % de la population est attentive aux problèmes d'environnement, comment pouvons-nous, par exemple, espérer un jour attirer de jeunes ingénieurs si nous avons aussi mauvaise réputation ? C'est pourquoi nous sommes sans doute les seuls à mettre en place un programme de lutte contre la pollution aussi important au niveau d'une industrie entière. »

L'industrie pétrolière estime qu'elle devra investir 3 à 5 milliards de dollars pour produire une essence permettant de réduire les émissions d'oxyde de carbone de 20 %. Cette essence propre devrait être en vente cet hiver dans les quarante et une villes les plus polluées des Etats-Unis. Il en coûtera, paraît-il, environ 3 cents de plus par gallon (environ 3,8 litres) au consommateur. Conoco, de son côté, a commencé à mettre en vente dans quelques-unes de ses stations du propane. « Une voiture peut être modifiée pour fonctionner, au choix, au propane ou à l'essence, pour 1 800 à 3 000 dollars », selon un porte-parole de Conoco. Quant aux constructeurs d'automobiles, ils estiment que les futures « voitures propres » exigées par la nouvelle réglementation pourraient coûter 1 000 dollars de plus que les modèles actuels.

Ces considérations ont fini par être prises en compte par l'EPA aussi bien que par la Maison Blanche. « Etant donné, notamment, l'état actuel de l'économie, je suis inquiet de voir ce qu'il en coûte pour satisfaire la demande croissante [des Américains] en faveur de l'environnement », avoue William K. Reilly, administrateur de l'EPA. Pour lui, il convient de considérer des approches moins coûteuses, reposant moins sur un accroissement des contrôles que sur l'innovation en matière de prévention, par exemple. Un meilleur choix des « cibles » par rapport aux risques encourus est aussi nécessaire, dit-il.

William K. Reilly aurait-il été pris au mot par la Cour d'appel fédérale ? Celle-ci vient d'annuler une décision de l'EPA qui, depuis 1990, interdisait l'usage de l'amiante, cause de maladies graves, parfois mortelles, lorsqu'elle est inhalée. Selon les juges, interdire totalement l'usage de l'amiante reviendrait à dépenser 200 à 300 millions de dollars pour sauver sept vies sur une période de treize ans. Des chiffres qui, selon eux, méritent que l'EPA se penche sur des solutions moins onéreuses qu'une interdiction totale.

MARTINE LEVENTER

« Groupe chimique déménage village pour cause de sécurité »

BATON-ROUGE
(Louisiane)

de notre envoyée spéciale

La protection de l'environnement mène à tout. Y compris à déménager tout un village, pour créer une « ceinture verte » sur les terrains rachetés. C'est en effet ce que Dow Chemical Louisiana (troisième complexe chimique du groupe par la taille) a décidé de faire un beau jour de 1988. Morrisonville, près de Baton-Rouge, ses 87 maisons et ses 300 habitants, représentait une zone à risques. « Nos installations se sont beaucoup étendues depuis l'achat du terrain (une ancienne plantation de canne à sucre) : cela devenait dangereux pour les habitants de Morrisonville, dont les premières maisons touchaient presque notre grille. Malgré toutes les précautions prises, un accident est toujours possible dans un complexe comme le nôtre, qui produit plus de 50 produits chimiques dont certains très toxiques », explique Guy S. Barone, porte-parole de cette division du groupe. Jusqu'à présent, 15,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires au total.

Mais comment s'y prendre pour convaincre tout un village d'assumer ? Surtout lorsqu'il s'agit d'une communauté aussi ancienne et (apparemment) soudée que Morrisonville, créée voilà plus de cent ans, juste après la guerre civile par un groupe d'esclaves libérés. Dow Chemical décide de s'adresser à Moran, Stahl & Boyer, firme new-yorkaise spécialisée dans le relogement des cadres supérieurs. « L'essentiel de la population était pauvre, composée à 80 % de Noirs, la plus souvent descendante des fondateurs, en majorité illettrés, attachés à leur lopin de terre et habitués à vivre au milieu de leur famille et de leurs amis », raconte Michael J. Lythcott, responsable du programme mis en place. Les procédures habituelles devaient donc être repensées.

Une « bonne occasion »

C'est finalement le 16 mai 1989 que tous les habitants sont conviés à se réunir à l'église. Ce soir-là, Dow Chemical leur annonce avec toutes les précautions oratoires voulues que la firme est prête à leur acheter maisons et terrains, et à les aider à se reloger là où ils le souhaitent. L'offre est valable jusqu'au 16 mai 1990. Mais ce n'est qu'une offre : rien n'est obligatoire.

Le programme a été conçu avec délicatesse et doigté. On a pris en compte les réactions émotionnelles. Si certaines familles et leurs amis souhaitent rester ensemble, Dow construira un ou deux hameaux, à quelques kilomètres de Morrisonville (les sites seront visités en bus). Tous les terrains et les maisons disponibles dans un périmètre proche ont été recensés. Les habitants du village pourront choisir une maison qui leur convient, ou en faire construire une sur le terrain de leur choix, ou bien y déménager leur maison actuelle (aux Etats-Unis, les maisons de bois sont facilement démontées, telles qu'elles sur des remorques, par des déménageurs spécialisés). Ceux qui veulent partir plus loin, n'importe où aux Etats-Unis, seront aussi aidés. Et ceux qui choisiront de rester le peuvent : encore une fois, le programme n'est pas obligatoire. Mais il est très alléchant, comme vont le découvrir les villageois au fil des conversations avec les conseil-

lers de Moran, Stahl & Boyer délégués sur place.

Tout a été prévu, depuis une estimation des terrains et des maisons (qui ne sont parfois que des caravanes) bien supérieures aux prix du marché, jusqu'à une indemnité pour payer le déménagement, en passant par l'aide d'un comptable pour effectuer la déclaration d'impôt cette année-là. L'offre minimum va de 10 000 dollars pour un locataire à 50 000 dollars pour un propriétaire. Pour les propriétaires de maisons de briques, difficilement démontables, l'offre sera même rehaussée par la suite de 30 %.

« Au départ, je ne voulais pas déménager. Mais avant que je dise « oui », mes voisins l'avaient fait ! Alors j'ai déménagé aussi », explique Gordon Tullier. Cet ancien docker a choisi un terrain situé entre un petit bois et une route de campagne, qu'il partage avec sa famille et un ancien voisin. « Ici, c'est très calme. Dans mon ancienne maison, j'avais vue sur les cheminées d'usine. Quand le train arrivait à Wyomington pour livrer le charbon, les murs en tremblaient. Et de temps à autre le grondement soudain des torcheuses de gaz naturel vous réveillait : on aurait dit une tornade. » De plus, Gordon Tullier admet qu'il aurait « peut-être » pu vendre son ancienne propriété 90 000 dollars. Dow lui a versé 230 000 dollars.

En fait, pour bien des habitants l'offre de Dow Chemical a été une bonne occasion de déménager et de s'agrandir. « Nous l'aurions fait plus tôt si nous en avions eu les moyens », déclarent Nora et George Bell, relogés à Plaquemine, à quinze minutes de l'usine. « Enfin, j'ai pu partir loin de tout ce bruit et de ces produits chimiques ! », s'exclame Hilda King, cinquante-quatre ans. Quant à Doretha Thompson, soixante-dix-huit ans, une de ses voisines, elle regrette certes que la petite communauté se soit dispersée. Mais les 80 000 dollars versés par Dow pour sa vieille baraque en bois lui ont permis d'acheter une maison en briques toute neuve, à Morrisonville Estates, nouveau hameau (à 7 kilomètres de l'ancien Morrisonville) qui compte douze familles ayant choisi de rester ensemble.

Bref, les conditions financières assorties des conseils, de l'assistance et de la compréhension nécessaires ont fait du déménagement une opération progressive et presque sans douleur. « Selon nos sondages, 90 % des gens sont satisfaits », assure Guy Barone. Coût pour l'entreprise : quelque 10 millions de dollars. Somme raisonnable si l'on considère que Conoco Inc., poursuivie pour pollution par les familles habitant à la lisière de sa raffinerie, située à quelques kilomètres de là, a dû dépenser, estime-t-on, 23 millions de dollars pour un déménagement forcé. C'est pourquoi d'autres entreprises chimiques et pétrolières commencent à suivre l'exemple de Dow Chemical. En Louisiane, mais aussi en Virginie, en Californie. De Morrisonville, il ne reste plus aujourd'hui que des arbustes, des herbes folles, quelques barriques et une église. Les deux familles qui ont préféré rester ont toujours vue sur une forêt de tours de métal reliées par un réseau de pipelines, véritable paysage de science-fiction. En l'absence d'une sorte de parc, entretenu par Dow : le cimetière. Ceux qui ont choisi de finir leurs jours ailleurs qu'à Morrisonville ont la certitude de pouvoir y reposer à jamais.

M. L.

La moins « bonne élève »

Les industries chimique, pétrolière, automobile, les opérateurs de centrales électriques (activité relevant du secteur privé outre-Atlantique) sont particulièrement touchés. Ainsi Du Pont, premier groupe chimique américain, s'est-il dépensé l'an dernier 1,4 milliard de dollars pour l'environnement, dont 125 millions (en dépenses opérationnelles) pour se conformer au Clean Air Act. Le groupe estime que ce dernier chiffre sera de deux à quatre fois plus élevé en l'an 2000. Du Pont, il est vrai, figure parmi les plus importants pollueurs, selon les chiffres fournis désormais chaque année à l'EPA par les industriels. Et huit sur dix de ces pollueurs sont des industriels de la chimie.

« Nous sommes pourtant l'industrie

la plus réglementée en matière de pollution, souligne Jon Holtzman, vice-président de l'Association des industries chimiques. Nous dépensons déjà 5 milliards de dollars par an pour lutter contre la pollution, et cette somme doublera dans les cinq ou six ans qui viennent. Il n'empêche, selon une étude effectuée en 1989 à la demande de l'association, le public américain considérerait l'industrie chimique comme étant moins « bonne élève » que les industries pétrolière ou nucléaire, écologiquement parlant. Seule l'industrie du tabac était encore plus mal vue ! Pis : une étude menée l'an dernier par Roper Organization pour un industriel de la chimie indiquait que 72 % des personnes interviewées étaient favorables à une réglementation renforcée.

Autre sujet « chaud » outre-Atlantique, l'essence et la voiture « propres ».

Demande croissante

Les produits de grande consommation (déodorants, laques, produits de nettoyage et même... vernis à ongles) sont maintenant, eux aussi, dans le collimateur. Reformulés pour diminuer la pollution de l'air, ils coûteraient beaucoup plus cher.

Les consommateurs américains ont beau affirmer, enquête après enquête, qu'ils sont prêts à payer plus cher des produits moins polluants, jusqu'où

Will Europe be the death of France?

The Economist

France Survey: November 23rd issue

TRADUCTION DE L'ANNONCE CI-DESSUS « L'EUROPE SERA-T-ELLE LA MORT DE LA FRANCE ? »
REPORTAGE FRANCE. NUMÉRO DU 23 NOVEMBRE.

سكوتيا مع لاند

MARCHÉS FINANCIERS

A l'Assemblée nationale

M. Bérégovoy annonce un aménagement des réserves obligatoires des banques

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a indiqué le 20 novembre, lors de la séance des questions orales à l'Assemblée nationale, que « des négociations entre le gouverneur de la Banque de France et la direction du Trésor » sont en cours « pour qu'une décision soit prise sur les réserves obligatoires pour permettre d'éviter une hausse du taux de l'argent pour les entreprises et les consommateurs ».

M. Bérégovoy a ainsi implicitement confirmé que le mécanisme de réserves obligatoires des banques pourrait être assoupli pour compenser le maintien en l'état des taux de base des établissements bancaires, malgré le relèvement des taux directeurs de la

Banque de France décidé le 18 novembre. Le système de réserves obligatoires oblige les banques à conserver auprès de la Banque de France des sommes non rémunérées, proportionnelles au volume des dépôts de chaque établissement. Les réserves ponctionnent des liquidités et agissent sur le coût des ressources des banques (donc de leur refinancement). Plus les réserves obligatoires sont élevées, plus les banques ralentissent leur distribution de crédits ou augmentent le coût de leurs crédits.

L'assouplissement pourrait se réaliser de différentes manières : baisse du taux des réserves (actuellement 5,5 % des dépôts à vue), allongement des délais de constitution ou rémunération des réserves.

OPA sur la Compagnie des signaux

La cour d'appel de Paris a rejeté le recours de Quadral

La cour d'appel de Paris a rejeté, mercredi 20 novembre, le recours introduit par la société Quadral de M. Yazid Sabeg contre la décision prise par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) de ne pas retenir l'obligation pour Finmeccanica de lancer soit une OPA (offre publique d'achat), soit une OPR (offre publique de rachat) sur la Compagnie des signaux et d'équipements électroniques (CSEB) (le Monde du 14 novembre).

Sur le fond de l'affaire, la Cour a estimé que Finmeccanica n'était pas concurrent de Quadral « dans la mesure où le holding public italien avait toujours déclaré qu'il n'acquiescerait pas plus du tiers des droits de vote de la Compagnie des signaux et qu'en conséquence il n'avait pas à lancer d'offre publi-

que concurrente ». En ce qui concerne l'offre publique de rachat, la cour a estimé que Finmeccanica n'avait pas le contrôle de la CSEB. Dans l'attente de cet arrêt, le Conseil des Bourses de valeurs avait décidé de proroger au 6 décembre la date de clôture de l'OPA.

EN BREF

□ **Bolloré/Delmas** : rejet en appel du recours d'un actionnaire minoritaire. — La cour d'appel de Paris a rejeté, mercredi 20 novembre, le recours déposé par un actionnaire minoritaire contre la décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) du 10 juillet, jugeant satisfaisant le prix offert aux petits actionnaires de Delmas (transport maritime) par le groupe Bolloré. A la suite de la prise de contrôle de Delmas par Bolloré, les actionnaires minoritaires de ce groupe s'étaient vu proposer 1 500 francs par action dans le cadre d'une procédure de garantie de cours (le Monde du 13 juillet). La société Maisons Antoine Baud (MAB) avait jugé ce prix insuffisant et attaqué en justice la décision du CBV. Selon la cour, « il n'est pas établi que les divers modes d'évaluation de l'action Delmas proposés par la société SOFICAL (Bolloré) et admis par le CBV lésent les intérêts des actionnaires minoritaires ».

□ **Fin de l'occupation de la Mutualité sociale agricole**. — Les militants de la Confédération paysanne ont mis fin, mercredi après-midi 20 novembre, à l'occupation des locaux parisiens de la Mutualité sociale agricole (MSA), en estimant que cette « mobilisation » avait poussé le gouvernement à différer l'examen du projet de loi sur la réforme des cotisations sociales agricoles. Dans un communiqué, la Confédération paysanne a indiqué que le report du projet de loi permettrait au gouvernement « d'intégrer des amendements prenant en compte la situation spécifique des agriculteurs en difficulté ». Les locaux de la MSA étaient occupés depuis mardi matin 19 novembre.

Le Monde

Enté par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppat directeur de la rédaction Jacques Guiz directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Jacques Amaral Thomas Farancia Philippe Herrmann Jacques-François Simon

Anciens directeurs : Hubert Beauv-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1991) André Fontaine (1991-1992)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY 94052 IRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10



MANIÈRE DE VOIR N° 13

102 pages 42 francs

MÉGAPOLES, VIOLENCES ET DÉMOCRATIE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

NEW-YORK, 20 novembre

Incertitude

Après une nouvelle séance de baisse, Wall Street a tenté de se redresser mercredi 20 novembre. L'essai fut presque réussi mais, à l'approche de la clôture, le marché devait repartir toute son avance et même un peu au-delà. Finalement l'indice Dow Jones s'est établi à la cote 2 930,01, à 1,156 point (-0,053) au-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée fut comparable à ce résultat. Sur 2 149 valeurs traitées, 1 170 ont baissé, 770 ont monté et 494 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », les opérateurs se désolent généralement assez déçus. De fait, l'annonce d'une hausse inattendue (+7,3 %) des mises en chantier de logements pour le mois d'octobre a été considérée comme une très bonne impression sur la communauté. Enfin une bonne nouvelle, s'est écrit un gérant de portefeuille connu pour avoir le verbe haut. Et des investisseurs avaient commencé à se lancer dans une chasse aux bonnes affaires. Mais le cours n'y était pas vraiment. La prudence l'a emporté et l'impulsion donnée ne fut pas suffisante pour maintenir le marché à la hausse. La diminution de l'activité a démodifié l'incertitude générale, avec seulement 193,70 millions de titres échangés contre 240 millions la veille.

VALEURS	Cours de 19 novembre	Cours de 20 novembre
Alcoa	57	58 1/4
AT&T	34 1/4	34 1/2
Bell	45 3/4	45 3/4
Chrysler	18 1/2	18 1/2
Chrysler Capital	17 1/2	17 1/2
Eastman Kodak	47 3/8	48 1/2
Exxon	58 3/4	58 3/4
General Electric	68 1/4	67 1/2
General Motors	31 1/2	30 5/8
IBM	112 1/2	112 1/2
ITT	53 1/2	53 1/2
ITTAVCO	51 1/2	51 1/2
Philips	63 3/4	63 3/4
Schleicher	64 3/4	63 3/4
Union Carbide	61 1/2	61 1/2
U.S. Steel	125 1/2	125 1/2
Westinghouse	47 3/8	48 1/4
Yale	16 1/8	16 1/8
Yale Corp.	62	62 1/2

LONDRES, 20 novembre

Reprise

Après deux séances de baisse et plus de 3 % de pertes, les valeurs ont renoué avec la hausse, mercredi 20 novembre, au Stock Exchange. À la clôture, l'indice Footsie a gagné 9,5 points, soit 0,4 % à 2 472,6. Le volume des échanges s'est contracté à 480,8 millions de titres, contre 500,4 millions mardi.

La tendance a été soutenue par des achats spéculatifs sur un marché d'autant plus prudent dans l'attente de la réunion du conseil de la Bundesbank, jeudi 21 novembre, qui pourrait décider d'un relèvement des taux d'allocations.

Maxwell Communication Corporation a chuté de 10 pence, atténuant la hausse, au nouveau plus bas. Selon certaines informations, la société de banque suisse aurait exigé le remboursement immédiat d'un crédit de 55 millions de livres.

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Bayer-France** change de président. — Bayer-France, filiale du groupe chimique de Leverkusen, s'apprête à changer de patron. Atteint par la limite d'âge, M. Günter Oehle, l'actuel président du conseil d'administration, a démissionné le 15 novembre. M. Klaus Schönfeld, directeur commercial de la division « acoustique » de Bayer AG, Né le 9 février 1939 à Kobl (Allemagne), M. Schönfeld était entré chez Bayer le 1^{er} janvier 1968. Ayant fait toute sa carrière dans la communication, on le dit homme de communication. Un tournant peut-être pour Bayer-France au secret depuis onze ans. Bayer-France réalise un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs avec un effectif de 5 100 personnes.

□ **Nouvelle acquisition pour la Générale de chauffage en Grande-Bretagne**. — La Générale de chauffage, qui a fait de développement à l'étranger une de ses priorités, vient de faire une deuxième acquisition en Grande-Bretagne. Après C&O, groupe de neuf sociétés spécialisées dans la maintenance d'installations de climatisation, sa filiale Energy Technical Services (ETS), vient d'acheter Emur, filiale de Shell UK, spécialisée dans la gestion de l'énergie, avec un chiffre d'affaires de 38 millions de livres (380 millions de francs), qu'elle va fusionner avec Associated Heat Services (AHS). L'ensemble devrait atteindre un chiffre d'affaires de 164 millions de livres au cours du prochain exercice.

□ **La CEE examine l'OPA d'Accor sur les Wagons-Lits**. — La Commission européenne a annoncé mardi 19 novembre qu'elle examinait l'OPA lancée par le groupe hôtelier français Accor sur la Compagnie internationale des Wagons-Lits. La Commission a un mois pour approuver l'opération ou pour décider une enquête de plus grande ampleur, si elle pense que le nouveau groupe peut jouer d'une position dominante sur le marché et par conséquent jouer sur la libre concurrence.

□ **ICI cède une part de ses activités « textiles » à Crompton et Knowles**. — Imperial Chemical Industries (ICI) vend sa filiale

PARIS, 21 novembre

Hausse sans conviction

Après quatre séances de fort repli, le sentiment s'est nettement amélioré, jeudi, à la Bourse de Paris. En effet, de 0,39 % à l'ouverture, les valeurs françaises ont vu leur tendance peu avant le midi pour s'inscrire en hausse de 0,2 %. En début d'après-midi, elles ont même avancé à 0,5 %. Plus tard dans la séance, aux alentours de 14 heures, les gains accumulés par l'indice de la place avoisinaient 0,35 %.

Les intervenants sont restés partagés quant à l'application à donner pour justifier la hausse du marché parisien. Celui-ci intervenant de surcroît à la veille de la liquidation mensuelle du terme boursier de novembre. Certains pensaient qu'il fallait attribuer cette hausse à des rachats de positions à découvert, d'autres prétendaient la justifier par quelques achats de provision effectués avant le résultat de la réunion du conseil de la Bundesbank. Pourtant, l'annonce faite par l'institut d'analyse de la conjoncture, le Fluctu, de son conseil de ne pas modifier sa politique de crédit ne suscita pas de réactions particulières sur le marché.

D'autres, enfin, qualifiaient ce mouvement de très technique : la création d'un fonds indicé sur Euro-Libé aurait causé des dégagements sur des valeurs de premier plan composant le CAC 40.

Du côté des valeurs, on notait la suspension des titres Saint-Louis et Arjomari-Pricot. Selon un avis de la Société des Bourses françaises (SBF), le groupe Saint-Louis va, à terme, absorber la quasi-totalité du capital d'Arjomari-Pricot. Saint-Louis va offrir des obligations convertibles à chaque détenteur d'actions ou d'obligations Arjomari-Pricot.

TOKYO, 21 novembre

Nouvelle baisse

Pour la septième journée consécutive, la Bourse de Tokyo a baissé jeudi 21 novembre. Le démarrage avait pourtant été prometteur avec une assez nette reprise. Mais, reprenant le rythme du lundi, le marché japonais a été de nouveau tiraillé par les hésitations de Wall Street et l'absence de tous éléments nouveaux sur le front économique. L'annonce à son tour par Sony de mauvais résultats pour le premier semestre n'a pas été indifférente au flottement de la Bourse. Reste que quelques vagues d'achat ont permis à la cotation officielle.

Une fois encore, le facteur technique a joué. Mais les rachats du découvert n'ont pas suffi à maintenir le marché à flot. Selon les professionnels, les investisseurs ont également été déçus par les hésitations de Wall Street et l'absence de tous éléments nouveaux sur le front économique.

L'annonce à son tour par Sony de mauvais résultats pour le premier semestre n'a pas été indifférente au flottement de la Bourse. Reste que quelques vagues d'achat ont permis à la cotation officielle.

VALEURS	Cours de 20 novembre	Cours de 21 novembre
Alcoa	1 050	1 050
Bell	1 125	1 125
Chrysler	1 320	1 320
Chrysler Capital	1 250	1 250
Eastman Kodak	1 400	1 400
Exxon	1 400	1 400
General Electric	1 400	1 400
General Motors	1 400	1 400
IBM	1 400	1 400
ITT	1 400	1 400
ITTAVCO	1 400	1 400
Philips	1 400	1 400
Schleicher	1 400	1 400
Union Carbide	1 400	1 400
U.S. Steel	1 400	1 400
Westinghouse	1 400	1 400
Yale	1 400	1 400
Yale Corp.	1 400	1 400

PARIS :

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cibles	3848	3880	Imtech. Hélios	800	794
Arjomari-Pricot	270 80	278	Imtech. Compagnie	163 90	163 70
B.A.C.	105	98 70	IPR.M.	96 30	97 90
Bayer Veritas	816	806	Loire Inverdis	288 50	288 70
Bellon Ely	300	300	Locomoteur	70	70
Bolloré (Ely)	242 50	238 50	Mars Comm.	87 10	85
C.A.T. de Fr. (C.C.I.)	836	816	Nobel	151	151
Chrysler	400	387	Publi-Filiparc	385	389
Cardif	685	689	Rand	405	405
C.E.G.P.	137	137	Rhone-Alp. Ely	319	282 20
C.F.P.I.	277	277 90	S.H.M.	169 80	165
C.A.I.M.	900	900	Solex Invest Ely	89	80
Codocor	282	276	Sorbus	385	385
Conforama	814	814	S.M.T. Group	130	130
Crestis	171	170	Sopis	350	350
Dagblin	341	340 10	Thermador H. Ely	340 10	338 30
Delmas	1220	1220	Thermador H. Ely	307 50	307 50
Densitex Wines Co.	337 80	337 80	Unilog	210	210
Dewberry	907	912	Val et Co.	88 80	88 80
Devils	248	248	Y. St-Laurent Group	832	830
Dolosa	133	132			
Edisons Belin	236	236			
Europ. Population	216	211 90			
Finacor	125	125			
Frankopolis	104	103 20			
G.F. (Group. L.)	117	117 80			
Grand Liss	387	380			
Gravograph	201	200			
Grupp. Origny	930	930			
Gumil	904	930			
I.C.C.	216	215			
Idemore	123 80	120 10			

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 novembre 1991

Nombre de contrats : 77 338

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	106,76	106,96	107,42
Précédent	106,98	107,10	107,44

Options sur notionnel

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 779	1 792,5	1 820
Précédent	1 775	1 785,5	1 854

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 779	1 792,5	1 820
Précédent	1 775	1 785,5	1 814

CHANGES

Dollar : 5,485 ↑

Le dollar poursuivait, jeudi 21 novembre, le très léger mouvement de reprise amorcé la veille. Mais la monnaie américaine s'échangeait toujours à des niveaux très bas, à 5,485 F la pièce, contre 5,475 F la veille à la cotation officielle.

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Fonds d'Etat.....	86,72	86,72
Paris (21 novembre).....	FRANCFORT		
9 3/4-9 7/8 %	19 nov.		20 nov.
Mars-Vers 10.....	Dex.....	1 599,05	Clos
A SINGER			

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (21 novembre)	9 344-9 708
New-York (19 novembre)	4 116/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 20-12-90)
19 nov. 20 nov.
Valeurs Européennes : 115,4 115,30
Valeurs Françaises : 109,20 109,30
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 492,5 494,8
SBF, base 1 000 : 31-12-97
Indice CAC 40 : 1 765,9 1 763,69

NEW-YORK (indice Dow Jones)
19 nov. 20 nov.
Industrielles : 2 931,57 2 930,01
LONDRES (indice Financial Times)
19 nov. 20 nov.
100 valeurs : 2 463,10 2 472,69
30 valeurs : 1 867,00 1 868,26
Mines d'or : 153,28 154,58
Fonds d'Etat : 86,72 86,72

FRANCFORT
19 nov. 20 nov.
Dax : 1 599,05 1 599,05
Cibex
20 nov. 21 nov.
Nikkei Dow Jones : 23 199,36 23 177,84
Indice général : 1 762,79 1 763,53

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	19 nov.	20 nov.	21 nov.
\$ E.U.	5,4790	5,4810	5,485
\$ S.	4,8253	4,8242	4,82
Yen (100)	128,48	128,55	128,55

DM	3,4139	3,4161	3,4161
Florin	3,6393	3,6320	3,6320
FB (100)	16,5780	16,5898	16,5898
£	1,6436	1,6477	1,6477
£ (1 000)	4,5216	4,5211	4,5211
£	9,2222	9,2313	9,2313

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	4 5/8	4 7/8	4 11/16	4 13/16	4 15/16	5 1/8	4 3/8	5
Yen	6 1/16	6 3/16	6 3/16	6 3/16	6 3/16	6 3/16	6 3/16	6 3/16
DM	9 1/8	9 1/8	9 3/16	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
Florin	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
FB (100)	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
£	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
£ (1 000)	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
£	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
Poinc	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Joué 21 novembre : Jean-François Theodores, directeur de la Société des Bourses Françaises.

Vendredi 22 novembre : Marie-Thérèse Barrot, PDG du groupe MTB.

BOURSE DU 21 NOVEMBRE

VALUERS						Règlement mensuel						VALUERS					
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4190	CNE 3%	4150	4180	4141	- 0.22	Compteur <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%<td>Compteur<td>VALEURS</td><td>Cours précédent</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% <td>Compteur<td>VALEURS</td><td>Cours précédent</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	Compteur <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
880	R.N.V. T.P.	930	930	930		4190	CNE 3%	4150	4180	4141	- 0.22	4190	CNE 3%	4150	4180	4141	- 0.22
885	D'Opion T.P.	980	980	981	+ 0.12	880	R.N.V. T.P.	930	930	930		880	R.N.V. T.P.	930	930	930	
1255	Deutsche T.P.	1025	1025	1025		885	D'Opion T.P.	980	980	981	+ 0.12	885	D'Opion T.P.	980	980	981	+ 0.12
1802	Rhone Poul T.P.	1400	1405	1405	+ 0.34	1255	Deutsche T.P.	1025	1025	1025		1255	Deutsche T.P.	1025	1025	1025	
1802	San Gobain T.P.	1042	1040	1041	- 0.20	1802	Rhone Poul T.P.	1400	1405	1405	+ 0.34	1802	Rhone Poul T.P.	1400	1405	1405	+ 0.34
715	ADCOB	597	597	597		1802	San Gobain T.P.	1042	1040	1041	- 0.20	715	ADCOB	597	597	597	
40	Air Liquide	846	846	846		715	ADCOB	597	597	597		40	Air Liquide	846	846	846	
1530	Alcan-Matlam	688	688	688		40	Air Liquide	846	846	846		1530	Alcan-Matlam	688	688	688	
32	AL S.P.I.	391	390	390		1530	Alcan-Matlam	688	688	688		32	AL S.P.I.	391	390	390	
2380	Alstom Power	3220	3220	3220		32	AL S.P.I.	391	390	390		2380	Alstom Power	3220	3220	3220	
1038	Am. Group	1038	1040	1040	+ 0.19	1038	Am. Group	1038	1040	1040	+ 0.19	1038	Am. Group	1038	1040	1040	+ 0.19
735	Arved H. de M.	176	176	176		735	Arved H. de M.	176	176	176		735	Arved H. de M.	176	176	176	
1038	Am. Ind. de M.	235	235	235		1038	Am. Ind. de M.	235	235	235		1038	Am. Ind. de M.	235	235	235	
110	Bafy	122	121	121		110	Bafy	122	121	121		110	Bafy	122	121	121	
765	Bell Equities	740	735	735		765	Bell Equities	740	735	735		765	Bell Equities	740	735	735	
525	Bentley	740	735	735		525	Bentley	740	735	735		525	Bentley	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735	
735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740	735	735		735	Bon H.V.	740</			

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% des coupons	- VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dern cours
Obligations			C.I.M.	1151	1185	Magnesi	760	750
Emp. Etat 5 1/2 %	122 30	.....	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	.....	Méat Delayed	690	.....
Emp. Etat 5 3/8 % 78	100 90	3 53	Compt.	96 60	97	Alcan	64 90	63
10.80% 78/84	102 25	3 50	Colson	250	.....	Aluminium (R)	214 90	212
Emp. Etat 5 1/4 % 82	107 60	12 20	Cogef	737	.....	Orang	288	.....
10.80% 78/84	102 25	3 50	Compt.	737	.....	Orin	370	.....
Emp. Etat 12.25 % 84	102 30	1 46	Cs Industriels	8940	8190	Orléans Chemins	809	809
Emp. Etat 11% 85	110 20	8 12	Cs Lyon Alim.	382	380	Pekin Industrie	1200	1200
10.80% 78/84	102 25	7 12	Concorde	715	713	Pékin Maritim	940	940
DAT 10% 5/2000	106 90	4 06	Copart/AM/Prov.	35	35	Perfection	162	.....
DAT 9.5% 12/1987	104 70	5 30	Crédit S. B.	185	185	Pékin (CF)	605	648
DAT 9.8% 7/1995	102 84	7 92	Cr Unimont (Cig)	445	440	Paris France	244 10	238
DAT 10.30% 1985	1002	.....	Crédit	112 10	.....	Paris Orlean	225 10	226
PTT 11.25 % 85	106 78	8 97	Dashley	630	.....	Paribas Indust	450	450
CF 10.50% 85	105 35	7 34	Degremont	1625	1621	Parif. Credit	610	715
CF 10.25% 85/90	105 15	7 02	Dubouche	2480	2430	Parif. Indus	610	715
CMA 10 % 1978	100 10	8 76	Dumas Vellux	3300	3260	Piper Heidsieck	460	450
CMB Paris 5000F	98 00	3 55	Eden Rose	1100	1100	Poncher	425	426
CMB Paris 6000F	98 05	3 55	Eden Rose	2286	2145	Procedure (C)	1220	1518
CMB Paris 5000F	98 05	3 55	Eden Rose	2286	2145	Publicis	640	640
CMB Paris 5000F	98 05	3 55	Eden Rose	2286	2145	Recherches	111 50	.....
CNE 11.5% 85	101	4 62	Eden Rose	763	267 90	Rochet	221	.....
CNE 11.82 5000F	96 35	3 06	Eden Rose	774	.....	Rosier	308 10	340
CNE 9 % 85	90 30	5 04	Eden Rose	315	316	S.A.C.E.R.	305 10	305
CNE 10.80% 85/86	107 70	8 78	Eden Rose	6200	6200	S.A.F.A.A.	182	183
CHARR PCE 3% 100	130 50	.....	Eden Rose	1771	1732	S.A.F.I.C. Alcan	218	.....
CHARR	936	.....	Eden Rose	242 20	.....	Sagt	365	365
Centa	2711	.....	Eden Rose	126	110 80	Saint Domingue F.N.A.	109	108
Alcatel 8 % 1990	985	.....	F.A.P.P.	795	778	Saint de M.	629	625
Lyf. Etat 6 0.5%	772	.....	F.N.A.C.	1285	1285	Sauvignac M.	165	.....
Thomson 9 5.25 %	950	.....	Forcelin Ed.	500	492	S.C.A.C.	745	745
			Forcelin Ed.	385	385	Simple Miroir	412	420
			Forcelin Ed.	682	681	S. Ind. Port. M.	140	142
			Forcelin Ed.	478	.....		

SICAV (sélection)[illegible]

Cours préc.	Dentier cours
-------------	---------------

[illegible]

SAC	588	580
Smyth	178	178
SIRH	182	180

S.M.C.I.	105	118
Sofia	515	510
Sofin	330	320
Sofinco	1228	1250
Sofinco Int. Securit.	80	75
Sofing	2310	2310
Sogepi	130	130
Soudure Autogène	815	810
Stovall	340	....
Stent	727	727
Teknigig	2838	2811
Texas-Angular	720	....
Tow Effort	180 10	180
Unifac	1105	1110
U.T.A.	4083	2603
Vicat	370	367
Vidmate	1552	....
Vipac	100	....
Worac Oil Resources	230 20	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/11	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro-Unité (1 unit.)	5 474	5 485	.....	.....
£ stg.	9 966	9 967	.....	.....
Alemagne (100 dm)	341 540	341 820	.....	.....
Suisse (100 fr.)	330 120	330 120	.....	.....
France (100 f)	303 120	303 120	.....	.....
Italie (100 lire)	4 521	4 521	.....	.....
Danemark (100 kr.)	87 920	87 920	.....	.....
Sch. Belgique (1 li.)	9 818	9 820	.....	.....
Grèce (100 drachmes)	3 006	.....	.....	.....
Norvège (100 k)	338 120	.....	.....	.....
Suède (100 kn)	33 540	.....	.....	.....
Norvège (100 r)	88 940	.....	.....	.....
Luxembourg (100 scf)	48 120	.....	.....	.....
Portugal (100 pes)	5 382	.....	.....	.....
Portugal (100 esc)	3 821	.....	.....	.....
Canada (1 c cad)	2 222	.....	.....	.....
Japon (100 yens)	4 222	.....	.....	.....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/7
lit (100 en barre)	63900	64200
fin (en lingot)	64100	64350
franc (20f)	368	366
lira (10 f)	380	385
franc Suisse (20 f)	371	371
franc Liraire (20 f)	368	377
livre	454	459
dollars 20	2065	2065
dollars 10	1100	1100
dollars 5	605	585
pesos	2390	2400
lira 10	380	380

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

میل میں

كنا من اجل

CARNET DU Monde

Naissances

- Pierre DUSSAUGE et Valérie KATZAROS

sont très heureux d'annoncer la naissance de

Emilie.

le 2 novembre 1991, à Ann Arbor (Michigan).

Décès

- Isabel Echarré, Diégo Etcheverry, Inés Etcheverry-Ferran, ont la douleur de faire part du décès de

COLOMBE E.

survenu le 18 novembre 1991, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

117, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

- M^{me} Pierre Duthilleul, sa femme,

Ses enfants, Sa famille,

Et ses nombreux amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 11 novembre 1991, à Paris, de

M. Pierre DUTHILLEUL,

expert-comptable.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 15 novembre, à Priay (Ain).

112, avenue de la République, 75011 Paris.

- Le lieutenant de vaisseau et M^{me} Jean Gacé, L'enseigne de vaisseau et M^{me} Pierre Gacé, ses enfants,

Pierre et François, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre GACÉ,

née Yvonne Pichard,

survenu le 18 novembre 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu, jeudi 21 novembre, en l'église Saint-Vincent-de-Paul de Villepreux (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, avenue du Mail, 75450 Villepreux.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

- M^{me} Jocelyne Goutaine, née Debuisser, son épouse, Amélie, Clémentine et François, ses enfants,

M^{me} Henriette Goutaine, sa mère,

Le docteur et M^{me} Charles Frohvirth, sa mère et son beau-frère,

Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Daniel Jean GOUTAINE,

ancien chef de clinique à la faculté de Caen,

chirurgien au centre hospitalier d'Albi,

survenu le 19 novembre 1991, à l'âge de cinquante et un ans, à la suite d'une cruelle maladie.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le 22 novembre, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

45, boulevard de Montbello, 81000 Albi.

2, rue du Plateau, 75019 Paris.

- Le comte et la comtesse David de Goffy

font part de la naissance et du rappel à Dieu de

Thomas,

le 14 novembre 1991.

Château d'Arsy, 60120 Paillet.

- Geneviève Idas, Ses enfants, Françoise et Xavier,

Ses petites-filles, Laure et Camille,

Les familles Idas, Lahaye, Mannuzen, Midouillet et Kretz,

Et ses amis,

ont la douleur de faire part de la disparition de

René IDAS,

décédé le 16 novembre 1991, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les cérémonies religieuses se dérouleront le 22 novembre, à 10 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Beauregard, avenue des Étiangs, La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), et à 15 h 30, en l'église de Trévières (Calvados).

M^{me} Langa, Vida, Brevic.

P.F. Mouchel et fils, Trévières.

Tél.: 31-22-53-97.

- M. et M^{me} Patrick Louy, M. Eric Labitte, ses enfants,

Valérie et Bruno Louy, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LABITTE,

officier de la Légion d'honneur,

survenu le 7 novembre 1991, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 15 novembre.

Les Baudières, 89550 Héry.

De la part de M^{me} René Bouvier, Cyril, Hélène Bouvier et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Boudard, M^{me} Guy Bouvier et ses enfants,

- A l'occasion de la

Fête nationale libanaise

du 22 novembre,

une messe est célébrée, pour le Liban,

le dimanche 24 novembre 1991, à 11 heures.

Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e.

- M. Louis Piquet, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Parents, alliés et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis PIQUET,

née Gabrielle Lantaud,

rappelée à Dieu le mardi 19 novembre 1991, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées en la cathédrale de Vaison-la-Romaine, le vendredi 22 novembre, à 15 heures.

2, quai Pasteur, 84110 Vaison-la-Romaine.

- M^{me} Germaine Silvestre de Sacy, M^{me} Samuel Silvestre de Sacy, Ses neveux,

Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

M^{me} Clotilde SILVESTRE de SACY.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 10 h 30, le 22 novembre 1991, à son domicile, 77, rue des Martyrs, Paris-18^e.

- M^{me} Lionel Van Renterghem, sa mère,

M. et M^{me} Guy Van Renterghem, M. et M^{me} Jacques Van Renterghem,

Ses frères et belles-sœurs, Marion, Julie, Guillaume et Sabine Van Renterghem,

Son neveu et ses nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Christiane VAN RENTERGHEM.

Les obsèques ont été célébrées, à sa demande, dans la plus stricte intimité familiale.

Erratum

- Dans le carnet du 18 daté 19 novembre 1991, il fallait lire :

Claude PINOTEAU,

professeur de lettres, militant SGEN-CFDT,

nous a quittés le 12 novembre 1991, à l'âge de soixante-cinq ans.

Avis de messe

- Une messe à la mémoire du

docteur René BOUVIER,

décédé le 20 octobre 1991 à Virville (Aisne),

sera célébrée le samedi 30 novembre, à 11 heures, en la chapelle principale de l'hôpital Saint-Joseph, 7, rue Pierre-Larousse, Paris-14^e.

De la part de M^{me} René Bouvier, Cyril, Hélène Bouvier et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Boudard, M^{me} Guy Bouvier et ses enfants,

- A l'occasion de la

Fête nationale libanaise

du 22 novembre,

une messe est célébrée, pour le Liban,

le dimanche 24 novembre 1991, à 11 heures.

Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e.

Anniversaires

- Le 21 novembre 1985,

M^{me} René GEORGES-ETIENNE

quittait les siens.

Que ceux qui ont connu et estimé le résistant, l'ami ou simplement l'homme pour les idées qu'il défendait aient une pensée pour lui.

En l'église catholique polonaise de l'Assomption, place Maurice-Barrès, 263 bis, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}, dimanche 24 novembre, la messe de 11 heures sera célébrée à l'intention de

M^{me} Irène KERCHNER-ZUKOWSKA,

décédée le 21 novembre 1989.

Elle était la joie, la générosité, l'espérance, et elle était heureuse d'offrir son sourire.

Ceux et celles qui l'ont connue et aimée sont invités à perpétuer son souvenir et, s'ils le souhaitent, à assister à cette messe.

De la part de son mari.

Informations concernant la messe : tél. 46-05-44-74.

- Pour le dixième anniversaire de sa mort,

Les amis de

Guy MADIOT

se retrouvent pour une célébration, le mercredi 27 novembre 1991, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 36, rue Guilleminot, Paris-14^e.

Manifestations du souvenir

- Hommage à

Benoît CACERES,

(1916-1991).

Une soirée organisée par ses compagnons et proches de Peuple et Culture, le 29 novembre 1991, à partir de 19 heures.

Renseignements : 43-38-49-00.

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV-Sorbonne, vendredi 22 novembre 1991, à 15 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Véronique Loubradou :

« L'écriture de la modernité dans la poésie française post-apollinienne », sous la direction de M. le professeur Georges Molinié.

Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris.

CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

Le Journal officiel du mercredi 20 novembre 1991, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier. Notre collaboratrice Françoise Chipaux, correspondante du Monde au Proche-Orient et qui a notamment assuré la couverture de la guerre du Golfe, est nommée chevalier au titre des affaires étrangères.

La mort de Claude Cahen

L'Histoire sans paillettes

par Maxime Rodinson

كنا من اجل

46 • Vendredi 22 novembre 1991 •

Le Monde

Les réactions aux propositions du Front national

«Le seul défi qui vaille est celui de réussir l'intégration»

déclare M. Jean-Louis Bianco

La droite et la gauche, qui avaient condamné avec la même fermeté les propositions du Front national en matière d'immigration, n'ont pu éviter sur ce sujet, mercredi après-midi 20 novembre, à l'Assemblée nationale, la cacophonie ordinaire des séances de questions d'actualité.

L'orateur socialiste, M. Raymond Douyère (Sarthe), qui déclarait que M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, rappelle «les grandes lignes de notre politique d'intégration», n'a pas vraiment pris de gants. «Quand un parti expose un programme fondé sur la xénophobie, le racisme, nous sommes en droit de dire que le voile est levé pour tous ceux qui, ici ou là, ont conclu avec lui, localement, des accords électoraux», a-t-il assuré à l'adresse de la droite.

«Et la proportionnelle?», a alors tonné M. Pierre Mazeaud à l'intention des socialistes suspectés, du fait des projets de modification du mode de scrutin pour les élections législatives, de favoriser la reconstitution d'un groupe parlementaire du Front national. «Tribunaux! Provocateurs!», ont scandé les députés du RPR et de l'UDF, ceux du Var ou des Alpes-Mari-

times n'étant pas les moins bruyants. Le choc de l'opposition a même été renforcé par l'unique député d'extrême droite, M. Marie-France Stirbois (Eure-et-Loir), ravie de l'attaque, qui a brandi un document censé contenir les cinquante mesures incriminées sous les huées des communistes et des socialistes.

M. Bianco, qui venait de rabrouer gaillardement la droite, quelques instants auparavant, à propos de la maîtrise des dépenses de santé, s'est efforcé de mettre un terme à ce jeu de massacre. «Malgré vos cris, je salue tous ceux qui, sur tous les bancs et dans le pays, ont su réagir comme il convenait, et ont dénoncé le programme du Front national pour ce qu'il est», a-t-il commenté, sous le regard attentif de M. Philippe Séguin (RPR, Vosges). «Le seul défi qui vaille est de réussir l'intégration de tous les Français qui souffrent et de tous les étrangers vivants sur notre territoire. Il y a dans ce pays une majorité de gens prêts à refuser la logique de la haine pour réussir tous ensemble l'intégration», a conclu le ministre après que les vociférations se furent enfin tues.

G. P.

M. Le Pen s'étonne du «tollé» soulevé par les mesures de son parti

Les «mesures concrètes» du Front national contre l'immigration suscitent encore de nombreuses réactions d'indignation. M. Jacques Blanc, président (UDF-PR) du conseil régional de Languedoc-Roussillon, condamne «tout système établissant des différences de traitement entre les personnes, en fonction de leur race, de leur religion ou de leur langue».

«Dès lors que l'on accepte sur notre sol un étranger, on doit lui reconnaître les mêmes droits et lui imposer les mêmes devoirs qu'à tout Français», affirme-t-il. M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, dit avoir «tout fait pour la conviction» que ce «parti est raciste».

M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, reproche au gouvernement de «n'avoir rien fait pour résoudre le problème» de l'immigration, qui, selon lui, ne doit pas être traité avec «des formules et des propositions excessives, qui passionnent le débat et déclenchent la violence dans les esprits».

M. Yves Galland, président du Parti radical, «condamne les propositions honteuses du FN qui montrent clairement que ce parti est xénophobe». Pour M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur, ces mesures «mettent en lumière le caractère véritablement fascisant» du parti d'extrême

droite. Selon Mgr Pierre Joatton, évêque de Saint-Etienne, président de la commission épiscopale des migrations, «une telle charte de l'anti-solidarité est absolument inacceptable».

M. Jean-Marie Le Pen se déclare «étonné du tollé d'injures et d'insultes» accueillant les mesures présentées par M. Bruno Megret, qui constituent «une base de travail», selon le président du Front national. Pour sa part, le délégué général à l'Industrie, mercredi 20 novembre, dans les informations téléphonées du Front national, que ces mesures forment «le programme de gouvernement capable de régler le problème de l'immigration».

Réagissant à la prise de position conciliante de M. Michel Poniatowski vis-à-vis de l'extrême droite, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, indique: «Quand quelqu'un a une maladie contagieuse, on l'isole».

De son côté, M. Cyrille Moreau, secrétaire général des jeunes du CDS, menace de quitter le conseil national de l'UDF si «aucune sanction claire et active» n'est prise contre l'ancien ministre de l'Intérieur de M. Valéry Giscard d'Estaing.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Test comparatif

F AUT compter combien pour une nuit avec une nana? Newlook dresse, ce mois-ci, un tableau comparatif très rigolo à l'intention de nos 25 millions de consommateurs. Ça va du modèle le moins cher, l'entrée roumaine, au plus coûteux, l'héritière d'un armateur grec. Ça inclut l'apéro, le déplacement, le dîner, le night-club, le cadre des ébats et le cadeau... Noblesse oblige!

Si vous optez pour une caissière de supermarché, ça revient à 8,50 F (penché au Flunch d'Auchan) plus 5,50 F (bus de banlieue), plus zéro franc zéro centime pour le foie gras + gewurtz volés au Mammouth, plus 35 F (la Lagon bleu au ciné du coin), chez elle, rien, plus 10 F (un pin's Olida). En tout 59 balles. C'est vraiment donné comparé au top model qui va, lui, chercher dans les 4 280 F. Soit 40 F (un litre de Badoit et deux paquets de Marlboro au Reynita), 800 F (25 m en Harley + nettoyage des graffitis), 234 F (burger-cornichon-ananas au Web-Coco), 2 500 F (nuit dans un palace parisien), 125 F (fond de teint anti-cernes Chanel).

Je vous signale qu'entre le Dom Pérignon, le Rolis en loca-

tion, la Tour d'Argent, ah! non, je me trompe, elle c'est la Mado, le match de foot au Parc des Princes, le bateau-mouche privé sur la Seine et la robe de chez Lacroix, une star américaine type Julia Roberts, dépense nettement plus qu'une vedette française genre Béatrice Dalle. Là, au moins vous économisez sur le cadeau. Suffit de lui donner le numéro de téléphone de Spielberg.

Tiens à propos de cadeau, l'informatique à qui vous aurez payé un cassoulet végétarien + thé au foin bengali suivi d'un cocktail papaye-tomate-Ricard-Viandox-chantilly et d'une nuit dans un hôtel de charme, appréciera une disquette pirate à virus pour son chef.

Allez, les filles, tirez pas cette gueule-là! C'est pour rire, voyons! Remarquez on l'a quand même un peu cherché. Vous je sais pas, mais, moi, je n'ai jamais répondu aux propositions d'un monsieur qui aurait eu le culot de ne pas me faire un frais... Des frais! Nous les hommes femmes, les petits cadeaux, on les aime gros. Simplement, comme on est assez bêtes pour les espérer après au lieu de les exiger avant, on préfère être payées en nature. C'est plus sûr!

Selon le «New York Times»

Jérusalem estime que des Palestiniens seraient à l'origine du drame de Lockerbie

Selon le New York Times, qui cite des responsables haut placés à Jérusalem, Israël a informé Washington de son désaccord au sujet de l'adhésion de la Libye à l'Organisation pour la Paix à Lockerbie, en Ecosse, en 1988. Les responsables israéliens estiment en effet que ce sont des terroristes palestiniens pro-syriens - et non des agents libyens, ainsi que l'affirme Washington - qui sont à l'origine du sabotage de l'appareil.

Toujours selon le New York Times, les Israéliens pensent que Washington disculpe Damas pour des raisons politiques: ne pas mettre en cause les Palestiniens et leurs garnisons syriens au moment où les États-Unis ont besoin de la coopé-

tion de Damas afin d'accélérer le processus de paix au Proche-Orient.

A Damas, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah, a averti, mercredi, les États-Unis qu'une action militaire contre la Libye pourrait mettre en danger le processus de paix au Proche-Orient. Le chef de la diplomatie syrienne, qui venait de rencontrer l'ambassadeur de Libye à Damas, n'a toutefois pas menacé directement de se retirer de la conférence de paix en cas d'attaque contre la Libye.

A Paris, on confirme, de source sûre, la présence dans la capitale française de M. Kadhaf El Danna, l'un des cousins du colonel Kadhaf, présenté par M. Charles Pasqua

comme un haut responsable des services de renseignement de Tripoli.

La détermination de M. Mitterrand

D'autre part, le président François Mitterrand a exprimé, jeudi 21 novembre, au cours de la conférence de presse de clôture du sommet de la francophonie, sa volonté «d'aller aussi loin que la justice française le demandera» concernant la responsabilité de la Libye dans l'attentat contre le DC-10 d'UTA: «J'ai profondément à cœur, a-t-il dit, de ne pas laisser impunis ces assassinats de nos compatriotes et des autres passagers.» (AFP, Reuters)

ISRAËL

Le Parti travailliste reconnaît les «droits nationaux du peuple palestinien»

Le congrès du principal parti d'opposition en Israël, le Parti travailliste, a voté, jeudi 21 novembre, en faveur de la «reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien», pour la première fois de son histoire selon cette formulation.

Lors d'un débat consacré au programme du parti pour les élections de novembre 1992, le congrès s'est aussi prononcé, conformément à sa politique de toujours, pour un «compromis territorial» pour tous les territoires arabes occupés, mais en précisant que cela visait aussi le plateau syrien du Golan, annexé en décembre 1981 par Israël.

Le président sénégalais, M. Abdou Diouf, attendu au Zaïre. - Le président sénégalais, M. Abdou Diouf, est attendu, vendredi 22 novembre, à Kinshasa, a rapporté l'agence zaïroise de presse AZAP. L'agence a indiqué que le ministre d'Etat sénégalais, M. Abdoulaye Wade, est déjà arrivé mercredi soir dans la capitale zaïroise. Le chef de l'Etat sénégalais a précisé que «le pouvoir et l'opposition» au Zaïre.

Prochaine contrat pétrolier américano-soviéto-nippon à Sakhaline? - La firme américaine Exxon et plusieurs groupes japonais - dont l'identité n'a pas été précisée - seraient sur le point de signer un accord de plus de 20 milliards de francs (environ 110 milliards de dollars) pour l'exploitation de pétrole et de gaz à Sakhaline. L'information a été donnée, jeudi 21 novembre, par M. Boris E. Kourakine, un haut responsable industriel soviétique. (AFP)

La signature d'un accord de coopération entre Paris et Bucarest

Un traité pas comme les autres...

Après la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, c'est maintenant au tour de la Roumanie de signer, un traité «d'entente amicale et de coopération» avec la France. Le texte a été solennellement ratifié, mercredi 20 novembre à Paris, par les présidents François Mitterrand et Ion Iliescu. L'Élysée s'efforce de donner un air de routine à cette opération en affirmant qu'elle «s'inscrit dans le cadre des traités signés depuis des années avec les autres pays d'Europe centrale». Mais la Roumanie n'est pas un pays comme les autres, et l'accord conclu entre Paris et Bucarest diffère des précédents, tant sur le fond que sur la forme.

Il n'est pas question dans ce traité, comme ce fut le cas pour les trois pays d'Europe centrale, de s'engager à favoriser l'accès de la Roumanie à la CEE. La France consent uniquement à appuyer la conclusion d'un accord d'association entre Bucarest et la Communauté. Au-delà de cette nuance de taille, l'Élysée souligne que ce traité, qui a surtout une forte portée symbolique, vise essentiellement à «ne pas donner l'impression que la Roumanie appartient à une Europe de deuxième zone». Ce souci de «présentation» est aussi partagé par certaines instances, comme que le Conseil de l'Europe qui a admis la Roumanie mais uniquement à titre d'«invité spécial». Un exercice délicat qui consiste à ne pas heurter les énormes aspirations européennes des peuples des anciens États socialistes sans pour autant prendre des engagements contraignants. M. François Mitterrand, le premier dirigeant occidental à se

rendre à Bucarest, en avril dernier, ne s'y est d'ailleurs pas trompé en déclarant que «la Roumanie est en Europe et nulle part ailleurs».

Ce voyage de M. Mitterrand a surtout permis de souligner la volonté de la France de «jouer la carte roumaine» afin de renforcer sa présence dans une région perçue comme une «chasse gardée» allemande. Mise à part l'Italie, aucun autre pays de l'Ouest n'a encore signé de traité de coopération avec Bucarest en raison, notamment, des critiques sur la nature démocratique du régime de M. Iliescu. Paris s'efforce de préciser que des «négociations sont également en cours» pour la conclusion d'un traité similaire avec la Bulgarie voisine, qui présente des garanties démocratiques autrement plus encourageantes.

Tout en «ménageant» la Roumanie, la France hésite néanmoins à lui accorder tous les «honneurs» diplomatiques. La ratification de l'accord franco-roumain a «coïncidé», selon les propres termes de M. Iliescu, avec sa présence à Paris pour le sommet de la francophonie, auquel la Roumanie a participé pour la première fois en tant qu'observateur. Mais M. Jean Mitterand, le porte-parole de l'Élysée, dément formellement qu'il y ait eu la moindre volonté de réserver un accueil «discrète» à M. Iliescu, souligne qu'il n'y a pas «de spécificité négative roumaine qui inciterait à dissocier ce pays par rapport aux autres», et explique que «l'organisation d'une visite d'État aurait retardé la signature du traité».

YVES-MICHEL RIOLS

A l'occasion du match Belgique-Allemagne

Deux mille hooligans provoquent des incidents à Bruxelles

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Le match de football Belgique-Allemagne (0-1) comptant pour le championnat d'Europe des nations, a donné lieu, mercredi 20 novembre à Bruxelles, à de multiples incidents, provoqués par des jeunes hooligans allemands. La police belge a procédé à près de quatre cents arrestations (la plupart à titre préventif) mais, dans l'ensemble, les forces de l'ordre n'ont jamais été totalement débordées.

Les incidents les plus sérieux se sont produits dans les rues commerçantes du centre-ville, où des vitrines ont été brisées et des voitures endommagées. De brèves échauffourées ont opposé supporters et forces de l'ordre à la gare centrale, puis aux abords du stade d'Anderlecht. L'intervention de la police montée et l'usage de canons à eau ont parfois été nécessaires pour disperser les émeutiers. Six cents policiers et autant de gendarmes avaient été mobilisés pour ce match, qualifié de rencontre «à haut risque» dans une ville encore traumatisée par le drame du Heysel (39 morts le 29 mai 1985).

Deux mille jeunes Allemands avaient rallié la capitale belge en scandant: «Les Allemands sont là» ou «Football et violence». Toutes les bandes du pays - parfaitement connues des services de police mais rarement démantelées - avaient décidé de faire de ce 20 novembre 1991 leur «jour de gloire». Parmi ces «durs», qui s'étaient chaque samedi dans le championnat d'Allemagne, les sympathisants néo-nazis restent très nettement minoritaires, mais leur influence est grandissante, en particulier dans l'ex-RDA.

Ph. Br.

SOMMAIRE

DÉBATS

Le Front national et l'immigration: Censopolitisme, par Guy Konopnicki; Revues, par Frédéric Gausson..... 2

ÉTRANGER

Le débat sur la construction européenne avant le sommet de Maastricht..... 3
La guerre civile en Yougoslavie: les réactions après la chute de Vukovar..... 4
Belgique: le problème de l'immigration dans la campagne électorale..... 6
L'irrésistible restauration du prince Sihanouk..... 6
Le sud du Liban ou la peur de l'oubli..... 8

POLITIQUE

La préparation des élections régionales: M. Vigouroux et le PS commencent la vache de M. Tapie..... 12
M. Le Pen se vérifie à la Réunion l'application du «pacte de solidarité»..... 12
M. Mauroy engage sa responsabilité sur l'adoption par le PS d'une proposition de scrutin mixte aux élections législatives..... 13

SOCIÉTÉ

Le scandale des transfusions sanguines..... 14
Le vingtième anniversaire du centre Marmottan..... 14

CULTURE

Africa Fête à la Cigale..... 17
Trophées de chasse à la Galerie des Beaux-Arts à Bordeaux..... 18
L'univers de Sempé au Pavillon des Halles..... 18

LIVRES • IDÉES
• Rencontre avec la romancière

anglaise Sybille Bedford • Pinget, scribe des bribes • Beckert, ancre • Théo Klein et les travers de la démocratie française • La Feuilleton de Michel Braudeau • La chronique de François Bott • «D'autres mondes», par Nicole Zand • Un supplément consacré à la bande dessinée: «Opéra-Bulles»..... 19 à 33

ÉCONOMIE

Discussions financières entre le G7 et les Républiques ex-soviétiques 35
IBM délègue à Dassault ses activités de conception assistée par ordinateur..... 35

COMMUNICATION

Le Parlement européen amende le projet de directive sur les normes de télévision..... 38

MONDE AFFAIRES
La crise existentielle de la Bourse de Paris: La pollution coûte cher à l'industrie américaine..... 39 à 41

Services
Abonnements..... 2
Annonces classées..... 37
Carnet..... 44
Loto..... 44
Marchés financiers..... 42
Météorologie..... 45
Mots croisés..... 44
Radio-télévision..... 45
Spectacles..... 16

La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 21 novembre 1991 a été tiré à 491 236 exemplaires.

GRATUIT jusqu'au 15 décembre



8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

NEUBAUER vous propose votre 106, 205, 309, 405 en série spéciale CUIR (intérieur complet en cuir façon sellier)

NEUBAUER word et tous des PEUGEOT c'est français, nous en sommes fiers!

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.92.59.52
227, bd. Angot-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

LIVRES • IDÉES

La baronne Billi

Rencontre, à Londres, avec Sybille Bedford, une amazone octogénaire qui privilégie la dimension romanesque du réel

VISITE À DON OTAVIO
Tribulations d'une romancière anglaise au Mexique
de Sybille Bedford
Traduit de l'anglais par Isabelle Chapman, préface de Bruce Chatwin.
Phébus, 384 p., 149 F.

PUZZLE
de Sybille Bedford
Traduit de l'anglais par Florence Lévy-Paolini.
La Promeneur, 384 p., 180 F.

À Londres, dans le quartier de Old Chelsea, à deux pas de la Tamise, dans une maison en briques, pas trop loin d'un pub nommé The Front Page, habite une vieille dame sans chien ni chat : Sybille Bedford. Elle traîne un peu de lassitude dans la démarche et dans la voix. Elle porte des mocassins, un pantalon gris, une chemise à petits carreaux bleus, un gilet sans manches et un foulard orange, noué à la façon des cavaliers. Cette élégance d'amazone lui donne l'air d'une authentique garçonne octogénaire. Ses yeux ont un reflet presque turquoise.

Née d'un baron allemand, Maximilien von Schoenebeck, et d'une mère en partie anglaise, elle raconte qu'à l'école les autres filles l'appelaient « baronne Billi ». « Un prénom de garçon », constate-t-elle d'ailleurs. Et, tout de suite, anticipant les questions, elle s'étonne que le public français s'intéresse de nouveau à elle : « Mon premier roman, *Legacy*, a été traduit par Béatrice Beck sous le titre *Une vue impartiale*, chez Hachette. Quelques privilégiés ont pu lire une première version de *Visite à Don Otavio*, au Club français du livre, et mon second roman, *Constance*, a paru chez Stock en 1963. *La mode allait au nouveau roman à l'époque, si bien que ces livres n'ont pas trouvé leur audience.* »

Sybille Bedford — suite à la mort soudaine de son père, en 1921 — a vécu quelque temps en Italie, puis, avec sa mère et son beau-père (« installés dans l'instabilité »), elle passera quatorze ans entre Marseille et Toulon, à Sanary-sur-Mer. Elle raconte cette période d'éducation peu sentimentale, les va-et-vient d'Italie en France, de France en Angleterre. La douceur de vivre de l'entre-deux-guerres s'y mêle à la découverte d'une morale de l'ambiguïté. Déjà se dessine la manière particulière de l'auteur. Elle aime à se remémorer, à recomposer le passé, et privilégie la dimension romanesque du réel. Elle déguise le vécu, car son souci n'est pas de démentir le faux du vrai, mais de « faire mouche », d'être juste.

Le détail vagabond

Sybille Bedford a longtemps écrit « dans sa tête ». Sa rencontre avec Aldous Huxley sera décisive. L'auteur de *Contrepoint* l'encourage et la conseille. Au cours des années 30, elle rédige trois romans « à thème de mauvais augure », probablement proches de la manière du maître. Ces trois romans ne seront jamais édités. Finalement, ayant signé des articles antistalinistes, elle quitte la France en 1940 et rejoint Huxley, en Californie. Ainsi, son premier livre publié, *Visite à Don Otavio*, où elle transcrit ses tribulations dans un Mexique à la fois précis et onirique, ne voit le jour qu'en 1953. Sybille Bedford a déjà quarante ans.

Comme Robert Byron, Sybille Bedford a le culte du détail vagabond. La simplicité apparente de sa prose cache un travail complexe et lent. Elle excelle dans la peinture des personnages, surtout s'ils vivent dans des lieux retirés — comme cet ancien domaine sur les bords du lac Chalcala, à cent lieues de Mexico — et forment une sorte de nébuleuse. Elle est sensible à l'élégance naturelle des gens, à leur sens de la dignité. Rien ne la



Sybille Bedford en 1963

bouleverser tant que l'honneur des mendiants. En ce sens, *Visite à Don Otavio*, qu'elle définit comme une « comédie de mœurs », affiche le parti pris de l'auteur : ce Mexique où se trament les faits et la fiction, où le tragique est toujours nimbé d'une légèreté drolatique, est un Mexique vu par une bourgeoise cosmopolite qui a horreur du mensonge social.

De prime abord, le ton pourrait tromper le lecteur. Sybille et son amie — américaine et solidement

radicale — donnent l'impression de se regarder plus qu'elles ne regardent les autres. Dans le train qui les mène de New-York à Mexico, dans les bus et les ornières du Michoacan, ou à Cuernavaca, à Acoapulco et à Oaxaca, elles donnent à leur aventure l'allure d'une croisière littéraire. N'empêche que, peu à peu, à force d'amalgamer l'anecdote et l'histoire longue, à force de rencontres et de visions éphémères (le livre s'est d'abord intitulé *Sud-den View*), en levant ses impressions en rose et en les mariant à l'évocation des figures du passé, Sybille Bedford parvient à nous faire partager la temporalité si particulière du Mexique.

Face au compliment, l'auteur proteste : « C'est un miracle fortuit ! Ce pays de l'éternel lendemain ne m'a jamais séduite, il m'a horrifiée ! J'aime la Méditerranée... J'aime l'ordre... J'ai un faible pour la Suisse... D'ailleurs, je n'ai jamais eu envie de revoir le Mexique ! » En disant cela, du coin de l'œil elle s'amuse de l'embaras qu'elle provoque. Pour

donner le change, j'évoque la figure de Don Otavio, ce rêveur anachronique et généreux, ce bâtisseur d'hôtel fantasmagorique dans une région alors sans touristes — « Il était très gentil et très ignorant, vous savez... » Provocation, dépit ou simple vérité ? Elle se tait, puis comme en aparté, pour relater sa dernière phrase à son propre parcours, elle ajoute : « Je suis devenue exagérément européenne. »

Puzzle, qui a obtenu le Booker Prize en 1989, raconte précisément son expérience composite de l'Europe. Elle y avoue son « désir de sud » et sa passion du vin. Au reste, d'honorables bouteilles vides sont rangées au-dessus de la bibliothèque (mouton-rothschild 1896, château-lator 47 et 61, chateau-beaumont 59, chateau-lafite 62...), et la dame, vice-présidente du Pen Club, qui s'apprête à se rendre au Reform Club, me confie : « Londres est un paradis pour le vin. Tous ces clubs ont des caves magnifiques. On y mange mal, mais on y boit bien. »

Les douches froides éveillent. En sortant de ce non-entretien, regainant le stylo, je m'exclame : « Nous avons oublié de parler de vos chroniques judiciaires ! — Oui. J'ai, depuis l'âge de quatorze ans, une curiosité étrange pour les procès. Cela est devenu un travail alimentaire. J'observe les cours de justice de façon intimiste. Je suis attentive aux tremblements de mains, de paupières, aux lapsus. » Elle a ainsi rendu compte « à sa manière » du cas du docteur Adams (1959), de l'obscénité supposée de *Lady Chatterley* (1961), du procès allemand du « personnel » d'Auschwitz (1963-1965) et du procès de Jack Ruby, l'exécuteur de Lee Harvey Oswald (1964). Son multilinguisme lui a permis de rédiger un essai comparatif sur l'application des lois en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Autriche et en France.

Le thème de la culpabilité l'intéresse. En passant près du portrait que le peintre Kisting a fait d'elle, droite et sensuelle, je me risque à lui demander si sa déclaration d'amour à une femme, scène obsessionnelle dans *Puzzle*, a joué un rôle-clé dans sa vie. Elle répond vivement : « Oh, vous savez comment sont les jeunes... je devais être impulsive à l'époque... cela fait partie du reste. » Ceux qui liront son premier livre, *Visite à Don Otavio*, et son dernier « roman », *Puzzle*, qui s'éclaircit l'un l'autre, découvriront que l'incident — à la manière du ruban volé de Jean-Jacques Rousseau — explique bien des choses. Fors le talent, c'est évident.

Jacques Meunier

BANDE DESSINÉE



Opéra-Bulles

Un supplément salué l'ouverture mardi 26 novembre d'« Opéra-Bulles », exposition en quatre actes consacrée à la bande dessinée, à la Grande Halle de la Villette. Enki Bilal, René Goscinny, l'univers des *Cités obscures* ainsi que « les Français en vacances » sont les principaux héros de cet événement. « Opéra-Bulles » marie l'émotion intimiste des souvenirs de lecture et le souffle de la mise en scène. Mais le neuvième art n'en finit pas de poser des questions à ses scénaristes, à ses lecteurs (ou ses lectrices) et aux... hommes politiques. Pages 29 à 33

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Souffleurs de fantômes

Le Japonais Akiyuki Nosaka, play-boy à lunettes noires et provocateur-né, pornographe mêlant l'argot et la langue la plus classique, manipule les fantasmes, cependant que le Coréen Yi Ch'ong'un donne à son récit érotique une dimension politique. Page 20

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Nos voisins de l'Extrême Nord

La littérature norvégienne ne s'est pas arrêtée avec Ibsen, Hamsun ou Vesaas. Du 25 novembre au 7 décembre, à l'occasion des « Belles Étrangères », onze écrivains seront en France. Cette manifestation et la publication de plusieurs livres permettent une véritable découverte de nos voisins de l'Extrême-Nord. Page 28

Pinget, scribe des bribes

THÉO OU LE TEMPS NEUF
de Robert Pinget.
Éditions de Minuit, 86 p., 59 F.

Il n'a pas sa juste place ! Mettons-le-y ! Lecteurs, aidez-nous à lui rendre justice ! Je ne connais rien de plus gentiment vain que le discours caritatif dont nous entourons certains auteurs classés, une fois pour toutes, difficiles et rares.

Robert Pinget appartient exemplairement à cette famille. Ni le Prix des critiques 1963 pour *L'Inquiétude*, ni le Fémina (1965 pour *Quelqu'un*), ni le Grand Prix national des Lettres en 1967, ni l'hommage solennel d'Avignon la même année, n'ont épargné à ce chevalier du nouveau roman la malédiction des écrivains « confidentiels ».

Plus bizarrement, le caractère manifeste de ses livres n'a pas eu raison de sa réputation d'auteur pour intellectuels. C'est que le public, entraîné par les marginales dans l'illusion post-réductrice, n'est pas sûr pour partager les doutes qui s'imposent sur l'instrument même de la littérature moderne à l'a fait, mettons, pour les arts plastiques.

Avec quelques autres révélateurs de la crise du langage, dont Beckett, surtout Beckett, Pinget devra attendre sur les rayonnages, si ceux-ci veulent bien pour encore leur rôle, que la postérité s'inter-

roge enfin sur ce que les mots ont d'adéquat, par rapport à ce qu'on voudrait leur faire dire, de muet et, il faut bien le dire, d'hilarant.

Théo nous renvoie à cette évidence. Un vieil oncle essaie de mettre au clair ses chères péripéties. D'autres diraient qu'il « écrivait ». Chez Pinget, cet acte déraisonnable et exotique est toujours désigné par des diminutifs apitoyés. Monsieur Songe « scribouille » ; ici, notre homme « scribouille ». Le narrateur, qui se méfie de toute grandiloquence, traite son héros de « scribe maléfique ». De fait, la mémoire du vieux flâneur, se voulant aussi, question de sphincter, il confond les beaux autruches dont il aimerait tirer une sensation de temps-neuf (c'est le sous-titre du livre) et orner sa prose. Giltouille rime avec scribouille ; rime pauvre !

Fou rire contagieux

Après du vieillard, un nouveau essai, lui, de lire un de ces « grands » livres où nous avons tous appris à truffer de mots savoureux et d'images inventées le bouquet des choses. Il ne comprend pas l'effort de l'oncle, lequel s'agace que le jeune trouve la lecture « ennuyeuse ».

Leur incompréhension mutuelle n'est pas seulement un trait de caractère et de l'âge. Elle illustre la qualité des discours qui constituent

tout être humain non analphabète : d'un côté, les bruits de la vie quotidienne, l'immédiat courant, les répliques méconnues, indigestes de guillemets, objets sonores interchangeables, du type « As-tu changé l'eau des fleurs ? » ; et, de l'autre côté, l'histoire lue de nos lectures magnifiques, restée en nous à l'état de référence inamalgamable.

Question, dès lors, pour l'écrivain (et pour le lecteur adulte) : comment extraire des simples instantanés du passé ou du présent de quoi égarer les belles histoires les négatives et gravées en nous, à l'épreuve des malheurs du temps ? Comment dépasser l'état de simple scribe des bribes ?

Pinget fait mine de ne pas se départir de ces choses plus sûrement que son personnage. C'est sa politesse, assez britannique à voir. En réalité, l'humilité qu'il assume, à peu près tous les écrivains contemporains devraient s'y astreindre, si notre époque n'avait, à cet égard, tous les culots.

À part les grands livres où nos propres histoires semblent écrites par avance, la plupart des œuvres d'aujourd'hui ne font que brasser de la brève digne d'oubli. Le mérite et l'art de Pinget sont d'en être conscients, jusqu'au plus contagieux des tous réels.

Bertrand Poirot-Delpech

Les Éditions de Minuit rééditent cette voix, publiée pour la première fois en 1975 (230 p., 96 F.).

ITALO CALVINO



Editions du Seuil

سكتا من الحظ

هنا من انا

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

LES PORNOGRAPHES

d'Akiyuki Nosaka.

Traduit du japonais par Jacques Lalloz, Philippe Picquier, 216 p., 98 F.

LE PROPHÈTE

de Yi Ch'ongjun.
Traduit du coréen par Ch'oe Yun et Patrick Maurus, Actes Sud, 92 p., 69 F.

UN pornographe est un auteur de récits obscènes censés éveiller les bas instincts de ses lecteurs. On peut se demander si l'on ne devrait pas élargir le sens de ce terme aussi simplement forgé que celui de photographe. Un photographe « écrit avec de la lumière » et, de même, un pornographe écrit « avec de la prostitution » et pas seulement sur les prostituées. Ça qui élargit le champ des spécialistes avoués de la chose. En bonne logique, on pourrait admettre au rang de pornographes des auteurs qui ne parlent pas de sexe, mais dont la plume est vendue au plus offrant et flète le client au plus facile. La liste serait longue. Le personnage du pornographe a fasciné plus d'un écrivain de talent, depuis Restif de la Bretonne jusqu'à John McGahern et Akiyuki Nosaka. Mais ni l'irlandais ni, aujourd'hui, le japonais n'écrivent en l'occurrence de la pornographie. C'est le commerce de celle-ci qui les retient. Cette drôle de vie de marionnettiste, souffleur de fantômes.

Le roman de Nosaka, qui eut maille à partir avec la censure lors qu'il parut en 1963, raconte les aventures picaresques et hautes en couleur d'une bande de filous à la petite semaine dirigée par un certain Subuyan. Ce sont des amateurs, ils ont découvert la pornographie sur le tas, un petit boulot comme un autre pour sortir de la misère, et ils bricolent dans tous les sens. Tantôt ils enregistrent sur une bande magnétique des rôles amoureux de toutes sortes qu'ils vont chercher au trou des serrures, au plafond, au plancher des petits hôtels, à la fenêtre des jeunes mariés, avec des perches, des tuyaux, pour concocter un mélange de soupirs des plus stimulants. Tantôt ils vendent à de gros administrateurs blasés d'authentiques vierges professionnelles (elles sont une douzaine sur la place à ne faire que ça, vierge éternelle). Ils se lancent, sans un sou, dans le film porno, où leur ingéniosité fait merveille. La projection privée pour les fêtes de fin d'année de leur première œuvre, *Le prêtre préfère l'introit*, un film muet commenté à l'ancienne par un vieux acteur qui débouque, se tait ou se met à parler du grand Tanizaki au lieu de dire les salacités prévues, est digne des Marx Brothers.

Le talent de Nosaka est ravageur, comique, outré. Il ne recule ni devant la fantaisie scatologique ni devant l'horreur, et pourtant c'est une impression de force saine qui se dégage de cette énorme farce dont la morale déabusée est qu'en ce genre de plaisirs rien ne vaut ce qu'on obtient de sa propre main. C'est, du moins, le point de vue de Subuyan et celui de l'auteur. Subuyan est, en partie, un frère de papier du turbulent Nosaka. Comme lui, il a perdu sa mère sous les bombes américaines à Kobe, le 17 mars 1945. Dans sa préface à *La tombe des lucioles*, le précédent ouvrage de Nosaka paru en France chez le même éditeur, Patrick de Vos donnait quelques repères de la vie d'un écrivain particulièrement médiatisé au Japon, mais peu connu en France.



Nosaka, provocateur nécessaire

Souffleurs de fantômes

NÉ en 1930 à peu près orphelin (il ne connaît jamais sa mère, rencontrera un jour, par hasard, son père), Nosaka verra sa mère adoptive tuée par les bombes incendiaires, sa sœur mourir de faim dans les décombres, et sera un survivant de justesse avec toute la culpabilité confuse que cela implique. Il exercera les métiers les plus divers : « fendeur de bois, vendeur de sang, de poubelles, de DDT, laveur de chiens, terrassier, expert en tests d'intelligence, employé d'agence immobilière, etc., avec au bout du chemin une cure pour revenir de l'éthylisme ». Et, comme si cela devait suivre dans la foulée, romancier.

Sédu par Mishima dès son premier livre, *Les Pornographes*, il ne quitte plus l'arène du spectacle littéraire. Il se présente comme un play-boy à lunettes noires, puis sans lunettes. Il écrit des textes publicitaires, il chante un cha-cha-cha scandaleux, il gifle Oshima on ne sait pourquoi, il s'agite beaucoup dans le rôle du provocateur nécessaire. On n'a pas l'équivalent en France,

pas avec ce don d'écrivain. Il est impossible de bien juger d'un style qui mêle l'argot d'Osaka et la langue classique, les calembours impossibles et les références littéraires précieuses, le traqueur n'a pas eu la tâche aisée. Fallait-il parler d'un « affarisme du calbar » ou dire « j'en ai les glandes toutes remontrées » ? Rien de plus délicat que la langue verte. En revanche, pour se convaincre de la verve féroce de Nosaka, il suffit de lire le dialogue de Subuyan et son complice Banteki, admirant la cour d'un collage de jeunes filles et spéculant sur les millions de yens qu'ils pourraient tirer de la vente de ces puceles, de tout ce malheureux capital dormant. La difficulté de l'opération les embarrasse, plutôt que les scrupules, car, pour le reste, ils se considèrent comme des bienfaiteurs. Comme la dit Subuyan : « T'en as dont le truc est en berne, tout ratatiné, que moi, grâce à mes photos spéciales et mes bouquins, je les aide à redresser la tête encore une fois... Crois-moi, c'est un métier qui t'assure une place au paradis, ça. »

DANS un registre beaucoup plus sobre, nettement moins truculent, le Coréen Yi Ch'ongjun, dont Actes Sud a déjà publié *l'île d'Ito*, propose une courte allégorie sur l'art de manipuler les fantômes. Dans la taverne de la Reine des abeilles, un petit groupe d'habitues se retrouvent pour vider des bouteilles du matin au soir, surtout le soir. Parmi eux, un certain Na Uhyon jouit d'un extraordinaire don de prophétie. Tout ce qu'il prédit arrive. L'ennuyeux est qu'il s'agit toujours d'événements fâcheux et qu'il ne fournit aucun moyen d'y parer, contrairement à la plupart des mages. On le craint plus qu'on ne l'aime, mais on le tolère, comme un mal inévitable. Jusqu'à un jour où une nouvelle patronne arrive à la Reine des abeilles.

Madame entend être obéie, non seulement des filles qui servent, mais des clients. Elle veut être la Reine. Pour cela elle découvre un procédé très simple : à partir de 10 heures du soir, tout le monde doit porter un de ces masques traditionnels en papier représentant des animaux, des dragons, comme on en trouve dans la boutique voisine de la taverne. Le masque libère les clients de la honte de boire, autorise les servantes à plus de libertés, fait couler l'alcool et l'argent, assure l'emprise de Madame sur son petit monde. Pour vérifier son pouvoir, elle asservit un pauvre garçon qui travaille comme sperm-partner pour les apprentis boxeurs de la base américaine, qui doit encaisser sans répondre. Le jeu continuera quand Madame en fera son amant, car elle a le fouet précis et cruel, elle aime l'humilier en public, voir jusqu'où elle peut s'approcher du danger. Assez loin, semble-t-il, presque aussi loin que possible. Mais le véritable péril qui la menace, c'est ce maudit prophète qui a prédit un meurtre...

On avait déjà souligné à propos d'un autre bref roman coréen, *L'autre Côté d'un souvenir obscur*, de Yi Kyunyoung (Actes Sud), cette manière efficace et sèche de révéler la dimension politique dans la vie quotidienne à travers des récits qui s'apparentent à des fables. Celle du *Prophète* est proche de Bataille et de Pauline Réage, mais s'oppose radicalement à la thèse de l'histoire d'O. Pour le prophète et son auteur, il n'y a aucun bonheur dans l'esclavage, ni pour un homme ni pour un peuple.

PORTRAITS ET PRÉFÉRENCES

d'André Suarès.

(Ames et visages II).

Édition établie, annotée

et présentée par Michel Drouin,

Gallimard, 360 p., 145 F.

ANDRÉ SUARÈS devrait relire M^{me} de Staël. Vous me direz qu'il est mort depuis longtemps (depuis 1948) et que les défunts ne relisent jamais rien. Ils ont sans doute autre chose à faire, et Suarès ne peut, hélas ! réviser aucun de ses jugements ni réparer aucune des injustices où l'a entraîné sa verve. Tout de même, il est très aveugle avec Germaine. « Ce gendarme d'éloquence, cette plaie oratoire », dit-il. Et puis : « Elle a de gros appétits, une grosse taille, une grosse voix, une grosse figure et de gros crins noirs plein son turban. Tout est gros en elle. » C'est déjà très méchant, mais André Suarès en rajoute. Il prétend que la baronne donnait la « migraine » à Goethe et qu'elle a « usé » Benjamin Constant plus que « vingt ans de débauche et de tripot ». Il y a, dans tout cela, rien de masoquisme...

Pourtant, même quand il ne parvient guère à nous convaincre, ce diable d'écrivain réussit à nous séduire. Car ses intolérances lui ravivent l'esprit, et ses fureurs lui aiguissent la plume. Féroce, irascible, et génial. Voilà un gros mot, je sais. Voilà encore de l'obésité... Je n'aime pas les mots énormes, mais il convient de se souvenir que le génie développe autant les travers que les vertus.

Il faut que Suarès déteste et dénigre les uns pour admirer les autres. Ainsi, Benjamin se trouve être le gagnant de l'affaire. On lui adresse tous les éloges que l'on refuse à M^{me} de Staël : « En amour comme en tout, Benjamin

Constant reste son propre témoin. Et c'est toujours contre lui qu'il témoigne. Homme qui se tourmente de désirs ennemis et de scrupules, sans même se savoir gré des maux qu'il se cause et de l'ennui qu'il endure. Ce n'est pas la marque d'une nature médiocre que de chercher en soi, et d'y découvrir à tout propos, la source de grands tourments. » Voilà, sans doute, un autoportrait masqué. Lorsqu'on souffre très souvent, il faut bien se reconnaître quelquefois le mérite de la souffrance.

André Suarès prend volontiers des allures d'homme inspiré, et les prophètes ne sont pas des gens très calmes. Aussi, les promenades en sa compagnie ne se font pas dans la sérénité. C'est du tourisme passionnel. Le premier volume d'*Ames et visages* réunissait les études de Suarès sur la littérature française du Moyen Âge au dix-huitième siècles (1). Le deuxième volume, *Portraits et préférences*, nous entraîne sur les chemins du dix-neuvième siècle. Nous allons de Constant à Rimbaud. Au passage, nous aurons croisé Chateaubriand, Paul-Louis Courier, Stendhal, Michelet, Victor Hugo, Musset, Flaubert, Baudelaire, Taine, Duranti, Zola, Mallarmé, Verlaine et ce « pauvre Huysmans », qui ressentit « l'horreur de tout et de lui-même ». Du joli monde. Balzac n'y figure pas. Il était peut-être absent de Paris. Il voyageait à l'étranger, sans doute.

André Suarès nous fait vivre

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La baronne, le vicomte et le sosie



avec tous ces gens. Il nous les fait apercevoir et rencontrer vraiment. Il accomplit si bien son métier de visionnaire que nous en tirons les bénéfices.

Voici donc Chateaubriand. Suarès n'éprouve guère de sympathie à l'égard du vicomte. Sa vanité, dit-il, lui donnait des insomnies. Le malheur d'être seulement le second l'empêchait de dormir. Le premier, c'était naturellement Bonaparte : « Un géant couvrait la France et l'Europe. Voilà l'envie et la vraie douleur de Chateaubriand. Napoléon n'a pas eu d'ennemi plus profond, ni plus farouche, ni d'ailleurs moins dangereux.

L'amour-propre est meurtrier, mais non pas celui qui tue avec une plume. »

LES mots n'assessinent jamais personne ? Pas sûr... Ils peuvent vous détruire lentement, comme l'arsenic. De toute manière, Chateaubriand y trouvait le bonheur morose que procure la vengeance. Il pensait que ses prouesses « valaient bien » celles de « Bonaparte » et il considérait l'« éternité de Paris à Jérusalem » comme une plus belle victoire qu'Austerlitz.

Cela, paraît-il, faisait beaucoup rire Stendhal. Le cher M. Bayle ne s'attire aucune remarque désobligeante de la

part d'André Suarès. Il suscite, au contraire, une approbation sans réserve, de même que Julien Sorel, « jeune homme de génie pour tous les temps ». A propos de Stendhal, Suarès note que, si les écrivains prennent « toutes sortes de figures », aucune n'est une figure d'emprunt. Car ils en reculent de multiples. Quant à la distinction que font les professeurs entre le classicisme et le romantisme, André Suarès la met au rebut. Où ranger Flaubert, par exemple ? « D'esprit romantique », il a ramené le classicisme dans notre littérature, puisqu'il fut artiste et grammairien dans un temps où presque personne ne l'était plus.

Suarès n'admire qu'à moitié Flaubert. Il le plaint d'avoir tellement travaillé et de s'être consumé à la tâche. Et il lui reproche de nous faire entrevoir la « peine » que lui a coûtée *Madame Bovary*. Les écrivains ne devraient pas laisser, dans leurs livres, des traces de leurs nuits blanches. Décidément, André Suarès préfère la facilité de Stendhal : « Cette aisance, dit-il, est ravissante. » Cependant, il n'est pas toujours aussi critique à l'égard de Flaubert. Il évoque très joyeusement son usage de l'imparfait : « Ce perpétuel imparfait qui tombe parfois sur dix ou vingt pages sans cesser un instant, comme une pluie de Calados, en automne, sur l'herbage. » Et Baudelaire ? C'est peut-être de lui que Suarès se sent le plus proche. « Toujours passionné, jamais sentimental », le fils de M^{me} Apupick révérait le

masque du « sarcasme » ou du « dégoût ». Pourtant, personne n'a partagé davantage la misère des gens que rejette le monde entier...

Le dernier fantôme de ce volume sera Rimbaud. Au siècle près, il est mort il y a quelques jours, le 10 novembre. La France l'a couvert de fleurs. Moins qu'Yves Montand, mais, tout de même, il doit bien rigoler ou se mettre en fureur. Ou cela lui est indifférent. Je ne sais. Né le 12 juin 1868, André Suarès avait vingt-trois ans quand Rimbaud rendit l'âme. Dans sa jeunesse, il avait respiré l'air de la ville où Arthur était revenu mourir. Se trouvait-il à Marseille le 10 novembre 1891 ? Il aurait pu se promener autour de l'hôpital...

A l'époque, Suarès était fasciné par Rimbaud. Et il le resta longtemps. Cependant, il ne devait rien publier sur le voyou de Charleville, à cause d'une médiocre histoire de jalousie littéraire. En 1912, André Suarès préparait un portrait de Rimbaud à l'intention de la *Nouvelle Revue française*. Mais Claudel en écrivait un autre pour la même publication et Suarès dut retirer le sien. Il ne fallait pas contrarier l'auteur du *Partage de midi*. Claudel assurait qu'avant de mourir Arthur avait retrouvé la foi catholique. C'était fort élogieux de la pensée d'André Suarès, lequel n'entrait pas dans ce genre de dévotion. Il laissa donc son texte (inachevé) dans les tiroirs.

Le voici enfin publié, avec d'autres fragments écrits par la suite et qui restent également inédits. Suarès s'interroge sur le célèbre silence de Rimbaud. La réponse est lumineuse : Arthur s'était « détruit » lui-même. Il s'était « vidé » en quelque sorte. A Harar, il « se survivait ». C'était une apparence, « un corps sans âme ». L'ombre de Rimbaud. Le « sosie » d'Arthur.

(1) *Ames et visages*, de Joinville à Sade, Gallimard, 1989.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Comment peut-on être marocain ?

La visite de deux Écossais chez leur gendre maghrébin :
Chraïbi poursuit, en s'amusant, son interrogation sur l'Homo arabicus

L'INSPECTEUR ALI
de Driss Chraïbi.
Denoël, 240 p., 89 F.

Que faire lorsque l'on se définit soi-même comme « un maître de la littérature maghrébine d'expression française », que l'on a derrière soi le poids du *Passé simple* et des *Boues*, deux livres qui forment l'attention dans les années 50 et qui proposent, coup sur coup, l'un, une critique impitoyable des traditions musulmanes, l'autre, une violente mise en cause de la civilisation européenne (1) ? Que faire lorsque l'on croit avoir tout dit sur la misère d'un monde déchiré entre Orient et Occident, mais que l'on s'interroge encore sur la fonction de l'intellectuel en butte à ce clivage, sur l'attitude des gouvernants, sur la perte du sacré ?... Que faire ? Continuer, questionner sans cesse et, si possible, étonner, trouver un ton nouveau. C'est ce qu'a entrepris Driss Chraïbi depuis *Une enquête au pays et la Civilisation, ma mère* (2).

Il y a désormais deux veines chez cet écrivain marocain né à Al-Jadida en 1926 et installé en France depuis vingt-cinq ans : la veine sérieuse des « livres profonds », « engagés », et « écrits avec peine », et celle, plus légère, « à peu près plus salutaire » — de l'ironie, de l'humour, de la tendresse. « Je me suis aperçu que la révolte conduit à se prendre au sérieux », confie Chraïbi. « J'avais besoin d'une voix qui résonne différemment ».

Cette voix est celle de l'inspecteur Ali. Brahim Orouk, le narrateur, est devenu mondialement célèbre en écrivant des romans policiers dont le héros, l'inspecteur Ali, lui vaut des « tirages faramineux » et lui rapporte plus d'argent « qu'à tous les lauréats des prix littéraires réunis ». Après des années passées en France, Brahim est ren-

tré au Maroc avec sa femme Fiona, « une gazelle (écossaise) aux cheveux de mail et aux yeux de mer ».

Fiona va avoir un troisième enfant et l'on attend la visite des beaux-parents venus d'Édimbourg pour la circonstance. Une visite qui sera, bien sûr, l'occasion d'opposer deux modes de vie pour mieux rire des travers de l'un et de l'autre. Comment peut-on être marocain ? s'interrogent, interloqués, les deux Écossais lâchés dans la Médina : « Un pays où rien ne marche, où le chômage se porte bien, où la voiture est bousillée, où l'inflation galope, où le diable braise à toute allure ».

Mais, sous la plume de Chraïbi, l'Europe n'est guère plus alléchante, avec « ses B. D., ses séries B, ses variétés et sa soupe qui tient lieu de culture ». Au passage, l'auteur n'oublie pas de rire de lui-même — non sans une pointe d'amertume — en épingleant ces « écrivains accomplis » ont été consacrés des parcs dans la presse et quantité de thèses, mais qui font figure d'amateur à côté d'Orouk, le roi du kiosque, celui dont on ne confond pas, au moins, les ouvrages avec ceux de Tahar Ben Jelloun ! Chraïbi s'amuse : il brouille les cartes en attribuant à un autre, par dérision, certains de ses propres titres, il truffe son texte d'allusions à des livres plus anciens. Il glisse ici et là quelques phrases entières du *Passé simple* ou des *Boues*. Un jeu perpétuel, une façon de signifier aux lecteurs que, si le ton a changé, le message, lui, est resté intact.

La préoccupation essentielle demeure celle de l'homme arabe : « de plus en plus traqué par des puissances qui lui échappent », ce « malheureux Homo arabicus », nourri de légendes de son passé prestigieux et qui n'a plus que sa voix pour vivre toutes les injustices du monde, toutes les oppressions. « C'est cela le thème du livre que je projette », confie Orouk à sa

femme dans un moment de découragement ou de lucidité : un livre qui s'appellerait *Le Second Passé simple*. « Désespérance, extrême solitude et quelques lueurs de tendresse dues au rêve et que l'on qualifie de poésie. Voilà ce que je sens ».

Mais gardons-nous de dramatiser ou de théoriser, car Chraïbi se moque aussi du « sempiternel verbiage » de ceux qui veulent à tout prix trouver dans ses livres une « dimension historique, géographique, philosophique ou mystique ». Orouk n'est-il pas devenu célèbre en évitant les « complexités de l'identité culturelle et autres salmigondis où les critiques aiment bien

enfermer [les] littérateurs » ? Voilà une mise en garde qui invite à la prudence. Contentons-nous donc de suivre Chraïbi dans ce qu'il voudrait nous faire prendre pour un « divertissement intellectuel » et feignons de le croire lorsque, en faux naïf, il s'étonne : « Moi, moi, porteur de tant de messages ? »

Florence Noiville

(1) Denoël, 1954 et 1955. Repris en Folio n° 1728 et 2072.

(2) Seuil, 1981. Denoël 72. Repris en Point Roman n° 84 et Folio n° 1902.

Emilienne l'amoureuse

LA PLAGE D'OSTENDE
de Jacqueline Harpman.
Stock, 350 p., 120 F.

Avoir un amant de quinze ans son aîné n'est pas un exploit. Mais décider à onze ans qu'on se liera à un homme qu'on n'épousera jamais et dont on ne partagera pas la vie dite quotidienne est un peu moins commun.

C'est pourtant ce qui arrive à Emilienne Balthus, l'héroïne de la *Plage d'Ostende* quand elle rencontre Léopold Wiesbeck, un peintre à qui l'on promet un grand avenir — et qui l'aime. « En vérité, je n'avais jamais vu d'homme et n'en vis désormais aucun autre », raconte Emilienne. Je suppose qu'à cet âge-là je n'avais pas encore de mots précis pour les sentiments : je dirais aujourd'hui que c'est le désir qui définit l'homme et je n'ai désiré que lui ».

Emilienne attendra patiemment, méthodiquement, d'avoir quinze ans pour devenir la maîtresse de Léopold — qui, entre-temps, a épousé une femme fortunée pour pouvoir consacrer à son art. Elle ne craindra ni de se marier avec un homme qu'elle n'aime pas, ni d'apparaître comme scandaleuse pour préserver et défendre « sa » vie que la *Plage d'Ostende* retrace en 350 pages vives et dures.

Dans ce sixième roman, la psychanalyste belge Jacqueline Harpman sait se garder des poncifs de l'homme romantique et de ses avatars modernes, ou « post-modernes ». Elle sait parler du désir, du scandale profond que représente, pour la société, une relation non convenue entre un homme et une femme.

Elle tente de dire la singulière perception du temps que provoque l'amour : « J'ai effacé les longues heures de classe, le galopade derrière ma mère, ses colliers et ses écharpes, les interminables vacances dans des pays vides puisqu'il n'y avait pas, les nuits où il dormait à côté d'une autre (...) Il fallait vivre au jour le jour : j'ai écarté les jours où il n'était pas là. » En général c'est le manque, l'absence, la vacance, que l'on se plaît à retenir. On saura gré à

Jacqueline Harpman de nous faire grâce du fameux lieu commun : « on ne se sent vivre que lorsqu'on est malheureux ».

Dans ce roman touffu — un peu trop — on se laisse emporter par l'amour de Léopold et d'Emilienne, sur fond de nonchalance cultivée, de la fin de la deuxième guerre mondiale à nos jours. On croise de grands bourgeois élégants, quelques femmes assez folles pour vouloir inventer leur vie, des personnages en voie de disparition, peu à peu remplacés par une « jet society » où l'inculture se porte comme un ornement.

L'amour au passé simple

Toutefois Jacqueline Harpman n'évite pas toujours les écueils du « roman-feuilleton » (qui ne manque certes pas d'adaptés), ni l'abus du passé simple, temps assez inadéquat pour dire l'amour physique. Elle n'est pas, en ce domaine, en « mauvaise compagnie ». Des écrivains reconnus partagent ce goût du passé simple.

Seuls quelques mauvais esprits, qui s'étaient amusés naguère dans les *Escaliers de Chambord* de Pascal Quignard, vont pouvoir sourire encore en lisant dans le court texte — très plaisant par ailleurs — qu'il sort ces jours-ci (1) : « Puis ils étreignent leurs mains, avancent leurs ventres, avancent leurs lèvres. Ils s'embrassent. » Les mêmes ne sauraient se passer de lire ou de relire la page 123 de *Paradis* (2) de Philippe Sollers où un savoureux morceau de dérision du récit au passé simple les attend.

Même ces « maniaques » ne devraient pas renoncer à lire la *Plage d'Ostende* car les amours scandaleuses et violentes de la petite Emilienne consolent de la guillemote sentimentale qui envahit tout, de la télévision à ce qu'on croit être la littérature. Quant à tous ceux qui lisent pour « s'évader », se « divertir », on aurait envie de leur dire, si ce n'était oser dans le désert : plutôt Emilienne que Scarlett !

Joeyane Savigneau

(1) Tous les matins du monde (Gallimard).
(2) Seuil, 1981.

La folie Couprie

Une chanson de geste à la mesure de notre temps
dans une Camargue qui résume la planète

L'ÉNORME TRAGÉDIE
DU RIVE

de François Couprie.
Robert Laffont, 586 p., 135 F.

Voici dix ans, un romancier difficile à épingler nous invitait à parcourir le delta du Rhône. Le moins que l'on puisse dire est qu'il nous dépayait et nous déconcertait. La boussole de Couprie n'indiquait pas une de ces directions qui offre au voyageur-lecteur une promenade sans surprise. Le pilote retour s'en cachait pas. Dès le départ, il annonçait que la Terre ne tourne pas autour du soleil (Gallimard, 1980). Puis il nous proposa de partager la Vie ordinaire des anges (Laffont, 1983), d'écouter le Rive

du pharaon (Laffont, 1984), d'assister à la Récréation du monde (Laffont, 1985). Ce n'était pas vraiment obscures, mais plus transluces que transparent. On pouvait se demander si, emporté par le matelotisme de la création, Couprie dominait l'entreprise.

Son étonnant David Bloom, inventeur de souterrains qui abolissent le temps en le créant (dans cette œuvre, les évidences naissent des paradoxes comme « la vérité naît de l'accumulation des mensonges »), fondateur poétique d'une religion promise à donner son quinquies à la prophétie de Malraux sur la spiritualité indispensable au vingt et unième siècle, ne donnait pas toute sa lumière à l'histoire dont il est le centre humain,

comme la Camargue en est le centre géo-politico-philosopho-religieux.

Devant cette épopée, cette saga familiale, cette fresque dont chaque fragment ne livre que lentement son dessin, nous serions sans doute restés insatisfaits sans Sarah Starova, historienne exotique des Évangiles, que toutes les religions intéressent. En 1998, de William Bloom, le cousin de David, elle reçoit les carnets de Couprie. En 2000, elle publie l'ouvrage qui vient de paraître. Une somme marquant d'un sceau nouveau l'art et la technique romanesques. Et tout est éclairci de ce qu'on peut appeler la folie-Couprie.

La boussole indiquait la bonne route. Les chemins de traverse

n'égarèrent qu'en apparence. Ils sont autant d'itinéraires vers des aires où, mimétiquement, se développent les éléments de l'immense parabole qui, considérant l'ampleur de l'œuvre, aurait pu n'être qu'un bric-à-brac littéraire. Mais si Starova se nourrit de toutes les sources qui lui sont données, comme Couprie fait feu de tous les bois offerts à l'écrivain (multiformes et multitudes des thèmes), c'est que nous sommes à la fois dans l'utopie intemporelle la plus débridée et dans la réalité la plus rigoureuse, l'une et l'autre ne négligeant rien de ce qui fait la vie des corps et l'aspiration des hommes.

Le premier Couprie (l'auteur des romans) et le second (le personnage dont Starova éclaire l'aventure afin de lui offrir une mort de toréador lumineux dans une corrida éblouissante) s'allient pour une chanson de geste à la mesure de notre temps. Sont là nos fascinations, nos peurs, nos mythes, nos espoirs, nos quêtes où idéologies et religions se heurtent ou s'agglutinent. Starova, aidant Couprie qui l'aide, élargit notre champ de vision. Leur Camargue résume la planète. Et nous ne sommes plus déçus. Les événements que connaît, au cours de ces cinquante dernières années, le romanesque delta du Rhône ne sont pas plus étranges ou irréels que ceux que nous avons vus, vécus ou lus dans nos journaux.

Au-delà des normes habituelles du genre, voici une aventure où l'on n'entre pas facilement pour s'y installer confortablement. Si le roman séduit, l'auteur n'est pas un séducteur. Son talent ne se donne pas, il se découvre par une lecture qui se doit d'être aussi précise que l'écriture et la pensée. Récompense et admiration sont au bout. Nous le serions-on assez que le roman et le livre lui-même sont voués à la mort ! Aussi longtemps que s'écrivent et s'étaleront de belles œuvres, non seulement ils vivront, mais l'on verra qu'ils sont intemporels.

Pierre-Robert Leclercq



DICTIONNAIRE
ENCYCLOPÉDIQUE DE

L'ISLAM

Cyril GLASSÉ
présenté par Jacques BERQUE

Le premier dictionnaire
encyclopédique de l'Islam en
un seul volume, réunissant les
croyances, les pratiques, l'histoire,
la culture du monde islamique.

1000 LETTRES, 400 PAGES, 100-200
ILLUSTRATIONS EN COULEURS,
SOLEI, BORDAS, JACQUETTE.

Bordas

THESAURUS
Larousse

DES MOTS
AUX IDÉES

Un trésor inépuisable
de mots et d'idées
pour ne
jamais en manquer*.

* INCONTURNABLE. Le nouvel outil original
d'expression et de création indispensable pour rédiger
et faciliter la conceptualisation et l'association d'idées.

سكنا من الوطن

هكذا من النص

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le voisinage du bonheur

IN MEMORIAM
suivi de Anniversaires
de Jean Schlumberger.
Gallimard, 161 p., 78 F.

« Si l'accord qui régnait dans la première équipe de la NRF fut si robuste, disait Jean Schlumberger (1), on ne dira jamais assez combien il fut soutenu par l'attachement réciproque de ces trois femmes : Madeleine Gide (1867-1938), Agnès Copeau (1872-1950) et Suzanne Schlumberger (1878-1924) étaient en effet devenues proches amies, dès les premières années du siècle, joignant leurs fines personnalités dans l'ombre de leurs époux indépendants. La timide et distraite Suzanne, née Weyher en 1878 dans une famille de la haute société protestante qui produisait la toile de Mayenne, avait épousé très jeune l'arrière-petit-fils de Guizot, dont les ancêtres alsaciens avait fait fortune également dans l'industrie textile : vivant de ses rentes, Jean Schlumberger devint animateur des universités populaires, poète, critique, romancier à la psychologie audacieuse, auteur dramatique sans succès, cofondateur de la Nouvelle Revue française en 1908, possesseur de 33 % des éditions du même nom, habitué des Décades de Pontigny, cofondateur du Théâtre du Vieux-Colombier en 1913, journaliste à *Vendredi*, puis au *Figaro* (2).

« Tout notre groupe en deuil »

Suzanne et Jean Schlumberger formaient apparemment un couple tellement uni qu'il en était troublant : un jour, Francis Jammes, qui villégiaturait avec eux, en compagnie de Gide et de Jeanne Drouin, sur la côte basque, « soudain muet et retiré à l'écart, s'abîma dans une crise de neurasthénie. Elle dura vingt minutes. Le voisinage du bonheur me précipite dans la mélancolie. Je n'ai pu supporter la vue du ménage Schlumberger », explique-t-il ensuite à Gide. (3)

Suzanne, mère de trois enfants, apprit avec persévérance le maniement des pinceaux, exposa au Salon d'automne, en bonne élève du « maître » Théo Van Rysselberghe. Mais, dès la fin de la première guerre mondiale, elle commença à perdre des forces, fut opérée par deux fois, s'affaiblit de plus en plus et finit par succomber au cancer le 7 septembre 1924, dans l'ignorance de son mal : « Mort de Suzanne Schlumberger, consigna sèchement la Petite Dame (4), au milieu des siens, chez nous, à Saint-Clair ; cela met tout notre groupe en deuil. »

Tout au long de la dernière phase de la maladie, Jean Schlumberger prit des notes,

qu'il rassembla, élagua et imprima à cent exemplaires hors commerce à l'automne 1926, sous le titre 1878-1924 — seule inscription souhaitée par sa femme sur sa dalle mortuaire. Madeleine Gide écrivait alors à Agnès Copeau : « Vous aussi vous avez reçu la blanche plaquette et lu avec larmes — comme je viens de la faire, avec bouleversement, avec pitié et aussi admiration (5). »

Cette succession de textes courts retrace, sans ciller — « puisque tant de fois nous avons été les plus forts », — l'emprise grandissante de la « Bête » dans « ce corps si fier d'être resté celui de la souple jeune fille ». « Sa force, qui la lui prend, qu'elle la retrouve à chaque jour diminuée ? », demande l'agnostique dénué, qui se souvient de son protestantisme originel. Jusqu'à la fin, Jean Schlumberger veille sur le soufflet court, le corps décharné, le regard vague, et quand, enfin, Suzanne ne respire plus, quand le drap resta immobile : « Mon Dieu [...], soyez loué pour la victoire qui nous est donnée : ce cadavre et ce vide ! »

La réédition de ce très émouvant hommage à sa femme paraît aujourd'hui, accompagnée de tous les textes d'« anniversaires », inédits, que Jean Schlumberger écrivait, chaque 7 septembre, presque jusqu'à sa propre mort, en 1968. Le tout dernier évoque patétiquement les forces nouvelles que lui donna le travail d'annotation, en 1964, de sa correspondance avec Martin du Gard : « J'ai ri moi-même de ce vieillard qui trouve toujours des raisons de prolonger sa vie. » Quant à la correspondance qu'il entretenait pendant cinquante années avec André Gide, son ancien « voisin de campagne », à La Roque, elle devrait paraître dans quelques mois : pour l'heure, les toutes premières lettres croisées nous en sont dévoilées par Pascal Mercier dans le numéro d'octobre de la Nouvelle Revue française (6), fondée par eux deux, avec Copeau, Ghéon, Ruyters et Drouin, il y a plus de quarante ans.

Claire Paulhan

(1) Présentation de la réédition de 1878-1924, sous le titre *In memoriam*, dans ses *Œuvres complètes*, tome III, Gallimard, 1959.

(2) Ce sont deux de ses frères, Conrad et Marcel, qui s'enrichirent durablement en créant un procédé électrique pour la prospection du pétrole. C'est un autre de ses frères, Maurice, qui fonda la banque Schlumberger.

(3) Schlumberger raconte cette anecdote dans son seul autre écrit autobiographique, *Événements*, Gallimard, 1950.

(4) 7 septembre 1924, *Cahiers de la Petite Dame*, 1918-1929, « Cahiers André Gide » 4, Gallimard, 1973. André Gide surnommait « la Petite Dame » son amie, Elisabeth van Rysselberghe.

(5) Lettre du 29 octobre 1926, *Correspondance Gide-Copeau*, vol. II, Gallimard, 1988.

(6) N° 465, « André Gide-Jean Schlumberger, Lettres », précédé de « Une accordeuse défilée » par Pascal Mercier, Gallimard, 128 p., 54 F.

Un vieux monsieur indigne

Paul Robin a un culot monstre : son deuxième roman traverse l'infini

SOIR DE FÊTE
de Paul Robin.
Payot, 320 p., 125 F.

Paul Robin ne joue pas le jeu. Le jeu, lorsqu'on est comme lui un vieil instituteur retraité, né en 1913 et retiré, nous dit sa notice, « dans un village du Vendômois », c'est de publier, puisque désormais vos loisirs vous le permettent, un joli texte de Mémoires, soigneusement calligraphié, parfumé à l'encre violette et à la craie et chantant les vertus rugueuses de la France profonde, ponctué par l'émeri de la morale laïque. Au lieu de quoi, Paul Robin écrit des romans : le *Dernier Jeu de l'oie*, l'année dernière, et, cette année, chez le même éditeur, ce *Soir de fête* qui, pas plus que l'autre, ne fait appel à la nostalgie de nos souvenirs scolaires.

Du moins attendrait-on de lui qu'il écrive la langue française comme on savait le faire avant que la barbarie des temps, l'amollissement des mœurs et la confusion des valeurs ne la mettent en péril. Mais Robin, qui est décidément un vieux monsieur indigne, paraît avoir tiré ses leçons d'écriture de la lecture de Joyce d'avantage que de celle d'Anatole France, sa philosophie d'une méditation sur Nietzsche plutôt que d'un balayage des poussières d'Alain, et son inspiration du côté de tous les excentriques qui, au cours des siècles, ont posé leur petit paquet de dynamite dans les marges du savoir, de la pensée et de la littérature.

Pour tout arranger, Paul Robin a un culot monstre. Le *Dernier Jeu de l'oie* revisitait l'histoire universelle, *Soir de fête* vise, tout modestement, à interroger les avatars de l'homme-dieu, de la divinisation de l'homme à travers les mythologies, et ce surtout par une relecture tumultueuse et hautement romanesque de l'Ancien et du Nouveau Testament.



Paul Robin
retraité sans
pantoufles

On aura deviné que ce livre ne ressemble à rien de connu. Il n'y a que dans l'excitation alcoolique ou que dans l'excitation mystique que l'homme trouve l'inconscience de dialoguer avec l'absolu. Le roman de Robin navigue sans cesse sur ces crêtes de la décision ou de l'extase. Nous sommes au soir de la fête, nous avons visité tous les bistrots de la mythologie, le Café Napoléon, celui de la Comète et bien d'autres, et nous y avons longuement bu.

Nous avons tourné sur tous les manèges de l'Histoire jusqu'à en perdre la tête, nous sommes allés chez Circé, à la baraque de la femme-poisson pour y cher-

cher le secret de nos origines. Enfin, nous avons débarqué, complètement ivres, au Café de la Bouteille à la mer, où nous avons pris le patron pour Yahvé et une table pour le Golgotha, que nous avons vainement tenté d'escalader avant que notre chute n'entraîne notre expulsion de ce paradis. Entre-temps, nous avons hélé le ciel, cherché la connaissance absolue, dialogué avec Clément d'Alexandrie, enfourché les quatre chevaux de l'Apocalypse, entrevu la balaie blanche d'Hermann Melville, connu le Dégue, lu les Tables de la Loi, et, surtout, approché le Christ, la figure du dieu-homme, celui qui fait croire

qu'il peut y avoir quelque chose de commun entre les êtres misérables, ridicules, ignares et solitaires que nous sommes et les images de perfection et de bonheur qui hantent nos songes.

Parfois, Robin, presque paisible dans le désespoir ironique, a des accents proches de Beckett : « Cependant, je crois que je me tiens debout, du moins par instants. Mais tous mes efforts portent sur la préservation de mon âme, meurtrie, réduite à la quête aveugle de son intégrité, ruinée et corrompue par un séjour prolongé dans une eau d'où le ciel intérieur s'est retiré et ainsi vouée à une lente dénaturation, et finalement au naufrage. Néanmoins, on ne peut en conclure que mon âme soit devenue une chose incommensurable qui a renoncé à toute lucidité, un fantôme moisi, un objet taré qui se traîne sur le flanc ou ne se déplace que de biais. C'est tout de même ce que je possède de plus précieux. » Le plus souvent, c'est le torrent de l'angoisse qui donne au livre son rythme et son souffle, charriant des images folles et parfois obscures, mariant le rire et le cri, l'invective et le chant, l'allusion savante et la fable grotesque, l'exégèse et la farce.

Tout cela est, certes, « *truffé d'opacités* », comme le monde lui-même. Quand on traverse l'infini, on ne sait pas s'il faut prendre à droite ou à gauche, dirait Robin, et le désorientation du lecteur fait partie du livre et de ses ambitions, qui ne sont pas minces. On ne lira pas Robin pour se détendre, mais au contraire pour se tendre : pour se confronter avec une quête et avec une écriture, avec une interrogation faite prose, qui ont précisément pour objectif de révéler le divertissement pour mieux se défendre de ses mensonges.

Pierre Lepape

La peur d'aimer

Françoise Hamel conte l'histoire d'un malentendu : une mère et une fille qui jamais ne se comprennent

LA SEMAINE
DES PETITES DOULEURS
de Françoise Hamel.
Laffont, 250 p., 110 F.

Dans un port de la « presqu'île », entre la criée au poisson et la maison d'arrêt, un ancien orphelinat, Les Fillettes, a été reconverti en résidence pour veuves. M^{me} veuve Cotentin refuse d'accrocher à ses fenêtres les rideaux en plumes réglementaires. La fantaisie, c'est sa manière de tenir tête à la fatalité. Après une jeunesse heureuse suivie d'un mariage désastreux, elle a repris goût à la vie depuis la mort de Lucien le Taciturne, un faux capitaine au long cours sédentaire. Désormais, elle s'habille de couleurs vives même si sa fille la trouve « trop évidente ».

Sa fille unique, c'est Princesse — un « prénom ridicule, un prénom pour chiens de l'année des P », se dit la fille, exaspérée. Tandis que sa mère se lamente d'avoir « raté sa vie alors que ce n'était pas dans son caractère », Princesse, à vingt-cinq ans, refuse de devenir une princesse. Elle stagne dans un bureau de SOS-Pollution, sur un châtiment appointé canal de l'Oron. « La vérité, déplore la mère, est que mon unique pointe les jours ouvriers. » Un signe particulier cependant : c'est une délinquante du déménagement, toujours en fuite.

On est tout de même loin de l'adolescente révoltée, partie le jour de ses seize ans en claquant la porte de l'immeuble des douanes, celle qui menaçait sa mère de devenir poète ambulante. Mais M^{me} veuve n'est jamais, elle non plus, conforme à l'image que Princesse se fait d'elle. C'est à distance que mère et fille se comprennent, au téléphone. Ensemble, elles multiplient les gaffes, s'embrassent en « canards aveugles », s'agacent, ne savent pas se retrouver.

« Faites le portrait de votre mère » : à sept ans, Princesse avait fait scandale en décrivant, dans une rédaction, une mère fictive, comédie de femme. Si elle récidive parfois, évoquant par exemple sa mère en aquarelle, c'est le plus souvent la mère qui s'invente une fille plus originale, une artiste qui « cuit la poussière ». Aucune des deux ne renonce à attendre, en vain, l'éblouissement réciproque. Et chacune se sent désespérément coupable.

C'est qu'il y a encore « trop de père » entre elles. L'ombre du Taciturne rôde, gâche les moments qui pourraient être paisibles, ou même les disputes qui devraient aller crescendo jusqu'à « l'incandescence du grand rabibochage ». Parfois, pourtant, il y a des moments voilés de préférence dans des garages, des hôtels, des brasseries, deux anonymes où l'une et l'autre échappent provisoirement au « rétro », à la peur inscrite en elles.

Après le Café à l'eau, qui évoquait, avec une violence froide, la tyrannie paternelle, la Semaine des petites douleurs (dont la litanie

évite, au jour le jour, de penser à la Grande Douleur) est un livre tendre et cocasse. Comme dans la rédaction d'enfance, c'est le portrait d'une mère, plus vraie à force d'être réinventée, avec son monologue intérieur sur le mode du coq à l'âne et une « boulimie de mots sonores et incongrus » pour conjurer la mélancolie.

L'ironie masque à peine l'émotion : « Il faudrait sans doute que toutes deux réapprennent par le début, depuis l'origine des temps.

En chimpanzés mère et fille, les gestes élémentaires leur reviennent et la compréhension d'un minimum de mots, ils l'ont dit à la télé. » Fille unique et « mère unique », elles le sont ; « deux sortes d'amies », inséparables dans le malentendu. Jusqu'à ce que, trop tard, Princesse se reproche d'avoir réfréné ses propres élans ; faute d'avoir senti le courage têtue de M^{me} veuve dans sa « déstabilisation enthousiaste ».

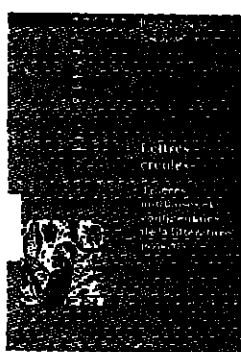
Monique Pétillon

Montand la vie continue

Jorge Semprun



Africains. Caraïbes. Indiens. Européens.
Conteurs et écrivains.
Langue créole et langue française.
Sur les senteurs de la littérature antillaise.



"Lettres créoles."

Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant.

HATIER

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Les juifs et le président

Théo Klein s'interroge sur les travers de la démocratie en France

ISRAËL
AUX QUATRE VENTS DU CIEL
de Théo Klein.
J.-C. Lattès, 220 p., 119 F.

Lorsque Théo Klein avait été élu président du Conseil représentatif des institutions juives de France, le CRIF, au printemps 1983, certains esprits malicieux avaient observé que la gauche était aux affaires, les dignitaires du judaïsme français avaient opportunément choisi pour porte-parole un sympathisant socialiste.

C'était ignorer que le nouveau président, étonnant d'une procédure d'élection récemment adoptée, n'était pas venu à bout sans mal de trois tours d'un scrutin serré, entrecoupés de laborieux conciliabules. C'était méconnaître, surtout, la personnalité de cet avocat d'affaires parisien, qui allait être un interlocuteur peu commode pour le pouvoir et, pour les organisations communautaires juives, le plus indocile des chefs.

Le livre que publie Théo Klein, *Israël aux quatre vents du ciel*, n'est en aucune façon le récit de ses six ans à la tête du CRIF, responsabilité cumulée, pendant deux années, avec celle de président du Congrès juif européen, dont il est le père. Les pensées qu'il y communique sont, néanmoins, nourries de cette expérience. Elles ont la légèreté de jugements passés et repassés au crible de la réflexion et, si elles sollicitent fréquemment la Bible — non sans irrévérence — elles ne prétendent pas à une sagesse plus inspirée que celle d'un honnête homme de son siècle.

Français né de parents français, Théo Klein n'a jamais oublié qu'un pouvoir légal, sinon légitime, l'avait retransmis de la communauté nationale entre 1940 et 1944. Il est, pourtant, de ceux qui plus que d'autres ont mérité de cette communauté, pour s'être engagés dans la résistance contre le nazisme.

Acteur du débat politique national en tant que principal dirigeant laïc des organisations juives, Théo Klein en a retiré un avis critique sur le fonctionnement de la démocratie en France : la concentration du pouvoir au sommet de l'Etat a pour effet de limiter la discussion et de vider en grande par-

tie de son sens la fonction parlementaire ; les médias, loin de combler ce manque de dialogue, le creusent. « La communication médiatique chasse la délibération », écrit Théo Klein, auquel ses adversaires reprochaient pourtant, lorsqu'il présidait le CRIF, de privilégier la première au détriment de la seconde ; mais la règle du jeu est contraignante, et il est difficile d'être efficace sans s'y plier.

Humour et hétérodoxie

Les citoyens, au lieu de se sentir représentés par tel ou tel élu ou groupe d'élus dans la confrontation d'opinions ou de points de vue multiples, n'ont le choix qu'entre soutenir la majorité et attendre la prochaine élection pour voter contre elle. Nombreux sont ceux que ce jeu lasse, voire détourne des urnes.

Théo Klein se refuse à pareil abandon, mais il n'en est pas moins sévère pour les hommes politiques qu'il a vus à l'œuvre ces dernières années. « La démocratie, observe-t-il, ne met pas à l'abri de la perversité ou de la cruauté mentale. Encore faut-il beaucoup de talent et, surtout, la durée pour les exercer. Elle ne protège pas, non plus, des initiatives apparentes qui recouvrent un inébranlable immobilisme. » Pour faciliter la tâche du lecteur, il ajoute : « Chacun identifiera, à sa guise, les cas de figure. »

L'équité dont il entend faire montre, en mettant également et implicitement en cause le président de la République et son précédent premier ministre, « reconstruit », elle aussi, des griefs plus directement nourris à l'expérience du chef de l'Etat. Après l'instauration de la représentation proportionnelle, qui avait ouvert les portes de l'Assemblée nationale à un mouvement héritier de Vichy, la fin du mandat de Théo Klein à la tête du CRIF avait été compliquée par la décision de François Mitterrand de recevoir à Paris Yasser Arafat.

Les organisations juives s'en étaient indignées, et le chef de l'Etat en avait tenu pour responsables leurs dirigeants, qui avaient tenté de l'alerter sur les remous que ne manquerait pas de provoquer la visite en

France du chef palestinien. L'Elysée avait reproché, alors, aux dirigeants juifs de vouloir exercer la pression d'un « lobby » sur la politique étrangère de la France.

D'un coup, le dialogue auquel avait cru le président du CRIF était brisé, et une partie de ceux qu'il avait mission de représenter lui reprochaient de s'y être et de les y avoir fourvoyés. Ces



(Dessin de Nicolas Chabrier)

déboires n'ont pas détourné Théo Klein, citoyen français et israélien, d'affirmer la volonté des juifs de prendre en main leur présence dans l'Histoire — ce dont l'existence de l'Etat d'Israël est, à ses yeux, le gage le plus sûr — et, tout autant, de refuser que cette présence s'enferme dans une citadelle nationale ou religieuse.

Vis-à-vis du dogme, il affiche, avec un singulier mélange d'humour insolent et de respectueuse modestie, une hétérodoxie qui lui avait valu, dans ses fonctions, quelques remontrances rabbiniques. On ignore si le charme qu'il déploie dans les notations personnelles et quotidiennes, entremêlées à ses réflexions politiques, lui vaudra l'indulgence des gardiens du temple.

Patrick Jarreau

Rêver Israël

Les questions de Roger Ascot face à la montée de l'intégrisme

LES SIONISMES TRAHIS
ou LES ISRAËLIENS
DU DIMANCHE
de Roger Ascot.
Préface d'Elie Wiesel.
Balland, 160 p., 32 F.

Depuis quarante ans, Roger Ascot observe de près l'évolution des mentalités françaises à l'égard d'Israël et des juifs ainsi que la radicalisation du sionisme au sein

tenaille de contradictions, mais sans jamais renier Israël.

Au-delà du lyrisme combatif de l'homme qui voit cet idéal dévoyé, son livre, bref et percutant comme un cri d'amour blessé et aussi d'espoir, se veut un constat : celui de la réserve croissante de la société française envers Israël et les juifs ; celui, aussi, de la montée de l'intégrisme au sein d'un ghetto invisible que l'intégrisme religieux et la victoire incomplète du sionisme initial auront favorisée largement. Ceci expliquerait-il cela ? Ce n'est pas si simple, et la disparition du monde bipolaire laisse présager d'encore plus redoutables périls, notamment celui d'une religion récupérée par les nationalistes les plus fanatiques dont le nombre et l'importance ne cessent d'augmenter.

L'homme, la Bible et le fusil

Les pionniers qui débarquaient sur les côtes de l'ancienne Palestine se souvenaient qu'ils avaient été partout étrangers. Avec l'Europe, ils quittaient la diaspora des pogroms et des chambres à gaz, certains même leur Dieu dont l'absence ou l'indifférence les tourmentait sans répit ! Ils portaient un grand espoir messianique : créer une nation juive qui puisse rejoindre les nations unies du monde ; ils souhaïtaient avec ardeur trouver leur place dans ce monde meilleur à venir qui ne soit pas, surtout pas, celui des sinistres contre-utopies d'un Huxley, d'un Orwell. Pour les sionistes du début, Israël n'était pas une religion mais la garantie de pouvoir demeurer eux-mêmes sans

être massacrés. Ils préconisaient la coexistence judéo-arabe, certains, même, un Etat binational. Ils souhaïtaient un sionisme pour l'homme et pour le juif, aussi bien pour les autres que pour l'homme juif, projet stimulant que Roger Ascot appelle « le sionisme fraternel », celui des pères fondateurs.

Seraient-ils trahis aujourd'hui ? Certes, comme le remarque Ascot, l'antisémitisme en France aujourd'hui cache mal l'embarras de ceux qui veulent occulter le souvenir d'Auschwitz, sinon l'antisémitisme notoire des révisionnistes qui le nient, et opèrent l'amalgame entre l'extermination du judaïsme européen et le drame des Palestiniens privés d'une patrie. Il est tout aussi vrai — et le fait qu'Ascot le souligne, le dit et le redise, fait le prix de son livre — que l'image de ceux qui témoignent pour Dieu, fusil et Bible à la main dans la perruque de Judée et de Samarie, ne correspond plus à celle des rescapés venus à la fin des années 40 en Israël et qui, eux, témoignaient pour l'homme ! Telles sont les raisons du désarroi de Roger Ascot, lequel ne remet pas en question la foi de ses grands-parents mais seulement les agissements de certains qui s'en servent pour dénaturer le message du sionisme des commencements, pour falsifier le sens de la Torah et détourner ainsi la vocation essentielle de paix et de conciliation d'Israël.

Edgar Reichmann

(1) Poète, auteur dramatique, Roger Ascot a publié également quatre romans : *Les Enfants du square des Vosges*, *Les Juifs meurent aussi*, *Rose de ma mémoire* (chez Fayard) et *Nord-Plage* (éd. Lien commun).

Les messagers du Talmud

CÉLÉBRATION TALMUDIQUE
portraits et légendes
d'Elie Wiesel.
Seuil, 368 p., 145 F.

Au-delà d'une œuvre considérable consacrée au peuple juif, à son histoire récente et passée, à sa philosophie, Elie Wiesel nous conduit aujourd'hui vers les rivages énigmatiques des grands maîtres du Talmud. Le Talmud signifie « étude », une étude qui, elle-même, s'étudie, exerce d'une pensée qui se pense. Elaborée essentiellement au tournant de l'ère chrétienne, le Talmud de Jérusalem, comme celui, plus ample, de Babylone, protège et explicite la Torah, la loi juive exprimée dans la Bible. Il comporte deux parties, la Mishna, recueil des lois et décisions rabbiniques, et la Gemara, premier commentaire établi par les exégètes de la Mishna.

Fruits d'un travail plusieurs fois séculaire dans les doctes académies du Moyen-Orient, ces textes constituent le sommet d'une dialectique de la morale, portée par la réflexion des législateurs qui se proposent de régir la vie quotidienne de leur peuple dans ses

moindres détails. « La Torah n'est pas un commencement mais le Talmud n'est pas une fin », écrit Elie Wiesel avec pertinence.

En effet, ceux qui l'ont rédigé ont permis la poursuite, jusqu'à nos jours, d'une motivation rigoureuse qui couvre aussi bien l'interprétation des Commandements que les sciences exactes et les sciences humaines, les conflits culturels et sociaux que la littérature et la jurisprudence. Pour Wiesel cependant, le Talmud demeure le champ inoubliable de son enfance. Commentant l'impératif biblique « Tu aimeras ton prochain comme toi-même », un de ses maîtres, Rabbi Akiba Ben Joseph exprime une réserve : « Tu ne diras pas, conseille ce rabbin, parce que j'étais humilié, j'humilierai mon prochain ; parce que quelqu'un m'a maudit, je maudirai mon prochain ; comme toi-même s'applique alors aux bonnes choses. »

Avec sa maîtrise habituelle, à travers ses récits magiques, Elie Wiesel nous restitue l'étonnante modernité du Talmud, considéré non seulement comme l'instrument privilégié d'une réflexion formative, mais aussi comme une manière d'être dans le monde.

E. R.

Le « petit entrepreneur » et les princes de l'Eglise

L'AFFAIRE
DU CARMEL D'AUSCHWITZ
de Théo Klein.
Ed. Jacques Boinin.
275 p., 125 F.

Théo Klein, président de la communauté juive de France, mais non religieux, a voulu jouer un rôle dans ce qui fut l'une des plus grandes polémiques judéo-chrétiennes de l'après-guerre. L'affaire du Carmel d'Auschwitz a pourtant révélé chez lui une maîtrise et une ténacité de « petit entrepreneur », qui ont fait l'artisan numéro un de son règlement.

Cette affaire n'en est pas encore à son dénouement — le dénouement, prévu pour l'an prochain, des religieuses polonaises installées en 1984, en signe de repentir, dans le camp de la mort — mais le récit qu'en fait Théo Klein, est déjà une pièce d'histoire maîtresse, par son objectivité, ses révélations, la qualité de sa documentation et surtout de sa réflexion.

Le point de départ de cette affaire qui a tardivement mobilisé l'opinion, y compris juive, sauf en France et en Belgique, est apparu

minuscule, voire pusillanime, à beaucoup de bons esprits. Mais les plus lucides y ont vu tout de suite un affrontement de deux attitudes devant la souffrance et la mort, de deux conceptions de la prière et du silence, de deux courants dans l'Eglise (ouverture ou non à la spécificité du génocide juif), et même de deux conceptions de la Pologne post-communiste.

Le symbole de la croix

C'est Théo Klein qui prit l'initiative de ce qui restera, sans doute, comme la première vraie négociation judéo-catholique de l'histoire. Il raconte par le menu, avec la distance teintée par l'émotion et l'humour de l'apologétique, les rencontres de Genève avec les cardinaux français et étrangers, ces princes de l'Eglise dont il ne douta jamais de la sincérité, mais surestima probablement la capacité à régler un conflit local, qui plus est en Pologne et même — ironie de l'histoire — dans l'ancien diocèse du pape, celui de Cracovie-Auschwitz.

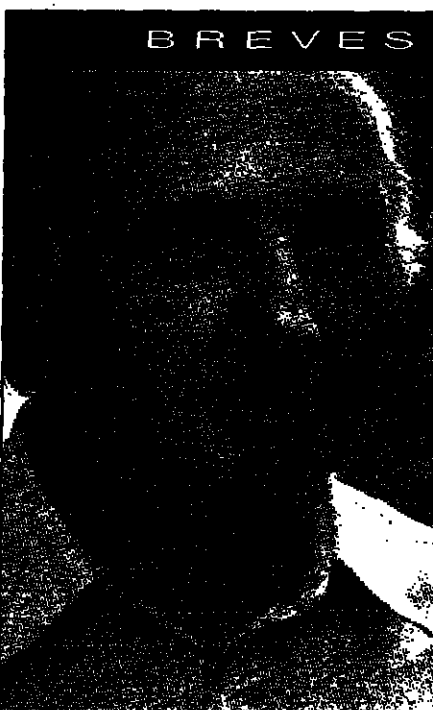
Jusqu'au bout, malgré les sceptiques et les partisans d'un scénario de crise, le « petit entrepre-

neur » est resté fidèle à son intuition de départ, celle d'un arrangement par un dialogue direct avec la partie catholique.

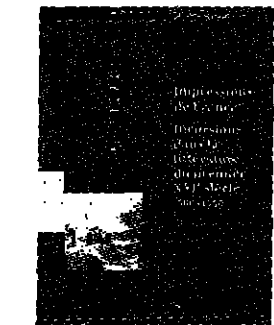
Sans avoir l'air d'y toucher, avec sa méthode de la « négociation d'égal à égal », Théo Klein a tout simplement réussi à casser l'image d'une certaine sujétion juive et d'un complexe d'infériorité face à la prétendue puissance de l'Eglise catholique. Il ne croit pas à la stratégie « révisionniste » de Jean-Paul II, mais s'il a du mal à comprendre la spécificité d'un symbole comme la croix — abusivement plantée au cœur du Carmel d'Auschwitz — qui, dans la Pologne de l'après-guerre, est plus anticomuniste qu'antijuive, il n'a pas tort de tirer comme leçon majeure de cette affaire l'incapacité de l'Eglise à prendre la mesure d'un cataclysme tel que le Shoah.

Une telle « correction » ne pouvait se concevoir qu'entre des amis, un mot que — ultime paradoxe de cette affaire — des hommes comme Théo Klein, les cardinaux Decourty ou Lustiger et bien d'autres, qui avaient tout au départ pour s'ignorer et s'éprouver, ne récuseraient pas aujourd'hui.

Henri Tincq



Marguerite de Navarre. *Lecture d'Étapes.*
Lemaire de Belges. *L'Italie et ses formes poétiques.*
Poèmes nouveaux contre grande rhétorique.
Aux sources de la poésie.



"Impressions de France."
Jacques Roubaud.

HATIER

سكتة من الأمل

سكتا من لاجل

ARTS

Le Beau anglais

Hogarth, Reynolds : au XVIII^e siècle, les peintres anglais aimaient à théoriser

ANALYSE DE LA BEAUTÉ

de William Hogarth.
Traduit de l'anglais
par Jansen (1805),
préface de Bernard Cottet,
ENSBA, 208 p., 110 F.

DISCOURS SUR LA PEINTURE

de Sir Joshua Reynolds.
Traduit de l'anglais
par Dumier (1909),
préface de Jean-François Bailion,
ENSBA, 332 p., 130 F.

Denis Diderot n'était pas infatigable - et particulièrement en matière d'art. Il aime Greuze et ne comprend à peu près rien à Hogarth. Dans son *Salon* de 1765, il l'admonestrait : « Peignez mieux si vous pouvez ; apprenez à dessiner et à écrire point ». Des deux premiers conseils, le ridicule éclate assez pour qu'il soit inutile d'y revenir. Le « n'écrivez point » mérite de plus longs commentaires. Douze ans auparavant, en 1753, Hogarth avait publié son *Analyse de la beauté* destinée à fixer les idées vagues qu'on a du goût, singulier ouvrage dont la traduction est enfin rééditée.

Singulier pour deux raisons : parce qu'il est rare qu'un peintre et graveur s'avance sur le champ où manœuvrent, d'ordinaire, les penseurs patentés du beau et parce qu'il aspire à déterminer des règles assez étroites. Son audace, l'aventureuse la justifie en observant combien les « spécialistes » deviennent vite incapables de juger d'un tableau. S'ils « sont moins propres que d'autres à apprécier le beau et le gracieux, c'est que leurs facultés ont été entièrement employées et comme épuisées par l'étude des différentes manières dans lesquelles les tableaux sont peints, ainsi que par l'histoire, les noms, le caractère des maîtres, et plusieurs autres petites circonstances relatives au mécanisme de l'art ». La pensée historique anéantissant la faculté de jugement ? Excellent sujet d'algèbre.

Selon Hogarth, il conviendrait de le traiter à l'aide d'une composition fondée sur la ligne serpentine, la plus équilibrée, et de figures dont les attitudes, scrupuleusement calculées, s'accroissent aux idées qu'elles ont la charge d'exprimer. Exprimer : le mot est dit. Tout le livre, quoique confus par places et alourdi de rhétorique, s'applique à enseigner comment peindre des contrastes d'ombre et de lumière, des corps, des visages, des regards aussi suggestifs que possible. Les chapitres glissent au catalogue d'observations prises sur le motif, dans la rue et les salons, étude des différents types de mains et de peau, dont celle « du beau sexe (qui) est en général potelée ». Plus généralement, Hogarth note

que « l'action est une sorte de langage ». Ce langage, il l'a fait servir dans ses œuvres à la satire sociale, à la manière d'un écrivain. Aussi son traité s'achève-t-il sur un parallèle du dessin et du théâtre.

Assomment de certitudes

Reynolds n'eût pas toléré de telles libertés, à ses débuts du moins. Ses *Discours sur la peinture* furent prononcés aux séances de la Royal Academy, qu'il présidait, entre 1769 et 1790. Les premiers sont assommants de certitudes et de rigueur, qui placent l'école britannique au sommet de l'art et prétendent déterminer les moyens d'accéder au grand style. Reynolds proscribit alors toute imitation de la nature trop exacte, pour ce qu'elle éloigne de la vérité générale, seule digne d'intérêt. « Il faut que le peintre se dépouille de tout préjugé en faveur de son siècle et de son pays (...) et regarde seulement les façons générales qui sont partout et toujours les mêmes ».

N'aurait-il professé que mépris de l'accidentel et culte de l'idéal, on relirait sans passion ces morceaux d'éloquence, et seulement parce qu'ils définissent à merveille l'esprit académique. Au fil de ses voyages et de ses travaux, Reynolds a cependant changé. Les Vénitiens, les Flamands, les Hollandais qu'il dédaignait en 1769, il les adore plus tard. Il s'enchaîne de leurs audaces et de leurs couleurs et finit par avouer fort honnêtement qu'il ne croit plus qu'à la diversité du beau.

Ainsi atteint-il enfin une hauteur de vue qui explique que Delacroix ait lu ces écrits et en ait copié des phrases dans son *Journal*. Il ne pouvait qu'approuver celui qui note en 1786 que « toutes les théories qui prétendent à la direction et au contrôle de l'art d'après quelques principes prétendus rationnels établis sur ce qu'on suppose que doivent être sa fin et ses moyens sans considérer les effets constants que les objets produisent sur l'imagination ne peuvent être que fausses et trompeuses ». Il conclut de la sorte : « C'est l'imagination qu'il s'agit d'élever. L'effet seul porte ici témoignage de la vérité des moyens ».

Ces deux ouvrages sont publiés par l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), autrement dit les Beaux-Arts de Paris, dans une collection qui doit se poursuivre avec l'abbé Du Bos. L'idée est excellente et témoigne du renouveau intellectuel de l'école et de ses ambitions nouvelles. Elle a aussi le mérite de pallier l'indifférence ordinaire des « vrais » éditeurs en matière de théories esthétiques et d'histoire de la critique.

Philippe Dagen

Judaïsme on Terre d'Israël
Haïm ZAFRANI
ETHIQUE ET MYSTIQUE
Le commentaire kabbalistique du
«Traité des Pères» de J.BU'IFERGAN
260 p., 224 F.
MAISONNEUVE ET LAROSE

"Palestine 47"
Ce livre réédité fort à propos, vous savez qui l'a écrit ?
36 17 ELECTRE
TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS
Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.
Un service du Cercle de la Librairie
*Tapez dans titre : Palestine 47

ACTUALITÉS

SCIENCE FICTION Vies parallèles

FLAMMES D'ENFER

de Jonathan Carroll
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Evelynne Chatelet
et Marie-Hélène Dumas,
Albin Michel, coll. « Blème »,
289 p., 89 F.

L'ÉCHANGE

d'Alan Brennert.
Traduit de l'anglais
par Philippe R. Hupp,
Denoël, coll. « Présences »,
346 p., 125 F.

LE GRAND LIVRE DES ROBOTS

II : La gloire de Trantor
d'Isaac Asimov.
Comprend : les Robots de l'aube, les Robots de l'Empire, les Robots de l'espace, Poussière d'étoiles et Cailloux dans le ciel, Presses de la Cité, coll. « Omnibus », 1 183 p., 135 F.

OPÉRATION PENDULE

de Robert Silverberg.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Francis Kerline,
coll. « J'ai lu », 188 p., 23 F.

LE RETOUR DES TÉNÉBREUX

d'Isaac Asimov
et Robert Silverberg.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par George W. Barlow,
Olivier Orban, 310 p., 135 F.

AVEC *Flammes d'enfer*, son second roman traduit dans l'excellente collection « Blème » des éditions Albin Michel, Jonathan Carroll s'affirme décidément comme la voix la plus singulière, la plus originale de l'actuelle fantasy anglo-saxonne. L'histoire trace, d'abord, la chronique de l'amour

vaillant de deux artistes, Walker et Maria, dans une Vienne dont l'auteur dresse avec beaucoup de bonheur une sorte de géographie affective. Et puis, très insidieusement, le récit s'émiette de quelques péripéties insolites et presque incongrues pour déboucher d'un coup, au beau milieu du livre, en plein fantastique. A l'occasion d'un voyage vers la Californie pour le tournage d'un film sous la direction du maître en scène Weber Gregson (qui apparaît déjà dans *De la lune* : l'univers romanesque de Carroll est tissé de semblables échos), Walker se retrouve en proie à des forces mystérieuses qui vont jusqu'à modifier la trame du monde et à lui faire revivre des scènes arrachées à un passé énigmatique, comme surgies d'une vie parallèle.

Le conte merveilleux de *Flammes d'enfer* prend alors sa véritable dimension. Derrière cette fascinante, complexe et subtile réécriture d'un conte de Grimm, *Outroutillage*, c'est le thème qui nourrit déjà le *Pays du feu* rive qui est à nouveau mis en œuvre : celui de l'invasion du monde réel par les créatures de la fiction. Autrement dit, celui des pouvoirs sans frein de l'imaginaire, célébrés ici au fil d'un récit chantonnant et toujours surprenant et d'une prose au charme proprement magique. *Flammes d'enfer* ou la nouvelle traversée du miroir.

FANTASTIQUE encore avec *L'échange* d'Alan Brennert, un roman lui aussi très original et qui développe avec une grande sensibilité un fort astucieux postulat : un homme, Richard Cochrane, a vu se réaliser deux de ses possibles destins. Dans une vie, il est « mort » à New-York et y a conduit une carrière réussie d'acteur. Dans une autre, il est resté dans sa ville natale,

est devenu employé d'assurances, a fondé une famille... Un jour, à l'occasion d'un deuil qui provoque leur rencontre, ils vont faire l'échange respectif de leurs vies : l'acteur va goûter la provinciale et familiale existence dont il a eu parfois le regret, l'agent d'assurances va accomplir son rêve : devenir comédien. Après avoir ravagé l'existence de leur double et l'avoir rebâtie sur des bases plus saines, ils réintègrent leur propre vie au terme d'un récit d'une symétrie parfaite, absolue. Ce pas de deux très maîtrisé ne se contente pas de jongler avec les possibles : il parle avec beaucoup de tendresse et d'émotion de la trame quotidienne des vies et des sentiments qui les agitent. La perspective adoptée rend notre regard comme neutre.

EN science-fiction, ces dernières semaines ont été placées sous la conjonction de deux étoiles américaines : Isaac Asimov d'une part, dont on vient de rééditer cinq romans sous la forme d'un « omnibus » intitulé *Le Grand Livre des Robots II : la gloire de Trantor*, accompagnés d'une éclairante préface de Jacques Goimard. Et Robert Silverberg, d'autre part, dont j'ai vu venir de faire paraître *Opération pendule*, une jolie variation sur le voyage dans le temps. Ensemble, ils ont signé un excellent roman de facture classique : *Le Retour des ténébreux*. A l'origine de cet exercice à quatre mains, une nouvelle d'Asimov, *Nightfall*, parue en 1941 et qui est probablement l'une des plus célèbres de la science-fiction américaine. En 1990, Asimov et Silverberg se sont associés pour la développer aux dimensions d'un roman qui frappe par son lucide pessimisme et sa construction irréprochable. Cette collaboration croisée a priori surprenante s'avère une totale réussite.

Jacques Bandon

Le livre-univers de Simmons

HYPERION

de Dan Simmons.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Guy Abadia,
Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain »,
490 p., 135 F.

L'année 1990 a vu la frénétique consécration aux États-Unis d'un nouvel auteur, qui n'avait jusqu'alors publié qu'un seul roman fantastique, *Le Chant de Kali* (Le Monde du 10 novembre 1989), couronné, à sa parution, du prestigieux World Fantasy Award. Dan Simmons a, en effet, publié, coup sur coup, deux romans qui ont véritablement rallié tous les prix dans leurs catégories respectives : *Carillon* (paru chez Denoël) et *Hyperion*.

C'est ce dernier que Gérard Klein vient de faire traduire dans sa collection « Ailleurs et demain » (qui s'orne désormais d'une nouvelle jaquette). Et on comprend à sa lecture l'enthousiasme qui lui fait comparer, en quatrième de couverture, *Hyperion* à *Dune*. Tout comme le roman de Frank Herbert, *Hyperion* est, en effet, un livre-univers, qui fascine par l'ampleur de sa vision, par son ambition et la réussite de cette ambition.

C'est tout d'abord, sur le plan formel, un ouvrage d'une totale virtuosité. Dan Simmons a repris à son compte la formule des Contes de

Canterbury : au cours d'un pèlerinage, les participants racontent à tour de rôle une histoire. A cet effet, dans ce roman, la vie des pèlerins est l'enjeu de six récits, ainsi d'ailleurs que le sort du monde. Dans un lointain futur, un système politique galactique et expansionniste, justement nommé l'Hégémonie, plonge dans une guerre sans merci avec un peuple extraterrestre, se trouve contraint d'étudier une double énigme : les mystérieux « tombeaux du temps » des Artefacts venus de l'avenir, découverts sur la planète Hyperion, et le « gritch », une divinité cruelle et meurtrière qui leur paraît liée.

Sept pèlerins ont été choisis par l'Eglise gritchienne pour effectuer, en des temps extrêmement troublés, un pèlerinage solennel ; pendant le voyage qui les entraîne vers les tombeaux, chacun d'eux va livrer aux autres l'anecdote biographique qui le lie très étroitement à la planète Hyperion... et qui explique sa sélection.

Les autres récits, qui ponctuent ainsi leur itinéraire, sont de genre et de style très différents et abordent des thèmes variés : du space-opera flamboyant, façon Larry Niven, à la variation très maîtrisée sur le voyage dans le temps, façon Silverberg, en passant par l'épopée cyberpunk ou l'interrogation théologique.

Hyperion est donc un prodigieux

exercice de style. Mais il ne se contente pas de n'être qu'un sorte de coupe à travers les strates de la science-fiction contemporaine. Il définit un point de vue politique particulièrement explicite dans le dernier récit, celui du cosmo, violent réquisitoire contre le système de crises en coupe réglée de l'univers, qu'on peut qualifier d'anticolonialiste et d'écologiste et qui a quelques résonances actuelles.

Dans une interview donnée à la revue *Locust* (mars 1990), Dan Simmons explique qu'un des thèmes qu'il souhaitait traiter, à l'instar des deux poèmes achevés de John Keats qui lui ont servi de référence, est celui du remplacement d'une race de « dieux » par une autre race de « dieux ». Cet aspect n'est qu'à peine esquissé dans *Hyperion*, mais il constitue un des arguments principaux de la *Chute d'Hyperion*, qui conduit le cycle et que Gérard Klein nous annonce pour bientôt.

Quoi qu'il en soit, dans le ciel plutôt calme de la science-fiction, *Hyperion* est une nouveauté, un événement qu'il importe de ne pas manquer : il y a bien longtemps qu'on n'avait lu un ouvrage de cette importance.

J. B.

* Signaler que le tome 3 des *Terraines de l'Empire d'Alain Denoël* compte à son catalogue la première nouvelle publiée de Dan Simmons, *Le Sûr* (paru à l'étranger (Denoël), « Présence du fantastique »).

EN POCHE

Les chants d'« Orphée »

On pourrait se lasser d'avoir à encore dire du bien, le plus grand bien, de la collection « Orphée », qui propose, sous la direction de Claude-Michel Clunet, le plus vaste choix possible de poésies, de toutes contrées et époques, toujours en bilingue. On pourrait considérer la chose comme entendue, admise, notoire, publique. Pourtant, c'est sans regret et vaillamment qu'on s'y remet, appliquant ce bien qu'on veut dire à des objets nouveaux, à des surprises toujours renouvelées. Et puis le centième numéro de la collection et l'approche du deuxième anniversaire sont là pour secouer toutes les lassitudes, pour rappeler l'informateur à la tâche qui est la sienne.

Le centième volume est un Rimbaud... évidemment. Dominique Noguès présente *Une saison en enfer* et, selon un classement alphabétique des titres - « la plus ostensiblement arbitraire » - les *Illustrations*. Faut-il rappeler que Rimbaud, c'est encore et toujours (ré) découvrir un objet nouveau, encore et toujours surprenant. Citons aussi, parmi les dernières parutions d'« Orphée » : *Torresmo Landolfi*, traduit et présenté par Monique Bacall, et les beaux *Poèmes d'Ignace de Loyola* (par Odette Kahn) : d'un domaine beaucoup moins connu, Alister H. Noy, poète ouzbek du quinzième siècle, traduit du turc et présenté par Hamid Ismailov, adapté par Jean-Pierre Balpe : « Noy, si dans l'air de ton amour chaque lame est un grillon, prie qu'en ses yeux, comme aux perles de larmes, on t'accorde une terre ; enfin, la passionnée anthologie de l'œuvre du poète anglais Rupert Chawner Brooke, par Patrick Hersant, qui a également traduit un texte que Henry James avait rédigé en 1916 pour préface les *Letras d'Amérique* du poète, mort l'année précédente.

P. K.

« Ne quittons pas le domaine poétique pour aller l'emprunter dans la collection « Poésie » Gallimard d'André du Bouchet, dont viennent d'être rassemblés les deux premiers recueils. Dans le *Chœur vacante* et *Où le soleil*, l'occasion est ainsi donnée de proposer à la lecture d'un public plus large l'œuvre de ce poète essentiel.

Chez la même maison, parmi les derniers « Folio-Bilingue » : la *Locandiera*, de Carlo Goldoni, traduit et présenté par Gérard Luciani (n° 19) ; *Un souvenir d'enfance* de Léonard de Vinci, de Freud, par plusieurs traducteurs, préface par J. B. Pontalis (n° 16) ; la *Léon de la Sainte-Victoire*, de Peter Handke, traduit par G.-A. Godschmidt, préface par Erika Turner (n° 18).

Signaler - trop rapidement - la collection « Actes Sud, Labor, l'Alte », une nouvelle traduction du *Joueur* de Dostoevski par André Markovitch (n° 34). Cette version du roman, qui sera suivie par celle du *Sous-Sol*, tente de restituer l'aspect haïssable, oral, malade, du texte russe.

En « GF »-Flammarion est rééditée l'admirable (c'est peu dire) *Vie de Rancé* de Chateaubriand, dans une édition due à Georges Condamine (n° 667).

Enfin, dans la collection « Points »-Seuil est republié le célèbre roman de Paul Gadenne les *Hauts-Quartiers* (n° 1489).

EN BREF

□ Prix d'automne. - Le prix d'Histoire de la Vallée aux loups, qui récompense un ouvrage se rapportant à la période au cours de laquelle vécut Chateaubriand, a été attribué à deux livres : celui de Robert Darnton, *Edition et sédition, l'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle* (Gallimard) et celui de Jean Chalou Chère George Sand (Flammarion). Ce dernier ouvrage a également reçu le prix Chateaubriand.

□ Salons. - La fête du livre de Toulon célébrera, du 22 au 24 novembre, son dixième anniversaire (expositions, débats, prix littéraire et hommage particulier à Jean d'Ormesson). La ville de Pontoux organise de son côté, aux mêmes dates, un salon du livre d'histoire.

TÉMOIGNAGE

La mort du poète Christian Pierrejouis

Après la mort du poète Christian Pierrejouis, le 14 septembre, nous avons reçu du romancier Jack-Alain Léger le témoignage suivant. Le poète Christian Pierrejouis s'est suicidé le 14 septembre. Né le 4 juin 1944, il était l'auteur de l'admirable *MS* (Seuil, 1979), Philippe Sollers et quelques autres avaient salué en son temps ce livre où il disait son horreur mais aussi les charmes, les fastes, les splendeurs d'une singularité sexuelle inacceptée. Il y disait surtout ce qu'il y a d'effrayable dans toute relation humaine. Puis parut *Envers* (Seuil, 1983), dans un silence assourdissant.

Christian Pierrejouis était par ailleurs un des meilleurs connaisseurs de Jean-Jacques Rousseau, sur lequel il écrivit un magnifique essai. Malgré ses nombreuses démarches, et les miennes, il ne trouva pas d'éditeur. Il est mort aussi dans cette indifférence. Je tenais à lui rendre ici un dernier hommage. Pour l'honneur. Il croyait, avec Hôlderlin, que « c'est politiquement l'homme habite la Terre ».

lequel il écrivit un magnifique essai. Malgré ses nombreuses démarches, et les miennes, il ne trouva pas d'éditeur. Il est mort aussi dans cette indifférence. Je tenais à lui rendre ici un dernier hommage. Pour l'honneur. Il croyait, avec Hôlderlin, que « c'est politiquement l'homme habite la Terre ».

□ Précision. - L'essai *Roussel à Venise, esquisse d'une géographie mélancolique*, consacré dans *Cantatrice Soprano* L, dont Michel Bradeau a rendu compte dans « Le Monde des livres » du 15 novembre, est signé conjointement par Georges Perec, bien sûr, mais aussi par son ami Harry Mathews.

LIVRES • IDÉES
ENQUÊTE

Les sciences humaines après l'euphorie

Certains éditeurs s'inquiètent de l'apparition d'un marché à deux vitesses d'autres y voient une garantie de qualité

La recherche en sciences humaines ne fait plus les beaux jours de l'édition. Après des années d'euphorie, ceux qui font commerce de travaux universitaires d'anthropologie, de sociologie, de psychanalyse... se font du souci pour l'avenir. Les ouvrages de cette veine se vendent moins bien et leurs lecteurs vieillissent. Mauvaise passe conjoncturelle, déclin inéluctable ou inquiétude injustifiée? Les intéressés échantonnent, sur le sujet, des arguments contradictoires.

Le Groupe des éditeurs de sciences humaines et sociales du Syndicat national de l'édition (SNE) a sonné l'alarme le premier. Alarme d'autant plus fondée à ses yeux que l'état des lieux établi pour lui en octobre 1990 par le bureau d'études BIPE-Conseil a confirmé ses craintes (1). Ce pessimisme est malgré tout tempéré aujourd'hui par le président de ce groupe, M. Louis Bodin, qui cite l'exemple des Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, dont il est le directeur général. Le chiffre d'affaires maison aurait progressé de 40 % entre janvier et octobre 1991 par rapport à l'année dernière. « Et, assure M. Bodin, nous ne sommes pas les seuls à avoir augmenté nos ventes ces derniers mois ».

Le pessimisme du SNE est également battu en brèche par un ouvrage collectif paru ces jours-ci aux éditions L'Harmattan (2). A en croire les auteurs de ce livre, les ouvrages de sciences humaines « pointus » ne se vendraient ni mieux ni plus mal qu'autrefois. Il n'y aurait donc aucune raison de s'affoler.

Le rapport commandé par le SNE et qu'il a fait sien, conclusions et recommandations incluses, note que si le secteur des sciences humaines se porte plutôt bien globalement, les ouvrages résultant d'un travail de recherche

original ont de plus en plus de difficultés à trouver un public. Grosso modo, il se vend depuis quelques années davantage d'encyclopédies et d'ouvrages de vulgarisation et de moins en moins de livres savants. C'est d'autant plus préoccupant pour l'avenir que ce sont ces livres-là, porteurs de nouveaux savoirs, qui nourrissent les ouvrages de sciences humaines « grand public ».

Un gaspillage culturel

Le chiffre d'affaires des éditeurs de sciences humaines n'est pas en chute libre. Il se maintient et, pour certains, progresse. Entre 1975 et 1988, le nombre de titres mis chaque année, par exemple, sur le marché a augmenté de 33,28 %, de 1 812 à 2 415. Ces chiffres seraient encourageants, si l'on n'avait assisté, parallèlement, à un effondrement des ventes des ouvrages les plus « pointus ». En 1980, ces ouvrages-là se vendaient en moyenne à 2 028 exemplaires les deux premiers mois de leur exploitation. En 1988, dernière année étudiée par le rapport du SNE, leur vente moyenne n'était plus que de 1 268 exemplaires. Le phénomène est inverse pour les livres de vulgarisation : il s'en vendait 3 422 exemplaires en moyenne en 1980 et 7 557 en 1988.

Cette évolution est d'autant plus préoccupante, aux yeux du SNE, qu'elle dénote, selon lui, l'existence d'une « économie duale », caractérisée par l'émergence de deux marchés : l'un, de plus en plus marginal, alimenté par la recherche universitaire, qui risque de ne survivre à terme qu'à force de subventions. L'autre, grand public, dont le poids ne fait que croître, et qui pourrait bientôt étouffer le premier. Les choses ne sont pas si figées, ou pas encore, mais les cli-

matants se multiplient qui alimentent l'inquiétude des éditeurs. Les lecteurs d'ouvrages de sciences humaines vieillissent. La proportion d'acheteurs de moins de trente-cinq ans était de 45,4 % en 1981. Elle a chuté à 35,3 % en 1987, selon une étude de la SOFRES citée par le SNE. La commercialisation des livres savants en pâtit : rentabilité médiocre, points de vente moins nombreux, spécialistes en voie d'extinction : à la fin des années 80, seules cent cinquante librairies salarisaient un vendeur affecté à temps plein au rayon « sciences humaines ».

Pour remédier, s'il est encore temps, à cette évolution, le SNE suggère de resserrer les liens entre chercheurs et éditeurs. Trop peu de thèses, selon lui, voient aujourd'hui le jour sous forme de livre, ce qui entraîne « un véritable gaspillage social et culturel ». Sans parler du découragement inévitable des chercheurs. Le rapport propose donc d'associer les éditeurs, qui ont leur propre contrainte, à « la définition des programmes de recherche et des projets de thèses ». Il conseille aussi de « mettre en place un mécanisme d'aide [permettant], chaque année, l'édition de cent thèses supplémentaires ».

A rebours de ce tableau plutôt pessimiste, le livre publié sous la houlette de M. Dominique Desjeux, professeur d'anthropologie à l'université Paris-V (Sorbonne) et directeur littéraire à L'Harmattan, estime que « l'existence d'une filière éditoriale à deux vitesses » n'est pas forcément une mauvaise chose. La recherche, expliquent les auteurs de ce livre, a ses « critères de scientificité » qui interdisent aux ouvrages de ce registre de trouver un large public. Sans se faire les défenseurs des livres « scientifiques », ils estiment que l'existence d'une « économie duale », qui pré-occupe le SNE, est à la fois inévi-

table et souhaitable. Elle garantit la qualité des ouvrages qui sont le fruit d'un travail en profondeur.

A l'encontre également du rapport du SNE, ils ne croient pas que ces livres-là se vendent moins bien qu'autrefois. Relativement à l'évolution démographique, les ouvrages de cette nature ne s'écoulaient ni moins ni mieux il y a un siècle. Un point de vue défendu par d'autres après la publication du rapport du SNE à l'automne 1990 (3). Enfin, et comme pour se démentir un peu plus de ce rapport, les auteurs du livre, qui ont interrogé deux cent soixante personnes rencontrées au hasard dans les rayons « sciences humaines » de librairies parisiennes et de province, ont constaté que 68 % d'entre elles avaient moins de trente-cinq ans.

Quoi qu'il en soit de leurs approches respectives, les éditeurs sont d'accord pour ne pas en rester là. Une enquête sur les rapports que les étudiants entretiennent avec les livres de sciences humaines est en cours sur l'initiative du SNE. Les études, comme les débats sur les conclusions pratiques qu'il convient d'en tirer, continuent, car la réalité est encore mal connue et le sujet visiblement inépuisable.

Bertrand Le Gendre

(1) L'Etat de l'édition en sciences humaines et sociales, de Marc Minon (pour le Bureau d'information et de prévision économique-Conseil). Diffusé gratuitement par le Syndicat national de l'édition, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75219 Paris Cedex 06. Tél. : (1) 43-28-75-75.

(2) Dominique Desjeux, Isabelle Orhan, Sophie Tapoutier. L'Edition en sciences humaines et sociales. « Dossiers sciences humaines et sociales ». L'Harmattan, 240 pages, 130 F.

(3) Lire en particulier l'article de M. Jean-Yves Guéhenne, « L'édition en sciences humaines : une réalité naissante », paru dans *Libres Hebdo* le 4 janvier 1991.

BIOGRAPHIE

Nicolas II, tsar moyen

Henri Troyat poursuit ses récits de la vie des grands hommes

NICOLAS II
LE DERNIER TSAR
de Henri Troyat.
Flammarion, 458 p., 145 F.

Maintenant que Vladimir, prétendant au trône de Russie, peut aller voir ce qui se passe dans la ville redevenue Saint-Petersbourg, on a bien envie de redécouvrir ce que fut et ce que fit son grand-oncle Romanov, plus connu par le nom sous lequel il exerça son métier de monarque, Nicolas II. Est-il alors meilleur guide qu'Henri Troyat, qui a consacré une partie de son activité littéraire à raconter la vie des grands hommes de son pays d'origine? Voici donc la quatorzième biographie russe de notre académie.

Il y a forcément beaucoup de Louis XVI dans ce Nicolas II. Ces deux princes avaient les qualités nécessaires pour faire de très braves gens si ne leur étaient tombées, dans le ber-

ceau, des responsabilités au-dessus de leurs capacités, et surtout s'ils n'avaient eu à payer non seulement leurs insuffisances, mais les fautes de leurs ancêtres.

Ce Nicolas fut dans le malheur d'une incroyable constance. La série noire commence le jour du couronnement, lorsque, victimes de l'impéritie des organisateurs, trois ou quatre mille personnes sont étouffées. Averti de la catastrophe, le nouveau tsar hésite un instant sur la conduite à tenir; mais, sur les conseils de son entourage, il décide de maintenir bal et réception. On n'en finit pas de lire la liste des malheurs : l'hémophilie du tsarévitch, unique fils; le dimanche rouge quand la police tira dans une foule venue saluer le tsar à Saint-Petersbourg; la déroute dans la guerre nippo-russe; l'importance donnée par la tsarine, déboussolée par la maladie de son fils, et illuminée, aux charlatans dont Raspoutine fut l'échantillon le plus sinistre.

Le mauvais œil

Il ne serait pas très sérieux d'affirmer que Nicolas II a échoué, et de façon à combien tragique, parce qu'il avait le « mauvais œil ». C'est néanmoins un fait que ses malheurs accumulés ont brisé le charisme si essentiel dans ce système autocratique. Et le dernier des tsars n'avait pas suffisamment de ressort pour ramener à contre-fortune. Il n'avait d'autre ambition que d'imiter Alexandre III, son père, admiré et redouté, un monarque d'« esprit court et raide », selon Troyat, mais force de la nature, capable de tordre à la main un fer à cheval. Celui-ci avait annoncé la couleur dès le

début de son règne dans le Manifeste du 21 avril 1891 : « Nous présiderons sereinement aux destinées de notre Empire qui ne seront plus dorénavant discutées qu'entre Dieu et nous ».

Trente et un ans plus tard, alors que l'Empire s'écroule, le dernier Romanov s'inspire toujours de cette philosophie passablement dépassée. A Buchanan, l'ambassadeur britannique qui le supplie presque de regagner la confiance de son peuple, il réplique : « Voulez-vous dire que c'est à moi de regagner la confiance de mon peuple, et non à lui de regagner la mienne? »

Sous la contrainte des événements, Nicolas II fut parfois tenté de laisser faire des expériences « réformatrices ». Deux grands politiques se détachent dans cette période.

Le premier, Witte, qui avait pris position contre la guerre nippo-russe, n'était pas moins que quiconque décidé à rétablir l'ordre, mais en même temps il se prononçait pour les libertés civiles et, en définitive, pour une Constitution. Il fut à l'origine des doumas, mais vite congédié.

Le second, Stolypine, n'avait, lui non plus, rien d'un anarchiste. Il n'était pas tendre pour les révolutionnaires (n'appelaient-ils pas « cravate Stolypine » la corde des potences?). Mais il voulait aussi améliorer le « sort des masses paillardes et loyales » et mettait en chantier une grande réforme agraire. Sentant que le tsar voulait se débarrasser de lui, il lui écrit : « Si Votre Majesté veut un pouvoir ferme qui n'exclut pas les réformes, je suis votre homme, si Votre Majesté veut piétiner sur place, adressez-vous à Kokovsov ». Stolypine, assassiné quel-

ques jours plus tard au théâtre de Kiev, n'eut pas de réponse. Il fut remplacé au poste de premier ministre par Kokovsov.

Le journal du tsar, si précieux au biographe pour la connaissance du personnage, n'apprend rien sur les événements mentionnés, et l'auteur ne semble même pas en saisir la portée. Ce souverain, à la personnalité attachante à bien des égards, ne savait pas résister à ses proches. Troyat remarque : « Le défaut d'Alexandre III était de n'écouter personne, et de tout trancher par lui-même. Le défaut de son fils paraît être de chercher auprès des autres une compétence et une volonté qui lui manquent ». Tout le drame de ce petit Nicolas devenu grand est résumé dans cette formule du biographe : « Un caractère moyen dans un cataclysme planétaire ».

Bernard Feron

• Signaler par ailleurs la publication ou la réédition récente des biographies de deux autres tsars : Pierre le Grand, de Vassili O. Kliouchevski (rééd.), traduit du russe par H. de Witte (Payot, 263 p., 140 F.) et Alexandre III, de Syrine Benoit-Jou (G. SEDES, 338 p., 198 F.). La biographie de Nicolas II par Marc Ferro est, par ailleurs, rééditée dans la « Petite Bibliothèque » Payot (370 p.).

Le Monde

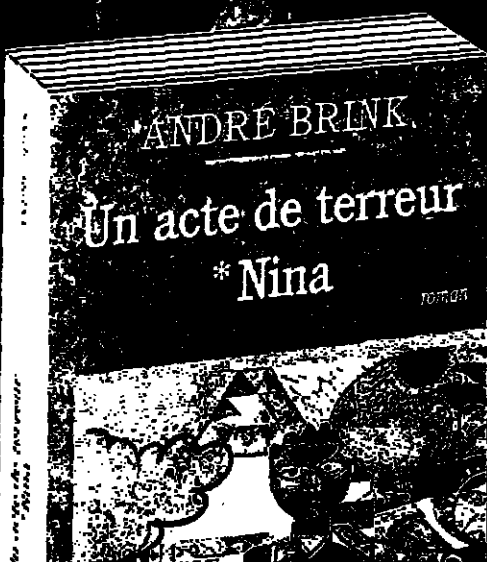
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
46-62-74-43

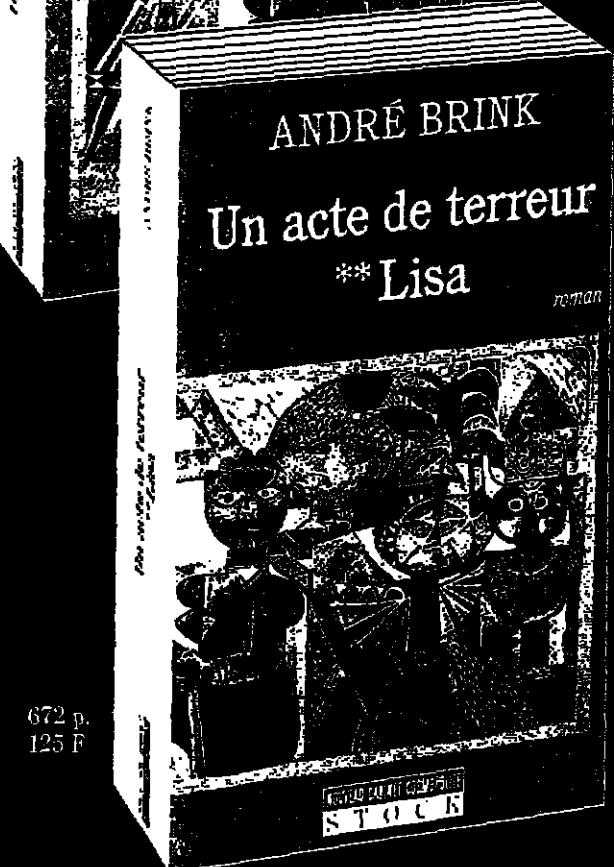
Un grand livre d'amour et de rage, une réflexion sur la violence comme moyen de changer le monde.



NOUVEAU CABINET COSMOPOLITE
STOCK



364 p.
120 F



672 p.
125 F

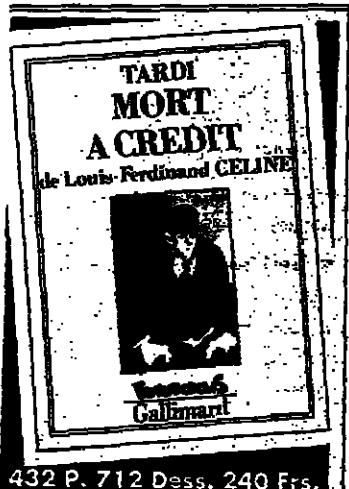
Un Tolstoï sud-africain.

Bernard Rapp, Caractères

Egalement parus dans la
Bibliothèque cosmopolite
Stock

Le mur de la peste.
Un turbulent silence.

Stock



432 p. 712 Dess. 240 Frs.

سكتا من ايلاد

كلمة في الحقل

**LE XIX^e SIÈCLE INTIME
ET TRIOMPHAL**
Paris pendant
la monarchie de Juillet

de Philippe Vigier.
Hachette, « Nouvelle Histoire de
Paris », 607 p., 400 F.

**MARSEILLE AU XIX^e
Rêves et triomphes**
Musées de Marseille et Réunion des
musées nationaux,

441 p., 350 F.

**FINANCE ET POLITIQUE
La dynastie des Fould
XVIII^e-XX^e SIÈCLES**

de Frédéric Barbier.
Armand Colin, 365 p., 195 F.

**LES FRANÇAIS
PAR EUX-MÊMES
(1815-1885)**

de Denis Bertholet.
Olivier Orban, 362 p., 160 F.

**LE TEMPS, LE DÉSIR
ET L'HOMME**
Essais sur le XIX^e siècle

d'Alain Corbin.
Aubier, 247 p., 108 F.

CINQ livres, c'est beaucoup pour une seule chronique. Mais cet empilement devrait encourager la voracité du lecteur. Car l'histoire du dix-neuvième siècle français va bien, très bien. On peut s'y plonger en confiance et s'en repaître tant elle est solide, goûteuse, parlante. Ses historiens sont gens discrets, peu médiatiques, qui travaillent nez au vent, inventifs, joyeux comme le bon artisan qui sait figurer. Et les livres qu'ils défourent sont francs comme le pain.

Leur dix-neuvième siècle, on l'imagine, n'est plus ce temps « stupide », débraillé, avide et hugolâtre que dénonçait Léon Daudet dans un pamphlet célèbre de 1922. Son histoire ne relève plus de cette marquerie d'études sur des départements dont une histoire socio-économique à forte teinte marxiste rêva jusqu'à il n'y a pas si longtemps. Elle s'était en quelque sorte civilisée. Elle s'attache autant à l'être qu'à paraître, traque les sensibilités mieux que les productions, dit les histoires aussi bien que les drames datés. Elle fait tout reverdir, en bonne fille de Michelet et de Mimi Pinson.

On vérifiera sa vitalité avec deux livres sur la ville, ce haut lieu alors d'un avenir industriel et libre dont l'étude avait été écrasée par celle des

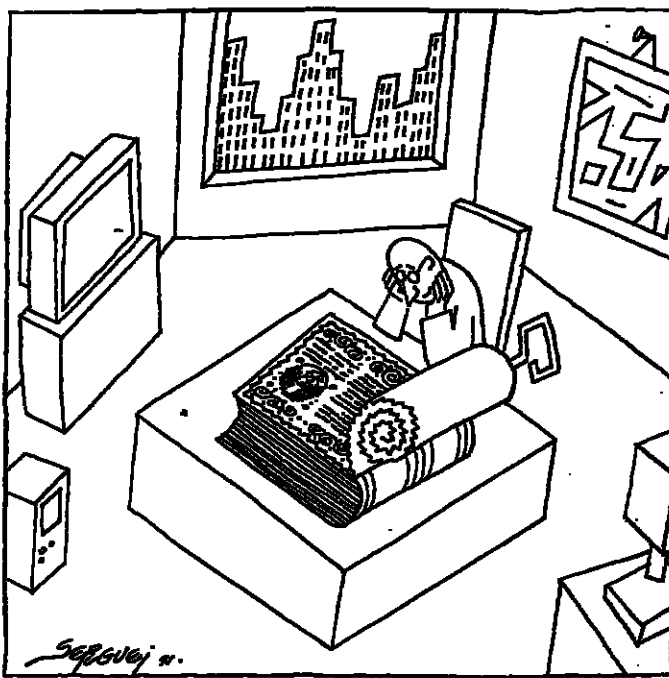
masses rurales majoritaires (1). Ce n'est pas un hasard si Philippe Vigier, qui sait tout sur la province au temps de Balzac ou de Flaubert, en est venu, à la tête d'une équipe qui œuvre depuis vingt ans à l'université de Nanterre, à couvrir les banlieues et les arrondissements de Paris. Car la ville qu'il décrit, palpitante, entre les Trois Glorieuses de juillet 1830, où le « peuple de Paris » a porté au pouvoir un « roi des Français », et les Eclairs des journées de février 1848, où ce même menu peuple lui fit sentir qu'il avait trop cajolé la grande bourgeoisie, lui paraît être un raccourci ostentatoire des passions du temps.

Son panorama intérieur d'une cité que maints témoins de l'époque jugent déjà bien purulente doit donc plus à Eugène Sue ou à Martin Nadaud qu'à un camarade Marx ou à M. de Tocqueville. Ainsi le politique est-il taillé au plus droit, en deux chapitres. Puis le livre part pour une longue promenade à travers l'administration - remarquable - de la cité par Rambuteau ou Delessert; il suit l'eau et l'ombre des travaux et des jours, de la Seine aux fortifs, peint les provinciaux et les étrangers entassés dans leurs chambres, relève les morts du choléra de 1832, fait sentir tout le poids de l'humble négoce et de la petite industrie dans la respiration sociale du moment.

Pour gâterie finale, Vigier nous entraîne au Quartier latin, sur les Boulevards où chez Mabille, nous introduit dans les églises, les hospices et les cercles. L'histoire de Paris, si souvent livrée aux cuisines du pittoresque,

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



**Le XIX^e siècle
n'est plus stupide**

prend sous sa plume une densité chaleureuse. Et tout est franc du collier, on l'a compris, dans ce livre érudit, sans ostentation et entraînant comme la polka des lorettes.

On retirera la même impression triomphale et leste de la visite à Marseille avec le livre-catalogue édité à l'occasion d'une belle série d'expositions qui vient d'y ouvrir. Un jumelage judicieux d'historiens de l'art et d'historiens tout-court y met en scène, sous une iconographie somptueuse, cette « porte d'Orient » qui craquait déjà sous la pression de l'immigration et de l'habi-

taï précaire, qui cherchait aussi une image culturelle face à Aix, pour tenter de vivre hors du folklore provençal-sant.

Cette histoire d'une ambition identitaire, les auteurs la font courir à travers la réalité quotidienne du travail et du loisir. Ils disent surtout ce que la ville dut au négoce et à l'industrie qui étendirent démesurément le port et lui apportèrent l'opulence du dépôt et du transit. C'est vraiment le « grand siècle » marseillais qui défie superbement de la gare Saint-Charles à Notre-Dame-de-la-Garde, sous les lambris extraordinaires de la préfecture ou de la Bourse, dans la poussière des grandes parades urbaines et la lumière des peintures de l'Estaque. On est bien loin du misérabilisme du Vieux-Port ou des galéjades pour premiers touristes : Marseille apprit au dix-neuvième siècle l'essentiel de son destin, la sueur et l'argent, la franchise brutale des contrastes humains et le luxe des rêves.

L'argent revient sans cesse, bien sûr, sous la plume de Frédéric Barbier, biographe des Fould. Apôtre lui aussi d'une histoire nouvelle du siècle, celui-ci ne s'est pas contenté d'asseoir une histoire d'entreprise classique (2) de ces banquiers sur le joli paquet d'archives dont il disposait, puis de nous asséner le chiffrage de la réussite de Berr Léon Fould, petit juif du pays messin « monté » à Paris sous la Révolution et bientôt enrichi par la fourniture aux armées et la manipulation de l'assignat.

Il a compris qu'il fallait faire une anthropologie historique « totale » de l'exceptionnelle réussite de sa famille

en moins d'un demi-siècle. Car, sous le second Empire, un Fould est ministre de Napoléon III. Il se partage entre l'hôtel de la rue Bergère, sa « campagne » de Rocquencourt et son fief politique de Tarbes. Il est l'ami de Delacroix, de Gustave Moreau et de Mérimée. Cette histoire d'une intégration par l'argent et la culture est neuve, maîtrisée et vivante. Elle démontre avec brio ce que fut la plasticité de la société française au dix-neuvième siècle.

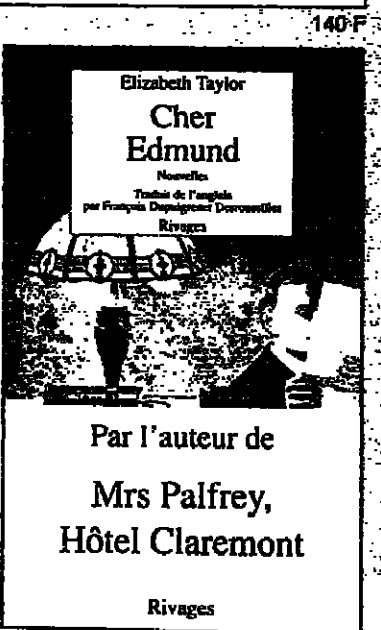
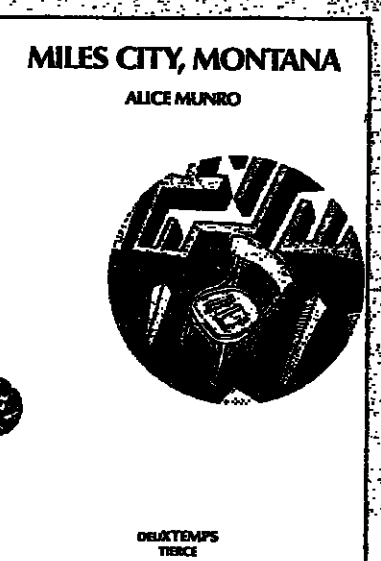
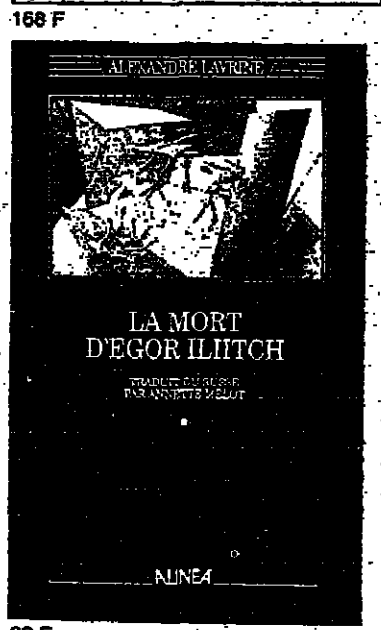
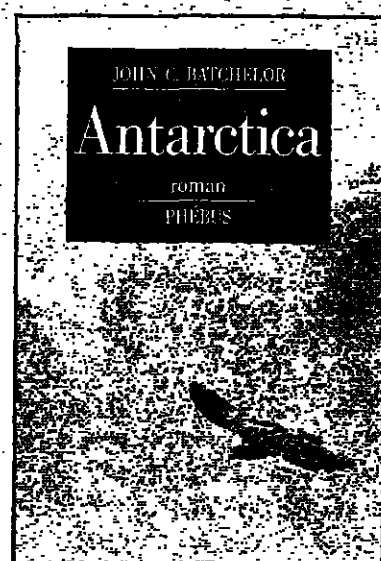
PASSIONNÉS, triomphants, ces gens étaient-ils heureux ? Quel satisfait s'accordaient-ils au soir de leur vie ? Denis Bertholet répond, après avoir plongé dans les autobiographies conservées dans la série L. n.27 de la Bibliothèque nationale. Il suit, à travers trois cent cinquante-huit récits de vie produits par trois générations, celles des *Mémoires d'outre-tombe*, de la *Confession d'un enfant du siècle* puis de l'*Éducation sentimentale* nées vers 1760, 1780 et 1800, le poids d'une Histoire trop violente, la découverte romantique du moi, l'ardeur au travail. Et laisse courir la grande question : peut-on être solitaire et s'assumer, dans un siècle qui tend à encaisser le milieu, la classe et la foule ? Ce livre boursoufflé, parfois bavard, est toujours vif et pénétrant.

Un mot, hélas trop bref, pour signaler qu'Alain Corbin, un des pères de cette histoire renouée du siècle des audaces, vient de rassembler treize articles qui ont jalonné sa recherche depuis dix ans. Il y traite des sujets qui lui sont chers, les Limousins ou les prostituées, puis élargit la perspective avec science et tact en définissant de nouveaux objets qui, demain, feront rayonner encore un peu plus la connaissance, et la reconnaissance, d'un siècle dont l'aventure nous touche bien plus que nous voulons l'admettre : le temps et la mort, le sens de la « race » et la peur de l'Autre, le linge et les épousailles, le sang et le sexe. C'est clair et émouvant comme le geste de Frédéric découvrant la cheville de M^{me} Arnoux.

(1) Jean-Luc Pinol dit bien la modernité du milieu urbain, pour l'Europe et les États-Unis, avec ses tensions mais aussi ses mécanismes intégrateurs, dans un manuel très clair : *Le Monde des villes au XIX^e siècle*, Hachette.

(2) Signe d'une révolution historiographique, on compte désormais l'histoire des firmes par une prosopographie des entrepreneurs. L'Institut d'histoire moderne et contemporaine de l'ENRS dirige ainsi la publication d'excellents « mémoires sur les *Parfums du second Empire* » (Picard). Les trois premiers couvrent l'Ajoux, la Normandie, le Maine, la Bourgogne et la Franche-Comté.

LISEZ ! une sélection des libraires de **L'œil** de la lettre



AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix-Ray • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonneterie • BASTIA, L'ÎLE AUX LIVRES, 33 rue César-Campinchi • BESANÇON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 16 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • BRUXELLES, TROPISMES, 11 galerie des Princes • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • EVREUX, LES MOTS TORDUS, 10 rue Borville-Dupuis • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LIÈGE, PAX, 4 place Cockerill • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 35 rue du Pavillon • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, L'ARBRE À LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emilio-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 9 place du Général-Besret • PERPIGNAN, TORCATIS, 10 rue Mailly • REIMS, LA BELLE IMAGE, 46 rue de Chanzy • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.

**JACK-ALAIN LEGER
LE ROMAN**

"Avec le romanesque,
Jack-Alain Leger
s'en donne à cœur joie.
Jugez-en plutôt."

Jacqueline Piatier - *Le Monde*

"Le talent de Jack-Alain Leger,
c'est de démontrer
qu'un roman peut tout faire,
coïncidences, folies en tout
genre, et qu'on ne finit pas
d'y croire".

Catherine David - *Le Nouvel Observateur*

Jack-Alain Leger



OLIVIER ORBAN

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu,
d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :
Romans - Nouvelles - Essais - Poésies - Théâtre
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du
11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable
promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

LETTRES ÉTRANGÈRES

Beckett, encore

Quand il ne reste que les mots « qui empirent »,
une voix nue, un chant très pur...

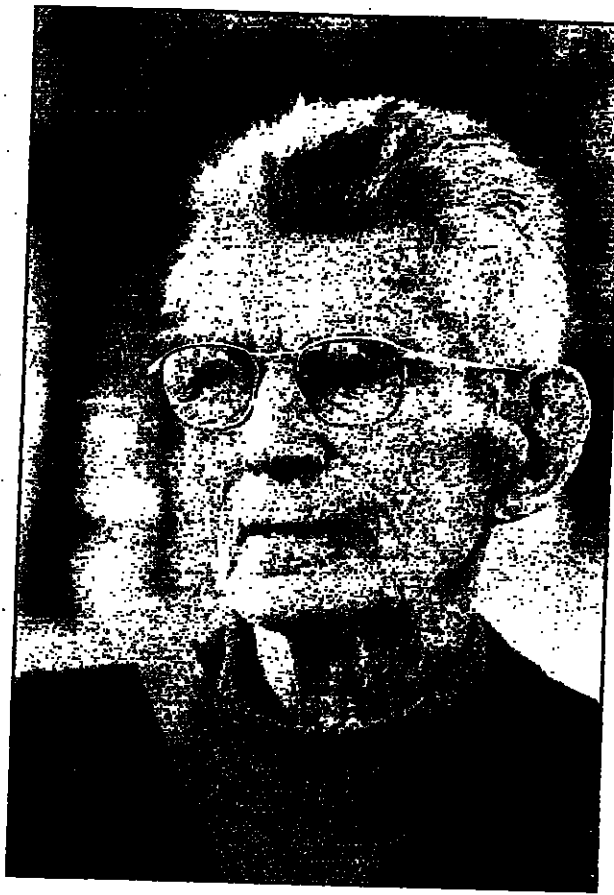
CAP AU PIRE
de Samuel Beckett.
Traduit de l'anglais
par Edith Fournier.
Ed. de Minuit, 62 p., 49 F.

La littérature en son état d'épuisement est encore littérature. Poursuivons la proposition un peu plus loin : une littérature exprimant ou mimant l'état d'épuisement, dominant avec art le sentiment de la fatigue extrême, ne trace pas aussitôt sa propre limite. Elle ne pousse pas fatalement l'auteur au nihilisme et le lecteur au désespoir, et ne rejette pas les deux dans une région muette sans mot ni forme ; une région où la littérature, n'ayant plus cours, proclame sa propre mort.

Extraordinaire mise en mots, en littérature, de l'exténuation, l'œuvre de Samuel Beckett est ainsi, encore, paysage, attente et désir d'horizon. Lue sous cette lumière elle ne peut plus, en aucune manière, être assimilée à la traduction imagée, ornée, romanesque pour tout dire, d'une pensée du désespoir, d'une morale mélancolique ou cynique élégamment balancée.

Cap au pire est la traduction — la réécriture faudrait-il écrire, tant la version française d'Edith Fournier (1) est convaincante — d'un texte écrit en 1982 et publié l'année suivante, en anglais, sous le titre *Worstward Ho*. Ce livre est antérieur à *Soubresauts*, publié en français quelques semaines avant la mort de Beckett, le 22 décembre 1989.

« *Encore* » : premier mot du livre et de tout ce qu'écrivait Beckett. Premier et aussi dernier mot, qui reste suspendu à la fin de la phrase, de la page ou du souffle, quand tout semble dit et que le langage, comme le sol, se dérobe, quand l'épuisement gagne, a gagné. À partir de cet « encore », la langue cependant se dégage, se reconstruit, quitte à nouveau ce port de silence



Samuel Beckett par François-Marie Banier

qui n'est jamais le bon, apprend à nouveau, apprend à « dire encore », à partir de rien, ou de si peu... Un corps peut être, « d'abord », ou bien « d'abord le lieu. Non. D'abord les deux. » Et le langage reprend, se reprend, apprend à vouloir dire encore et ce corps et ce lieu, « tout au plus le minimum minimum. L'immimimisable minimum minimum. »

Il est passé depuis bien long-

temps le temps des histoires, des personnages, des situations, des psychologies, des je et des tu. Tout cela n'a plus cours, que les mots ont déserté. On ne peut même plus rien reconstruire d'un peu sérieux, d'un peu solide, à partir des bribes de souvenirs, des lambeaux de nostalgie... Non, ne subsistent que les mots « qui empirent », de pauvres mots, évidés, blanchis comme les phrases os d'un lointain parent, des phrases inventées, des balbutiements encore tentés par un peu de sens, des tournures, des rythmes, des halètements... une voix « dans la vastitude étroite », une voix nue, car « néant jamais ne se peut être ».

Écoutez. Lisant, écoutez cette voix dénuée, ce chant très pur, comptine tout autant qu'épopée, ce chant qui est l'un des plus bouleversants « encore » de la littérature.

Patrick Kéchichian

(1) Edith Fournier avait déjà traduit, au début de l'année, chez le même éditeur, le *Prose de Beckett* (voir « Le Monde des livres » du 4 janvier 1991).

La Russie, la guerre et la mort

Des récits de la guerre coloniale de l'URSS en déclin
par un des plus authentiques écrivains de sa génération

RÉCITS AFGHANS

de Oleg Ermakov.
Traduit du russe
par Françoise Gréciet.
Albin Michel, 228 p., 120 F.

Qu'elle est belle, qu'elle est douce, cette Russie de misère quand on en rêve du flanc d'une colline d'Afghanistan balayée par les mitrailleuses des moudjahidines, ou, simplement, du fond d'une tente dans laquelle, jeune recrue, on fait face aux vexations, voire aux sévices des « anciens », ces « éléments inconscients isolés », reconnaît le commandant Akimov, qui « se permet d'humilier physiquement et moralement un être humain » !

Ces *Récits afghans* donnent l'image la plus classique de la guerre coloniale que l'URSS a livrée sur son déclin, comme d'autres empires, sans plus d'espoir que ces derniers de remporter jamais une victoire décisive. Passent les mois, les années, sans qu'aucune issue ne se dessine, sans qu'on sache vraiment pourquoi on est là, dans cette nature tantôt glaciale, tantôt étouffante, où la loi du plus fort est — momentanément — en général la meilleure, où l'âme, les valeurs morales se dissolvent de jour en jour.

Ce qui donnera, de retour au pays, les « afghans », revenus, intacts ou non, de toutes les épreuves et toutes les déceptions, radicalement coupés — Gorbatchev, Eltsine ou pas — d'une société à laquelle ils ont non seulement le sentiment de ne rien devoir, mais encore contre laquelle ils livrent un conflit féroce, avec les moyens, l'absence de scrupules que leur donnent l'éducation et l'entraînement des troupes de choc qui firent le plus gros du « travail » dans cette fausse guerre.

La nostalgie
de « Clochère »

Mais comment expliquer qu'après bien d'autres témoignages sur la guerre d'Afghanistan, le livre d'Oleg Ermakov pèse d'un poids si particulier, que le sentiment s'impose, dès les premières pages, qu'il va bien au-delà des histoires de soldats et de leurs malheurs ?

L'Afghanistan, d'abord, ne

paraît parfois — souvent — qu'un prétexte pour évoquer la Russie, sa campagne, ses forêts. « Le temps passait, écrit le jeune militaire au fond de la steppe afghane. Et il y eut le trois centième jour et après lui des jours et des jours, des nuits et des nuits, et parfois je voyais une colline avec une rangée de sapins, une église, des vergers, des isbas, je voyais le Clochère. Le Clochère, pas le Clocher — cette faute si musicale, comme je l'ai aimée, là, au fond des steppes — car c'est bien ainsi que les paysans ont appelé et appellent leur village. »

Il arrive, comme dans la *Montagne jaune*, que les images de l'Afghanistan se superposent, se confondent presque avec celles du pays natal. Mais les traits majeurs qui se dégagent finalement sont toujours ceux de la campagne russe. C'est là que se situe cet « ailleurs » dont rêvent les personnages d'Ermakov, même de retour à Moscou dans l'atmosphère enfumée d'une rédaction : « A la campagne. Du lait tout frais, la pêche, murmure-t-il, la chasse aux lièvres, un petit sauna, un jardin, un troupeau de taureaux furieux : le paradis. »

Vraiment ? Le paradoxe, en réalité, qui fait toute la force de l'œuvre, est qu'à tout instant l'ombre de la mort plane sur ces récits. En Afghanistan bien sûr, où se pratiquent les exécutions sommaires, où l'on n'est jamais sûr de revenir d'opération, ni même de repartir vivant une fois libéré — une mine sur la route de l'aérodrome ? Le caprice d'un officier qui, au dernier moment, sous un prétexte mineur, vous renvoie au cantonnement et à ses risques, — mais aussi en Russie même, où la gangrène de la guerre pénètre les esprits.

C'est évident pour la jeune épouse qui, dans son village, attend en coiffant et recoiffant ses longs cheveux, le retour d'un soldat annoncé d'un mari qui — on le sent dès le premier instant — ne reviendra jamais. Evident aussi pour le jeune homme qui s'acharne, pour échapper à la mobilisation, à préparer un examen d'entrée à l'université, auquel bien sûr il échouera.

Plus subtilement, mais non moins pesante, la même ombre accompagne le garçon et son amie lancés dans cette *Promenade printanière*, pleine de poésie, de soleil avant l'ondée, dans

un paysage perdu — le « paradis » ? — mais où le serpent lové sur une motte, aperçu au bord du marais, est le signe lui aussi, comme dans la tragédie grecque, d'un destin de mort.

Oleg Ermakov a vingt-neuf ans et vit dans la région de Smolensk. Les récits rassemblés dans ce recueil ont été publiés, de façon éparse, dans diverses revues littéraires en URSS. C'est la première fois qu'ils sont réunis, en traduction française, en un tout cohérent qui mérite qu'on parle d'un « premier roman ». Igor Zolotovski, qui en a écrit l'avant-propos, rappelle : « C'est sur les redoutes de Sébastopol que naquit autrefois l'écrivain Léon Tolstoï. Mais il s'agissait alors d'une autre guerre, il s'agissait d'une autre mort, de défendre sa patrie, sa maison. En Afghanistan, les jeunes de l'âge d'Oleg Ermakov remplissent un incompréhensible « devoir international ». On pourrait aussi songer à Nekrassov dans les tranchées de Stalingrad... »

Baudelaire,
Blok, Rimbaud

Mais pour un non-Russe, ce qui frappe, ce qui étreint au fil de ces pages n'est pas la dénonciation d'une meurtrière aberration politique. C'est beaucoup plus une formidable puissance d'évocation — qu'il s'agisse de la guerre, de la campagne russe ou de la mort — stimulée par un style dépouillé de tout effet littéraire, aussi direct qu'une réflexion intime que l'auteur accepte, tout juste, de partager avec son lecteur.

Baudelaire, « le vagabond Rimbaud », Blok, Evtchenko entre autres, sont brièvement mentionnés dans ces souvenirs. Car il y avait aussi des poètes parmi les militaires soviétiques en Afghanistan et ces noms font partie, en soi, d'une culture russe. Mais, écrit Oleg Ermakov à propos du camarade de régiment qui les évoquait, « moi, je ne lisais pas, ça ne donnait rien, lui lisait magnifiquement parce qu'il écrivait des vers ».

Ce n'est qu'un trait, au passage, mais révélateur par son avcu. Car son auteur, avec ce recueil, s'annonce comme un des plus neufs, des plus authentiques écrivains de sa génération.

Alain Jacob

Un équilibriste instable

PHOTOGRAPHIES
de François-Marie Banier.
Denoël/Gallimard,
168 p., 450 F.

François-Marie Banier est un singulier photographe. Fasciné par la laideur et la décomposition, il hante le monde sob de l'élégance et de la beauté. Mais c'est pour mieux l'égaler. Adjoint tire la langue en couverture de l'album des éditions Gallimard/Denoël. En réalité, ce sont les vieilles dames en peignoir, dans des salons décati, la ruine des corps, l'écroulement des masques qui l'attirent.

François-Marie Banier écrit sur ses images. Sorte de graffiti, les signes de l'émotion biffent la composition comme si les mots n'avaient ce qui est vu. Travail de deuil, la prise de vue est trépidante, muette à attraper la vie ! Deux portraits bouleversants

sont pourtant inoubliables. L'un montre la longiligne silhouette de Samuel Beckett, en short et tee-shirt, d'une maigreur affolante, foulant la plage de Tanger, en août 1978.

L'autre le saisit en octobre 1989 à Paris, peu avant sa mort, en appui sur une canne, regardant devant soi, tel un héros de profil, sur un banc, parmi les feuilles mortes, dans un square, au bout de l'avenue René-Coty où, sorti de l'Aspic, il venait s'asseoir un quart d'heure. Et le texte de Banier, sardonique, conclut : « Quelqu'un, de jeunes étrangers, sur le passage de cette ombre glaucomineuse, s'enclouaient : « See, look Beckett ». Et ils rient. »

Patrick Roegiers

* Une exposition des photos de François-Marie Banier a lieu au Musée national d'art moderne, Galerie du Forum, rez-de-chaussée, jusqu'au 27 janvier 1992.

IL ETAIT UNE FOIS UDERZO

BERNARD DE CHERY
Uderzo-storix
L'AVENTURE
D'UN GALLO-ROMAIN

Un livre qui se lit comme un album d'Astérix, sans le lâcher du début à la fin.

Alain Laville,
Télé 7 Jours

Un livre chaleureux sur un homme qui fait maintenant partie de notre histoire.

Jean-Pierre Frieri,
France Soir

AGOTA KRISTOF

Le troisième mensonge

ROMAN



Un tempérament d'écrivain véritable, inhabituel sous nos climats édulcorés.

Michel Brandaue / Le Monde

Un maître du récit court et foudroyant.

Jacques-Pierre Amette / Le Point

Ils sont rares, les livres d'une telle nécessité, d'une telle force.

Cécile Wajsbrot / Le Magazine littéraire

Un style inimitable.

Dominique Durand / Le Canard enchaîné

Une très grande dame de la littérature.

André Clavel / L'Événement du jeudi

Editions du Seuil

لكنها من الأصل

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Les « belles étrangères » de Norvège

Nos voisins de l'Extrême Nord

OSLO. — « S'il avait été français, il aurait été célèbre... » Cette petite phrase, qui revient toujours, sous une forme ou sous une autre, qu'on parle de Vesnes, de Rikf Jacobsen ou de Faldbakken, trahit un complexe d'infériorité qui commande toutes les relations avec l'étranger, quel qu'il soit, de ces Norvégiens qui ont toujours l'impression qu'on les oublie dans leur coin. Le sentiment d'être à des milliers d'années-lumière d'une Europe dont ils tiennent à se distinguer, qu'ils ont refusée en 1972, et qui, pourtant, semble bien être le sujet brûlant de la Norvège d'aujourd'hui. Entrer ou ne pas entrer dans la CEE, la question, qui oppose la classe politique, le Nord et le Sud, comme si elle mettait en péril l'identité norvégienne elle-même, n'est pas près d'être tranchée.

Pourtant, ils sont conscients de la richesse de leur culture et de leurs traditions, de leur ouverture au monde, ces Norvégiens polyglottes, bons vivants ou mystiques, nourris d'humanisme et de vie saine — pimentée à l'aquavit — qui jouissent d'un des revenus par habitant les plus élevés du monde, ce qui ne leur fait pas oublier l'extrême pauvreté des siècles précédents. Du pétrole jusqu'au vingt et unième siècle au moins, une industrie qui pollue le moins possible dans la pureté de paysages sublimes sortis tout droit de l'imagerie des fjords et des drakkars où flottent, incongrues, les plates-formes des compagnies pétrolières. Une littérature du Nord, loin des poncifs des beaux grands Vikings, avec, toujours présentes, la nature, la lumière, la transparence de l'air, qu'on retrouvait, par exemple, dans la belle rétrospective d'un peintre inconnu chez nous, Harald Sohlberg (1869-1935).

La visite en France des « belles étrangères » norvégiennes, âgées de trente à quatre-vingt-quatre ans, originaires de toutes les régions de Norvège, ressemble presque à une ambassade. Soigneusement préparée, elle s'accompagne d'un nombre tout à fait inhabituel de publications, grâce à l'action du NORLA (Information Office for Norwegian Literature Abroad) qui permet, grâce à des subventions, d'aider la traduction d'une trentaine d'ouvrages norvégiens par an et qui, pour 1991, a mis l'accent sur la France, d'autant plus que cette initiative littéraire s'accompagne de diverses manifestations de prestige à Paris : « Edward Munch et la France » au Musée d'Orsay jusqu'en janvier, « les Vikings » au printemps, etc.

Quant aux livres qui paraissent, ils dressent un panorama de la variété de ce qui s'écrit actuellement et vont permettre aux ignorants que nous sommes une véritable plongée dans une littérature exotique (on sait que, contrairement aux définitions des

dictionnaires, l'exotisme n'appartient pas forcément à des pays lointains...).

D'ABORD, un ouvrage de référence, *Ecrivains de Norvège*, une anthologie présentée par deux bons connaisseurs-traducteurs, Eric Eydoux et Bente Christensen, nous rappelle que les succès de librairie ne passent pas forcément à la postérité (1); elle recense les talents les plus marquants apparus depuis le milieu du siècle dernier, et permettra à l'honnête homme de se faire une idée de la « norvégianité » et de l'évolution d'une littérature dont les grands phares, que ce soit Ibsen, Hamsun ou Sigrid Undset, ont évidemment fait de l'ombre à leurs contemporains. On peut répertorier les écoles (romantisme, symbolisme, naturalisme, régionalisme, etc.) et les thèmes dominants, d'abord, par l'image de la femme, bien loin de la Nora de *Maison de poupée*, dans ce pays pourtant plus égalitaire que bien d'autres, qui vit une femme, Sigrid Undset (2), recevoir le prix Nobel de littérature en 1928 (partagé avec Henri Bergson), où les féministes militèrent très tôt pour dénoncer la condition faite aux femmes et obtenir, dès 1913, le droit de vote. Un pays où l'on ne s'étonne plus depuis longtemps de voir une femme premier ministre.

Un conte, *la Femme à contre-courant* (1841) ouvre symboliquement cette anthologie, où les femmes sont très largement représentées, par un texte où l'on pourrait voir l'image d'un peuple norvégien réfractaire à toute contrainte extérieure. (« Il était une fois un homme flanqué d'une femme si grincheuse et si rétive que nul n'aurait pu se plaindre en pareille compagnie. Le mari désespérait de lui faire entendre raison. Il suffisait qu'il décidât d'une chose pour qu'elle s'y opposât... ») Kristiania-Oslo, cette capitale miniature d'un vieux pays tout neuf, libéré de la Suède et du Danemark depuis peu, est très présente dans les textes réunis là, comme dans l'étrange *Dame du Tivoli* (1899) du jeune Knut Hamsun, ou dans le



Le bébé regretté du Parc Vigeland à Oslo.

Journal d'Adam (1978) de Knut Faldbakken (3), qui a fait scandale parmi les féministes en montrant des hommes infantilisés et dominés par les femmes. En contrepoint vient fréquemment le thème du voyage à l'étranger, qui mélange séduction et appréhension, comme le rappelle drollement le récit ironique d'un des auteurs les plus marqués par l'Europe, Arne Garborg (1851-1924), dans ses *Conseils pour dormir* (1886) : « Paris a ses accès. Et, cette nuit-là, on a passé son temps à s'occire. Tous les jours, il y a un, voire plusieurs meurtres. Les journaux sont remplis de cadavres, de sang, de couteaux et autres horreurs. Les Français n'en paraissent guère émus. (...) Pour l'étranger livré à lui-même, c'est un peu plus compliqué. (...) La peur me gagne. »

Dans un pays aussi protestant, paysan, puritain, attaché à garder ses racines et à camoufler ses diables intérieurs, la plupart des grands auteurs ont fait scandale, et, à tour de rôle, se sont fait traiter d'enfants terribles. Parce qu'ils se révoltaient contre les interdits, qu'ils voulaient remonter à

la source de l'irrationnel, qu'ils étaient fascinés par le Mal autant que par le Bien, depuis le grand Ibsen ou Alsel Sandness, en passant par Hamsun qui tout le monde admet mais dont on n'ose pas vraiment se déclarer en raison de la « faute » d'avoir été hitlérien dans un pays si profondément marqué par les cicatrices de la guerre et de l'Occupation.

Depuis, influencés pourtant davantage par Camus que par Sartre, les intellectuels voulaient s'engager : communistes jusqu'aux années 60, maoïstes dans les années 70, ils constatent aujourd'hui que la prospérité s'achève, le chômage augmente lentement mais sûrement (4,5 %), les capitaux japonais s'investissent dans le Musée Munch. Ils militent pour la couleur des tramways ! Comme le poète Jan Erik Vold (né en 1939), « radical » des années 60, célèbre pour les lectures-concerts de ses poèmes rythmés par des musiciens de jazz (4), qui affirme se battre désormais « pour les tramways bleus » que la publicité défigure (« C'est comme changer le drapeau national. On brûler les livres... On touche à nos symboles profonds », dit-il dans un souvenir, en vous glissant son disque intitulé *la Vérité sur le tramway qui brûle*).

SURTOUT, qu'ils le disent ou non, on a l'impression qu'ils étouffent en Norvège, tout en y étant viscéralement attachés : Jan Erik Vold vit en Suède; Kjartan Fløgstad, traducteur de Neruda et de Cor-tazar, qui a longtemps habité la frontière soviétique face à Mourmansk, a été marin dans l'Atlantique sud et sève de s'installer au Chili de Montevideo. Il traite avec ampleur et picaresque un demi-siècle de l'histoire d'une famille de petits paysans dans le *Chemin de l'Eldorado* (5); Sissel Lie (née en 1942), professeure de français à l'université de Trondheim, a choisi, dans *Cœur de lion*, d'emprunter à Louise Labé son *Débat de folie et d'amour* pour tenter de trouver, entre Lyon et Oslo, entre la Renaissance et le temps présent, une réponse aux problèmes d'une Norvégienne

d'aujourd'hui (6); Oystein Wingard Wolf (né en 1958), sans s'intéresser vraiment à la religion, lui, se veut juif (« Appartenir à une minorité est un excellent catalyseur artistique, dit-il. Norvégien, on ne peut l'être qu'en Norvège. Juif, je le serai n'importe où dans le monde »), et, dans la *Mort de Dodi Asher* situé en Ukraine, tente un peu naïvement de se dépasser entre stalinisme et holocauste (7).

Quant à Tor Age Bringsværd, auteur à multiples facettes, passionné d'histoire et de mythologie nordiques, curieux et passionné de tout, que veut-il nous transmettre d'autre, avec *Gobi*, le premier tome d'une trilogie Orient-Occident, sur les traces de Gengis Khan et de la Croisade des enfants au treizième siècle, qu'un appel du désert dans une narration qui semble vouloir retrouver, sans vraiment y réussir, la narrativité d'une saga nordique (8) ?

Près des immeubles de Gylendal, Cappellen, Aschehoug, au bar des éditeurs, dans de profonds fauteuils, les éditeurs et les directeurs littéraires se considèrent en mangeant leurs sandwiches. A une table, un éditeur discute avec un nouvel « auteur » : l'ancien maître d'Oslo démissionné pour diverses malversations. Peut-être un futur best-seller !

(1) *Ecrivains de Norvège*, traduits, choisis et présentés par Eric Eydoux et Bente Christensen. Amiot-Lemaire (30, rue de la Cachette Caïron, 14610 Thion. Tél. 31-39-23-33), 424 p., 135 F.
(2) Sigrid Undset dont on lit par ailleurs l'œuvre dans une véritable collection de poche, une biographie, un peu tardive, de Gidske Andersen, membre du Comité Nobel norvégien, paraît ce mois-ci aux Editions des Femmes (328 p., 145 F.).
(3) *Journal d'Adam*, de Knut Faldbakken. Traduit par Eric Eydoux. Presses de la Renaissance, 296 p., 140 F.

(4) Jan Erik Vold a enregistré en 1988 à Paris, avec Chet Baker un disque intitulé *Blasphème ! Blasphème !* (Hot Club Records HCRM 30). Il sera, avec son quatuor, en tournée norvégienne, 242 rue de Rivoli, le jeudi 28 à 20 heures (sur invitation). A paraître au Castor Astral un recueil de ses poèmes : *La Norvège est plus petite qu'on le pense*.
(5) *Le Chemin de l'Eldorado*, de Kjartan Fløgstad. Traduit par Eva Berg Grønnevig et Violette Fournier. Editions Esprit ouvert (3, ch. de Moncey, CH 1003-Lussan), 210 p., 120 F.

(6) *Cœur de lion*, de Sissel Lie. Traduit par Eric Eydoux. Presses de la Renaissance, 176 p., 98 F.
(7) *La Mort de Dodi* (le Monde - Livres-Idées), du 26 juillet.
(8) *Gobi*, de Tor Age Bringsværd. Traduit par Régis Boyer. Arcanes 17, 270 p., 125 F.

* La même semaine des « Belles étrangères », présentées par Régis Boyer et Eric Eydoux aura lieu (jeudi 22 novembre à 20 h 30 à La Comédie, sous le signe de manifestations norvégiennes, jusqu'au 7 décembre, à Paris et en province (Tours, Strasbourg, Aix-en-Provence, Caen, Caen, Montpellier, Saint-Nazaire, Lille, Bruxelles). Informations auprès de l'Association Dialogue entre les Cultures (02-96-15-51).

La chimie des couples

La mécanique implacable de Sigurd Hoel

UN JOUR EN OCTOBRE
de Sigurd Hoel.
Traduit du norvégien
par Hélène Hervieu.
Solin, 352 p., 138 F.

« Colloïde. n. m. (tiré du grec *kollos*, colle). Chim. Corps qui a l'apparence de la colle, de la gelée, qui ne peut se cristalliser », écrit Robert. Ce corps-là, le professeur Arvid Ravn, éminent chimiste à Oslo, le connaît bien, lui qui est toujours à la veille d'une découverte essentielle dans le domaine des « solutions colloïdales ». Mais la cristallisation impossible qui le préoccupe ce vendredi 10 octobre 1930 (unité du temps) est plutôt celle de son mariage, et, pense-t-il (et l'auteur sans doute avec lui), celle de tous les mariages, du moins ceux qui prétendent unir, en ces temps « modernes », un intellectuel (pas de féminin ici à ce terme) à une femme.

« Le mariage, affirme-t-il, est, de nos jours, une malédiction... La femme se séduit comme le sphinx, comme l'énigme du monde. Mais l'énigme du monde est insoluble et ton devoir de chercheur est de délimiter l'insoluble et de le laisser de côté. » « Je crois savoir, ajoute-t-il prudemment, en « scientifique », que chaque intellectuel qui crée réellement quelque chose vole de l'énergie à ce qu'on pourrait appeler sa réserve érotique et la transfère dans son travail », en sorte que, « dans les ménages que je connais, l'homme est surchargé de travail et la femme sexuellement sous-alimentée ». Des habits neufs pour une vieille tragi-comédie.

L'avocat, le chef de bureau, le professeur, le journaliste, et même le négociant, tous ces « intellectuels », logés à l'enseigne commune d'« immeuble bourgeois (unité du lieu), seraient prêts à en convenir s'ils n'avaient abdiqué de toute morale amoureuse, et puis, se rassurent-ils, leur compagne n'a-t-elle pas délaissé, selon toutes apparences, la condition de femme pour embrasser le métier d'épouse ? Que leur importe alors que la belle Tordis Ravn ait mis « le même espoir » dans son mariage et en ait « la même vision

romantique » que son chercheur de mari dans son travail : elle a quitté celui-ci pour habiter chez eux, contre eux, en eux, et cela seul compte.

C'est elle est de celles devant qui, chaque fois, ces hommes se voient un peu plus hommes et leurs femmes se sentent un peu moins femmes. La pureté de sa « féminité exacerbée » porte conjointement l'évidence du scandale et l'envie de vertu, tous les espoirs et leur anéantissement, offrant à chacun le miroir où s'abîmer jusqu'à discerner l'image d'un péché collectif : la disparition du désir dans la haine de soi et la négation de l'autre. Que Tordis se mette à crier, révolutionnant la rue, et sa voisine aura « envie de se lamenter sur elle-même et le vide de son existence, de hurler comme un animal, de se rouler par terre de désespoir, de faire une dernière tentative pour atteindre le cœur de celui dont elle partage la vie ».

Traducteur
de Kafka

Ces nouvelles citadines ont bien pu tenter de s'imaginer dans de nouveaux rôles, elles n'ont trouvé d'autre scène que le théâtre bourgeois, où le vocabulaire des hommes ne leur assigne que des places de mères, d'épouses ou de putains, et leur lucidité, dans un monde où les sentiments ne se partagent pas mais se divisent, comme le travail, ne sert plus alors qu'à décompter les espérances déçues. Le désir ni l'amour n'en peuvent mais : hommes et femmes ne peuvent cohabiter raisonnablement qu'à rabattre des exigences de leur sexe, libre à eux de continuer d'investir deux continents qui dériveront séparément aussi longtemps que leur « conception de l'existence » sera « aussi différente qu'entre un Chinois et un Européen », comme le déclare le tourmenté professeur Ravn.

Introduit et traduit de Sigurd Hoel en Norvège dès 1922, se considérant comme son premier être dans le monde, Sigurd Hoel (1890-1960) se situe, au vrai, plus près de Vienne que de Prague, de Schützler que de l'auteur de

la *Métamorphose*. Discret compagnon de route des communistes de 1921 à 1924 à travers la revue *Mot Dag* (« Vers le jour »), il s'écartera d'eux pour plonger avec allégresse dans les ténébreuses et les convulsions sentimentales d'un monde en plein bouleversement, à peine sorti de l'expressionnisme, où sa Tordis, qui « n'a que le talent de ressentir la tristesse et la joie », nous renvoie droit à la Lulu contemporaine de Pabst.

En un jour et quatre actes de plus en plus brefs et de plus en plus intenses, dont le moins pathétique n'est pas le long « rapport monologue teinté de reichisme du chimiste de mari — Sigurd Hoel met en scène autant qu'il met en page (cela — jusqu'aux ouvertures du lourd portait comme un rideau de scène — appelle le théâtre autant que le cinéma) une mécanique implacablement minutée des rencontres et des échecs, où court — et résonne longtemps après la dernière page — l'ultime conviction de Tordis, vendeuse et mannequin à l'enseigne du Dernier Cri, une phrase hurlée et répétée inlassablement, puis psalmodiée, un murmure, un râle : « Ramène-moi à la maison ! Je veux rentrer à la maison ! »

Jean-Louis Perrier

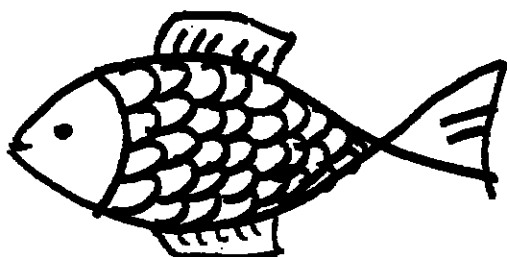
LE PLAISIR D'ECRIRE LE DROIT D'ETRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez. Nous éditons et diffusons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES et LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à :

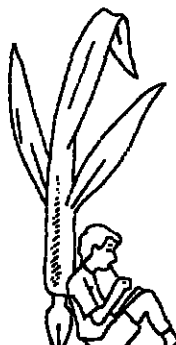
LA PENSEE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75006 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74

Courrier diffusé par l'ad. 43 de la loi de 1981 sur la protection des données.



- C'est vrai qu'un enfant peut phosphorer au poisson.
Mais c'est encore plus vrai avec « Plume en Herbe ». Alors...
... « Plume en Herbe » ou sardine à l'huile ?



« Plume en herbe »

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE « PLUME EN HERBE » 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans *Le Monde* des 1^{er} et 2 décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Meubani, 75001 Paris (Métro 3^{ème} arr. Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai titre. Clôture du concours le 14 janvier 1992.



NATHAN Le Monde

1991-1992. 5ème anniversaire.

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS



ginaire, un passage de témoins dans la vie de cet auteur généreux. Ne manquent ni la machine à écrire Royale, achetée à New-York à l'âge de vingt-quatre ans, ni la thèse oubliée par mégarde dans le réfrigérateur, ni le ressac de l'océan, ni le paquebot qui l'emmenait chaque année vers l'Argentine de ses tendres années. Autre scénographie emblématique de cette BD à la française, souriante et parfois grinçante, celle des « Français en vacances ». Ici, caravane, huile solaire et Ricard font la loi, au milieu des planches des plus grands auteurs

(Reiser, Baru, Boucq, Tillieux, Willem, Cabu, etc.). Un éclat de rire au paradis des estivants.

Dans un contexte si morose, Opéra-Bulles relève de la folie. D'abord sur la dimension. Avec les 1 300 mètres carrés de surface que lui offre la Gare d'Orsay, les quelque deux heures et demie de parcours, une ouverture de quatre heures et ces milliers de visiteurs émerveillés, l'opération a tout de la gageure. Mais une telle entreprise nécessite. Car l'événement que constitue Opéra-Bulles, c'est sa volonté d'aller à contre-courant. Ses quatre axes scénographiques sont de magnifiques antidotes à l'asthénie supposée de la BD.

Au sommaire, une exposition intitulée « Gosciny, profession humoriste » et consacrée à René Goscinny, le père d'*Astérix*, mais aussi de l'affreux *Zenodoud*, du solitaire *Lucky Luke* et du tendre *Petit Nicolas*. Le grénier de Gosciny, c'est un parcours nostalgique et ima-

Les deux autres actes de cet Opéra-Bulles sont plus graves, sinon majestueux. « Le musée des ombres » conçu par François Schuiten et Benoît Peeters, deux petits enfants de Jules Verne, a été présenté à leurs frais à Bruxelles, après avoir fait l'admiration béate des visiteurs du dernier Salon de la bande dessinée d'Angoulême. Opéra-Bulles ne pouvait faire l'impasse sur cette somptueuse et minutieuse rêverie architecturale, au sein de laquelle vivent les mânes d'un inventeur infatigable, Axel Wappendorf, ainsi que celles du grand architecte d'Urbicande, Eugen Robick, tandis que les balcons suspendus de la cité

radieuse de Caivani, la plus gaie des *Cités obscures*, font oublier les grimoires d'une bibliothèque titanesque. Le rêve ou le cauchemar sont le lot du dernier acte, baptisé sobrement « Bilal ». Cet audiovisuel d'une dizaine de minutes, réalisé à partir des décors que Enki Bilal conçut en 1990 pour l'opéra *OPA Mia* de Denis Levailant, est à la mesure de l'auteur de *la Femme piégée* et de *Bunker palace hôtel*. Le film est d'ailleurs projeté dans un blockhaus – « une idée qui ne m'appartient pas, mais que j'accepte complètement », souligne Enki Bilal.

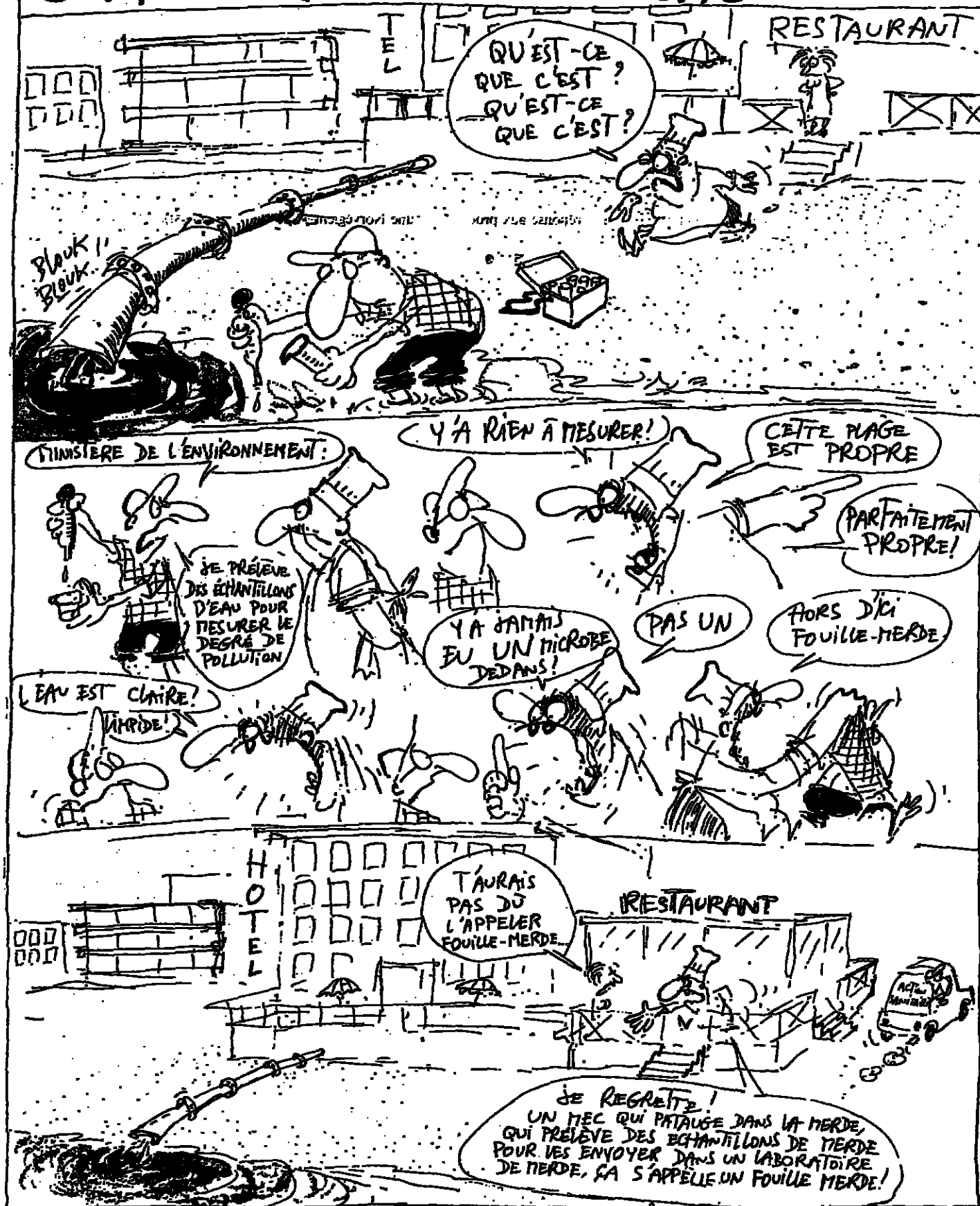
Le télescope pose des images, des références égyptologiques et des décors monumentaux des pays de l'Est comme le mélange des silhouettes de dictateurs grotesques et de femmes insaisissables, y font merveille, si l'on peut dire... Et ne devraient pas décevoir Enki Bilal, tout à la préparation du troisième tome de *la Foire aux immortels* (*Froid équateur*) et du scénario de son deuxième long métrage, *Tykhoo Moon*. D'autres films consacrés à la BD et à ses héros lui feront écho.

Cette tétralogie scénographique offre une large palette des pastiches et des mélanges de la planète BD. Et témoigne, à travers la variété des genres et grâce aux émotions et frissons qu'elle donne, d'une vitalité toujours recommencée. On la fête commence!

Yves-Marie Labé

► Opéra-Bulles, du 26 novembre 1991 au 5 janvier 1992. La Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris. Heures 20 heures. Tous les jours, sauf lundi, de 23 heures à 2 heures (incomplets mardi et samedi jusqu'à 23 heures). Prix des places : 60 francs, tarif réduit 30 francs. Réservations : la Grande Halle : 16 (1) 40-03-39-03, FNAC, Virgin. 3615 FNAC. 3615 Thés.

REISER



Classement de plage fait partie des dessins de Jean-Marc Reiser qui n'ont pas encore été publiés en album. Offerte au Monde par son épouse, Michèle, cette planche donne une idée des talents de « l'affreux Jojo de la BD », prématurément décédé le 5 novembre 1983. Reiser a été, en plus d'un fantasiste dessinateur, un grand journaliste, minutieux

observateur des mœurs et des débordements quotidiens de Monsieur et Madame Tout-le-Monde. Il avait notamment publié dans *le Monde*, du 11 juillet au 5 août 1978, la *Famille Oboulot en vacances*. Nul ne s'étonnera donc de la présence de cet artiste tendrement méchant dans nos colonnes, et dans l'exposition « Les Français en vacances » d'Opéra-Bulles.

L m'arrive de penser que si j'avais vécu en d'autres lieux et d'autres temps, lorsque la bande dessinée n'existait pas encore, j'aurais peut-être été librettiste d'opéra. Car, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de mettre l'écriture au service d'une forme artistique globale, qui va à la fois la dissoudre et la magnifier.

sa main. Alors qu'il ne leur viendrait jamais à l'esprit de penser qu'on a monté une pièce sans texte préexistant, qu'on a tourné un film sans scénario, qu'on a mis en boîte un feuilleton TV sans intrigue, ou qu'on a enregistré une chanson dont les paroles n'étaient pas écrites. Encore qu'il y ait des exceptions (plus ou moins volontaires) dans tous ces domaines.

Respect de la contruction musicale, du texte, du tout, en faisant une intrigue compréhensible de bout en bout et en même temps riche de possibilités dramatiques, il faut se plier aux souhaits d'un compositeur soucieux de marier timbres de voix et instruments différents, d'ancaster airs et récitatifs, de combiner scènes spectra-

Cela se traduit par des coupures, des collages, des découpages, des moments d'émotion, Respect des nécessités graphiques, d'autre part, où, tout en construisant une histoire suffisamment dévouillée pour tenir en un album souvent destiné à un public jeune, mais essentiellement pour satisfaire les auteurs eux-mêmes, il faut s'adapter aux nécessités du découpage en cases, au dynamisme fragmentaire propre à un art du discontinu, au style si particulier de chaque dessinateur enfin.

On aura déjà compris que le scénario et les dialogues sont réalisés *avant* les dessins, contrairement à ce que croient parfois des lecteurs naïfs qui pensent que l'écrivain vient remplir les bulles en *extrémis*, voire le calligraphe de

Pierre Christin
Lire la suite page 33

CHRISTIN-MEZIERES

Les Habitants du Ciel

Atlas cosmique de Valérien et Laureline

La B.D. c'est... **DARGAUD**

هكذا هي الأصل

لکچر من لکچر



Le Monde

Opéra Bulles

Hommes de papier, hommes de pouvoir

Simple amateurs ou propagandistes réfléchis, les personnalités politiques sont plus férues de BD qu'on ne l'imagine

M. ANDRÉ SANTINI aime mettre les pieds dans le plat : « Mon préféré, c'est Gros Dégueulasse de Reiser. Je ne peux pas m'empêcher de me marrer en pensant à la scène de l'ascenseur, celle où Gros Dégueulasse pète en faisant croire que ce sont les autres. » Avec de telles confidences, le maire PSD-UDF d'Issy-les-Moulineaux est certain d'asseoir sa réputation. « Mon équipe de communication m'avait, pourtant, conseillé de ne rien dire », regrette-t-il, faussement pénaud. Sa franchise vaut bien celle du maire RPR de Saint-Mandé, M. Robert-André Vivien, qui assure avoir lu des bandes dessinées érotiques comme *Histoire d'O* mais s'en être ensuite débarrassé. Les hommes politiques seraient-ils tous des « mordu » du neuvième art ?

Nul n'est plus expert en bulles et en comics qu'un élu qui cherche à brocarder son adversaire. M. Michel Rocard, qualifié de « Bibi Fricotin amiral » par M. Michel Poniatsowski quand il proposa d'envoyer la flotte en Pologne en 1980, en sait quelque chose. M. Pierre Bérégovoy aussi, qui fut traité par M. François Léotard, président d'honneur du parti Républicain, de « Pissou nivernais ». Idem pour le secrétaire général du Parti communiste, aux dépens duquel l'actuel secrétaire d'Etat au logement, M. Marcel Debarge, s'était amusé, il y a quelques années en lançant : « Marchais, c'est Popeye, moins les épines ». L'auteur n'échappe pas aux compliments de la même farine, puisqu'il a dit de M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, M. Marcel Debarge a « tout l'air d'Obélix ». Il comparerait volontiers M. Julien Dray, député PS de l'Essonne, à Gaston Lagaffe. Celui-ci, qui pratique volontiers l'auto-dérision, se voit bien en l'effet, mais ses proches l'imaginent plutôt en Baron noir.

M. Raymond Barre n'est pas épargné. Assoupi sur son banc à



Bande dessinée réalisée pour la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1988 : Philippe Seguin, Jacques Toubon (avec cheveux !) et Jacques Chirac

l'Assemblée nationale, l'ancien premier ministre aurait, comment dire ? « un petit air d'Achille Talon », selon certains. Quant à l'actuelle locataire de Matignon, elle pourrait incarner Bécausine, selon M. Robert-André Vivien, qui, en galant homme, s'en veut aussitôt d'avoir imaginé pareil rapprochement.

François Mitterrand en Corto Maltese

Railleuses parfois, les références des hommes politiques à la bande dessinée peuvent être aussi flatteuses. Comme ce clin d'œil du général de Gaulle au petit reporter d'Hergé : « Au fond, vous savez, mon seul rival international, c'est Tintin ! », avait-il déclaré à André Malraux. Nous sommes les petits qui ne se laissent pas avoir par les grands. On ne s'en aperçoit pas à cause de la taille... » La comparaison physique conviendrait aussi bien à M. Michel Rocard, qui ne déteste

pas, lui non plus, s'identifier au jeune homme à la houppe.

M. François Mitterrand, lui, avoue un faible pour Corto Maltese. « Je ne m'ennuierais certainement pas dans la peau de cet aventurier laconique, solitaire, esprit libre au confluent de plusieurs cultures », a-t-il déclaré en 1989, au magazine *A suivre*. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, témoigne aussi d'affinités électives avec le héros d'Hugo Pratt. Mais de là à se mettre sur un pied d'égalité ! « Je n'ose l'imaginer vraiment », déclare-t-il, respectueux de la présence. A tout prendre, il s'identifierait à un personnage de Moebius, dont l'univers le « fascine ».

Le dédoublement de personnalité n'effraie pas M. Georges Frêche. Le maire PS de Montpellier se sent proche d'« Astérix pour la malice et la débrouillardise, d'Obélix pour son aspect fonceur, et puis surtout de Lucky Luke car il est plus près du caractère d'un homme politique. Il faut

parfois tirer plus vite que son ombre. Et on se sent souvent aussi solitaire qu'un cow-boy ». Certes, M. Frêche n'a pas que des qualités. Mais, ses « ennemis », dit-il, manquent trop d'« imagination, hélas ! », pour l'affubler d'un patronyme de BD.

Pour quelques hommes politiques, la complexité avec le neuvième art ne s'arrête pas au petit jeu des portraits. Certains n'hésitent pas à se mettre en scène. Dans *Il était une fois Jacques Chirac*, réalisé pour la campagne électorale de 1988, le maire de Paris ne cache rien de sa petite enfance, de sa rapide ascension, de sa lune de miel avec Georges Pompidou, de ses projets en matière sociale, de sa cohabitation plus épineuse avec l'actuel chef de l'Etat. Bref, l'ancien premier ministre, pardon ! « ce fonceur de Chirac », comme dit la BD, « travaille et se dépense sans compter » à travers quarante-six pages de bulles hagiographiques.

Dans le même registre,

M. Charles Pasqua le devance d'une tête. Le sénateur RPR, président du conseil général des Hauts-de-Seine, fut le premier à se faire représenter dans une petite en texte et en images lors de sa campagne législative de 1973. Une initiative qui ne lui a pas porté chance. Comme M. Jacques Chirac en 1988, le candidat gaulliste fut un héros malheureux.

S'ils se font rarement croquer, les hommes politiques choisissent, plus volontiers, en revanche, de communiquer par la bande avec leurs administrés. M. Robert-André Vivien cultive son image d'édile zélé et d'amatour de bulles en publiant *Dis, monsieur le maire... A quoi ça sert, Marianne ?*, un album d'instruction civique dû au coup de crayon d'un collaborateur. Le Sénat, lui aussi, fait l'économie de figures de style, en racontant son histoire sous forme d'un recueil de planches illustrées : *Au palais du Luxembourg s'adresse « aux quarante-six mille établissements primaires et secondaires » de France*.

La BD peut être un outil pédagogique. Mais de là à la mettre à toutes les sauces politiques... M. Eric Raoult, lui, n'hésite pas : « A chaque fois que je le peux, je conseille au RPR de faire des dessins et des bulles. Même si, c'est vrai, la BD ne permet pas toujours de nuancer. » Echo similaire chez M. Julien Dray, pour lequel la BD est « excellente si l'on veut populariser un message simple ».

D'autres, cependant, expriment une sérieuse réserve. Pour M. Jean-Pierre Brard, « l'instrumentalisation politique de la BD est une forme de dissimulation ». M. André Santini se dit lui aussi « réticent » : « Si on s'adresse par la BD à des adultes, on les minimise. Si on s'adresse à des enfants, je n'en vois pas tellement l'utilité. » M. Guy Carcassonne, proche conseiller de M. Michel Rocard, n'est pas plus convaincu. « Faire une BD politique n'a de sens qu'en utilisant un très bon dessinateur. Et les très bons ne se

prêtent pas à ce genre », explique-t-il. Quant à réaliser un album sur Michel Rocard, « il faudrait que l'auteur soit salement conceptuel ! » M. Georges Frêche est encore plus catégorique : « La tendance actuelle de faire de la politique spectacle me déplaît. La BD y contribue si les auteurs en font trop. »

En fait, les élus préfèrent se départir de leurs habits de politiques pour parler sérieusement de ce qui les amuse. Interrogé sur ses goûts, M. Julien Dray confie qu'il lit et relit Durango, XIII, Jérémy et Blueberry. M. Jack Lang ne se lasse ni de Winsor McCay, « cet Américain, dit-il, dont chaque réédition nous montre à quel point il fut un précurseur génial », ni de Major Fatal, ni de l'ardi, ni de Loustal. Incarnation de Goscinnny et d'Uderzo, M. Frêche garde en mémoire « la formidable partie de rugby d'Astérix chez les Bretons, peut-être à cause de (ses) origines normandes ».

M. Guy Carcassonne, qui partage la vie de « son auteur préféré », Claire Bretécher, mère d'Agrippine et de Cellulite, n'a pas grand mérite à connaître les bons cras. « Quand je lis *« Bravo les brothers »*, à la fin d'une des aventures de Spirou, Panade à Champignac, je tombe de mon siège », confesse-t-il. D'autres hommes politiques, cependant, restent orphelins des comics de leur jeunesse. M. Jean-Pierre Brard, maire communiste de Montreuil, ne se console pas de la disparition de *Pif le Chien*, de *Placid* et *Muzzo* et du *Fantôme Justicier*. « Cela nous arrivait avec l'Huma-Dimanche », se souvient-il.

La BD « engagée », pourtant, n'est pas morte pour tout le monde. En octobre dernier, se sont tenues les premières Journées nationales de la bande dessinée, à la fête Bleu-Blanc-Rouge du Front national « M'enfin », qui a dit que le neuvième art véhiculait nécessairement les valeurs de son temps.

Beatrice Jérôme

La lectrice et le cow-boy

Les filles lisent plus que les garçons. Mais vivent des amours contrariées avec la BD

TOUS les aficionados le savent, tous les éditeurs et libraires spécialisés s'interrogent, comme ce dessinateur qui gémit : « Ah ! ces salons et festivals de BD peuplés de barbus et de bou-tomeneux ! » En ces temps de post-féminisme et de loisirs unisexes, la BD reste avant tout une affaire d'hommes. Ou plutôt d'adolescents adolescents... Le profil type du lecteur est masculin et urbain, il a de vingt-cinq à quarante ans ; célibataire et souvent diplômé, il est un gros lecteur de littérature, signale Thierry Groensteen, conseiller scientifique au Centre national de la bande dessinée d'Angoulême (CNBDI). Un stéréotype d'autant plus troublant que, selon l'enquête réalisée en 1987-1988 pour le ministère de la culture (1), « les femmes arrivent aujourd'hui en tête pour la plupart des pratiques liées au livre et à la lecture ».

Mais, alors que près de la moitié des foyers français possèdent au moins un album de BD, et que cette lecture « échappe assez largement aux cloques des aux diplômés ou à la position sociale », les femmes persistent à laisser cette pratique solitaire à leurs compagnons : « Les hommes sont proportionnellement deux fois plus nombreux à lire des BD et trois fois plus nombreux à en faire leur genre préféré. » Des chiffres qui inquiètent le milieu « bédésiste », alors que plane sur lui la récession éditoriale.

« Je suis surpris qu'on ne se pré-occupe pas plus de cette désaffection féminine ! » s'exclame Guy Vidal, ancien rédacteur en chef de *Pilote*, aujourd'hui directeur de collection aux Humanoïdes associés. « Peut-être tout bêtement parce que la production est dominée par des

hommes, qui ont privilégié les actions guerrières et les héros postifs ? lance Louis Gérard, directeur d'édition chez Casterman : Il y a vingt ans, la femme n'existait dans la bande dessinée qu'à travers de personnages très secondaires. »

Ce manque d'héroïnes susceptibles de faciliter l'identification d'un lectorat féminin aurait une explication historique : la BD a pris son essor dans l'après-guerre grâce à la multiplication des publications pour enfants. « Une période très partitionnée », dit Louis Gérard, dont la loi de 1949, destinée à protéger les enfants et les adolescents, est exemplaire. Les auteurs se sont censurés, par crainte d'être accusés de ravaler l'image de la femme. Pendant trente ans, rappelle-on à la médiathèque du CNBDI, les aventures de Spirou, Blake et Mortimer, Tintin, ont eu lieu dans un huis-clos presque exclusivement masculin, « si l'on excepte la Castafiore, qui n'est pas un modèle de femme très attrayant ! ». « Le fonds de commerce de la BD belge ricane le dessinateur Régis Franc le Café de la Plage et Tonton Marcel, ce sont les boy-scouts et les cow-boys. Pourquoi les filles apprécieraient-elles ce monde très masculin, presque homosexuel ? »

Tout cela à une époque où la bande dessinée ne jouissait d'aucune légitimité culturelle : voilà pourquoi des générations de femmes ont laissé les albums de BD à leurs frères. Il faudra attendre les années 70 et l'émergence d'une bande dessinée adulte, d'auteurs, pour que ce clivage s'atténue. D'ailleurs, au sein de cette nouvelle garde de dessinateurs, d'humour et d'humour, quelques femmes se sont fait une place au soleil comme Claire Bretécher.

Annie Goetzinger, Florence Cestac ou Chantal Montellier. Une petite minorité de lectrices « éclairées » suit le mouvement.

Ce nouveau public féminin, post-soixante-huitard et post-féministe, aime qu'on lui parle d'amour, d'humour, voire de sexe. Des auteurs comme Régis Franc, Martin Veyron, Georges Wolinski s'en réjouissent : elles sont nombreuses à leurs séances de signature. Parce qu'elles ont su leur faire la part belle ? « Je les fais rire, et je leur parle de sexe et leur donnant le beau rôle ! » s'exclame Wolinski. Martin Veyron explique pour sa part : « J'ai un public relativement fidèle de femmes de trente-quatre ans, qui trouvent sans doute dans mes histoires quel-que chose qui les concerne. Le problème, c'est que les trois quarts des albums publiés sont des fictions infantilisantes, régressives, que les « mères » lisent pour s'abriter ! »

« Les hommes lisent davantage de bédés parce qu'ils sont plus fragiles ! » renchérit Yves Rasquin, le patron d'ALBUM, une librairie spécialisée du quartier Latin. Il y a dix ans, la clientèle de la librairie était presque exclusivement masculine. Elle compte aujourd'hui un petit tiers de femmes, qui sont venues à la BD par le biais de l'humour. Au hit-parade : Bretécher, F'Murr, et les grandes sagas sentimentales-historiques style les Passagers du vent, de François Bourgeon.

Rires, larmes et émotions sophistiquées : pour séduire un lectorat féminin, la recette ne semble pas si compliquée. « Le problème, ricane Georges Wolinski, c'est que la plupart des dessinateurs sont de vieux ados rêveurs et solitaires, incapables de s'intéresser au monde et aux femmes qui les entourent ! »

Portrait de l'amateur de BD (et

de son créateur) en éternel gamin ? Une hypothèse moins infantile qu'il n'y paraît. Pour Serge Tisseron, auteur de *Psychanalyse de la bande dessinée* (Presses universitaires de France, 1987), « la BD, c'est d'abord une immense liberté de lecture : on peut s'arrêter, la relire, sauter d'une case à l'autre, d'une page à l'autre. Par là, elle permet de transgresser la loi qui la fonde : celle de la durée, du déroulement logique de la narration. Or les garçons sont beaucoup plus transgressifs que les filles. » Une tendance qui trait bien au-delà de l'adolescence.

« Un monde sans utérus »

A la transgression de la loi de la durée, s'ajouterait le déni de celle de la filiation : « Les héros de BD n'ont pratiquement jamais de parents ni de maison, fait remarquer Serge Tisseron. La maison, c'est la case, un contenant qui ne doit rien à la mère ni à la féminité. » Selon la psychanalyste Catherine Muller, la bande dessinée proposerait « un univers en apesanteur, qui peut satisfaire un fantasme archaïque et masculin : celui d'un monde sans utérus ».

Pour des générations d'enfants, lire de la bande dessinée s'apparentait au domaine de l'interdit, ou du réproché. « Je piquais les albums de mon petit frère et les lisais en cachette », se souvient la dessinatrice Florence Cestac, qui estime que « si les filles ne lisent pas de BD, c'est dû surtout à un problème d'éducation ». Mais aujourd'hui ? Frères et sœurs partagent bancs d'école, terrains de sport et lectures. Le goût pour la bande dessinée n'est plus synonyme de rébellion. Et pourtant... S'il s'est atténué, le



décalage entre les deux sexes demeure vivace : plus que leurs copains, les petites filles semblent toujours persuadées de l'illégitimité de la bande dessinée. En 1988, Médiamétrie effectuait un sondage sur la lecture des jeunes de huit à seize ans. Autant de filles que de garçons (49 %) possèdent des bandes dessinées. Mais si elles en lisent moins, 47 % des garçons et 54 % des filles répondent qu'elles lisent « beaucoup » de BD. Surprenant ? Pas vraiment, estime Agnès Desieux, une jeune bibliothécaire parisienne qui vient de créer l'association Bulle en tête pour promouvoir la lecture de la bande dessinée chez les jeunes : « Les filles sont beaucoup plus curieuses, elles lisent tout, y compris de la BD. »

Alors que les garçons relisent toujours leurs séries favorites, *Tintin*, *Lucky Luke*, etc., les préadolescentes se jettent sur tout ce qui leur tombe sous la main. Le tournant se prend plus tard. « Autour de quatorze-quinze ans, indique Agnès Desieux, elles se détournent de la BD : c'est une lecture dévalorisée par les parents et les professeurs. »

Une conclusion que confirme un sondage récent réalisé par le ministère de la culture auprès des seize-dix-huit ans (le Monde du 18 octobre) : après quinze ans, les jeunes filles rejoignent les pratiques de lecture de leurs frères.

« Les filles sont beaucoup moins autonomes, regrette Agnès Desieux, comme si elles avaient peur de s'approprier la BD, qui reste pourtant l'un des derniers espaces de liberté totale. » Un espace que ne se lassent pas d'investir des générations de petits garçons de sept à soixante-dix ans. Quant à elles, elles attendent peut-être que l'on change l'ordre des choses, et celui du monde des bulles. « Mais pourquoi les femmes se mettraient-elles à lire de la BD alors que tous les gens « bien » ont arrêté de la faire ? » s'interroge en riant Régis Franc.

Odile Cuzat

(1) Les Pratiques culturelles des Français en 1989, commentaire de l'enquête du ministère de la culture et de la communication, par Olivier Donnat et Denis Cogneau, édition La Découverte, 1990.

de pouvoir

Le Monde
Opéra Bulles



La BD dans la troisième dimension

« Opéra Bulles » consacre, dans le temple de « Cités-Cinés », le succès de la scénographie du neuvième art

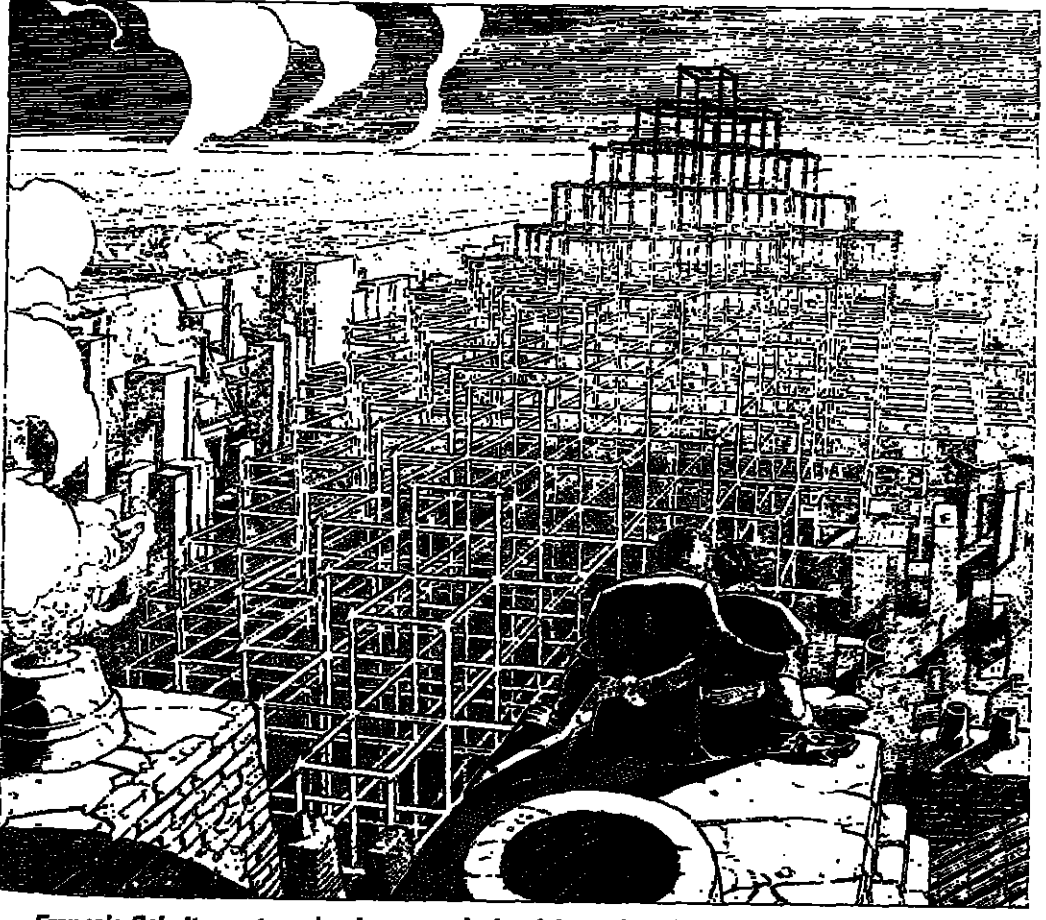
D'ANGOULÊME à Luques, les festivals de bandes dessinées ont surtout été créés pour rencontrer les auteurs de tous les personnages, qu'ils soient nés outre-Atlantique, en Belgique, en Italie ou en France. Modestes, ces rassemblements de fans permettaient d'apercevoir Hergé, Franquin, Morris, etc. L'émotion était à son comble quand on pouvait ainsi confronter ses souvenirs de lecteur avec les planches originales et mesurer l'aune de la perte infligée au dessin par l'impression.

Les originaux ont ensuite tapissé les murs des MJC, des salles de fêtes, des galeries et même de quelques musées (1). Drouot et autres salles de ventes pointaient leur nez. Les accrochages, en se multipliant, gagnaient en qualité et les originaux étaient dûment assurés. Aux vernissages, avec un peu de chance on apercevait l'auteur, seul dépositaire des commentaires sur son art.

Barbarella et Valérien

Premier choc au début des années 80 : François Vié, directeur artistique au Centre d'action culturelle d'Angoulême, souhaite inscrire la BD dans une autre dimension. Au Salon de la bande dessinée, il fait réaliser à taille humaine des personnages comme Adèle Blanc-Sec (Tardi) ou le Diable de Nicot, disposés devant les planches, de façon à s'imposer aux visiteurs. Induisant une lecture différente des originaux accrochés, cette mise en scène bouscule la passivité.

En 1984, l'héroïne Barbarella, née de la plume de Jean-Claude Forest (Grand prix d'Angoulême), court de ses longues jambes vers les au-delà du miroir chers à l'auteur. Et, un an plus tard, la première exposition-spectacle naît, avec l'atterrissage



IN LA FÊTE D'ANGULÊME (D'ASTÉRIX)

François Schuiten est un dessinateur très inspiré par l'architecture et... un scénographe

du vaisseau spatial de Valérien et Laureline dans 400 mètres carrés. Le dessinateur des aventures de l'agent spatio-temporel, Jean-Claude Mézières, avait fourni des croquis de l'astronef, des références à certaines cases d'albums et prêtés des originaux. « L'arrivée à Angoulême, la veille de l'inauguration, m'a laissé sans voix. C'était magique, se sou-

vient-il. La scénographie a une vertu de transposition dans l'univers d'un auteur, de communication de l'esprit d'une bande dessinée, en jouant sur les souvenirs du lecteur et la charge affective de la case. Le visiteur est dans une attitude ludique mais aussi de retenue. »

Certains auteurs sont plus réservés, comme le père du

détective Jack Palmer, René Pétillon. Ce spectacle se justifie certes pour les histoires situées « dans d'autres mondes ». Mais, pour les autres, il craint « le détournement » voire, « la trahison » : « C'est comme si on voulait lire un livre et regarder le film qui en est tiré. »

Ce n'est pas la valeur ajoutée de la troisième dimension qui

l'attire dans les mises en scène actuelles, mais plutôt le mystère de la « création à plat », comme le montage sophistiqué de détails agrandis des planches de Enki Bilal — que l'on peut voir à « Opéra Bulles » — ou l'art du dessin selon Franquin, présenté à Angoulême. Pétillon a d'ailleurs apprécié la scénographie de son œuvre créée en 1990, toute en sobriété, « qui laisse le lecteur le nez sur les planches, à remonter l'esprit d'une œuvre, son esthétique particulière, son tour de main propre ».

La fidélité à la forme graphique n'est pas la préoccupation prioritaire de Lucie Lom, le duo de scénographes angevins qui a conçu l'exposition Goscinny et celle des « Français en vacances ». Tout en propulsant le visiteur dans un lieu plus ou moins grandiose, ils lui ménagent une intimité aussi forte que celle du lecteur plongé dans son album. Ils traquent « le contexte de création » et le restituent, grâce à l'accumulation d'objets qui « produisent du sens », en proposant « un jeu de lectures superposées ».

L'esprit du lieu

L'original n'est pas vraiment nécessaire, non plus que les personnages en volume : « Le visiteur-lecteur est l'auteur de la pièce que nous mettons en scène, nous sollicitons sa mémoire, de la simple réminiscence au souvenir précis. Libre à lui de bouleverser notre scénario au gré de ce qui a imprégné son imaginaire. Leurs conceptions ont l'avantage de pouvoir séduire un ultra-connaisseur aussi bien que le visiteur qui n'a jamais lu d'album, et qui n'aura de cesse ensuite de tout lire ! » disent-ils.

Le « Musée des ombres » de François Schuiten et Benoît Peeters était en germe dans « Cités-Cinés ». François Schuiten, très inspiré par l'architecture, avait conçu la scénographie de la partie « ville imaginaire » de l'exposition-culte de décembre 1987, présentée à Montréal, après la Grande Halle. En agrémentant les parutions de leur série les Cités obscures de conférences-fictions et de diaporamas, lui-même et son compère Benoît Peeters comblaient les vides « entre-les-cases ». « L'humour prenait le dessus et des rapports beaucoup plus directs s'installaient avec les lecteurs », se réjouissent-ils.

La scénographie de leur exposition se dessinait à leur insu. Leurs idées évoluèrent au gré des plans du scénographe, Olivier Corbes, selon la configuration du premier lieu d'accueil, le Centre national de la bande dessinée et de l'image d'Angoulême (CNBDI). « L'esprit des lieux a beaucoup d'influence, expliquent-ils. L'histoire que raconte le scénographe peut être notablement modifiée par la variation des

contraintes et par les suggestions de ceux qui conçoivent et exécutent les plans. C'est une confrontation permanente avec notre œuvre. Si bien que la planche « vierge devient un immense espace de liberté, quand on y revient. Elle s'enrichit des collaborations nées dans les conceptions d'expositions : ainsi, les machines imaginées et construites pour notre exposition à Angoulême gagneront les cases de notre prochain album. »

« Opéra Bulles » concentre tous les acquis de l'histoire de la scénographie et tente le pari de la création comme celui de la récréation. Les responsables de l'opération, Christian Gay-Bellile et Yolande Bacot, en ouvrant les portes de la Grande Halle à ces scénographies, favorisent une nouvelle approche de la BD par le public. Une épreuve « audimat » nécessaire, qui pourrait faciliter les tournées nationales et internationales de ces expositions. Et pourrait aussi attirer un plus grand nombre de partenaires (2) dans les montages financiers de ces très lourdes productions.

Joëlle Faure

(1) Le catalogue de l'exposition « Bande dessinée et figuration narrative » (1987) date la première exposition consacrée à la bande dessinée en avril 1922 et la situe au Waldorf Astoria à New-York.

(2) La Caisse d'épargne, le plus ancien partenaire financier du Salon international de la bande dessinée d'Angoulême, a augmenté d'année en année son budget de partenariat, précisément sur les expositions.

Vacances propres à Bretignolles-sur-Mer

Elles ont pensé à une plage vendéenne, parce qu'elles sont angevines de pinces et d'adoption, donc voisines. Mais elles auraient pu s'inspirer de n'importe quel « camping des mouettes », à La Bourboule ou à Palavas-les-Flots : « L'idée, expliquent Dominique Bonneval et Claire Alary, c'était de ne pas trahir le Français moyen en vacances. »

Les deux jeunes peintres sont donc parties deux jours au bord de l'océan, « pour humer l'air ». C'est là, cet été, qu'elles ont commencé leur travail de décoration pour le camping d'« Opéra-Bulles ». Posée sur la jetée, la poubelle « Vacances propres à Bretignolles-sur-Mer » témoigne, depuis ce soir, du repérage de l'été.

Dimanche 17 novembre, jour J moins 5. Il fait nuit. Les enfants ont sifflé les pénultimes et quitté la pelouse de la Grande Halle. On entend les pigeons roucouler sous les poutres, au-dessus des malles de l'exposition Goscinny. Philippe Leduc fait un essai musical : la clameur de la mer toute proche s'enroule et s'enroule sur les vagues d'un accordéon. Pétards mouillés... On imagine le bal musette, un 14 juillet, et la foute pluie des étés pourris. « C'est pour cela que le camping est vide », explique le grand ordonnanceur de l'« Opéra-Bulles » sacré chorégraphe de ces « Français en vacances ». Derrière les 50 tonnes de sable de Fontainebleau déversées par les semi-remorques quelques jours plus tôt, seules nos deux Angevines, à cette heure avancée du week-end, s'activent sous les tentes.

L'une gonfle une bouée. L'autre fixe un fauteur pilant à fleurs, pratique et ultra-léger. Dressées dans la nuit comme des ombres

fantastiques, ces objets sont des détails — rien que des détails, mais des « détails qui tuent ». Des sanitaires baleyés de « lumière jaune pissasse », comme dit Jean-Yves Aschard, l'éclairagiste qui s'affaire aux tiroirs de la caravane « Sanouva », emplies de bracelets au poinçon « La Redoute », de petites cuillères dorées « La Vie Claire » et de bons de réduction du Reader's Digest.

Sous la plage, la vérité

C'est le premier piège : on se promène là-bas comme dans les pages d'une bande dessinée. Pour tout voir, et lire encore, il faut plusieurs lectures. Retourner sur ses pages, relire ses pas, et découvrir, sous le sable qui recouvre jusqu'aux assiettes et au coin de chaque planche de BD artistiquement disposée, ce qu'on n'avait pas vu.

Expo pelimpseste, en somme. Sous la plage, la vérité, pour qui sait y gratter. Là-bas, au-dessus des poubelles et des WC, on lit les pancartes fraîches et gracieuses plantées sur le parpaing grisâtre : « Les poubelles ne sont pas des vélos » ou, inversement, « Les vélos ne sont pas des poubelles ».

La caravane de bois, façon années 70, regorge, elle, de trésors cachés. Repérée cet été sur un parking d'une HLM d'Angers, elle offre des coquelets éclairés et des fausses perspectives (toliettes, cave à vin) aux plus voyeurs des visiteurs. Ce soir, les deux jeunes femmes pesaient leur œuvre. Où coller le sac « 10 kilos » de croquettes pour chien ?

On touche à la fin. Dans la « salle de bains », le robe de

chambre matalassée, le Biacolor anti-points noirs et des échallons Yves Rocher : les purées « familiales » et les clafoutis chimiques dans la « garde-manger » ; le vinaigrier Mobil, les porte-couverts, et, dans le coquet salon, les rideaux à fleurs, les cartes postales de Camargue et les autres, dites « à texte ». Sans oublier le porte-manteau façon bois de cerf et le pape défiguré par le relief de l'assiette qu'il bénit, urbi et orbi...

Partout règne l'obsession de la reconstitution. Obsession du Français en vacances à reconstruire un « home sweet home » — miniature, certes, mais aussi kitsch que son domicile principal. Obsession des propriétaires de la R12 à la « customiser », comme ils disent tous ici : jantes en alu et pare-soleil « Jacky et Nadine »... Obsession des décorateurs, enfin, à donner des vacances des Français une image à peine outrée. « Nous sommes dans un théâtre d'objets. Les gens vont se raconter des histoires, revisiter leurs souvenirs », explique Philippe Leduc.

Voyage « archéologique »

D'ailleurs, si les décorateurs ont sillonné les dépôts d'Emmaüs, ils ont aussi trouvé chez eux le matériel qui leur manquait. « Au fait, toi, tu allais où, en vacances ? », demande Dominique à Jean-Yves, le temps d'une pause. « A Saint-Michel-Chef-Chef », s'excuse l'éclairagiste.

Les fous rires fusent. Humour tendre, nostalgie amusée : ce voyage « archéologique », comme l'appelle Philippe Leduc, ne doit pas être douloureux. « Certes, pour que l'humour existe, il faut que ça fasse un peu honte,

reconnait le scénographe. Mais nous avons cherché à éviter absolument l'humour bourgeois, glacé et figé. » Avec Marc-Antoine Mathieu, ils ont vite glissé des Bidochon aux dessins de presse : Reiser, Willem, Cabu. « Les Français en vacances sont un vrai tableau de mœurs », conclut Philippe Leduc. Le dessin de presse apporte une note sociologique et a davantage prise sur le quotidien. »

Cet été, Cabu avait dessiné, dans la Grasse Bertha, les nouveaux vacanciers de l'Est ; on installera donc un camping sauvage pour les Yougoslaves sans caravanes et sans ressources. On y entendra aussi « Jeux sans frontières », mais sans « Guylyque » et Simone Garnier.

Lundi matin. Les mêmes, et la vie, routinière, de la Grande Halle. Une jeune femme entre dans le bureau des organisateurs. Elle cherche du travail, elle a « beaucoup de cordes à son arc ». Sa petite fille s'est échappée sur la dune de sable. Elle fait du ski et des pâtés. Par terre, un tract des syndicats CGT du spectacle appelle à une manif, « depuis le Trocadéro jusqu'au CNPF, pour le maintien des annexes ASSÉDIC ».

A côté du camping, sur un rap américain bien ficelé, deux hommes consolident les contre-forts du blockhaus Bilal. Des visiteurs de « La parade sauvage pour l'innocence » — une expo-événement d'un jour et d'une nuit, s'étaient amusés à grimper sur la face nord du blockhaus, rêvant comme le bohème du « frou-frou des étoiles ». Mais le contreplaqué n'avait que 4 centimètres d'épaisseur. Et eux n'avaient que leurs semelles de plomb.

Ariane Chemin

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
1224 53 06
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

MÉDICAMENT
PSYCHANALYSE
Un dossier
Psychanalyses N° 39
L'ISLAM
AU SINGULIER
DARGAUD

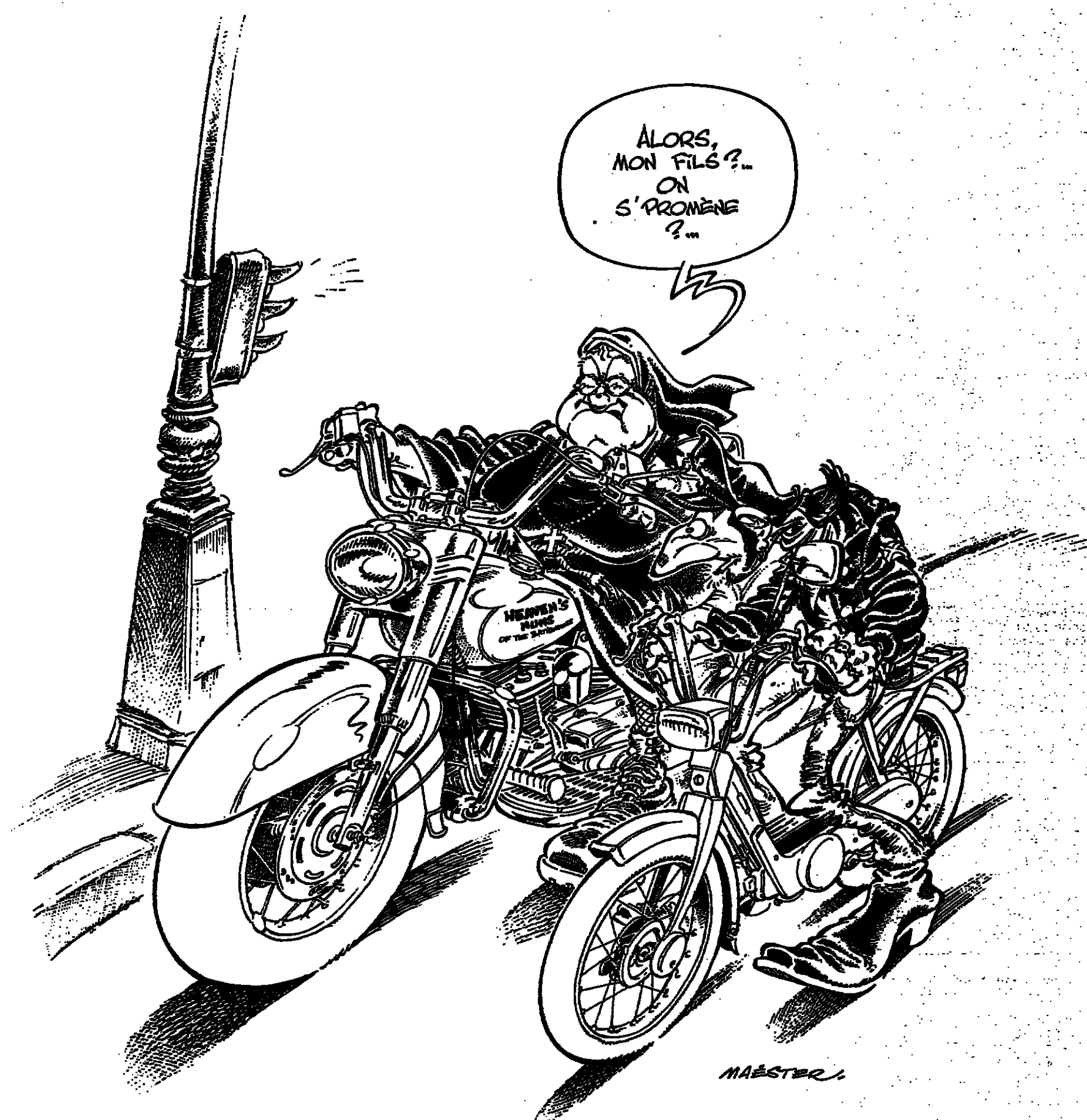
NOUVEAUTÉS
UN
GRAND
NUMÉRO
LE
8^e
ALBUM
ENFIN !
DARGAUD

سكنى من الحصى

شركة المصنوع

32 Le Monde • Vendredi 22 novembre 1991 •

**L'ENA va à Strasbourg, le LOTO à Marseille
et Sœur Marie-Thérèse des Batignolles va, elle,
comme chaque année, à Angoulême.**



Salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême du 23 au 26 janvier 1992.
Maëster n'a pas trente ans quand il invente ce personnage unique dans le monde de la BD : Sœur Marie-Thérèse des Batignolles. Une bonne sœur incroyable, forte en gueule (et en poings !) et dotée d'un humour dévastateur. Ses premières aventures sont rassemblées dans deux albums (aux éditions Audie/Fluide glacial) et de nouvelles histoires paraissent régulièrement dans le mensuel d'humour et de bandes dessinées *Fluide glacial*.

E.LECLERC  Partenaire du Salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême.



Cet obscur objet du désir

Suite de la page 29

Le meilleur des scénarios est celui qui se voit le moins, comme dans ces pages muettes qui sont parfois les plus difficiles à découper, c'est-à-dire à rythmer en cases successives. S'il convient dans un premier temps de rappeler la nécessité de ce texte absent (en apparence) qu'est le scénario, il convient aussitôt de préciser que sa vocation, elle, est d'être au service du dessin. En d'autres termes, il faut souligner que le meilleur des scénarios n'est qu'un chiffon de papier et n'est pas dessiné. Car, justement, tout n'est pas dessiné.

L'émotion, c'est le dessin

Ainsi, des scènes statiques, parfaitement envisageables dans le domaine romanesque où c'est le mouvement des idées qui capte l'attention du lecteur, sont difficilement concevables en bande dessinée. Ainsi, dans les années 80, Enki Bilal et moi-même révisions depuis longtemps déjà d'une histoire sur la dégradation du « socialisme réel » en Europe de l'Est. Mais comment faire converser de vieux apparatchiks immobiles durant des pages ? Ce n'est que lorsqu'un reportage au sein du bloc communiste n'a fait découvrir l'existence des somptueuses datchas réservées à la nomenclature des pays frères, amateurs de chasse à la grosse bête, qu'il est devenu possible de réaliser une bande dessinée. Des hommes marchant dans les boueux, des traces de sang rouge sur la neige blanche, voilà des choses dessinables !

Dans le même ordre d'idées, le monologue, et a fortiori le monologue intérieur, sont choses assez faciles à mettre en œuvre dans un roman ou dans une pièce de théâtre. Pas dans la BD, où le point de vue est presque toujours par la force des choses extérieur aux personnages, dont on voit ce qu'il font, dont on lit ce qu'ils disent, mais dont on ne fait que deviner ce qu'ils pensent. Car, à moins de faire appel à certains artifices comme le texte « off » généralisé, il est difficile de « représenter » graphiquement des sentiments.

Pour prendre une autre comparaison, le cinéma, il est d'ailleurs frappant de constater que ce qui constitue encore la règle d'or d'innombrables films, — un garçon rencontre une fille, — est presque absent de la BD où les histoires d'amour sont rares. Mais si elles sont rares, à filmer, ces histoires ne sont pas moins présentes dans la BD, au cinéma ou à la télévision, c'est plutôt de crise du désir qu'il faudrait parler. Alors que la raison même d'un scénario est avant tout d'être un objet de désir pour un dessinateur, afin de faire de la bande dessinée elle-même un objet de désir pour le lecteur.

Franklin, un cheval de Giraud, un pavillon de Tardi, une utopie de Schuiten nous touchent par leur trait, leur volume, leur lumière, leur couleur, autant que nous touchent certains de leurs personnages les plus attachants.

Et c'est à cela que doit veiller le scénariste. Qu'il soit réalisé par un scénariste à part entière ou par le dessinateur lui-même ne change d'ailleurs rien à l'affaire. Il lui faut dans tous les cas de figure servir de substrat à des scènes où la bande dessinée excelle, si j'ose dire, naturellement. Le fantasme, le rêve, l'incroyable, l'absurde, la grandiose, mais aussi le désastre, l'impressionnant, le minable, le vulgaire, voire la violence et l'érotisme.

Avec des moyens simples, et de surcroît bon marché, en comparaison du dessin animé ou de la télévision, la BD peut créer ou recréer les univers et les époques les plus fabuleux, voire les plus saignants, se gausser des travers les plus marquants de l'époque. Cela lui nuit d'ailleurs par certains côtés, car la modestie de ses moyens, son mauvais esprit systématique, sa fantaisie un peu sauvage la tiennent éloignée des lieux médiatiques où l'on pontifie volontiers très bourgeoisement.

Mais sa force est celle d'une sorte d'artisanat d'art où l'on reconnaît immédiatement la patte d'un créateur, le style inimitable de tel ou tel grand « faiseur ». A cette reconnaissance instantanée, qui entraîne généralement adhésion ou rejet tout aussi instantané en fonction du graphisme, succède le plaisir de lecture. Et c'est là que le scénario reprend, en sous-main et à long terme, tous ses droits. Les séries les plus aimées, les albums les plus lus, sont ceux où l'intérêt de l'histoire se dispute à la beauté du dessin.

Mais le scénariste ne doit pas pour autant être dépourvu d'ambition. Le texte d'une bande dessinée peut être aussi riche à sa façon elliptique qu'un texte romanesque plus fourni. Les dialogues peuvent se mesurer à ceux du théâtre où d'ailleurs réussissent fort bien de nombreux auteurs de BD. L'invention dramatique n'a rien à envier à celle du cinéma et les deux genres ne se privent d'ailleurs pas d'emprunts réciproques, même s'ils ne sont pas aussi proches qu'on le croit parfois.

Lorsqu'on parle, comme c'est parfois le cas, de crise du scénario, que ce soit en BD, au cinéma ou à la télévision, c'est plutôt de crise du désir qu'il faudrait parler. Alors que la raison même d'un scénario est avant tout d'être un objet de désir pour un dessinateur, afin de faire de la bande dessinée elle-même un objet de désir pour le lecteur.

Pierre Christin

La bédéthèque idéale

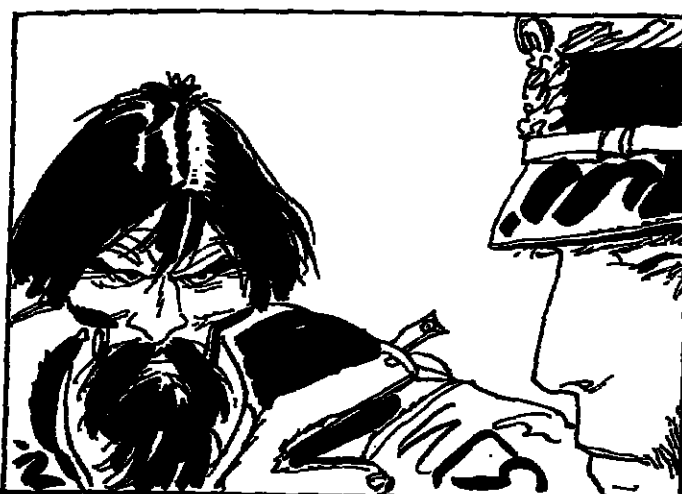
Une sélection des albums indispensables

A tout seigneur, tout honneur, commençons par Töpfer, peintre suisse catholique, qui invente le genre en 1827. Hory rédige ses *Histoires en images* pleines d'un charme désuet. Sautons l'Atlantique et quatre-vingts ans pour retrouver l'Américain McCay. Dans la presse à gros tirage, il crée une des bandes les plus somptueuses du genre : *Little Nemo*, description des rêves d'un enfant qui se réveille invariablement dans la dernière case, au pied de son lit (Ed. Zenda). Autre œuvre fondatrice, le mystérieux Krazy Kat (Futuropolis), d'Herriman, qui brode pendant trente-cinq ans sur une trame minimale et fascine tous les intellectuels de son temps. Séries mémorables également, les premiers Mickey (Hachette), dus à la plume de Gottfredson, et les Donald et Picsou de Barks (deux volumes, Zenda). Des générations d'auteurs ont appris leur métier dans ces pages.

En France, la BD démarre vraiment au début du siècle dans les journaux à grand tirage : il s'agit de la *Famille Fenouillard* et du *Sapeur Camember*, savoureux feuilletons comiques de Christophe (Armand Colin). La BD trouve ensuite refuge, pour des décennies, dans les « illustrés » pour enfants. Le plus célèbre exemple, et le plus controversé aussi, est bien sûr *Bébé* (Gautier-Languereau). Symbole de l'âge d'or du genre, quelques séries américaines sont « incontournables » : *Flash Gordon*, de Raymond, *Prince Siegel* et *Shuster*, père de tous les « superhéros », sans parler de *Mandrake*, du *Fantôme*, etc. (Futuropolis, Zenda). On comprend, à la relecture de ces albums, la fascination des jeunes lecteurs de l'avant-guerre : l'héroïsme et les grands sentiments sont magnifiés par des graphismes somptueux, inspirés de la peinture classique.

Deux titres de cette période mythique tranchent sur l'ensemble : *Dick Tracy*, de Gould (Futuropolis), polar expressif et violent, et *Terry et les Furies*, de Caniff, dessinateur marqué par les films « policiers » hollywoodiens et premier exécuté du noir et blanc. Complétons le panorama avec *Popeye*, de Segar (Futuropolis), le premier anti-héros de l'histoire de la BD. L'épaisse bêtise des protagonistes de cette saga pétante de santé fait toujours rire, soixante ans après... En France, à la même époque, Saint-Ogan introduit enfin la bulle (ou phylactère) dans la BD européenne. Zig et Puce y gagnent une gloire instantanée (Futuropolis).

Tout en bravoure et rigueur morale, l'école belge rayonne sur les années 50. Elle se divise en deux courants. Celui du journal *Tintin*, qui, outre l'immarcescible série vedette du même nom (Casterman), publie Blake et Mortimer, œuvre verbale et fascinante du grand Jacobs (*la Marque Jaune*, Blake et Mortimer). L'autre chapelle, celle de Spirou et des éditions Dupuis, penche plutôt pour l'humour, à l'exception de *Jerry Spring*, impeccable western (*Yucca Ranch*) du versatile Jijé. Citons pour mémoire *Lucky Luke* (et surtout *Tortillas pour les Dalton*), de Morris et



Corto Maltese est le héros préféré de François Mitterrand.

Goscinnny, *Spirou* (toute la série mais commencer par *QRN sur Bretzelburg*) et tous les *Gaston Lagaffe*, de Franquin, ou *Gil Jourdan*, de Tillieux — digne des *Tontons Flingueurs*, — dont il faut absolument lire *Libellule s'élève* et *Popaine et vieux tableaux*. A la même époque, le « strip américain » voit apparaître les *Peanuts* de Schulz. Mais le succès de Snoopy a masqué la richesse de la série, et les traductions françaises (Dargaud) sont si plates...

Une rage iconoclaste

Saluons au pas de course les *Pionniers de l'espérance*, série de science-fiction de Poivy et Lécureux publiée à la même époque dans *Vaillant* et rééditée chez Futuropolis (quel dessin !). Et venons-en à ce qui fut la grande affaire de la BD française : *Pilote*.

Lancé par René Goscinny en 1959 et édité par Dargaud, ce journal a tellement apporté au genre qu'il est impossible de tout citer : les premiers *Astérix* de Goscinny et Uderzo, par qui tout arriva, mais aussi *Blueberry* (le Spectre aux balles d'or), de Charlier et Giraud, LE western BD (éd. Novédis) ; la *Rubrique à bras*, de Gotlib, fils spirituel de Tex Avery ; les premiers *Philémon* de Fred, détenteur d'un univers onirique drôle et poétique ; Christin et Mézières, qui font avec *Valérien* (*Bienvenue sur Alfollol*) de la SF spéculative haut de gamme ; *Cellulite*, l'anti-héroïne de Bretécher, bien avant les *Frustrés* et *Agrippine* (en auto-édition). Mandryka raconte les aventures absurdes du *Concombre masqué*, premier légume justicier (Dupuis). Plus tard viendront *F.M.* et son *Génie des alpages* déirant, Cabanes peuplant sa saga *Dans les villages de bestioles superbes et inquiétantes* (Les Humanoides associés). Bilal, seul ou avec son scénariste Pierre Christin, brosse un avenir aux couleurs inquiétantes (*la Foire aux immortels*, entre autres, aux Humanoides).

Pendant ce temps, *Hara-kiri* se moque de la V^e République avec autant de violence que de talent. Tous les albums de Reiser chez Albin Michel témoignent de cette rage iconoclaste salutaire. La contre-culture des années 70, symbolisée par l'Américain Crumb (Futuropolis ou Albin Michel), incite les auteurs français à s'émanciper. *L'Echo des savanes* et une kyrielle de nouvelles revues permettent aux auteurs novices ou chevronnés de s'émanciper. Giraud change de patronyme et devient Moebius et, sous cette nouvelle identité, révolutionne la BD mondiale, tout simplement (*Œuvres complètes*, Humanoides). Margerin décrit malicieusement la banlieue avec *Votez Lucien* (Humanoides), tandis que Binet détaille la vie désolée des très franchouillards *Bidoche* (Foyer, Audie) et qu'Edika préfère dynamiter le récit de ce quotidien peu brillant (*Concerto pour omoplates*, Audie).

René Pétillon, avec le détective Jack Palmer (*la Dent creuse*, A. Michel), joue la parodie tous azimuts. Masse (Casterman) et Goossens (Audie) poursuivent

sagés du vent, de Bourgeon, et les *Sept Vies de l'épervier*, spéculation sur le meurtre d'Henri IV, sauvée de l'outrance par le classicisme du trait de Juillard.

A l'aube des années 80, l'Italien Mattotti publie *Foxy* (Albin Michel) qui ouvre la BD à l'expérimentation formelle, d'inspiration picturale. Baudoin (*le Portrait*, chez Futuropolis) suit un itinéraire parallèle.

Les Anglais Moore et Gibbons renouvellent complètement les super-héros avec les *Gardiens* (Zenda). Aux Etats-Unis, Spiegelman élargit le champ de la BD avec *Maus*, impressionnant témoignage sur l'Holocauste. Son compatriote Watterson relance le strip familial avec *Calvin et Hobbes* (Presses de la Cité), chronique endiablée d'un gamain et de son tigre en peluche.

Mais les années 80 voient, en France, le déclin inexorable des revues. Quelques talents notables émergent pourtant : Dupuy et Berberian (*le Journal d'Henriette*, aux Humanoides et chez Audie), rois de la chronique douce-amère, Florence Castac, formidable dans la mise en boîte de *M. Tout-le-Monde* (les Copains pleins de pépins, Futuropolis), ou encore Rabaté (*l'Exode*, Futuropolis, et *Signé Raoul*, Rackam), pourfendeur rigolard de l'universelle bêtise...

Terminons en signalant le renouvellement trop ignoré de la BD pour enfants. Des auteurs talentueux comme Wasterlain (*Docteur Foche*, Dupuis), Isabelle Wildorf (*Jojo et Paco*, série géniale pour les tout-petits, éd. Milan) ou Pommaux (*Marion Duval*, Bayard), méritent une plus large audience. Adultes et enfants s'y réjouiront.

Jean-Pierre Mercier

Schuiten-Peeters

Les Cités obscures



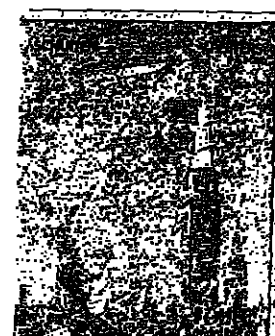
LA FIEVRE D'URBICANDE.



LES MURAILLES DE SAMARIS.



LA TOUR.



LA ROUTE D'ARMILIA.

L'AMPLEUR D'UN AUTRE MONDE

Hors collection
album géant : l'Archiviste
livre + compact disque : le Musée A. Desombres

casterman

NOUVEAUTES

DU GRAND ART!

POUR L'AMOUR DE L'ART

La B.D. c'est... DARGAUD

TARDI MORT A CREDIT

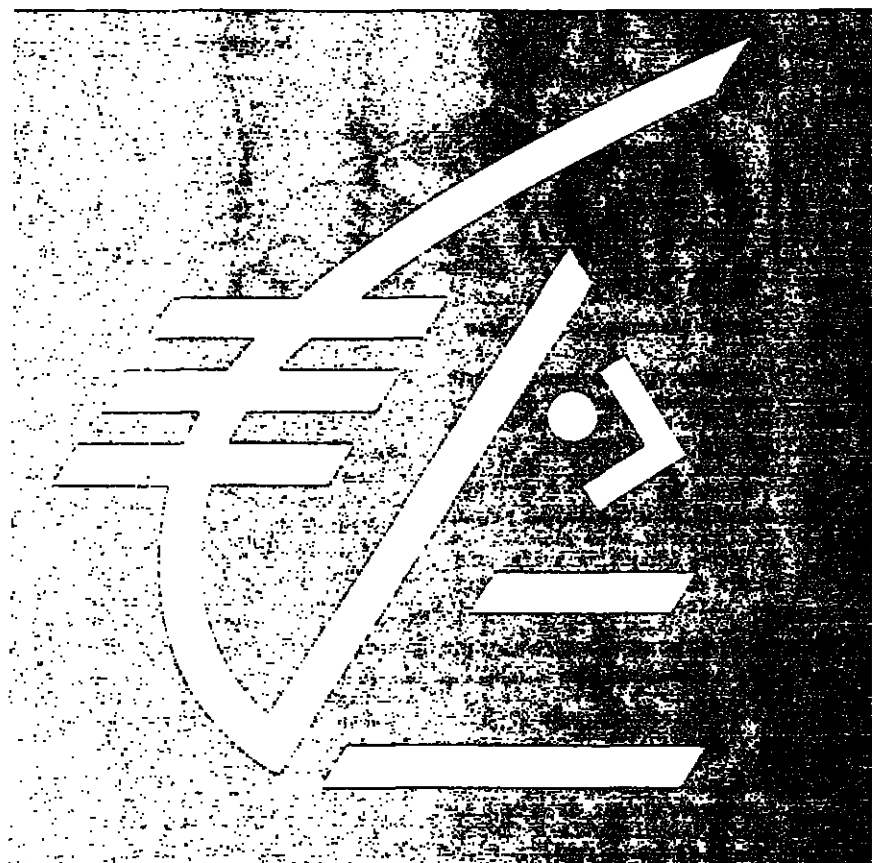
de Louis Ferdinand CÉLINE

432 P. 712 Dess. 240 Frs.

لقد كنت من الاصل

هناك من الأصل

LA CAISSE D'ÉPARGNE SE PASSIONNE POUR LA BD



Le nouveau « logo » de la Caisse d'Épargne est, plus que jamais, l'emblème du neuvième art. Partenaire officiel du Salon d'Angoulême depuis 1984, la Caisse d'Épargne parraine, cette année aussi, le Festival de Blois. Son ambition : promouvoir la Bande Dessinée, mode d'expression et loisir privilégié par les jeunes et les moins jeunes.

Pour favoriser l'éclosion et la révélation de jeunes dessinateurs, la Caisse d'Épargne orchestre depuis 1985, en liaison avec le Salon d'Angoulême et le centre départemental de documentation pédagogique de la Charente, un grand concours national de BD scolaire. En sept ans, le nombre des participants n'a cessé de grimper. Relayé par le ministère de l'Éducation nationale, le concours s'adresse à tous les jeunes, de la maternelle jusqu'aux établissements spécialisés. Pour y participer : rien de plus facile. Il suffit de se procurer la brochure du règlement auprès d'une des agences de la Caisse d'Épargne. Les enseignants ont ensuite 3 mois pour aider leurs élèves à mettre leurs rêves les plus fous en textes et en images. En 1985, 8 000 planches ont été réalisées. 24 000 en 1990. Cette année, la Caisse d'Épargne devrait engranger près de 40 000 dessins adressés par quelque 2 000 établissements scolaires. Tous les ans,

1 500 planches sont présélectionnées pour être exposées au Salon d'Angoulême.

Surtout, les quarante plus belles réalisations se voient remettre, chacune, l'Écureuil d'Or avec en prime une console de jeux vidéo. Cette récompense est décernée par un jury, présidé par Jean Solé avec à ses côtés plusieurs auteurs, éditeurs ainsi que deux inspecteurs généraux, l'un d'arts appliqués, l'autre d'art plastique. Enfin, le plus doué des jeunes dessinateurs décroche le trophée : l'Alph'Art Scolaire, avec à la clé une invitation au Salon d'Angoulême, où ce prix lui est remis. Il se voit aussi offrir un voyage de neuf jours pour deux personnes à Disneyworld en Floride.

Le concours de la Caisse d'Épargne est un tremplin pour les talents en herbe. Grâce à lui, trois jeunes ont déjà pu mettre un pied dans la profession. Luon Dien Phong, lauréat en 1985, est aujourd'hui créatif à l'agence Synergie. Nicolas Marlet, primé en 1987, travaille chez Walt Disney Production. Benoît Ers, récompensé en 1988, est dessinateur indépendant à Epinal. Mais la Caisse d'Épargne ne s'arrête pas en si bon chemin.

Outre son souci d'aider « les petits à devenir des grands », elle s'intéresse aussi aux « grands quand ils étaient petits ». Dans un album inédit,

paru cette année, elle a eu l'idée de recueillir les extraits d'une exposition imaginée par Jacques Lob pour Angoulême en 1985. Pour la première fois, grâce à la Caisse d'Épargne, tous les bédéphiles pourront conserver dans leur bibliothèque les dessins d'enfance d'une douzaine de célébrités : d'Alexis à Teulé en passant par Bilal, Brétecher, Lob ou Mézières. À côté des premiers croquis du père d'Hamster Jovial, de Superdupont ou de Blueberry figurent, dans ce même album, les aventures de « Papy-Bulle », grand-père malicieux, expert en BD, imaginé par Jean Solé, les planches des quarante Écureuils d'Or 90 ainsi que les œuvres des grands lauréats depuis 1985, une consécration pour ces futures vedettes.

Toujours à Angoulême, la Caisse d'Épargne s'associe, depuis 1985, à l'une des expositions phares du Salon. Après un hommage rendu à Tardi en 1986, à Franquin en 1989, à McCay en 1990, elle parraine cette année l'exposition consacrée à Goscinny, exposition qui se tient aujourd'hui à La Villette, et celle dédiée à Gotlib lors du prochain Salon d'Angoulême.

Pour que la fête continue, la Caisse d'Épargne organise toute l'année des versions itinérantes de ces manifestations. Plus d'une soixantaine de villes ont déjà accueilli ces expositions installées dans les agences de la Caisse d'Épargne, les mairies, les maisons de la culture ou les associations. Un événement culturel durant lequel les visiteurs peuvent aussi découvrir, à travers deux films vidéo produits par la Caisse d'Épargne, le métier de scénariste, raconté par Jacques Lob, ou « la naissance d'une BD » sous le crayon de Jean Tardi. Enfin, en liaison avec plusieurs quotidiens régionaux, la Caisse d'Épargne parraine, depuis cette année, l'Alph'Art du public. Un concours qui permet à tous les bédéphiles de distinguer, parmi « dix indispensables », le meilleur album de l'année. La Caisse d'Épargne ne ménage pas ses efforts pour faire aimer la BD.



CAISSE D'ÉPARGNE